

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN LOISIRS, CULTURE, TOURISME

PAR

MARIE-JEANNE DISANT

LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DES CENTRES COMMUNAUTAIRES DE  
LOISIRS DANS LE SECTEUR DE LA HAUTE-VILLE DE QUÉBEC

NOVEMBRE 1996

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>I</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>II</b>
<b>ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>III</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1 - CADRE THÉORIQUE</b>	<b>11</b>
1.1 Les représentations sociales.....	12
1.1.1 Le concept de représentations sociales dans le champ scientifique.....	14
1.1.2 Les représentations sociales, des principes générateurs de prises de position.....	16
1.1.3 Les représentations sociales, une forme de vision globale et unitaire.....	18
1.1.4 Les représentations sociales, une forme de connaissance socialement élaborée et partagée.....	20
1.2 Les représentations spatiales.....	24
1.2.1 Les représentations spatiales, des représentations sociales?.....	24
1.2.2 L'espace: une construction sociale.....	26
1.2.3 Représentations et territoire.....	27
1.3 Associations de loisirs, pratiques sociales et sociabilités.....	32
1.3.1 Individualisme et sociabilité dans les associations.....	32
1.3.2 La vie associative dans les associations de loisirs.....	36
1.3.2.1 Les sociabilités et les solidarités.....	36
1.3.2.2 L'espace associatif et la relation symbolique et physique à l'espace..	38
1.3.3 Les représentations du rapport à la communauté des associations.....	41

<b>CHAPITRE 2 - CONTEXTE SITUATIONNEL</b>	<b>46</b>
2.1 Présentation socio-historique du développement de Québec.....	47
2.1.1 Période du régime français de 1620 à 1760.....	48
2.1.2 Période préindustrielle (1760-1860).....	49
2.1.3 Période industrielle de 1860 à 1930.....	50
2.1.4 Développement des activités de services de 1930 à nos jours.....	51
2.2 L'organisation du territoire.....	53
2.2.1 Secteurs et quartiers.....	53
2.2.2 Basse-Ville et Haute-Ville.....	56
2.2.2.1 Basse-Ville.....	56
2.2.2.2 Haute-Ville.....	57
2.2.2.3 Centre ville.....	58
2.2.3 Limoilou et Des Rivières.....	59
2.2.3.1 Limoilou.....	59
2.2.3.2 Des Rivières.....	60
2.3 L'organisation spatiale du loisir à Québec.....	61
2.3.1 Aménagements linéaires.....	62
2.3.2 Aménagements de rayonnement .....	62
2.3.3 Aménagement d'espace de vie.....	63
2.4 Structuration des centres communautaires de loisirs.....	64
2.4.1 Influence de la culture anglophone.....	66
2.4.2 Influence de l'Église.....	70
2.4.2.1 Patros.....	70
2.4.2.2 .OTJ.....	72
2.4.3 Intervention municipale.....	74
2.4.3.1 Laisser-faire de 1900 à 1960.....	74
2.4.3.2 État providence et municipalisation du loisir.....	75
2.4.3.3 Faire-faire et virage communautaire.....	78

2.4.4	Caractéristiques des centres communautaires de loisir à Québec .....	81
2.3.4.1	Caractéristiques des CCL publics.....	81
2.4.4.2	Caractéristiques des CCL privés.....	85
2.5	Portrait de la Haute-Ville.....	87
2.5.1	Institutions et services.....	88
2.5.2	Population.....	89
2.5.2.1	Vieillessement de la population.....	90
2.5.2.2	Hétérogénéité sociale.....	91
 <b>CHAPITRE 3 - MÉTHODES</b>		 94
3.1	Univers d'observation .....	99
3.2	Population étudiée.....	100
3.3	Entrevue téléphonique.....	102
3.3.1	Avantages de cette technique.....	102
3.3.2	Limites et contraintes.....	103
3.3.3	Questionnaire.....	104
3.3.4	Indicateurs.....	105
3.3.5	Prétest .....	108
3.4	Échantillonnage.....	108
3.4.1	Base de sondage.....	109
3.4.2	Taille et composition de l'échantillon.....	111
3.5	Focus groupe.....	113
3.5.1	Avantages de cette technique.....	113
3.5.2	Contraintes et limites .....	114
3.5.3	Structure de rencontre.....	115
3.5.3.1	Introduction à la rencontre.....	116
3.5.3.2	Phase de transition.....	116
3.5.3.3	Phase de discussion.....	117

3.6	Organisation logistique.....	118
3.6.1	Partenariat.....	118
3.6.2	Organisation de la collecte de données.....	120
3.7	Analyse des résultats.....	122
3.7.1	Traitement statistique.....	122
3.7.2	Analyse de contenu.....	123
3.7.3	Analyse des groupes focus.....	124

## **CHAPITRE 4 - ANALYSE DES RÉSULTATS** 126

4.1	Caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques.....	128
4.1.1	Répartition des répondants selon le sexe .....	128
4.1.2	Age des répondants.....	130
4.1.3	Statut familial.....	132
4.1.4	Niveau de scolarité atteint.....	134
4.1.5	Revenu annuel (avant déduction d'impôt).....	135
4.1.6	Conclusion préliminaire.....	136
4.2	Vécu dans les territoires de la ville de Québec.....	138
4.2.1	Vécu dans la ville de Québec.....	138
4.2.1.1	Lieux de résidence actuelle et passée dans la ville de Québec.....	138
4.2.1.2	Secteur de résidence dans la ville.....	139
4.2.1.3	Durée de résidence (actuelle ou passée) dans Québec.....	140
4.2.1.4	Lieu de naissance.....	141
4.2.1.5	Scolarité et lieux de scolarité.....	142
4.2.1.6	Réseau familial.....	145
4.2.1.7	Réseau des amis.....	146
4.2.2	Vécu dans la Haute-Ville.....	149
4.2.2.1	Résidence dans la Haute-Ville.....	149
4.2.2.2	Fréquentation de la Haute-Ville.....	150
4.2.2.3	Importance de la fréquentation de la Haute-Ville.....	152
4.2.2.4	Territoire de référence.....	153

4.2.3	Conclusion préliminaire.....	155
4.3	Les pratiques de loisir récréatif.....	157
4.3.1	Activités de loisir.....	157
4.3.1.1	Types d'activités de loisir pratiquées.....	157
4.3.1.2	Durée de fréquentation du centre .....	163
4.3.1.3	Durée de connaissance du CCL fréquenté.....	167
4.3.1.4	Activités de loisirs dans le centre et en dehors du centre.....	168
4.3.1.5	Types de centres fréquentés.....	172
4.3.2	Construction de liens sociaux .....	174
4.3.2.1	Mode de connaissance de l'activité.....	174
4.3.2.2	Présence d'entourage dans le centre fréquenté.....	176
4.3.2.3	Relations sociales en dehors de l'activité.....	179
4.3.2.4	Existence d'entraide.....	182
4.3.3	Expérience de loisir.....	185
4.3.3.1	Importance de l'aspect relationnel.....	186
4.3.3.2	Autres dimensions évaluées.....	189
4.3.3.3	Autres dimensions importantes.....	193
4.3.4	Conclusions préliminaires.....	196
4.4	Images du CCL.....	198
4.4.1	Dénomination CCL.....	198
4.4.1.1	Connaissance de l'appellation centre communautaire de loisirs.....	199
4.4.1.2	Centres nommés.....	200
4.4.1.3	Conclusions préliminaires.....	203
4.4.2	Images évoquées.....	204
4.4.2.1	Thèmes évoqués.....	205
4.4.2.2	Thème de l'activité.....	207
4.4.2.3	Thème de l'espace.....	214
4.4.2.4	Thème des usagers.....	219
4.4.2.5	Thème des valeurs.....	224
4.4.2.6	Thème des comparaisons.....	230
4.4.2.7	Thème des jugements.....	233

4.4.3	Les images issues des groupes focus.....	237
4.4.3.1	Activités.....	239
4.4.3.2	Espace.....	240
4.4.3.3	Usagers.....	242
4.4.3.4	Valeurs.....	243
4.4.3.5	Conclusions préliminaires.....	247
 <b>CONCLUSION.....</b>		 251
 <b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>		 262
 <b>ANNEXES</b>		
	Liste des annexes	266



## REMERCIEMENTS

J'aimerais tout d'abord exprimer ma gratitude envers ceux qui m'ont aidée à développer et à réaliser cette étude et tout particulièrement à mon directeur de recherche, Robert Soubrier qui m'a prodigué une attention soutenue tout au long de cette recherche. Le service des loisirs, les responsables des trois centres communautaires de loisirs ainsi que le Ministère des affaires municipales m'ont apporté un soutien matériel précieux qui a facilité mon entreprise. Aussi, j'aimerais remercier Laurent Bélanger et le personnel du Service des loisirs de la ville de Québec, Miguel Montérichard et Monique Delisle du Ymca, Guy Tremblay des Loisirs Montcalm ainsi que Guy Gauthier de la direction du loisir et des programmes à la jeunesse au MAM pour leur accueil généreux. Par ailleurs, il me faut également remercier tous les répondants pour leur contribution.

Je tiens à remercier tous les proches qui m'ont témoigné leur confiance et leur affection en me soutenant dans les étapes quelquefois difficiles de ce périple et je pense tout particulièrement à Francine Saillant, Michèle Clément et Yvan Jobin qui ont su me donner l'énergie nécessaire à la réalisation de ce projet. Enfin, je tiens à exprimer ma reconnaissance envers ceux qui m'ont accompagnée au delà du temps et des océans; c'est avec la complicité de mes grands-mères, de ma tante Madeleine, de mon père et de Momo et de tout mes amis que j'ai vécu ce passage.

## Abréviations

CCL : Centre communautaire de loisir

FQCCL: Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs

MLCP: Ministère du loisir, de la chasse et de la pêche

MAM: Ministère des affaires municipales

OPS: Organisme polyvalent sectoriel

ODM: Organisme disciplinaire municipal

SLVC: Service des loisirs et de la vie communautaire

Ymca: Young men's christian association

Ywca: Young women's christian association

## INTRODUCTION

Divers éléments conjoncturels et structurels participent à l'évolution du rôle des centres communautaires de loisirs (CCL). Plusieurs indices permettent de constater un accroissement du poids du secteur associatif dans la vie économique et sociale ainsi que l'extension de ces champs d'intervention. Ces facteurs de changement qui s'exercent sur l'ensemble du secteur associatif confrontent à de nouveaux défis économiques et sociaux les différents acteurs qui ont contribué à structurer le loisir municipal autour des CCL. Face aux nouveaux enjeux, la connaissance de l'intervention des CCL apparaît déterminante pour aborder au mieux ces changements. Or, bien que les CCL soient une structure marquante du loisir municipal, ceux-ci n'ont fait l'objet que de très rares recherches. De plus, l'étude des CCL se heurte au problème de définir cet ensemble social.

### **Accroissement du rôle du secteur associatif dans la vie économique**

La participation du secteur associatif à la vie économique peut être considérée sous l'angle d'une création de richesses supplémentaires ou d'une diminution des charges sociales. L'intérêt porté à la contribution de ce secteur à l'activité économique est assez récent et serait apparu, selon Joyal (1989, p. 49), à la suite des bouleversements économiques des années 1970. La désignation du secteur associatif comme tiers secteur, tout comme la terminologie d'économie sociale, traduit cette volonté de ne plus considérer le secteur associatif uniquement par ses finalités sociales et en dehors de toute rationalité

économique. Par ces dénominations, on reconnaît la spécificité du secteur associatif comme une composante de la sphère économique. En l'abordant comme «tiers secteur», on distingue aussi son activité économique du secteur commercial et du secteur privé. En le qualifiant «d'économie sociale», on réfère à la particularité de ses échanges situés à l'interface de l'économie formelle et informelle. Outre sa contribution à la création d'emplois, de biens et de services, on attribue de plus en plus à ce secteur un rôle non négligeable dans le développement économique des collectivités.

### **Accroissement du rôle du secteur associatif dans la vie sociale**

La participation de plus en plus importante des associations à la vie sociale est un phénomène constaté quantitativement dans la plupart des pays occidentaux. Au Québec, les données sur la création d'associations, sur le nombre d'associations actives et sur la participation bénévole permettent de rendre compte de l'importance que prend la vie associative. Ainsi, selon Langlois (1990, p. 105-106), plus de 32 500 associations ont été créées entre 1973 et 1989. Durant cette période, le nombre d'associations actives a quadruplé, passant de 6000 en 1973 à 24 500 en 1989. Dans le domaine du loisir municipal au Québec, D'Amours relève un taux d'accroissement moyen de 61.4% du nombre d'associations entre 1980 et 1985 (1989, p. 96). Les enquêtes de Statistique Canada indiquent une augmentation non négligeable du nombre de bénévoles: Le taux de bénévolat dans la population québécoise passe ainsi de 10.6% en 1979 à 19% en 1986 (Pronovost, 1993, p. 167). De plus, en croisant les résultats de différentes sources, Pronovost estime qu'au moins le tiers de la population québécoise participe à des actions de bénévolat dans des associations volontaires (le pourcentage de bénévoles serait ainsi sous-estimé par Statistique Canada). De plus, le secteur du loisir occupe une place

importante dans la vie associative. Ainsi, en fonction de l'inclusion ou non des associations ayant pour objet les liens sociaux et communautaires, 40 à 70% des associations créées au Québec entre 1973 et 1989 relèvent du monde du loisir (Fortin, 1989, p. 15-16). Ces données témoignent du rôle croissant occupé par la dynamique associative et le loisir dans la vie sociale.

### **Extension des champs d'intervention du secteur associatif**

L'accroissement de la participation du secteur associatif à la vie sociale et économique s'observe également par l'apparition de nouveaux champs ou domaines couverts par ce secteur. Si l'évolution plus qualitative des associations est analysée différemment selon les auteurs, tous signalent le développement de nouveaux domaines d'activités. Au Québec, Langlois (1990, p. 106) note l'accroissement de nouvelles associations à partir des années 1980, notamment de celles axées sur le loisir ou sur la promotion d'intérêts au sens large. En France, différents intervenants sociaux français dont Laviile et Roustang recourent au concept de service de proximité pour référer à cet ensemble de nouveaux domaines couverts par le secteur associatif: soins à domicile, garderie, formation et insertion à l'emploi, réhabilitation et préservation de l'environnement, transport, etc. Fortin, (1993, p. 14) identifie les groupes d'entraide comme nouveau type de groupement associatif se développant depuis les années 1980. L'auteure réfère ainsi à la gamme des nouvelles activités couvertes par ces groupes, qui va du soutien psychologique (sur le modèle des alcooliques anonymes) aux garderies coopératives. Enfin, Pronovost (1993, p. 172) met l'accent sur cette capacité des associations à se «diversifier, à se transformer et à se développer» au gré des changements sociaux.

### **Évolution des sociétés occidentales**

Cette évolution du secteur associatif traduit les profonds changements sociaux qui s'opèrent dans nos sociétés. Comme l'énonce Pronovost (1993, p. 172), «c'est à travers les transformations des associations qu'on peut, très souvent, en observer les premières manifestations». En premier lieu, l'évolution économique des sociétés post-industrielles est un facteur de changement social qui participe à une transformation des pratiques et des valeurs sociales. La tertiarisation, définie entre autres par l'accroissement d'une production de biens immatériels et de services, participe à transformer les rapports de l'homme à son environnement. Elle contribue à l'émergence de valeurs et de productions sociales accordant un pouvoir grandissant à l'individualité. La plupart des observateurs de la vie sociale s'accordent sur la participation de cette évolution économique au processus d'individuation. Ainsi, Scardigli (1986, p. 477-490) analyse comme inhérente à cette évolution, la place de plus en plus importante de l'individu dans nos sociétés. «Les besoins personnalistes» (c'est à dire centrés sur l'épanouissement de la personnalité) «sous tendent sans fin la croissance de la consommation», et, le développement de la consommation contribue à accroître l'autonomie de l'individu (par sa réappropriation des produits et l'accroissement de son pouvoir en tant que client et acteur). Ce processus d'individuation lié à la culture de consommation, Roustang (1993, p. 194) l'explicite par le fait que l'appropriation d'objet et de services, «participe à la symbolisation de l'émancipation sociale et matérielle de l'individu». Si la croissance du secteur associatif et son évolution plus qualitative sont liées à cette explosion des besoins personnalistes, le retrait de l'intervention économique et sociale des pouvoirs publics et la crise économique participent à renforcer le rôle du secteur associatif. Avec la fin de l'État-Providence et les dysfonctionnements économiques, la montée de phénomènes d'exclusion sociale et

économique et l'accroissement des inégalités interrogent le fonctionnement démocratique et économique de nos sociétés actuelles. Face à ces menaces à la cohésion sociale, le développement de l'autonomie du citoyen et de la capacité des communautés à se prendre en charge apparaît comme un des garants de la démocratie et comme une nouvelle avenue de développement. C'est sur la capacité du secteur associatif à répondre aux nouveaux besoins individualistes et à réguler les dysfonctionnements sociaux que repose en partie l'évolution moins chaotique de nos sociétés. L'action conjuguée de la tertiarisation, de la fin de l'État-Providence et de la crise économique participe ainsi à accroître le rôle du secteur associatif dans la vie économique et sociale. Cette situation se vérifie également au niveau du loisir municipal.

### **Évolution des CCL au niveau municipal**

Au niveau du loisir municipal, «la gestion déléguée» illustre cette tendance des pouvoirs publics à se désengager tout en misant sur les capacités d'action du secteur associatif. Le «virage communautaire» témoigne des changements qui s'opèrent actuellement entre les différents acteurs.

En effet, D'Amours (1989, p. 87-105) met en évidence la prédominance de la pratique du «faire-faire» sur celle du «laisser-faire» dans les nouvelles modes de gestion du loisir municipal. Avec la fin de l'État-Providence et la rationalisation des dépenses publiques, une majorité de municipalités ont adopté la gestion déléguée comme mode de privatisation particulier de la filière publique. Plutôt que de laisser place au libre marché et à l'entreprise commerciale (cas du «laisser-faire»), les municipalités confient aux organismes sans but lucratif la responsabilité partielle ou entière de la production du loisir

municipal, voire de la gestion des équipements de loisirs (cas du «faire-faire»). Selon D'Amours (1989), près de 90% des municipalités pratiquaient ce mode de gestion en 1986. En déléguant une partie de leurs responsabilités au secteur associatif, les municipalités ont donné une place prépondérante à ce secteur dans l'organisation du loisir public. Ainsi, la production des activités de loisirs ou la gestion des CCL d'origine public relèvent dans de nombreux cas de la responsabilité directe du secteur associatif, et non plus des services municipaux de loisirs.

Depuis le début des années 90, de plus en plus de municipalités adjoignent au mandat de leurs services des loisirs le dossier de la vie communautaire. Le contexte de crise et de réduction des ressources n'est pas étranger à la diminution de l'investissement des pouvoirs publics. Cependant, le transfert de responsabilités autrefois dévolues au seul pouvoir de l'État vers le secteur associatif est aussi le fruit des actions menées par celui-ci comme contre-pouvoir à l'omnipotence et à la technocratie de l'État. En effet, au courant de privatisation a précédé tout un mouvement de réappropriation par la société civile de domaines couverts ou non par les pouvoirs publics. Selon Godbout (dans Levasseur, 1990, p. 210-230), le développement du mouvement communautaire a entraîné une modification des types d'intervention de l'État. On peut voir dans «le virage communautaire» l'illustration du changement décrit par Godbout (ibid). En effet, ce virage semble marquer le passage à un «État modeste» et un «retour du social». Le passage à un État modeste se remarque par la transformation des rapports de l'administration municipale avec l'organisation communautaire. En effet, l'acteur public ne se pose plus comme l'expert ou l'instance suprême mais davantage comme un partenaire du mouvement associatif. Enfin, le passage d'une approche purement techniciste de l'intervention en loisir à une approche plus globale et moins étroite du loisir



semble témoigner de ce retour du social. La montée des problématiques sociales ainsi que la décentralisation des pouvoirs contribuent à accélérer la prise de ce virage par un nombre croissant de municipalités.

### **Situation des Centres Communautaires de Loisir**

L'évolution des besoins, la montée des problématiques sociales et la réduction des ressources confrontent l'organisation du loisir municipal et tout particulièrement les CCL à de nouveaux défis sociaux et économiques. En effet, les CCL occupent une place de premier plan dans l'organisation du loisir municipal. Sur les CCL privés comme publics reposent la grande partie de la programmation des activités de loisirs et de la vie communautaire des collectivités locales. Étant sur la première ligne de service, ils se situent au coeur de l'action et des changements sociaux. Si les CCL privés et publics occupent ainsi une position stratégique au sein de l'organisation du loisir municipal, la synergie de ces acteurs semble être requise pour relever ces nouveaux défis. En effet, face aux nouveaux enjeux, il apparaît nécessaire de développer les collaborations et les relations transversales, ceci non seulement entre le secteur public et privé, mais aussi au sein de ces secteurs. Si le développement de nouveaux partenariats et de l'intersectorialité apparaissent être les nouvelles donnes de l'organisation du loisir municipal, ceux-ci ne peuvent prendre forme sans une connaissance minimum de l'intervention actuellement réalisée. Or, force est de constater que peu d'informations permettent de mesurer ou de rendre compte de la participation des CCL aux loisirs et à la vie communautaire des communautés. De plus, la situation et l'existence des CCL en tant qu'ensemble apparaissent relever de l'ordre du théorique, puisque peu de données semblent pouvoir traduire et définir cette réalité.

### **Question de recherche**

On constate une absence relative d'informations quant à la participation des CCL à la vie sociale. Si on réfère fréquemment à la contribution des CCL à la qualité de vie des communautés, peu de données empiriques sont actuellement disponibles sur l'ensemble des pratiques auxquelles donnent lieu la présence des CCL. Il semble les CCL n'ont fait l'objet que d'une seule publication officielle, celle effectuée par Lupien en 1991. Cette absence de recherches paraît d'autant plus surprenante que l'intervention des CCL n'est pas nouvelle, l'inscription de cette réalité sociale apparaissant au contraire profondément ancrée dans l'histoire des communautés québécoise et du loisir municipal. À cette situation paradoxale s'ajoute la difficulté de définir cette réalité existante. En effet, l'étude des CCL se heurte au problème de préciser cet objet en tant qu'ensemble. La définition des CCL fait apparaître la difficulté du choix de l'angle à partir duquel on peut approcher les CCL. Doit-on le considérer comme une entité distincte de la somme de ses parties ou comme le reflet de la somme de ses activités? Est-ce un espace social ou un équipement? Est-ce une organisation, une structure spécifique ou différents types d'organisations, de regroupements particuliers? Doit-on aborder le CCL comme une construction résultant d'un processus particulier ou comme un ensemble de systèmes de production aux fonctions spécifiques? Existe-t-il un type de CCL ou des types de CCL? Les définitions proposées par le Ministère des Affaires Municipales (MAM) ou celle de la Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs (FQCCL) permettent de constater l'étendue des débats auxquels peuvent donner lieu la définition des CCL.

Ainsi, le MAM (anciennement Ministère du Loisir Chasse et Pêche) définit l'ensemble des CCL privés et municipaux comme:

«un établissement où se déroulent des activités de loisirs à la fois d'ordre sportif, culturel et social. Ces centres desservent habituellement l'ensemble de la population d'une municipalité ou certains secteurs à l'intérieur d'un centre urbain de grande importance » (MLCP, 1989, p. 32).

À cette définition, la FQCCL (dont sont exclus les CCL municipaux) propose une définition résolument plus subjective, définissant avant tout le CCL comme un milieu de vie. Tout un univers de valeurs et de conceptions semblent séparer cette dernière définition de la définition administrative. Afin de dépasser la difficulté de définir le CCL en tant qu'objet, nous avons situé la relation qu'entretiennent les personnes avec les CCL au centre de notre étude. Par ce choix, nous avons orienté notre perspective sur le vécu, l'expérience des acteurs. L'absence d'informations sur les pratiques dans les CCL et la difficulté de définir cette réalité sociale inscrite dans l'univers des communautés nous a conduit à nous interroger sur les représentations qu'ont les usagers des CCL. Nous avons retenu comme univers d'observation, le secteur de la Haute-Ville de Québec, en raison des préoccupations actuelles des différents intervenants en loisir mais aussi de son histoire et de son contexte particulier. Ceci nous a donc conduit à poser comme fil conducteur à cette étude la question de recherche suivante: Quelles sont les représentations sociales des CCL, chez les usagers, dans le secteur de la Haute-Ville de Québec?

### **Présentation du mémoire**

Ce mémoire comporte quatre chapitres. Dans le premier, nous présentons la théorie des représentations sociales. Cette théorie, de plus en plus utilisée dans le domaine des sciences sociales pour sa capacité à informer et à expliciter la nature des liens sociaux et des relations des individus à leur environnement, a été peu employée dans le domaine des sciences du loisir. Nous précisons aussi les pratiques et les liens sociaux auxquels donnent lieu la vie associative à partir d'autres perspectives d'études. Le deuxième chapitre est consacré à l'analyse du contexte situationnel des CCL. Selon une perspective socio-historique, nous retraçons les principales étapes de la structuration du loisir municipal dans le contexte plus particulier de la ville de Québec. Dans le troisième chapitre, nous décrivons les méthodes et les techniques qui ont été retenues pour l'opérationnalisation de la recherche (collecte de données, analyse des résultats). Enfin, dans un dernier chapitre, nous présentons les résultats des données recueillies par entrevue téléphonique et par groupe focus. Ces résultats nous permettent ainsi de préciser les représentations sociales des CCL à partir des pratiques et des images des usagers.

## CHAPITRE 1

### CADRE THÉORIQUE

Nous nous sommes basée sur la théorie des représentations sociales pour étudier la relation des usagers au CCL. Il nous est apparu que le concept de représentations sociales nous permettait de rendre compte de toutes les dimensions de cette relation, ce que ne permettait pas le concept de perceptions. Les représentations sont plus que des perceptions, elles ont un caractère symbolique et signifiant. Par la représentation, les individus ou les groupes interprètent et symbolisent leurs relations avec un objet. En représentant, nous faisons apparaître la figure d'un objet réel ou imaginaire, à l'aide de signes, de symboles. Il découle de ce fait que les représentations ont un caractère imageant, constructif et créatif. À ces signes, à ces symboles, correspondent un sens. Nous signifions par les représentations notre interprétation, le sens que nous donnons à notre relation avec un objet. «La représentation est toujours représentation de quelque chose et de quelqu'un» (Jodelet, 1989, p. 43). Les caractéristiques du sujet et de l'objet influent sur ce qu'elles sont. Elles ne sont ni le pur reflet d'une réalité objective, ni celui d'une réalité subjective. En effet, en tant qu'acte de re-construction d'un objet, la représentation n'est pas qu'une simple reproduction du monde extérieur, elle témoigne aussi de la façon dont l'individu, le groupe se pense dans ses rapports avec les objets qui l'affectent. Elles possèdent ainsi une valeur heuristique dans la mesure où l'étude des représentations permet de mieux connaître et d'explicitier la nature des liens sociaux et les relations des individus à leur environnement (Abrieu, 1994, p. 18).

Ce chapitre comporte trois sections. Dans la première, après avoir situé la position particulière du concept de représentations sociales dans le champ scientifique, nous présentons trois définitions de ce concept et les perspectives d'étude dans lesquelles celles-ci ont été élaborées. Le fait que la théorie des représentations sociales n'ait pas été développée dans le domaine des sciences du loisir et qu'il y ait absence de données sur les CCL nous a conduit à nous appuyer sur deux autres perspectives d'études. La deuxième section est consacrée au concept de représentations spatiales. C'est sur ce dernier concept que nous nous sommes appuyée pour étudier les relations des usagers au CCL en tant qu'espace vécu. Dans la troisième section, nous présentons différentes perspectives d'étude de la sociabilité. Celles-ci nous permettent de situer les dimensions des pratiques qui peuvent nous permettre de connaître le contenu des représentations, ainsi que de nous donner un cadre d'analyse pour explorer la structure des représentations.

### **1.1 Les représentations sociales**

Depuis la parution du livre de Moscovici en 1976, *La psychanalyse, son image et son public*, la théorie des représentations sociales a été utilisée dans de nombreuses recherches en sciences sociales et humaines. Cette théorie, que l'on peut qualifier de transdisciplinaire, a été reprise par les chercheurs de diverses disciplines, telles l'anthropologie, la sociologie, la psychologie, l'histoire et la géographie. En étudiant la transformation d'un savoir scientifique, la psychanalyse, dans le savoir de sens commun, Moscovici a posé quelques-unes des bases théoriques des représentations sociales et a ouvert la voie à l'exploration et à la théorisation de ce concept. Moscovici a ainsi impulsé tout un courant de recherche à propos d'un phénomène qui est resté en dehors des

préoccupations de la communauté scientifique pendant plus d'un demi-siècle. En effet, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, le fondateur de la sociologie française, Durkheim, s'est intéressé aux relations entre les structures de la pensée sociale et celles de la société. Il a ainsi formulé le concept de «représentation collective» pour désigner une forme de production mentale collective aux fonctions spécifiques. Ce concept n'a pas donné lieu à d'autres développements en sociologie, et c'est en psychologie sociale que ce concept a été plus tard repris et redéfini (Jodelet, 1984, p. 357). Dans la perspective fonctionnaliste, Durkheim a mis l'accent sur la fonction collective des représentations. La représentation collective est considérée de manière statique et comme étant invariante: «À la fois homogène et contraignante, elle préserve ce lien entre les hommes qui la rend collective» (Moscovici, dans Jodelet, 1989, p. 73). En qualifiant les représentations de sociales, Moscovici réfère à la nature sociale des processus qui participent à l'élaboration et à la vie des représentations. Moscovici aborde les représentations sociales comme «des formes dynamiques et non comme des entités immuables» (Doise et Palmonari, 1986, p. 16). La dynamique des processus sociaux et cognitifs est ainsi au coeur de l'étude des représentations sociales. En effet, les représentations sociales sont considérées comme soumises à une double logique, l'une d'origine sociale et l'autre d'origine cognitive. La théorisation de ce concept et la constitution de ce champ d'étude sont toujours en évolution. Le fait que ce concept ne soit pas complètement délimité et arrêté contribue à la vitalité et à la fécondité de ce domaine de recherches. Par contre, ceci ne facilite pas l'appropriation et l'opérationnalisation du concept de représentations sociales.

Dans la première partie de cette section, nous proposons de préciser davantage la situation particulière du concept de représentations sociales dans le champ scientifique. Dans les parties subséquentes, nous présentons trois définitions de ce concept. À partir de ces

définitions, nous précisons différentes perspectives d'études des représentations sociales et, en dernier lieu, celle sur laquelle notre recherche s'est plus particulièrement appuyée.

### **1.1.1 Le concept de représentations sociales dans le champ scientifique**

«Si la réalité des représentations sociales est facile à saisir, le concept ne l'est pas»; Moscovici a énoncé ainsi la difficulté de conceptualiser les représentations sociales dès son premier ouvrage sur les représentations sociales en 1976 (Doise, 1986, p. 82 ). Herzlich, qui a travaillé en tant que sociologue sur les représentations sociales de la santé et de la maladie, a effectué un constat similaire en 1985. Elle aurait ainsi signalé «on entrevoit vaguement comment la représentation se construit, on ne voit pas comment elle fonctionne et pourtant on est presque certain qu'elle existe» (Herzlich cité dans Connexions, 1988, p. 5).

Selon Moscovici, des raisons historiques et le fait que les représentations sociales se situent au carrefour de concepts psychologiques et de concepts sociologiques expliquent cette situation. D'une part, le concept de représentations sociales marque une rupture avec les perspectives où "l'on concède l'individu à la psychologie et la société à l'économie ou à la sociologie" (Moscovici, 1984, p. 5). Celui-ci a été développé dans une nouvelle perspective prenant distance avec l'approche behavioriste dans laquelle est notamment effectuée une coupure entre l'univers extérieur (l'objet) et l'univers intérieur (le sujet). D'autre part, à la base de la théorie des représentations sociales se trouve le double questionnement suivant: «Comment le social intervient-il dans l'élaboration psychologique que constitue la représentation sociale, comment cette élaboration



psychologique intervient-elle dans le social?» (Jodelet, 1984, p. 366). Cette dualité engendre une certaine difficulté pour la mise en évidence à la fois des mécanismes sociaux et cognitifs. Selon les perspectives théoriques, les auteurs insistent tantôt sur les aspects cognitifs, tantôt sur les aspects sociaux des représentations sociales. Les sujets de recherche se situent ainsi à divers niveaux «qui vont de l'individuel au collectif et rendent ainsi difficile la saisie globale de cette notion» (Jodelet, 1984, p.360). Cependant, la plupart des auteurs (Moscovici, Jodelet, Abric, Doise) ayant travaillé sur la théorisation des représentations s'entendent pour ne pas réduire le concept de représentations sociales à une approche exclusivement psychologique ou sociologique. Moscovici, Abric, Jodelet et Doise émettent sensiblement les mêmes objections et limites à une conceptualisation qui ne respecterait pas cette dualité: «Ce serait précisément enlever à cette notion sa fonction d'articulation de systèmes explicatifs» (Doise, 1986, p. 83).

La situation carrefour du concept de représentation engendre une pluralité d'approches de ce concept et le développement de systèmes théoriques autonomes «qui se retrouvent et se recoupent parfois à l'intérieur du champ d'études des représentations sociales» (Jodelet, 1989, p. 59). Cette complexité se traduit également dans les diverses définitions du concept de représentations sociales. Les trois prochaines parties présentent trois définitions de ce concept, toutes trois élaborées dans des perspectives d'étude différentes des représentations sociales. Nous situons ces perspectives théoriques pour préciser l'approche qui semble le mieux adapté à l'objet de notre recherche.

### 1.1.2 Les représentations sociales; des principes générateurs de prises de position

Doise s'inspire des travaux de Bourdieu pour proposer une définition du concept de représentations sociales qui réfère à certains principes et processus mis en évidence par Bourdieu. Doise définit les représentations sociales comme étant:

«Des principes générateurs de prise de positions liées à des insertions spécifiques dans un ensemble de rapports sociaux et organisant les processus symboliques intervenant dans ces rapports» (Doise, 1986, p. 85).

Dans cette définition se trouve énoncée deux des caractéristiques de la dynamique des représentations sociales, à savoir leur participation à l'orientation des conduites et leur relation avec des formes d'organisation sociale. La théorie des représentations sociales repose sur le postulat de l'existence d'interrelations, de correspondance entre les structures du monde social et les modalités de la pensée (Jodelet, 1989, p. 46). Bourdieu s'est également intéressé à expliciter les relations entre la dynamique sociale et les dynamiques individuelles. Dans *La distinction, critique sociale du jugement* (1979), cet auteur a notamment mis en évidence la participation dans la connaissance pratique du monde social des individus, de schèmes classificatoires, de formes symboliques qui fonctionnent en deçà de la conscience et du discours. Il a désigné sous le terme d'habitus les structures mentales à travers lesquelles les individus appréhendent le monde social et qui sont le produit de l'intériorisation des structures du monde social. L'habitus (Durand, Weel, 1989) possède ainsi une double fonction, soit celle d'être un principe générateur de pratiques (structure structurante) et celle d'être un système organisateur (structure structurée). Ainsi, dans une terminologie différente, Bourdieu réfère à l'existence de

processus similaires que ceux présentés dans la théorie des représentations sociales. Cependant, dans la perspective de Bourdieu, les luttes pour l'appropriation du capital économique, culturel et social de même que celles pour l'imposition d'un principe de domination sont au coeur de la dynamique sociale. Pour cet auteur, les principes organisateurs des habitus se fondent essentiellement sur cette conception de la dynamique sociale. Par contre, si les représentations sociales sont à la fois «générées et acquises» (Moscovici dans Jodelet, 1989, p. 82), les principes organisateurs qui structurent les représentations ne sont pas conçus comme relevant uniquement de cette forme de dynamique sociale. On peut émettre l'idée que cette divergence de conception est à l'origine de la critique formulée par Bourdieu à l'égard de la théorie des représentations sociales. Celui-ci aurait ainsi rejeté cette approche, l'accusant de relever «des naïvetés des philosophies du consensus» (Abric, 1994, p.29). La définition de Doise correspond donc à une certaine perspective de recherche des représentations sociales selon laquelle «étudier les représentations revient toujours à relier leurs caractéristiques aux caractéristiques des rapports symboliques à l'intérieur et entre des groupes sociaux» (Doise, Palmonari, 1986 p. 17). L'approche de Doise est ainsi orientée sur l'étude de l'influence des dynamiques psychosociales sur le contenu des représentations. Par ses travaux, Doise a illustré l'influence des interactions entre groupes sur les représentations. Selon cette approche de l'étude des représentations, celles-ci sont abordées comme un champ structuré. Les représentations ne se définissent pas par le fait qu'elles soient communes à un groupe social (et ce dans la mesure où un groupe social ne se définit pas par son homogénéité, mais par ses rapports sociaux). Par conséquent, les particularismes des représentations ne relèvent pas uniquement de l'individu (Doise, 1988, p. 99-102).

Ce point de vue diffère d'un autre courant de recherche des représentations sociales

représenté principalement par Abric et Flament. La théorie du noyau central a été développée par ce courant de recherche s'intéressant à la dynamique interne des représentations sociales déjà constituées.

### **1.1.3 Les représentations sociales; une forme de vision globale et unitaire**

Abric et Flament ont étudié plus particulièrement l'évolution des représentations et leurs relations avec les pratiques. Ils ont abordé plus spécifiquement les représentations comme un champ structurant. Abric a formulé une nouvelle définition des représentations sociales, les concevant comme:

«Une forme de vision globale et unitaire d'un objet mais aussi d'un sujet, qui permet à l'individu ou au groupe de donner sens à ses conduites, de comprendre la réalité à travers son propre système de références, donc de s'y adapter, de s'y définir une place» (Abric, 1994, p. 13).

Cette définition met l'accent sur la dimension consensuelle ainsi que sur celle de l'insertion singulière des représentations sociales. En effet, d'une part les représentations sont présentées comme des manières communes à une société, à des groupes sociaux ou à des individus de concevoir et d'appréhender le monde. D'autre part, cette forme de vision globale et unitaire est située dans le vécu et l'histoire singulière des individus et des groupes sociaux. Cette approche se différencie donc de celle de Doise sur les principes de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité des représentations sociales. Dans la conception de Doise, l'homogénéité ou l'hétérogénéité des représentations ne prennent pas sens dans l'histoire singulière d'un groupe ou d'un individu, mais davantage dans les principes de la dynamique sociale ou dans ceux du développement psychosociologique de l'individu. Par

contre, pour les auteurs ayant développé la théorie du noyau central, il y a, d'une part, dans la structure des représentations une base commune qui est d'origine sociale et qui est définie comme le «noyau central». D'autre part, autour de ce noyau homogène existe un «système périphérique» plus mouvant, plus souple et plus hétérogène parce que plus individualisé et contextualisé. Dans cette perspective, l'histoire des groupes ou le vécu de l'individu sont une dimension importante de l'étude des représentations: Les conditions de production des représentations sont considérées comme étant «largement tributaires des pratiques sociales que le groupe ou l'individu a développées ou auxquelles il a été confronté» (Abric, 1994, p. 230). La société et les groupes sociaux sont supposés et abordés comme étant des ensembles homogènes et ayant une cohésion interne: «On peut dire qu'une représentation sociale est un ensemble organisé de cognitions relatives à un objet, partagées par les membres d'une population homogène par rapport à cet objet» (Flament, 1994, p. 37). Cette conception s'oppose à celle de Doise pour qui les sociétés et les groupes ne se définissent pas par rapport à leur cohésion ou leur homogénéité: «Un groupe peut être réel tout en étant de composition hétérogène» (Doise, 1988, p. 108). Si dans la théorie du noyau central les représentations sont formulées comme des tendances communes, Doise conçoit les représentations sociales comme «des prises de positions de nature différente, même si parfois des repères communs peuvent être utilisés» (Doise dans Jodelet, 1989, p. 229).

Si l'ensemble des auteurs ayant contribué à la théorie des représentations sociales s'entendent sur le fait que les représentations soient plus que des opinions consensuelles, on constate que l'homogénéité ou l'hétérogénéité des représentations ne donnent pas lieu aux mêmes interprétations selon les auteurs. Bien que l'approche développée par Abric nous soit parue correspondre davantage à notre démarche que celle de Doise, ces deux perspectives ne nous ont pas semblé complètement adaptées à l'objet de notre recherche.

Tout d'abord, le fait que la singularité de l'histoire ne soit pas ou peu prise en compte dans la démarche de Doise s'inscrivait en contradiction avec notre perspective d'étude. En effet, l'histoire des CCL, la relation vécue des usagers au CCL sont des dimensions que nous ne voulions pas présupposées comme négligeables. Si la théorie du noyau central rend compte de cette dimension, nous pouvons rappeler que notre objectif d'étude est de connaître les représentations des CCL qu'ont les usagers et non ceux de la mise en évidence de la dynamique interne ou de l'influence de la dynamique sociale sur le contenu de ces représentations. De plus, l'état de nos connaissances sur les représentations des CCL ne nous permet pas plus de présumer qu'elles soient le reflet d'un consensus social ou de celui des divisions et des différenciations sociales. Nous proposons de présenter une troisième définition des représentations qui apporte un nouvel éclairage sur l'étude des représentations. Cette définition proposée par Jodelet ouvre sur une conception plus globale de la dynamique sociale des représentations, illustrant ainsi le phénomène de construction sociale.

#### **1.1.4 Les représentations sociales; une forme de connaissance socialement élaborée et partagée**

La définition proposée par Jodelet paraît englober les différentes caractéristiques des représentations sur lesquelles s'accorde la communauté scientifique. Jodelet conçoit les représentations sociales comme:

«Une forme de connaissance socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social»  
(Jodelet , 1989, p. 3).

En abordant les représentations comme une forme de connaissance, Jodelet apporte un nouvel éclairage sur celles-ci en tant que processus et résultat d'une construction sociale. En désignant les représentations comme une forme de connaissance, Jodelet réfère directement aux travaux de Moscovici. En effet, c'est en tant que forme de connaissance que Moscovici a abordé les représentations sociales de façon à mettre en évidence leur importance dans la vie sociale en tant que savoir du sens commun. Moscovici a conçu cette forme de connaissance non comme un sous-savoir ou un faux-savoir par rapport à la connaissance scientifique, mais comme une forme de connaissance à part entière répondant à des lois et à une logique propre. Dans cette définition, Jodelet ne précise pas la nature des processus sociaux qui accompagne la structuration des représentations. À la différence des définitions proposées par Doise et Abric, cette définition n'ouvre pas sur une perspective se positionnant sur la nature des relations sociales. En effet, Doise paraît s'inscrire dans une perspective où les interactions sociales illustrent les dynamiques conflictuelles et où les rapports sociaux se fondent sur des critères d'opposition, de différenciation. Par contre, Abric se situe davantage dans une approche privilégiant l'étude des liens sociaux et de la dynamique consensuelle dans les échanges sociaux. La définition de Jodelet ne réfère pas à une forme de dynamique sociale particulière, mais rappelle l'existence de processus sociaux inhérents à la structuration des représentations: Les représentations sont socialement élaborées. En effet, comme le rappelle Moscovici sur la nature sociale des représentations, «ce qui permet de qualifier de sociales (les représentations), ce sont moins les supports individuels ou groupaux que le fait qu'elles soient élaborées au cours de processus d'échanges et d'interactions» (Codol, cité par Moscovici, 1989, p. 82). Le fait qu'elles soient partagées n'est pas le pur résultat d'un déterminisme social: «On ne partage pas une représentation comme on partage une même

condition» (Jodelet, 1989, p. 50). Elles supposent, selon Jodelet, un processus d'adhésion et de participation. Ceci ne contredit donc pas la présence des prises de positions énoncées par Doise. Les représentations sont partagées dans la mesure où elles concourent à la construction d'une réalité commune à des individus, à un groupe ou à une société. Elles se constituent en une forme de connaissance, de savoir propre qui permet aux individus, d'une part, d'interpréter et de décoder la réalité mais aussi, d'autre part, d'expliquer et de communiquer leurs relations à un objet. Elles traduisent ainsi dans la communication sociale cet effort constant de l'homme pour comprendre et pour communiquer. De plus, en tant que construction d'une réalité commune à un groupe, elles peuvent renforcer le lien et la cohésion sociale et se présenter comme une vision consensuelle de la réalité d'un groupe. En ce sens, elles peuvent donner lieu à «cette forme de vision globale et unitaire d'un objet mais aussi d'un sujet» formulée par Abric. Aborder les représentations comme résultant et concourant à une construction sociale permet ainsi de les étudier sous l'angle d'un champ à la fois structuré ou structurant. De plus, définir les représentations comme une forme de connaissance permet de situer l'autonomisation des représentations. Si, en tant que savoir pratique, elles orientent et guident les pratiques, en s'érigeant comme savoir elles peuvent éventuellement transformer et modeler d'autres formes de savoir. Selon Moscovici, les représentations sociales tendent dans nos sociétés modernes à remplacer le rôle des mythes et des légendes de la société traditionnelle. Il situe le phénomène des représentations comme conséquent à la transformation des sociétés par la division du travail: «Les représentations sociales sont sociales non pas seulement du fait qu'elles soient partagées ou à cause de leurs objet commun, mais aussi parce qu'elles sont également le produit de la division du travail qui les marque d'une certaine autonomie» (Moscovici, 1989, p. 83).



Nous avons retenu la définition proposée par Jodelet comme appui au développement de notre étude. Nous avons ainsi choisi de connaître les représentations des CCL comme donnant lieu à une forme de connaissance chez les usagers. Cette forme de connaissance qui participe à la construction d'une réalité sociale singulière s'inscrit toutefois dans le cadre de relations à un espace et à un domaine particulier des pratiques sociales. Le CCL occupe en effet un espace dans la vie urbaine tout en étant le siège de relations sociales particulières. Les pratiques reliées à ces dimensions sociales et spatiales particulières font partie intégrante de notre étude dans la mesure où, d'une part, la connaissance des représentations «repose obligatoirement sur la prise en compte des pratiques sociales» et où, d'autre part, «les conditions sociales, historiques et matérielles» dans lesquelles sont inscrites ces pratiques doivent être étudiées (Abric, 1994, p.237). Devant l'absence de données sur les CCL et d'études ayant utilisé la théorie des représentations sociales dans le domaine des sciences du loisir, nous avons choisi de nous appuyer sur deux autres perspectives pour préciser ces dimensions de la relation des usagers au CCL. Nous avons ainsi précisé la dimension plus spécifique de la relation à l'espace à partir du concept des représentations spatiales. Les études sur la sociabilité et la vie associative nous ont permis de spécifier les dimensions selon lesquelles nous pourrions étudier les pratiques sociales des usagers. Nous présentons dans les sections subséquentes ces perspectives complémentaires à l'étude des pratiques des usagers. Dans un premier temps, nous apportons un éclairage sur les relations des individus ou des groupes sociaux à l'espace. Dans un deuxième temps, le CCL étant le siège d'une vie sociale, nous proposons de situer les pratiques sociales et les sociabilités à partir de différentes perspectives.

## 1.2 Les représentations spatiales

La première partie de cette section permet de situer le concept de représentations spatiales par rapport à la théorie des représentations sociales. Dans la seconde, nous présentons différentes perspectives illustrant la participation de processus sociaux à la construction sociale de l'espace. La dernière partie est consacrée à différentes perspectives d'étude de l'espace, parmi lesquelles nous situons notre approche.

### 1.2.1 Les représentations spatiales; des représentations sociales?

Selon les auteurs ayant développé le concept de représentation sociale, les représentations de l'espace sont définies ou non comme étant des représentations sociales. Jodelet et Doise énoncent ainsi des points de vue différents sur la définition des représentations spatiales. Nous proposons tout d'abord de préciser les positions de ces deux auteurs.

Jodelet (1984, p. 366) considère la perception et l'utilisation de l'espace comme l'un des secteurs d'application de la théorie des représentations sociales. Cette auteure a étudié les représentations socio-spatiales de la ville. Elle a mis en évidence le rôle de l'organisation historique de l'espace parisien dans l'organisation des perceptions de l'espace et dans la construction d'une représentation largement partagée. Selon Doise (1988, p. 100), les représentations spatiales ne sont pas des représentations sociales dans le sens où celles-ci ne répondent pas à sa définition des représentations sociales présentée précédemment. On peut noter que Doise réfère à une notion restreinte des représentations spatiales où apparaît l'absence de tout processus symbolique et de toute logique sociale. En effet, il donne

pour exemple de représentations spatiales, la représentation du déplacement d'un objet dans l'espace chez des déménageurs. Toutefois, on pourrait lui objecter deux types de remarques. D'une part, les représentations spatiales ne réfèrent pas uniquement à un processus d'abstraction, à une logique opératoire permettant de dimensionner un objet dans l'espace: Elles donnent aussi lieu à une activité symbolique. D'autre part, la représentation même du déplacement d'un objet dans l'espace peut être l'expression de processus cognitifs mais aussi sociaux. Ainsi, la représentation du mouvement d'ascension ou de chute ou encore de la disparition ou de l'apparition d'un objet ne peut pas être conçue comme limitée à une simple logique opératoire. Ces mouvements physiques ont une signification et une symbolique indéniable. De plus, on peut penser que les normes socioculturelles influencent nos conceptions et nos pratiques dans le déplacement des objets. En effet, on ne déplace pas et on ne se représente pas le déplacement d'un objet affecté au rebut comme celui d'un objet considéré comme sacré.

Gumuchian (1991) utilise le concept de représentation spatiale dans la perspective de la théorie des représentations sociales développée par Moscovici. Il conçoit les processus de représentation et de territorialisation comme allant de pair, dans la mesure où, «en s'appropriant concrètement ou abstraitement un espace, l'acteur territorialise l'espace» (Raffestin, 1980 cité par Gumuchian p. 59).

Dans la perspective de l'approche défendue par cet auteur, l'espace est conçu comme une réalité sociale en perpétuelle construction et non pas seulement en tant que donnée neutre, objective, hors du social. Cette démarche, allant à contre-courant des approches fonctionnelles et productivistes, conduit cet auteur à affirmer que «retenir comme pertinentes les représentations spatiales dans une démarche géographique, c'est réhabiliter

tout à la fois le sujet, l'expérience du sujet et le sens» ( 1991, p. 55). Le but de l'auteur n'est pas tant de connaître le processus de structuration des représentations sociales que d'utiliser la théorie des représentations sociales. Celle-ci lui permet, d'une part, d'explicitier les processus qui structurent un espace indéterminé en territoire ou qui accompagnent les changements dans les pratiques spatiales et, d'autre part, de privilégier l'homme en matière d'intervention, sur l'espace.

### **1.2.2 L'espace: une construction sociale**

Différentes recherches ont démontré que l'espace n'est pas donné, mais construit. Ainsi, selon Guérin (1984), la «moyenne montagne» en France est une construction sociale. Les discours des politiciens et des promoteurs auraient contribué à produire ce territoire. Cette image-modèle d'une montagne moyenne où sont gommées les contraintes, se présentant comme un milieu de vie paisible, accueillant et reposant, ne trouve pas son fondement dans les caractéristiques physiques et naturelles de cet environnement, mais bien plus dans une conception idéologique de cet espace à exploiter comme terrain de jeux. Aussi, la réalité de cet espace ne peut être réduite à sa matérialité, aux caractéristiques physiques de cet environnement qui sont pour cette raison difficiles à définir et à établir. Les idéologies véhiculées par les médias et les discours des politiciens ont contribué à produire des représentations de cet espace, à en orienter les usages. Les valeurs accordées et la conception de son utilisation actuelle sont le fruit d'un processus singulier qui a contribué à structurer cet espace en produit touristique.

Le discours et la dénomination de l'espace participent à la construction sociale de l'espace,

à une forme de connaissance socialement partagée et élaborée. La dénomination d'un espace n'est pas un acte neutre ou gratuit. Par la dénomination d'un espace, un groupe, une société lui donne sens et produit un territoire. La dénomination participe à symboliser le rapport d'une société à ce territoire. Elle reflète ainsi ses logiques d'appropriation et sa vision du monde. Ainsi, l'étude de la toponymie des espaces peut révéler les logiques de développement d'un espace (agraire, militaire, touristique, commerciale, etc...).

Des processus sociaux concourent ainsi à la construction d'espaces qui deviennent une réalité commune à un ensemble social. La structuration de cette réalité socialement élaborée et partagée structurent l'espace en ce que Gumuchian définit comme des territoires. Nous proposons de préciser la contribution de la théorie des représentations sociales à la compréhension de la structuration des territoires ainsi qu'à leur aménagement.

### **1.2.3 Représentations et territoires**

Selon Gumuchian (1991), l'étude des représentations de l'espace serait un outil de connaissance de l'espace, de son organisation et de son fonctionnement qui, en rendant compte des dimensions sociales, situe l'homme au centre des préoccupations du chercheur. Gumuchian effectue la distinction entre l'espace de vie, l'espace représenté et l'espace vécu. Nous proposons de présenter et de commenter les spécificités de ces espaces distincts.

Tout d'abord, l'étude des «espaces de vie», selon cet auteur, repose sur la connaissance des lieux fréquentés et des itinéraires. Elle permet de situer l'homme dans son cadre

familier d'existence. Dans cette approche, l'espace est considéré ainsi comme le support des pratiques et des comportements des groupes ou de l'individu.

L'étude des espaces de vie a notamment mis en évidence la relation entre les positions occupées dans l'espace social et les positions spatiales. «La position spatiale peut fonctionner comme l'expression symbolique de la position sociale» (Gumuchian, 1991, p. 65), dans le sens où la mobilité sociale s'accompagne fréquemment d'une mobilité spatiale. Ainsi, la position résidentielle dans l'espace urbain peut être l'expression ostentatoire de sa position sociale.

La prise en considération des espaces de vie a permis de démontrer le rôle central de certains lieux autour desquels se structurent les espaces de vie des individus ou des groupes. Parmi ces lieux dits idéologiques, on identifie le quartier, le centre-ville dans le milieu urbain, mais aussi l'église, l'école et le terrain de sports dans la vie quotidienne. Le rôle structurant de ces espaces peut être rapproché du rôle que jouent certains temps sociaux et activités dites pivots dans la structuration des temps (le rôle structurant du travail et du loisir ont été notamment mis en évidence en sociologie du loisir et dans la sociologie du temps). Bien que l'auteur ne développe pas une réflexion approfondie sur le loisir et les changements sociaux, celui-ci mentionne l'importance des usages et des pratiques sociales dans l'étude des espaces de vie. En effet, si ces lieux ne sont pas neutres socialement, ils acquièrent une signification avec le développement des usages; aussi, «parler du lieu comme d'une accumulation de significations, c'est admettre que le sens de l'espace se situe aussi du côté des usages que nous en faisons... et pas uniquement du côté des producteurs d'espaces» (Gumuchian, 1991, p. 63). Les changements dans les pratiques sociales avec le développement du loisir sont notamment

mentionnés comme de nouvelles données à considérer dans l'étude des espaces de vie.

«L'espace représenté» est défini comme une construction individuelle et collective, en relation certes directe avec l'espace de vie, mais où intervient également «l'imaginaire, le rêve» ( Gumuchian, 1991, p. 67). Cet espace représenté est différencié de l'espace perçu, dans le sens où l'espace représenté est symbolisé, imagé. Si, selon cet auteur, les perceptions contribuent à l'élaboration d'images, tout un exercice de symbolisation est cependant présent. L'espace représenté n'est ainsi ni le pur reflet d'une réalité objective, ni de celle d'une réalité subjective.

Cet espace représenté apparaît difficilement accessible au chercheur. En effet, une analyse approfondie est nécessaire pour accéder à la structure des représentations et à l'espace représenté. En effet, «les représentations ne se donnent pas à voir de façon évidente et première au chercheur, mais elles sont à reconstruire comme objet ultérieur d'analyse» (Gumuchian, 1991, p. 65). L'auteur réfère à la théorie des représentations sociales dans laquelle est distingué le contenu de la structure des représentations. Si le contenu des représentations peut être appréhendé directement, la structure ou les principes selon lesquels elles s'organisent ne sont pas des données directement accessibles, mais celles qu'il faut reconstruire. Cet auteur réfère à l'approche de Jodelet qui a abordé le contenu des représentations sous l'angle des productions discursives et des pratiques sociales. Cette approche lui a permis de rendre compte des aspects de la représentation difficilement verbalisable et de mettre en évidence les principes organisateurs des représentations. La notion d'espace vécu semblerait correspondre à la définition de l'objet directement accessible, mais aussi au type d'approche plus humaniste de cet auteur.

«L'espace vécu» paraît englober simultanément l'espace de vie et l'espace représenté: «Cette notion recouvre l'ensemble des liens affectifs tissés progressivement entre les hommes et les lieux» (Gumuchian, 1991, p. 68). Cette perspective permet de comprendre comment les hommes vivent leur espace à partir de leur manière d'établir des relations avec leur environnement et entre eux. La terminologie «vécu», dans ce cas, est comprise au sens large englobant le vécu dans le réel comme dans l'imaginaire. De même, l'auteur définit le territoire comme ayant une dimension physique et imaginaire. Le concept de territorialité prend sens avec l'espace vécu. Le territoire en tant qu'espace-temps ne se constitue pas de lui-même. L'installation d'infrastructures ne suffit pas à créer un territoire, son existence n'a de consistance que lorsqu'il est porteur de sens. Les territoires se créent, évoluent au fil du temps; ils ne sont pas immuables. Leur histoire est liée à celles des représentations, des pratiques sociales et de la culture d'une société. L'auteur, par de nombreux exemples, illustre cette relation entre le changement des pratiques, des représentations et les territoires d'un groupe ou d'une collectivité. Ainsi, par leurs discours et leurs interventions, les hommes politiques ont contribué à l'apparition de nouveaux territoires et de nouveaux usages (par exemple, en France la «moyenne montagne» et le développement du tourisme vert, au Québec les MRC et le développement régional). On peut noter également le changement du rapport à l'espace des sociétés modernes. Ainsi, «le paysage jusqu'à une période récente n'apparaissait pas comme un élément constitutif du patrimoine collectif, donc à préserver» (Gumuchian, 1991, p. 107).

Selon l'auteur, la pertinence de la théorie des représentations sociales semble se justifier pour sa capacité non seulement à expliciter les mécanismes de changement, mais aussi pour intervenir sur les processus de changement. Ainsi, connaître les représentations des groupes peut permettre de mieux identifier les types d'intervention dans l'aménagement du



territoire et, si besoin est d'agir plus efficacement pour la transformation des représentations. De plus, l'aménagement de territoires ne saurait être abordé sans prendre en considération les pratiques et les représentations sociales. Dans le cas de création ou d'aménagement de territoire, la connaissance des représentations permettrait une meilleure intervention pour développer le sentiment d'appartenance. En effet, le sentiment d'appartenance à un territoire apparaît fortement relié à la structuration d'espace de vie. On retrouve ainsi formulé l'une des fonctions sociales souvent évoquée du CCL, celle de favoriser, en tant qu'espace de vie, le sentiment d'appartenance des communautés urbaines.

Nous avons choisi de reprendre cette notion d'espace vécu pour aborder les représentations des CCL. C'est en tant qu'espace de vie et espace représenté, support de pratiques et territoire socialement élaboré et partagé que nous avons décidé d'appréhender les CCL. De ce fait, nous avons choisi d'accéder au contenu des représentations des CCL chez les usagers non seulement sous l'angle des productions discursives, mais aussi sous l'angle des pratiques auxquelles donne lieu ce territoire.

Gumuchian ne précise pas plus le sentiment d'appartenance associé aux territoires. La nature des liens qui relient l'individu à une communauté et la trame sur laquelle se tisse la vie sociale dans une société ne sont pas développées par cet auteur. Nous proposons de présenter différentes perspectives d'étude ayant traité de la sociabilité, de ses transformations et de ses caractéristiques et d'apporter ainsi un éclairage sur la sociabilité et les pratiques sociales dans les associations de loisirs.

### **1.3 Associations de loisirs, pratiques sociales et sociabilités**

La première partie de cette section situe l'évolution des relations sociales selon une perspective socio-historique. Dans la seconde, nous abordons les pratiques sociales et les sociabilités à l'oeuvre dans les associations de loisirs. Enfin, dans la dernière, nous distinguons les associations selon leurs représentations de leur rapport à la communauté et à l'individu.

#### **1.3.1 Individualisme et sociabilité dans les associations**

L'évolution du phénomène associatif n'est pas étrangère aux changements de nos sociétés. Aussi, les études du mouvement associatif ou de la vie associative mettent en perspective cette évolution en lien avec les problématiques inhérentes aux transformations des sociétés. Le développement de l'individualisme conduit entre autres à s'interroger sur la cohésion sociale et sur l'évolution du rapport de l'individu au social dans nos sociétés actuelles. Dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, Durkheim s'est interrogé sur les principes de la cohésion des sociétés modernes et sur l'anomie en tant que forme pathologique d'isolement et de rupture du lien social. L'industrialisation a été un facteur de changement social qui a transformé les rapports de l'homme à son environnement et les structures sociales. Dans la perspective de Durkheim, la transformation de la société traditionnelle en société moderne s'est accompagnée d'une transformation des réseaux de relation et du lien social, conséquemment à une spécialisation du travail. Cet auteur a notamment mis en évidence le fait que la division du travail a initié un processus de différenciation sociale dans les sociétés modernes, rendant celles-ci de plus en plus complexes. La

transformation des processus d'intégration sociale, associée à la division du travail, aurait engendré une modification des formes de sociabilité, avec notamment le passage d'une solidarité mécanique à une solidarité organique. Elle aurait aussi initié une diversification des appartenances sociales de l'individu. La cohésion sociale des sociétés traditionnelles s'assurent par l'intermédiaire de processus d'identification basés essentiellement sur le sexe ou la famille et reposent sur une solidarité par similitude, de type mécanique. «Dans les sociétés traditionnelles, les valeurs sont partagées, l'identité est donnée par l'appartenance à une famille, à une parenté et à une communauté». «Dans les sociétés modernes, les individus trouvent leurs identités de par leur position dans le monde du travail» (Fortin, 1993, p. 13). Avec la division du travail, le lien social et la solidarité se fondent sur des rapports de dépendance et de réciprocité fonctionnelle des individus aux autres individus. Dans la société actuelle, ce processus de différenciation sociale se poursuivrait et apparaîtrait selon d'autres lignes de clivage que celles du travail: Les modes de vie et les cycles de vie figureraient ainsi comme des nouveaux principes formateurs des identités personnelles.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, Tocqueville s'est interrogé si cette transformation de la société traditionnelle holiste par l'introduction de l'individualisme ne conduirait pas à la multiplication de petites communautés repliées sur elles-mêmes: «Au lieu d'imaginer que les citoyens des sociétés nouvelles vont finir par vivre en commun, je crains bien qu'ils n'arrivent enfin à ne plus former que de très petites coteries» (Tocqueville, 1981, p. 268)). L'essor associatif doit-il être interprété comme une évolution de la société vers de petites coteries et comme conduisant à la disparition des solidarités communautaires? Le développement de solidarité et de l'individualisme apparaissent antinomiques ou relever d'une situation paradoxale: L'individualisme, en tant que repli de l'individu ou d'un

groupe sur lui-même, apparaît s'opposer à l'établissement de solidarités en tant qu'ouverture d'un individu ou d'un groupe à l'Autre, à une communauté élargie. Cependant, différentes études du mouvement associatif et communautaire tendent à infirmer et à nuancer la thèse de l'essor de l'individualisme au détriment du collectif et des solidarités.

Ainsi, Hamel dans un article sur le retour de l'individualisme et les mouvements sociaux (1990, p. 249-258), tend à démontrer que l'essor de l'individualisme n'a pas menacé la survie des organismes communautaires mais, au contraire, a favorisé leur adaptation. Il observe que le mouvement communautaire montréalais situe actuellement l'individu au coeur de ses préoccupations. Il voit une évolution de ce mouvement qui, dans les années 60, avait pour objectif le projet utopique d'une hypothétique révolution. Cette reconnaissance des identités individuelles aurait ainsi participé, d'une part, à redonner un nouveau souffle à ce mouvement et, d'autre part, à renouveler l'action collective.

Dans une perspective complémentaire, Godbout énonce comme conséquence à la crise de l'État-Providence un retour du social (1990, p. 220-231). Selon cet auteur, les organismes communautaires auraient pour principe d'action l'appartenance à un milieu, à un groupe plus vaste que celui défini par l'organisme. Ils développeraient une forme de sociabilité en rupture de celle fondée sur la dualité producteur-usager caractérisant l'intervention étatique. Contrairement à cette dernière qui tendait jusqu'alors à nier le caractère unique de l'individu au nom de l'égalité, «c'est l'unicité de chacun qui est au coeur des réseaux sociaux» (ibid, p. 221). Si le développement des organismes communautaires contribuerait à la modification des types d'intervention de l'État, les solidarités et les sociabilités présentes dans ces organismes démontreraient que l'évolution

de nos sociétés ne signifie pas la disparition des solidarités communautaires et des sociabilités. Sur ce point, Godbout énonce la proposition suivante: «Il faut bien admettre qu'on ne fait souvent que redécouvrir des éléments de la vie sociale qui n'ont jamais cessé d'exister que dans la tête des sociologues qui, ne cherchant que la modernisation, la trouvaient» (Ibid p. 227). Ce constat semble pouvoir être précisé par les remarques de Fortin (1993) sur les différentes perspectives ayant étudié le phénomène associatif au Québec.

Selon cette auteure (1993), les sociologues se sont principalement attachés au phénomène associatif en tant que facteur de changement social, les associations de loisirs et autres ayant été étudiées «comme facteur de changement, porteuses de ruptures ou de pratiques émancipatoires» (Fortin, 1993, p. 11). De plus, ce sont principalement à partir des objectifs des associations que ces recherches ont été développées. Par contre, la vie associative au Québec aurait été peu étudiée et lorsqu'elle le fût, elle l'a été essentiellement dans une perspective historique ou socio-historique. On peut noter dans le domaine du loisir deux études, celle de Bellefleur sur l'Ordre du Bon Temps (1990) et celle de Pronovost et Girard sur la structuration des temps sociaux dans les associations trifluviennes (1987). La sociabilité présente dans les associations de loisirs au Québec serait méconnue, les appartenances, les solidarités et les sociabilités seraient souvent prises pour acquises ou présumées. Nous proposons de présenter la recherche de Fortin (1993) sur la vie associative dans les associations de loisirs au Saguenay et de la mettre en perspective avec d'autres recherches ayant eu pour objet les associations de loisirs ou les pratiques de loisirs dans le cadre associatif.

### **1.3.2 La vie associative dans les associations de loisirs**

La recherche de Fortin (1993) réfute la thèse de la disparition des solidarités par la montée de l'individualisme, mais confirme celle d'une évolution des formes de sociabilité, de socialisation dans les associations de loisirs. Les conclusions de cette recherche rejoignent ainsi celles d'une étude réalisée en France auprès des bénévoles d'associations sportives (Malenfant, 1989). Les motivations individualistes et l'exigence d'expression de l'individualité auxquels le développement du loisir est associé ne seraient pas incompatibles avec la sociabilité et la socialisation. Cette recherche nuance les résultats des recherches ayant eu pour démarche une approche quantitative et comme sujet d'étude les objectifs officiels des associations de loisirs. Dans un premier temps, nous proposons de présenter les pratiques sociales dans la vie associative mises en évidence par Fortin; puis, dans un deuxième temps, nous préciserons l'importance dans le vécu associatif des relations symboliques et physiques à l'espace.

#### **1.3.2.1 Les sociabilités et les solidarités**

L'analyse du vécu associatif apporte un éclairage sur la participation de ce milieu et lieu de sociabilité dans la sociabilisation des individus. Se sentir chez soi, avoir du plaisir, être utile et rencontrer du monde sont largement évoqués par les répondants de l'étude de Fortin. La sociabilité, selon Fortin, joue un rôle de «structure structurante permettant l'adhésion et la participation au groupe» (1993, p. 71).

Si cette étude n'infirme pas l'importance de l'individualité, elle se différencie cependant des analyses de Guay et Boileau qui interprètent la motivation des individus vers la

pratique d'activités physiques et leurs comportements comme «une tendance à la personnalisation plutôt qu'à la socialisation» (Guay et Boileau, 1986, p. 334). En effet, cette recherche démontre que dans les associations sportives étudiées, la sociabilité pour les membres de ces associations est une dimension importante de leurs activités: «La sociabilité est le sens et le centre de l'association» (Fortin, 1993, p. 80). L'analyse des sociabilités mises en oeuvre dans diverses associations fait ainsi apparaître plusieurs tendances. D'une part, les membres des associations sportives considèrent davantage la sociabilité qui a lieu dans les associations comme une fin (sociabilité finale), alors que les membres d'associations multifonctionnelles sont davantage enclins à concevoir la sociabilité comme un moyen (sociabilité efficiente). D'autre part, l'auteure observe comme spécifique à la sociabilité sportive le fait de se prolonger à l'extérieur de l'association; «quasi statutairement dans un après-partie» (Fortin, 1993, p. 75).

On peut cependant noter que dans les associations de loisirs étudiées par Fortin, il n'est pas spécifié si celles-ci produisent les activités sportives auxquelles réfèrent Guay et Boileau; c'est à dire des activités telles que celles de mise en forme, de conditionnement physique, où la participation serait, selon ces auteurs, davantage libre et exempte d'un encadrement trop formel.

Dans les objectifs des associations de loisirs spécialisés (sportives ou culturelles) ou dans les déclarations d'intentions de leurs fondateurs, «c'est l'intérêt partagé pour la pratique qui apparaît unir les individus» (Levasseur et Boulanger, 1990, p. 170). Par contre, dans les pratiques sociales, «le groupe comme espace de sociabilité prime sur l'activité, il est ce qui permet une identification, un sens.» (Fortin, 1993, p. 80). Ce décalage entre le cadre formel des sociabilités choisies et les sociabilités informelles auxquelles donne lieu la vie

associative est aussi observé par Hamel, selon un mouvement inverse. Ainsi, il remarque que dans les organismes communautaires ayant pour objectif une action tournée vers la communauté, «les acteurs peuvent renforcer leur capacité d'entreprendre, leur autonomie, la confiance qu'ils ont dans leur propre ressource» (Hamel, 1990, p. 256).

Par ailleurs, Fortin démontre la coexistence et la superposition dans la vie associative des processus d'identification traditionnelle (la famille essentiellement) avec de nouvelles formes d'identification que sont les styles de vie (life style) et les modes de consommation. L'identité familiale apparaît comme une base d'identification parmi d'autres. Ainsi, si les clivages sexuels (caractérisant les bases d'identification de la société traditionnelle) tendent à s'estomper, les solidarités et les identités familiales sont encore très présentes dans les associations étudiées. Ceci s'illustre par la socialisation familiale à la vie associative, l'appropriation familiale de l'association, et par l'association vécue comme famille de remplacement. Ce constat corrobore les résultats d'une étude sur l'évolution des sociabilités au Québec (Fortin, 1987). Dans l'établissement de réseaux de sociabilité, les réseaux de type clan, caractérisant le modèle des sociabilités traditionnelles auraient tendance ainsi à perdurer

#### **1.3.2.2 L'espace associatif et la relation symbolique et physique à l'espace**

La relation symbolique et physique à l'espace semble être une composante importante de la vie associative et de la sociabilité et permet de préciser l'équilibre entre les sociabilités (privée et collective) en oeuvre dans les associations. Une relation est ainsi mise en évidence entre les caractéristiques de l'espace associatif et celles des sociabilités:



«L'association est un espace à la jonction de la sociabilité privée et collective; aussi, son espace est à la fois privé et collectif» (Fortin, 1993, p. 65).

L'établissement de frontières symboliques (cartes, costumes) ou physiques (local) apparaissent inhérentes à la structuration d'un groupe et au fonctionnement de l'association. Il est ainsi signalé l'importance du local dans la vie associative qui contribuerait à consolider le sentiment d'appartenance (Ibid, p. 64). A contrario, un local mal adapté (accès difficile, exiguïté) pourrait être une entrave à la vie associative. Il apparaît des variations dans le rapport à l'espace et les sociabilités selon les caractéristiques des associations.

L'association sportive est ainsi signalée comme ayant un rapport différent au local et à l'espace. Le lieu de pratique sportive n'est pas le seul lieu investi avec l'après-activité; ce prolongement dans le temps s'accompagne de l'utilisation d'autres espaces collectifs. Les rencontres sportives sont l'occasion ou le prétexte de voyages, donc d'ouverture du cadre de vie à d'autres horizons. Il n'y a pas d'analyse particulière sur les différences entre les associations sportives selon leur origine sociale. Toutefois, des rapports à l'espace et des sociabilités différentes sont observés et tendent à varier selon l'origine sociale des associations.

Les associations populaires ou de classe moyenne semblent se différencier, dans leur sociabilité et leur relation à l'espace, des associations recrutant leurs membres dans les couches sociales plus aisées. Ainsi, les associations populaires ou des classes moyennes tels que les Chevaliers de Colomb, les ligues de quille ou de balle lente tendraient à détourner les espaces collectifs à des fins de sociabilité privée. Les limites et les

contraintes monétaires et spatiales de ces classes pour entretenir une sociabilité privée dans l'espace domestique expliqueraient ce fait. L'espace collectif permettrait de retrouver et d'agrandir le réseau de sociabilité. Par contre, les associations n'ayant pas de locaux tendent à recruter parmi les classes aisées (les clubs Lions par exemple). Fortin met en parallèle cette déterritorialisation des réseaux avec ceux basés sur le couple (où l'établissement des réseaux apparaît relié à la profession de l'homme et non à une communauté de territoire). Cette relation entre la non-localisation de l'association et la déterritorialisation des réseaux s'oppose à la logique de recrutement et de structuration des associations composées des membres des classes moyenne ou populaire, ces dernières apparaissant davantage liées à un espace, au quartier, à un local.

Cette constatation semble corroborer celle d'une étude réalisée par Augustin en France sur les pratiques sportives à Bordeaux (1988). Ainsi, cet auteur remarque que l'espace social est investi différemment selon les groupes sociaux. «Dans les secteurs populaires, la pratique de l'espace est limitée à un périmètre relativement restreint, les habitants s'inscrivent dans des petits clubs qui sont identifiés au quartier» (1988, p. 63). Balme (1987, p. 601-639), dans une étude sur la participation aux associations et le pouvoir local, et Pronovost d'après ses enquêtes urbaines (Drumondville, 1989, Longueuil, 1990, Trois Rivières, 1972 et 1988) effectuent des observations similaires. Ainsi, Balme (1987, p.619) observe que «plus on s'élève dans la hiérarchie sociale, plus l'activité des associations est spécialisée et plus son assise territoriale tend à s'élargir». Pronovost (1993, p. 175) constate pour Drumondville que «les associations de quartier sont presque exclusivement des associations dites populaires». À l'explicitation de ces différences, Augustin évoque l'influence de la structure sociale et de la structure urbaine. Les cadres de vie plus étroits des quartiers populaire induiraient ces modes de vie, alors

que le niveau de vie plus élevé des quartiers périphériques (plus aisés) serait en relation avec les cadres de vie plus ouverts.

De ces perspectives, nous retenons l'importance d'étudier les pratiques sociales dans un cadre spatial et temporel élargi, par rapport à celui circonscrit par la pratique d'activités de loisirs. En effet, la vie associative tend à déborder du cadre spécifique d'une activité de loisirs, elle peut se poursuivre hors du temps de l'activité et dans d'autres lieux. Le rapport à l'espace et la sociabilité apparaissent comme les principaux éléments structurant la vie associative; toutefois, ces composantes de la vie associative tendent à varier selon l'origine sociale des associations. Les structures différentes des relations sociales et de la relation à l'espace font ainsi apparaître les différenciations sociales qui s'exercent dans la société moderne. Nous proposons d'éclairer ce processus de structuration des sociabilités et des relations à l'espace à partir des représentations du rapport à la communauté des associations.

### **1.3.3 Les représentations du rapport à la communauté des associations**

Le sentiment d'appartenance à l'association est renforcé par la participation à ses activités, l'intégration qui profite à la cohésion du groupe serait pour les membres facteur d'une ouverture à un milieu plus vaste. Cependant, l'étude de Fortin soulève comme phénomène inexpliqué la contradiction entre les pratiques des associations et l'invisibilité sociale de l'exercice de la solidarité des associations de loisirs envers la communauté. Comme le souligne Fortin: «La communauté existe plus dans les pratiques des associations que dans leurs représentations» (Fortin, 1993, p. 110). Cette étude révèle

que d'une part, la participation informelle ou formelle des associations de loisirs aux affaires de la communauté utilise et repose sur les réseaux de ses membres, et que d'autre part, l'intégration à une association se conjugue généralement avec le sentiment d'appartenance à une communauté plus globale. Or, si les associations mettent en oeuvre une charité publique en faveur des membres comme des non-membres, celle-ci demeure invisible selon Fortin, et ce, tant des membres même de ces associations que des intervenants sociaux ou des sociologues, ces derniers les oubliant dans leurs réflexions.

Dans un article sur les formes de la sociabilité associative, Ion (dans Levasseur, 1990, p. 169-181) apporte des éléments de réflexion sur cette non-représentation des solidarités. Il distingue trois modes de représentation des rapports de l'individu au social qui se seraient structurés avec l'évolution de nos sociétés. Les représentations du rapport de l'individu au social auraient été marquées par trois phases: une phase holiste dans laquelle l'ensemble prime sur les entités qui le constituent, une phase d'individuation où l'individu s'affirme comme une entité distincte d'un tout, et une phase d'affirmation croissante des particularités de l'individu appelée individualisation. On peut s'interroger si ces représentations du rapport de l'individu au social ne pourraient pas être reliées à ces deux faits mis en évidence par Fortin, à savoir la non-représentation des solidarités présentes dans les pratiques des associations de loisirs, mais aussi la perdurance de solidarités s'inscrivant dans la continuité des sociabilités de la société traditionnelle. En effet, selon Ion, ces systèmes de représentation basés sur ce rapport de l'individu au social «imprègnent implicitement, parfois fortement et le sens et l'usage» (1990, p. 171). Ces systèmes de représentation du rapport de l'individu au social dont parle l'auteur participent-ils à la construction de représentations sociales des associations?

La démarche suivie par l'auteur ne permet pas d'affirmer que ces systèmes de représentations ont été vérifiés. Cependant, cette remarque de l'influence sur le sens et l'usage se rapproche des attributs affectés à la représentation sociale. Comme nous l'avons vu précédemment, en s'érigeant en une forme de connaissance, elle a une visée pratique permettant non seulement d'interpréter et de donner sens, mais aussi d'orienter les pratiques. Dans sa conclusion, Fortin note également l'influence de modèles et de représentations, puisque selon cette auteure, la société traditionnelle loin d'être désagrégée serait tout autant que la moderne, source de modèle et de représentations dans le passage à la société post-moderne.

On propose trois idéaux types de groupements associatifs, distincts selon des systèmes de représentations au social. Ces systèmes de représentation sont situés selon une perspective à la fois synchronique et diachronique. En effet, si les caractéristiques de ces types de groupement peuvent se situer historiquement dans l'évolution des sociétés, ceci ne signifie pas pour autant que ces formes initiales disparaissent à chaque évolution de nos sociétés: si elles ont pu évoluer, elles peuvent aussi coexister. En effet, comme le signale Fortin, «on sait depuis longtemps que la société ne se transforme pas d'un coup, la modernité n'advient pas une fois liquidée la tradition, et le post-moderne n'a pas attendu l'épuisement total de la modernité pour se manifester» (1993, p. 13). L'intérêt de ces idéaux types est moins d'appliquer une catégorisation des associations que d'induire des éléments d'analyse. Entre autres, ces idéaux types permettent de rendre compte de deux dynamiques, celle des principes d'identification qui illustrent le processus de différenciation sociale énoncé par Durkheim, et celle de la territorialisation ou non des réseaux sociaux.

Le premier groupement serait un groupement naturel, hérité de l'histoire, consubstantiel à l'appartenance géographique ou professionnel. Il serait une donnée intériorisée qui s'impose à l'individu. Une implication identitaire maximale caractériserait ce groupe. On peut supposer que pour ce type de groupement les solidarités à l'oeuvre sont de type mécanique. La territorialisation semble forte, selon cet auteur: «Le quartier ou le pays est souvent reconstruit aujourd'hui selon ce modèle par certaines associations»(1990, p. 176)

Dans le second groupement sont mobilisées des entités abstraites (entités délocalisées ou a-territorialisées), où l'individu n'est pas reconnu dans sa singularité, pour reprendre Godbout. L'adhésion volontaire serait circonstanciée et prendrait valeur d'assentiment global à un système de valeurs, à un mode de vie, pourrait-on ajouter. L'implication identitaire serait maximale, mais selon des modalités différentes de la première. Les fédérations d'éducation populaire française sont citées comme exemple relevant de ce type de groupement.

Dans le troisième groupement, se regroupent non plus les membres d'un corps préalablement défini (premier groupement), non plus les citoyens volontaires de la défense ou de la promotion d'une cause (second groupement), mais plutôt les usagers dans la spécificité de leurs pratiques; dans ce groupement, l'adhésion de l'ordre de la consommation ne dépasse pas son objectif ponctuel ou spécifique. «La pluri-appartenance serait une façon de négocier la permanence de son identité individuelle» (Ion, 1990, p. 179). L'affirmation de liens concrets serait fondée sur une réalité assignable (territoriale, culturelle, démographique) et une implication restreinte. Dans ce type de groupement se retrouveraient les clubs sportifs spécialisés.

Nous avons choisi de nous appuyer sur le cadre d'analyse proposé par Ion pour explorer la structure des représentations du CCL. Ainsi, si les différentes perspectives présentées dans les sections précédentes nous ont permis de déterminer la perspective et les dimensions selon laquelle nous allions étudier le contenu des représentations, nous avons retenu cette analyse des représentations des associations pour guider notre exploration de la structure des représentations des CCL. Ce cadre d'analyse nous a conduit à formuler deux types de questionnement. Premièrement, ces types de groupement qui participent à structurer les représentations des associations participent-ils également à la structure des représentations du CCL? Deuxièmement, les CCL dans leur structuration se rattachent-ils à des types de groupement différents et si oui lesquels? En lien avec ce dernier questionnement, il nous est apparu indispensable d'analyser et de situer la structuration des CCL. Aussi, nous présentons dans le chapitre suivant le contexte situationnel des CCL selon une perspective socio-historique.

## CHAPITRE 2

### CONTEXTE SITUATIONNEL

«La représentation sociale est toujours représentation de quelque chose et de quelqu'un» (Jodelet, 1989, p.43). De ce fait, les représentations peuvent informer de la manière dont les individus ou une société se pense dans ses rapports à son environnement. De plus, la relation sujet-objet participe à la construction de l'objet (Abric, 1994, p.12). Aussi, si nous considérons que le CCL en tant qu'objet n'existe pas en lui même (selon Abric, «l'objet existe pour un individu ou un groupe et par rapport à eux»), le contexte dans lequel s'inscrit cette relation sujet-objet est une dimension importante de l'étude des représentations puisqu'il conditionne celles-ci. Aussi, il nous est apparu indispensable de situer le contexte situationnel dans lequel s'inscrit la relation des usagers aux CCL de la Haute-Ville en tant que résultat d'un processus singulier s'inscrivant dans un cadre spatial particulier.

En effet, les CCL donnent lieu à une réalité singulière dans la ville de Québec. Leur structuration est ancrée dans l'histoire tout aussi singulière de ce territoire. Berceau de l'Amérique francophone, la ville de Québec est riche des marques de son histoire qui lui confère une position hautement symbolique dans la société québécoise. Elle est en quelque sorte le Haut-Lieu de la nord-américanité francophone, de l'exception culturelle du Québec en Amérique du Nord. Nous présentons le développement de cette ville selon une perspective socio-historique dans la première section de ce chapitre. En lien avec



l'histoire de cette ville, nous précisons l'organisation spatiale de ce territoire dans la deuxième section et celle de l'organisation du loisir dans la troisième. La quatrième section est consacrée à la structuration du loisir municipal et à celle plus spécifique des CCL. Enfin, nous dressons dans la dernière section un portrait de la Haute-Ville à partir de données socio-démographiques et socio-économiques.

## **2.1 Présentation socio-historique du développement de Québec**

Fondée en 1608 par Samuel Champlain, Québec est l'une des plus anciennes cités de l'Amérique du Nord. Son quartier historique a été déclaré par l'UNESCO patrimoine mondial en 1985. Son développement économique comme son statut politique marquent profondément la structure spatiale de cette ville. Second pôle économique de la province du Québec, berceau de la civilisation française en Amérique du Nord, cette ville demeure attachée à sa place de premier plan dans le domaine politique en tant que capitale de la province de Québec et de l'Amérique francophone.

Québec est la ville centre d'une agglomération urbaine d'environ 600 000 habitants, sa population de 167 000 habitants en 1991 n'a que peu varié depuis 1930 (+37 000 habitants). L'analyse de l'évolution du peuplement et des activités économiques permet d'expliciter l'organisation spatiale singulière de cette ville. Pour Raffestin, Québec est «une métaphore en tant qu'unité géohistorique dont on peut suivre les avatars» (1981, p. 63). On peut distinguer quatre périodes de développement: la période du régime français (1620 à 1760), la période préindustrielle (1763 à 1860), la période industrielle (1860 à 1930) et enfin la période du développement des services (1930 à nos jours). Nous

proposons de décrire ces quatre périodes de développement dans les parties subséquentes. La description de ces périodes a été retracée à partir de *l'histoire de Québec* (Dagneau, 1983), de *pouvoir local et espace urbain* (Hulbert, 1988), du *guide historique de Québec* (Tessier, 1990), du *Plan d'aménagement et de développement de la ville de Québec* (Ville de Québec, 1988) et enfin de *Québec, profil du passé* (Ville de Québec, 1986).

### **2.1.1 Période du régime français de 1620 à 1760**

Durant cette période de la colonisation française, la position stratégique de Québec en fait une base pour le peuplement, le commerce, l'activité portuaire et la défense de la Nouvelle-France. On peut retenir trois éléments géographiques clé: le Saint-Laurent comme porte océane (sa navigation plus à l'ouest étant difficile) et axe de communication, la rivière Saint-Charles comme axe de communication vers les terres et plaine alluvionnaire, et la falaise comme défense naturelle. À sa fondation, Québec a été développée en tant que capitale politique, économique et religieuse de la Nouvelle-France.

Dès cette période, le peuplement et les activités de la Haute-Ville se distinguent de celles de la Basse-Ville. Près du port, en Basse-Ville, se concentrent les activités marchandes; à la Haute-Ville s'établissent les activités «plus nobles» et les signes du pouvoir de l'époque. Les autorités militaires, administratives, religieuses y élisent domicile, et dominent de ce promontoire naturel, le fleuve et les activités des populations sous leur joug. Dans les dépendances disponibles, au nord de la Haute-Ville, s'installe une partie de la population civile. Le Faubourg Saint-Jean émerge ainsi à cette époque.

L'attaque de Québec en 1760 puis le traité de Paris en 1763 mettent fin au régime Français; la Nouvelle-France est renommée Canada et devient une possession de l'Empire britannique.

### **2.1.2 Période préindustrielle (1760-1860)**

Cette période, marquée par l'essor de l'activité économique et la structuration politique de cette nouvelle colonie britannique, profite à l'expansion de Québec. Celle-ci devient la capitale politique et économique du Bas-Canada. L'activité portuaire connaît un développement considérable: d'une part, la construction navale est un des principaux secteurs d'activités, d'autre part, la majorité du flux de marchandises et du peuplement du Bas-Canada transitent par le port de Québec.

La population de Québec passe de 7000 habitants en 1760 à 60 000 en 1860. L'augmentation de la population anglophone traduit la domination anglaise de l'époque; en effet, la composition ethnique de la population passe de 20% d'anglophones en 1795 à 40% en 1861.

La séparation entre la Basse-Ville et la Haute-Ville s'accroît. Les riches marchands quittent «les bas fonds», refuges des marins et lieux de tous les négoce, pour se domicilier à la Haute-Ville. La consolidation des fortifications et la construction de la citadelle renforcent les frontières avec la Basse-Ville. Durant cette période, les quartiers populaires de la Basse-Ville (Saint-Roch et Saint-Sauveur) et de la Haute-Ville (Saint-

Jean-Baptiste) perdent leur forme originelle à la suite d'incendies particulièrement dévastateurs.

### **2.1.3 Période industrielle de 1860 à 1930**

Québec connaît à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle un déclin économique, conséquemment à l'évolution technologique des moyens de transport et à la perte de vitesse de la puissance économique de l'Angleterre face aux États-Unis. Elle perd graduellement le monopole du commerce et des chantiers navals; ces activités se déplacent vers l'ouest de la province et profitent à la croissance de Montréal. La reconversion industrielle de la ville s'effectue difficilement. La croissance démographique traduit cette piètre situation: de 1860 à 1900, la population n'augmente que de 10 000 habitants.

Avec la reprise de la croissance démographique entre 1900 et 1930, (la population double: 130 000 habitants en 1930) deux axes de développement résidentiel se dessinent (voir annexe A carte 1):

- À l'Est, en parallèle de la Basse-Ville, sur l'autre rive de la plaine alluvionnaire de la rivière Saint-Charles, vers Limoilou;
- et à l'Ouest, dans la continuité du plateau de la Haute-Ville, à l'abri des fumées des usines, vers Montcalm.

Les foyers industriels se développent en Basse-Ville et à Limoilou. Par contre, aucune industrie importante ne s'établit en Haute-Ville. On observe durant cette période, une

francophonisation de la ville, qui se traduit par une baisse de la population anglophone (moins de 10% en 1920).

#### **2.1.4 Développement des activités de services de 1930 à nos jours**

La reprise de l'activité économique de Québec est due principalement à l'évolution de son économie vers le secteur tertiaire, essentiellement autour des trois pôles d'activités suivants: la fonction publique, le tourisme, le commerce.

De 1930 jusqu'aux années 1980, Québec, en tant que capitale de la province, bénéficie directement de l'accroissement des activités gouvernementales. L'industrie touristique, pour sa part, est en constante évolution depuis les années 40. Enfin, en tant que centre régional, Québec draine une grande part des activités commerciales et de services de l'est du Québec. Les emplois occupés par les résidents de Québec montrent l'importance toujours actuelle du secteur tertiaire dans l'économie de cette ville. Ainsi, d'après les recensements de 1981 et 1991, plus de 85% des emplois des résidents se situent dans le secteur tertiaire. Cette transformation de l'économie s'est accompagnée d'une diffusion du peuplement sur les territoires environnant la ville de Québec et de bouleversements structurels menaçant l'équilibre de cette cité.

En effet, si la population de la communauté urbaine de Québec s'est considérablement accrue durant l'après-guerre, l'évolution démographique de la population intra-muros traduit les profondes transformations de cette ville (voir Annexe A, carte 1). Jusqu'aux années 60, la densité forte des quartiers populaires varie peu, l'essentiel du nouveau

peuplement se concentrant sur Limoilou. La population de Québec en 1961 s'élève alors à 172 000 habitants. À partir des années 60, une tendance commune aux cités nord-américaines apparaît, celle du dépeuplement et de la paupérisation des quartiers centraux des villes associée à l'étalement urbain et à la migration des classes moyennes plus aisées vers les banlieues. À cette tendance se conjugue celle, plus générale, du déclin du taux de natalité des pays industrialisés. Aussi, malgré l'annexion de quatre municipalités (Lebourgneuf, Les Saules, Duberger et Neuchâtel, voir Annexe A carte 1) qui quadruple la superficie de la ville, la population de Québec tend à décliner à partir des années 70. Son centre-ville perd en 5 ans (de 1971 à 1976) jusqu'à 30 % de sa population. En 1976, la population s'élève à 177 000 habitants, ce qui marque le peuplement maximum que la ville ait atteint jusqu'à nos jours.

Face aux conséquences de l'urbanisation sauvage (étalement urbain et dévitalisation des quartiers centraux), le besoin d'une plus grande intervention des pouvoirs publics dans le contrôle de l'urbanisation se fait ressentir. Parallèlement, la conception de l'espace urbain évolue à partir de cette époque. La notion de patrimoine, d'espace à préserver, et la prise de conscience de la valeur culturelle, sociale et historique des lieux comme facteur d'équilibre urbain participent à cette évolution. Les mesures politiques prises pour enrayer cette hémorragie démographique et le déséquilibre urbain se poursuivent encore actuellement via divers programmes ayant pour objet la restauration domiciliaire, la revitalisation du centre ville et l'aménagement des territoires annexés comme nouvelle zone d'urbanisation et de développement. Ces interventions ont permis de maintenir une population à 165 000 habitants à partir de 1986. Le recensement de 1991 fait état d'une très légère hausse de la population, avec 167 000 habitants. Les différentes activités qui se sont développées au cours de ces périodes de l'histoire de la ville ont contribué à

structurer l'organisation spatiale de la ville. Nous proposons de préciser maintenant l'organisation spatiale particulière de cette ville.

## **2.2 L'organisation du territoire**

La présentation socio-historique permet de différencier quatre secteurs de développement de la ville aux caractéristiques propres; ces secteurs correspondent aussi au découpage administratif de la ville de Québec. Les fonctions résidentielles et économiques que ces secteurs ont acquis au cours de leur histoire les différencient fortement. La falaise et la rivière Saint-Charles marquent les frontières internes de la ville et correspondent aux limites de trois secteurs. Le port peut être vu comme l'origine des axes définis par ces limites physiques et à l'intérieur desquelles s'est orienté le développement de la ville.

### **2.2.1 Secteurs et quartiers**

Selon Raffestin (1981, p. 66), «Québec est une métaphore rendue par l'opposition Basse-Ville et Haute-Ville». En effet, le développement de Québec s'est articulé à partir de la Haute-Ville et de la Basse-Ville. La dénomination même de ces territoires témoigne de la prégnance des composantes physiques et de l'opposition symbolique qui caractérise ces deux secteurs. Ces deux secteurs possèdent des délimitations physiques fortes et une trame urbaine dense. Ceux-ci, à la différence des secteurs de Limoilou et de Des Rivières, ne disposent plus de zones à urbaniser. Ces deux derniers secteurs ont été annexés dans

des phases de développement bien particulières de la ville, Des Rivières présentant un fort potentiel de développement.

La ville de Québec est ainsi composée de quatre secteurs: Basse-Ville, Haute-Ville, Limoilou et Des Rivières. Chaque secteur est subdivisé par la municipalité en quartiers, quinze quartiers sont ainsi distingués (voir annexe A Carte 2). Ces quartiers correspondent à la principale unité de base pour l'administration de la ville. C'est sur cette entité géographique que l'administration municipale s'appuie pour développer ou soutenir le sentiment d'appartenance à un milieu de vie (Plan d'aménagement et de développement de la ville de Québec, 1988). Ces quartiers, pour la plupart, comportent des services et des équipements pouvant satisfaire les besoins de consommation quotidiens des résidents. On retrouve donc généralement des services récréatifs, communautaires et commerciaux.

On peut noter comme particularité de ce découpage les disparités démographiques et de superficie des secteurs et des quartiers. Ainsi, Cap-Blanc dans le secteur de Basse-Ville s'étend sur une superficie de 5 hectares et possède une population de moins de 1000 habitants. L'isolement géographique de ce «village» coincé entre le fleuve et la falaise explique son isolat administratif. La réalité du quartier de Neuchâtel est bien différente: Situé dans le nouveau secteur de Des Rivières, celui-ci possède maintenant avec ses 26 000 habitants, une population environ équivalente au secteur de Basse-Ville. Sa superficie dépasse celle formée par les trois autres secteurs (Basse-Ville, Haute-Ville, Limoilou). Deux pôles de développement tendent à se former de part et d'autre de Loretteville et la distinction actuelle effectuée par l'organisation du loisir entre Neuchâtel-Ouest et Neuchâtel-Est semble inaugurer la future division de ce quartier.



Le découpage des quartiers effectué par l'administration municipale s'est appuyé sur l'ancien découpage organisé par les autorités religieuses. En général, un quartier regroupe les territoires de deux à trois paroisses. La ville a par ailleurs adopté comme sous-unité au quartier les anciens territoires des paroisses. Ces unités dénommées «unités de voisinage» sont au nombre de 44. Dans les anciens secteurs de la Basse-Ville et de la Haute-Ville, la dénomination des quartiers réfère fréquemment aux anciennes paroisses (par exemple: Saint-Jean-Baptiste pour la Haute-Ville, Saint-Roch et Saint-Sauveur pour la Basse-Ville). La référence aux paroisses et à leur territoire est encore couramment usitée par les habitants de ces secteurs. Aussi, le fait que les quartiers n'épousent pas toujours le territoire des paroisses est quelquefois matière à confusion. Dans les anciens secteurs, les quartiers apparaissent généralement comme des entités territoriales aux caractéristiques propres pour leurs résidants.

Enfin, on peut mentionner que les secteurs de recensement de l'administration fédérale et provinciale ne correspondent pas aux quartiers. Aussi, les données socio-démographiques et socio-économiques présentées selon les quartiers ne sont pas des données brutes, mais des données secondaires recompilées par la ville.

De plus, le découpage territorial de l'administration municipale diverge dans sa catégorisation des normes habituelles de planification et d'aménagement urbain. Selon celles-ci, le quartier définit une unité plus importante que le secteur (Soubrier, 1988, p. 234-238). On référera ici aux catégorisations effectuées par la ville de Québec.

Afin de respecter les singularités historiques qui ont influencé l'organisation du territoire, nous proposons de présenter tout d'abord les secteurs de la Haute-Ville et de la Basse-

Ville, puis Limoilou et Des Rivières. Pour information, le Tableau 1 présenté en annexe A illustre l'évolution démographique entre 1981 et 1991 de la population des quartiers de ces quatre secteurs.

### **2.2.2 Basse-Ville et Haute-Ville**

Les secteurs de la Basse-Ville et celui de la Haute-Ville sont le foyer du peuplement et de l'activité économique et politique de la ville de Québec. Aussi, nous présentons les caractéristiques respectives de ces deux secteurs avant de décrire celles du centre-ville, qui est une entité géographique plus récente.

#### **2.2.2.1 Basse-Ville**

Le secteur de la Basse-Ville est encore doté d'une connotation péjorative et d'un manque d'attrait tant de la part des résidants que des acteurs économiques. Ce secteur se compose de quatre quartiers qui ont pour limites naturelles le Fleuve, la rivière Saint-Charles et la falaise. Deux de ces quartiers ont un statut exceptionnel et ne reflètent pas le portrait de la Basse-Ville. En effet, Cap-Blanc avec son apparence de village et le Vieux-Québec (Basse-Ville) comme pôle touristique abritent moins de 10% de la population du secteur de la Basse-Ville. La redynamisation des deux plus importants quartiers (Saint-Roch et Saint-Sauveur) se heurte aux conséquences de la restructuration routière et de la crise économique. Celles-ci ont provoqué de profondes saignées qui ont meurtri ces territoires densément peuplés. Les données socio-démographiques et socio-économiques (service de la planification de la ville de Québec) pour ce secteur attestent ainsi de l'évolution

constante de la baisse démographique ainsi que de l'importance de la paupérisation. La baisse démographique (moins 8.1% de 1981 à 1991) est essentiellement conséquente d'e la baisse de 15.6% entre 1981 et 1991 de la population de Saint-Sauveur qui est le plus important des quartiers de ce secteur. Avec 16,3% de chômeurs, le taux de chômage de ce secteur est dans les plus élevés de la ville. Les revenus moyens d'emploi, par ménage et par famille sont aussi parmi les plus faibles. Dans ce secteur, à l'homogénéité sociale forte figure une poche non de pauvreté mais d'aisance, le quartier du Vieux-Québec (Basse-Ville).

#### **2.2.2.2 Haute-Ville**

Le secteur de la Haute-Ville est marqué par sa fonction de phare culturelle et de prestige. Ainsi, le parc des plaines d'Abraham, la Colline parlementaire, l'arrondissement historique et les parcs résidentiels de qualité confèrent à la ville sa dimension de capitale. La fonction résidentielle de ce secteur est aussi importante puisqu'environ 22% de la population de la ville réside dans ce secteur. Sa fonction économique est également importante. Bien que ne comportant aucun centre industriel, ce secteur compte 35% des emplois de la ville. Celui-ci se compose de quatre quartiers parallèles, limités au Nord et au Sud par la falaise. En suivant l'orientation du développement, donc en s'éloignant du quartier historique vers la banlieue, on rencontre successivement le Vieux-Québec, Saint-Jean-Baptiste, Montcalm et Saint-Sacrement. Les quartiers du Vieux-Québec et de Saint-Jean-Baptiste font partie du centre-ville; Montcalm et Saint-Sacrement ont pour leur part, une fonction essentiellement résidentielle. L'organisation spatiale de ce secteur a peu évolué ces trente dernières années, hormis la construction de résidences de prestige sur les bords de la falaise. La densité de population y est relativement stable. Par contre, au

cours des années 1960, le quartier Saint-Jean-Baptiste a été profondément bouleversé; la partie populaire de ce quartier a subi difficilement les contrecoups de l'aménagement de la colline parlementaire. Un vieillissement de la population s'observe sur l'ensemble de ces quatre quartiers; seul le quartier Saint-Sacrement témoigne d'une augmentation démographique. Le secteur de la Haute-Ville est marqué par une territorialisation et une hétérogénéité sociale importante. Cet aspect sera détaillé dans la section du portrait de ce secteur.

### **2.2.2.3 Le centre-ville**

À l'extrémité est de la ville, réparti sur ces deux secteurs se situe le centre-ville, en tant que coeur des échanges économiques, sociaux et culturels de la ville. Celui-ci se trouve donc excentré et situé sur deux niveaux; cette situation singulière illustre la territorialisation complexe de cette ville. Le centre-ville correspond au foyer du développement économique, culturel, administratif et historique de la région, foyer qui s'est tout d'abord développé autour de l'activité portuaire. Sur les deux niveaux de la ville, les fonctions économiques se mêlent aux fonctions résidentielles. Il n'existe pas de centre d'affaire regroupant en un même lieu les activités centrales. Au contraire, celles-ci se scindent de part et d'autre de la falaise. Raffestin observe que «les fonctions de capitale et les fonctions industrielles de Québec ne se mêlent pas; au contraire, elles semblent s'exclure» (1981, p. 69). Les fonctions administratives et politiques se concentrent essentiellement à la Haute-Ville, alors que les grands axes de communication et d'activités industrielles ont pour point nodal la Basse-Ville. Le développement de l'économie touristique avec la restauration du Vieux-Québec a entraîné une gentrification de sa partie basse.

«Quand on est de la Basse-Ville, on n'est pas de la Haute-Ville» a chanté Sylvain Lelièvre originaire de Limoilou (dans Fortin, 1987, p. 92); cependant, pourrait-on ajouter, même si elle se trouve au même niveau, la Basse-Ville n'est pas Limoilou.

### **2.2.3 Limoilou et Des Rivières**

Ces deux territoires annexés l'un dans un contexte de développement économique et l'autre dans un contexte de problème urbanistique se sont constitués respectivement comme faubourg de Québec et banlieue de Québec.

#### **2.2.3.1 Limoilou**

Alors que la falaise établit les frontières de la Haute et la Basse-Ville, c'est la rivière Saint-Charles qui marque la limite Nord de la Basse-Ville avec Limoilou. Les nombreux ponts attestent des relations importantes que ce faubourg a développé essentiellement au début du siècle avec la ville. La dénomination de ce territoire atteste de son historicité, référant depuis son origine au passage de Jacques Cartier (Limoilou étant le lieu dit d'origine de Jacques Cartier). Ce secteur se compose de trois quartiers, le Vieux Limoilou, Lairet et Maizerets. Ce secteur n'a d'ailleurs pas enrayé la baisse démographique (-13,6% de 1981 à 1991) qui affecte tous les quartiers et le mouvement de paupérisation qui l'accompagne. Si l'apport économique de sa zone industrielle est irréfutable, ses effets néfastes sur la qualité de vie des résidents figurent comme une des causes importantes de la désaffection de ce secteur. Les indices de pauvreté (revenu, taux de chômage et monoparentalité) sont importants dans cet ancien faubourg ouvrier. De plus, l'extrême pauvreté apparaît se

développer et est plus importante dans ce secteur que dans celui de Basse-Ville (Bédard, 1991).

#### **2.2.3.2 Des Rivières**

Le dernier secteur, Des Rivières, acquis dans les années 70, a pour frontière naturelle trois grands axes de communication routière: à l'ouest, l'autoroute Laurentienne, à l'est, l'autoroute Henri IV et au sud, le boulevard Charest). Cependant, il est fortement handicapé dans son unité géographique, par la présence de deux enclaves: la municipalité de Vanier et de celle de Loretteville. La municipalité de Vanier est même incluse dans Québec et sépare ce territoire du restant de la ville. Des Rivières est composé de quatre quartiers, soit: Duberger, les Saules, Lebourgneuf et Neuchâtel. Celui-ci possède un fort potentiel de développement et a ainsi augmenté sa population de 20% en 10 ans (passant de 47 000 à 57 000 habitants). Les résidences et les infrastructures sont récentes, la population est relativement jeune. Ce secteur regroupe près de 50% de la population des enfants et des adolescents de la ville et possède la plus faible proportion de personnes de plus 65 ans (13%). Les ménages familiaux représentent une partie importante des ménages, la population jouit de conditions économiques relativement aisées, le taux de chômage est faible (6.7%) et les revenus moyens (dollars constant) sont largement au-dessus de la moyenne de la ville (respectivement en 1986; 37 366\$ contre 32 276\$).

L'un des objets de cette étude étant d'explorer si les relations que les individus établissent entre eux et avec l'espace n'influent pas sur les représentations des Centres communautaires de loisirs, les secteurs de Limoilou, de Des Rivières et de Basse-Ville ont été exclus de l'étude. En effet, nous avons supposé que les relations dans ces secteurs

comporteraient moins d'extrêmes que celles que nous pourrions observer dans le secteur de la Haute-Ville. En raison de son histoire, la Haute-Ville n'est pas un territoire neutre, de plus l'hétérogénéité sociale de ce secteur a toujours été importante par rapport à celui de la Basse-Ville essentiellement populaire. De plus, conséquence peut-être de ces deux caractéristiques, seul ce secteur comporte sur son territoire les trois principaux types de Centres communautaires de loisirs. Avant de préciser cette situation singulière, nous proposons de situer la structure générale de l'organisation spatiale du loisir à Québec.

### **2.3 L'organisation spatiale du loisir à Québec**

Dans l'aménagement et le développement de Québec, le loisir a été une dimension importante. Les services de planification et d'urbanisme des pouvoirs publics dirigent et contrôlent maintenant ces aménagements. Cependant, les villes n'ont pas attendu l'intervention des pouvoirs publics pour se structurer. Aussi, l'organisation actuelle du loisir à et au Québec ne témoigne pas seulement de l'intervention des pouvoirs publics. On peut différencier dans l'organisation du loisir trois types d'aménagement correspondant à des optiques de développement différentes: les aménagements linéaires, les aménagements de rayonnement et les aménagements des espaces de vie. Cette présentation selon ces distinctions nous permet de situer les centres communautaires de loisirs dans l'organisation spatiale.

### **2.3.1 Aménagements linéaires**

Les aménagements linéaires conduisent à créer des passages et des relations entre les territoires d'une ville, de municipalités ou de régions. Le développement ne s'articule pas autour d'un centre, mais le long d'un axe; cette conception de l'aménagement urbain est relativement récente et s'appuie sur une approche de la dynamique des communautés en terme de réseaux. Dans ce type d'aménagement, on peut citer l'aménagement des couloirs ou corridors verts (sentiers multifonctionnels, piste cyclable etc.) et en particulier pour la ville de Québec, l'aménagement de la rivière Saint-Charles et l'aménagement de la côte d'Abraham (en cours de réalisation avec le projet Méduse). Ce dernier vise le développement de la vie culturelle et artistique par la mise à disposition d'édifices polyvalents (production, création, diffusion). En réaménageant cette côte située entre la Basse et la Haute-Ville, ce projet culturel permettra d'établir une jonction entre ces deux secteurs et devrait participer à la redynamisation de la Basse-Ville.

### **2.3.2 Aménagements de rayonnement**

Les aménagements de rayonnement répondent aux fonctions que développe un centre urbain d'importance vis à vis de l'extérieur. Ce type de développement se fonde non sur la dynamique interne de la ville en tant que système fermé, mais sur les forces d'attraction et de gravitation qu'exerce ce système sur l'environnement. Plus que les activités sportives, les activités culturelles et touristiques, illustrent le rayonnement qu'exerce Québec en tant que capitale historique, politique et régionale. Ainsi, outre le quartier historique, le parc muséologique est particulièrement important, offrant des événements de



portée nationale, voire internationale. Pour le parc récréatif, le parc des plaines d'Abraham figure comme l'un des pôles d'attraction touristique. La plupart des équipements socioculturels d'envergure (musées et salles de spectacles) se situent dans le centre ville. La densité d'équipements culturels et de parcs récréatifs de rayonnement (7 théâtres, 3 musées, 2 parcs récréatifs) est très importante à la Haute-Ville. Plus de 82% des événements culturels d'envergure se sont ainsi tenus dans ce secteur (en 1991 et 92). La Haute-Ville et la Basse-Ville ne possèdent par contre aucun équipement sportif d'envergure, le stade du parc Victoria dans la Basse-Ville n'étant pas actuellement dans un état très fonctionnel. On peut noter aussi l'absence de complexe sportif de qualité sur le territoire de la ville, excepté pour le hockey. Les compétitions de haut niveau d'athlétisme, de natation ou de patinage de vitesse peuvent par contre avoir lieu à Sainte Foy.

La création et le développement du Ymca dans la ville de Québec peuvent être considérés comme relevant de cette dynamique, comme nous le préciserons dans la section suivante.

### **2.3.3 Aménagement d'espace de vie**

Dans l'approche classique de l'aménagement et de la planification urbaine, le territoire défini par l'unité de voisinage (le quartier pour la ville de Québec) est la base de tout système de planification. L'appartenance à cette unité géographique apparaît être un facteur de cohésion sociale. Dans l'aménagement de ces unités territoriales en milieu de vie, les équipements de loisir de quartier sont considérés comme contribuant à la qualité de vie des résidants (Plan directeur et d'aménagement et de développement, 1988, p.16, 73-

81). On peut différencier dans les équipements desservant le quartier les parcs récréatifs et les centres communautaires de loisirs. Par centres communautaires de loisirs, il est ainsi référé à la définition du Ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche ( MLCP, 1989, p. 32):

«Un établissement où se déroulent des activités à la fois d'ordre sportif, social et culturel. Ces centres desservent habituellement l'ensemble de la population d'une municipalité ou certains secteurs à l'intérieur d'un centre urbain de grande importance».

Le flou auquel fait suite cette définition dans l'attribution d'un territoire de desserte reflète également la complexité de l'organisation du loisir de quartier au Québec. L'intervention de différents acteurs a contribué à la complexité de l'organisation spatiale et institutionnelle du loisir. Nous proposons de préciser ces interventions qui ont marqué l'organisation du loisir municipal et celui des CCL à Québec.

## **2.4 La structuration des centres communautaires de loisirs**

La dimension du loisir est et a été une dimension sociale très importante dans la structuration des quartiers à Québec. On peut considérer que l'urbanisation et le développement du loisir sont deux phénomènes presque indissociables conséquemment à l'industrialisation des sociétés. La sociologie du loisir a notamment mis en évidence la relation entre la structuration du loisir et l'industrialisation des sociétés. On peut

effectivement relier la genèse de ce nouveau temps social à la division du travail et à la «marchandisation du temps». Si l'émergence d'un temps social de loisir caractérise les sociétés modernes, le développement de l'activité industrielle a eu pour conséquence directe le développement des villes et l'urbanisation des sociétés. Les conséquences dramatiques de cette urbanisation, la désorganisation sociale et les explosions de violence ont conduit à étudier les dimensions sociales de la ville et, plus précisément, les relations que tissent les individus entre eux et avec la ville en tant qu'espace d'appropriation, d'intégration ou d'exclusion sociale. La sociologie urbaine a démontré la fonction sociale que jouent les espaces de loisirs publics dans la socialisation des individus mais aussi dans l'organisation des communautés.

Les principaux acteurs qui ont participé à l'organisation du loisir récréatif à Québec, excepté le Ymca et le Ywca, ont eu une approche visant à structurer les communautés autour d'une unité d'appartenance territoriale. L'Église puis les pouvoirs publics ont contribué au développement de centres récréatifs s'adressant à une communauté de territoire et à l'organisation des communautés autour d'un territoire: la paroisse pour l'église, puis le quartier pour les pouvoirs publics. Ainsi, en 1983, Pronovost observe que le mode paroissial d'organisation est un cadre et une conception qui influe encore profondément les interventions publiques au Québec (1983, p. 189). Afin de préciser les fondements de l'organisation spatiale et institutionnelle du loisir municipal à Québec, nous proposons de présenter tout d'abord l'influence de la culture anglophone, puis de préciser celle de l'Église et des pouvoirs publics.

### **2.4.1 Influence de la culture anglophone**

L'aménagement de parcs récréatifs et d'espaces verts, mais aussi le mouvement des Ymca sont deux aspects marquant l'influence de la culture anglophone à Québec. Cette influence a pris son essor avec la colonisation anglaise du Québec. De plus, l'Angleterre ayant été l'une des premières nations à faire l'expérience de l'industrialisation et de ses conséquences, a été aussi l'une des premières scènes d'expérimentations sociales en matière de loisir. Dans une perspective béhavioriste, on a posé une relation de causalité entre les conditions de santé et la dépravation morale des populations des quartiers ouvriers anglais, des «bas-fonds». Ainsi, selon Pronovost (1984, p. 24), en Angleterre «les espaces publics ont été légitimés par leur contribution indistincte à la santé physique et mentale». De même, l'absence d'espaces de loisirs pour les enfants a été considérée comme une cause de la délinquance juvénile. Si ces idéologies ont été reproduites par la plupart des discours et des interventions en loisirs dans la société occidentale, l'influence anglophone est visible à Québec dans les territoires produits et par la présence d'organismes tel que le Ymca et le Ywca. Ainsi, le modèle d'aménagement paysager des parcs à Québec présente des filiations avec celui des parcs anglais. Les deux plus importants parcs de la Basse-Ville et de la Haute-Ville ont été aménagés au début du siècle. Par ailleurs, le parc Victoria a été aménagé dans un méandre de la rivière Saint-Charles par la municipalité, alors que le parc des plaines d'Abraham l'a été par le gouvernement fédéral sur le symbole de la victoire de l'armée anglaise, aux sommets de la falaise qui domine le fleuve. De nouveau, l'opposition Basse-Ville / Haute-Ville s'illustre encore fortement dans ce cas, tant par la position des acteurs (municipal francophone / fédéral

canadien) que par les significations associées à ces lieux (méandre et dédale / sommet et gloire).

Le Ymca et le Ywca trahissent par leur présence la période de colonisation anglaise. Nous précisons davantage cette influence à partir du Ymca, le Ywca s'étant constitué postérieurement au Ymca sur le modèle de celui-ci. Ces deux organismes implantés à Québec gèrent des équipements considérés par les pouvoirs publics (municipal et provincial) comme des centres communautaires de loisirs.

Plusieurs éléments socio-historiques permettent de situer la création du premier Ymca au Québec, en 1854, comme relevant d'une dynamique similaire à l'aménagement de rayonnement. En effet, d'une part, le rayonnement de Québec ne semble pas étranger à l'implantation de cet organisme dans cette ville; d'autre part, les actions de cet organisme n'ont pas eu pour objectif principal l'organisation d'un territoire de la ville en milieu de vie, mais bien plus la diffusion de valeurs auprès de toute la communauté urbaine de Québec. Nous proposons de préciser les caractéristiques et spécificités de cet organisme par son histoire et ses activités.

Le mouvement des Ymca a pris naissance en Angleterre en 1844 pour contrer les effets néfastes de l'industrialisation dans les villes et développer par ses actions «le développement humain intégral» (Thilbaut, 1994, p. 3). Ce mouvement a visé très rapidement son expansion hors d'Angleterre, un comité international se formant dès 1855. La logique de colonisation a favorisé l'extension rapide de ce mouvement qui a fortement essaimé dans toutes les colonies britanniques. Son implantation à Québec se situe à une période où les activités de Québec étaient florissantes et où la domination économique

anglaise était à son apogée. Le Ymca de Québec précède ainsi celui de Montréal. Jusqu'en 1870, le Ymca ne possède pas de locaux propres, les activités éducatives et socioculturelles se déroulant soit chez des particuliers ou dans les églises anglicanes, soit directement auprès de la population démunie de la Basse-Ville (Thibault, 1994, p. 9-19).

En 1870 est inauguré à la Haute-Ville un édifice permettant l'organisation d'activités sportives. Tout d'abord, on peut noter que cette infrastructure est l'une des premières sur le territoire de la ville de Québec. Ensuite, on peut supposer que le choix de ce secteur n'a pas été anodin: Cet emplacement renforce l'image de l'ascension sociale et de l'élévation spirituelle auquel apparaît associée, à cette époque, la fréquentation de cet organisme. En effet, celui-ci est lié à l'église anglicane et au pouvoir économique dominant. Le loisir est une des dimensions qui concoure au projet éducatif et social de cet organisme et il paraît être considéré comme un moyen de développement individuel. Les activités sportives organisées semblent également témoigner de l'influence de la culture anglophone.

À cette époque, l'Angleterre se présente comme une société fortement hiérarchisée et les activités sportives (sport d'équipe, conditionnement physique) véhiculaient les valeurs des couches sociales aisées. Les activités sportives sont développées dans un esprit où la compétition, le fair-play ainsi que la maîtrise du corps font partie des valeurs viriles de l'élite victorienne. Au Québec, «le sport a été, toutes proportions gardées, d'autant plus une pratique active que ses adeptes étaient situés à un haut rang dans l'échelle sociale» (Bellefleur, 1986, p. 33). Dans les activités sportives développées par le Ymca de Québec, on peut noter le basket, le conditionnement physique et l'entraînement des soldats. En 1913, la victoire d'une équipe de basket au niveau canadien témoigne d'une activité de rayonnement; le nom de cette équipe, «Les Royalistes», traduit l'attachement à

la couronne d'Angleterre. Enfin, on peut remarquer que l'image de cet événement a été choisie pour illustrer le livret commémorant les 140 ans du Ymca de Québec. Parallèlement à ses activités destinées aux jeunes adultes, le Ymca ouvre dès 1894 au lac Beauport un camp d'été pour les enfants.

Dans son organisation actuelle, le Ymca se différencie encore des autres centres communautaires de loisirs dans la mesure où son approche apparaît davantage centrée sur des clientèles que sur une communauté de territoire. Tout d'abord, la dénomination des équipements de cet organisme ne réfère aucunement à un territoire jusqu'en 1993. A contrario, la majorité des centres communautaires de loisirs de la ville réfère dans leur appellation à un quartier ou à une paroisse ou, plus exceptionnellement, à un personnage illustre de la ville. Les trois principaux équipements gérés actuellement par le Ymca se situent tous à la Haute-Ville, et ne sont donc pas répartis sur le territoire de la ville. Deux nouvelles garderies ont été implantées dans deux secteurs de développement, une hors de Québec, Place Ste Foy, et la deuxième dans le nouveau parc technologique. Ces derniers équipements s'apparentent à des services de proximité, la proximité étant celles définie par les besoins et non par l'appartenance géographique (besoins des personnes qui travaillent ou magasinent dans ces secteurs). Dans les édifices de la Haute-Ville, un a pour vocation uniquement les activités culturelles (école Saint-Patrick). Les deux édifices suivants répondent à la définition d'un centre communautaire de loisir; cependant, un seul centre sera étudié. En effet, l'ouverture du Ymca du Vieux-Québec à toute la population de Québec est récente puisque cet équipement appartenait au Club des Employés Civils jusqu'en 1993. Le Ywca présent à la Haute-Ville de Québec ne sera pas davantage étudié, son développement ne semblant pas présenter sur les aspects étudiés beaucoup de divergences.

### **2.4.2 Influence de l'Église**

L'intervention de l'Église au Québec a joué un rôle prépondérant dans l'organisation du loisir non commercial. Selon Bellefleur (1986), la division du travail sociétal durant la période de la domination économique du Québec a conduit le clergé à investir le champ du loisir en tant que champ culturel. Deux types de structures mises en place par le clergé ont particulièrement influencé l'organisation municipale du loisir; les Patros et les Oeuvres de terrain de jeux (OTJ). Nous proposons de présenter en premier lieu les patros comme première organisation francophone de loisir d'envergure au Québec; ensuite, nous précisons le mouvement des OTJ.

#### **2.4.2.1 Les patros**

Une congrégation religieuse installée au Québec est à l'origine de la création des patros, à Québec, puis à Montréal, à la fin du siècle dernier. Selon Bellefleur (1986, p. 45-48), la constitution des patros répondait à la volonté de renforcer l'action paroissiale et d'établir des foyers d'appartenance chrétienne. Le loisir a été considéré comme un des moyens permettant de renforcer la cohésion sociale par une relation organique, par contre, celui-ci été abordé dans son animation comme un moyen concourant à l'autonomie et à la responsabilité individuelle. En effet, du fait de la singularité de l'histoire du Québec, l'identité culturelle, la confession et le statut social ont tendance à se confondre pour les francophones du Québec encore au début de ce siècle. La langue apparaît comme le premier déterminant de la stratification sociale. Être francophone signifie à la fois être catholique et faire partie d'une classe dominée par les anglophones. De ce fait, le mouvement des patros du Québec a naturellement développé des relations avec les



mouvements francophones (belges et français) de confession catholique. De plus, les mouvements d'éducation populaire français ont certainement influé la conception de l'animation des activités. Ce mouvement bien qu'empreint d'une idéologie conservatrice a été novateur. En effet, tout en prônant les valeurs et la toute puissance d'un pouvoir menacé, les patros ont fait preuve d'innovation et d'originalité dans les pédagogies d'intervention. Les patros, à la différence des mouvements de charité, visaient plus la responsabilisation de l'individu et une certaine prise en charge par la communauté de ces âmes égarées ou en voie de le devenir. Aussi, il n'est pas étonnant de remarquer que la présence d'un patro est généralement associée à un quartier populaire urbain. Les deux patros de Québec, le Patro Laval et le Patro Roc-Amadour, sont ainsi situés dans des secteurs et des quartiers très populaires, soit pour le secteur de la Basse-Ville; Saint-Sauveur et celui de Limoilou; Lairet.

Les activités de loisir des patros se sont ainsi développées tout d'abord en direction de la jeunesse urbaine démunie sur leurs lieux de résidence, au long de l'année. Dans la filiation des colonies de vacances européennes et en pendant des camps du Ymca, les patros ont organisé des camps de vacances durant la période estivale dès le début du siècle. On peut noter que dans l'idéologie européenne et plus particulièrement française, l'éducation de l'enfant passe par sa mise en retraite de l'environnement adulte. L'école et les camps de vacances sont des lieux clos afin de soustraire l'enfant des influences extérieures. Les oeuvres de terrains de jeux n'ont pas eu de pendant en France (les centres de loisirs sans hébergement ou les colonies de vacances étant à l'extérieur de la ville de l'enfant et dans un espace clos) et n'ont pas été influencés comme nous allons le voir par les mêmes origines idéologiques.

#### **2.4.2.2 L'Oeuvre de terrain de jeux**

L'OTJ a pris naissance à Québec dans la Basse-Ville, en 1929. Ce mouvement aurait été influencé par un mouvement des États-Unis, connu sous le nom de Playground movement. Selon Bellefleur (1986, p. 55), «ce mouvement était fondé sur une idéologie valorisant la communauté de base d'une population, c'est à dire la municipalité ou le quartier intégrant les institutions scolaires, religieuses ou philanthropiques qui s'y trouvaient». Cette idéologie a participé à structurer l'organisation spatiale du loisir municipal à Québec. En matière de loisir, les OTJ ont ainsi contribué au quadrillage complet du territoire québécois occupé par les francophones (Bellefleur, 1986, p. 60). La paroisse est l'unité de base sur laquelle se construit la communauté. Le centre de l'organisation du loisir est placé à l'ombre tutélaire du clocher de l'église. Les annexes de l'église sont utilisées pour l'organisation des loisirs paroissiaux. Cette oeuvre qui avait pour activité première l'organisation du loisir de la jeunesse durant la période estivale a rapidement élargi ses activités à toute la population. De plus, le clergé, dans un souci de développer la vie communautaire paroissiale et de combattre le loisir commercial, a confié et délégué volontiers les responsabilités de l'animation aux laïques. L'essor de l'OTJ à Québec place cette organisation dans une situation hégémonique par rapport à l'ensemble des organismes de loisirs non commerciaux. Ainsi, une étude réalisée en 1990 montre l'importance qu'occupent les subventions à l'OTJ dans le budget loisir de la municipalité de Québec (Harvey, Andrew, Dawson). La laïcisation de la société québécoise a eu pour conséquence de renforcer non seulement l'intervention de la société civile mais aussi celle des pouvoirs publics. Tout d'abord, le manque de ressources financières des OTJ mais aussi le développement d'équipements lourds municipaux ont contribué à renforcer les

relations entre les OTJ et les municipalités. Par contre, l'essor de l'intervention de ces pouvoirs locaux et autonomes a favorisé la disparition de ce mouvement.

L'action conjointe de ces trois mouvements a participé à l'institutionnalisation du loisir non commercial, illustrée notamment par la professionnalisation des intervenants. On peut noter que la formation académique des intervenants permanents a été dispensée principalement par les départements de service social (Université Laval à Québec et de l'Université de Montréal) et les départements d'éducation physique universitaires. Le premier département a abordé le loisir davantage dans sa dimension sociale, l'intervenant en loisir s'apparentant fortement à un travailleur social. Dans cette approche, la résolution des problèmes sociaux par le loisir a pour corollaire le loisir problème, associé principalement au loisir commercial (Pronovost, 1984, p. 205). Par contre, les départements d'éducation physique ont eu une approche plus spécialisée et plus techniciste du loisir, les futurs intervenants étant spécialisés dans des techniques d'intervention sportive.

Selon Bellefleur (1986, p. 45), «le patro est à l'origine de ce que l'on a nommé ensuite centre de loisirs». On peut observer que le mouvement des patros est à la base de la Fédération des centres communautaires de loisirs, cette fédération ayant succédé à la centrale des Patros en 1976. La naissance de cette fédération a fait suite à la volonté d'élargir le mandat de la centrale des patros, notamment en permettant l'affiliation de tous les centres communautaires de loisirs privés. Quant aux OTJ, leur action a préparé l'intervention municipale. Selon Bellefleur, «l'oeuvre paroissiale deviendra progressivement élément d'un service de loisir public, situation qui se généralisera en milieu urbain au cours des années 60» (1986, p. 67).

L'intervention municipale s'est inscrite dans la continuité de l'organisation du loisir par la société civile, nous proposons de préciser maintenant l'intervention de l'acteur municipal.

### **2.4.3 Intervention municipale**

Les années 60 marquent un tournant dans l'histoire du loisir au Québec. Cette période charnière l'est aussi pour l'ensemble de la société québécoise. En effet, le joug que l'Église maintenait dans le champ culturel et l'action sociale est remis en question par la société civile. De plus, le Québec passe du statut de société économiquement et culturellement colonisée à une société moderne. Si l'État intervient tardivement en matière de loisirs, les municipalités et la ville de Québec en particulier ont municipalisé le loisir bien avant les directives gouvernementales, ceci à la demande des groupes sociaux. La combinaison de l'idéologie libérale ainsi que celle de l'État-Providence a contribué au partage singulier des responsabilités du loisir municipal non seulement à Québec, mais aussi dans toute la province. On peut distinguer trois périodes dans l'intervention municipale, premièrement celle du laisser faire de 1900 à 1960, deuxièmement celle de l'État-Providence et de la municipalisation du loisir et enfin troisièmement, celle de la gestion déléguée et du virage communautaire.

#### **2.4.3.1 Laisser faire de 1900 à 1960**

Si l'on peut observer des interventions municipales en matière de loisir avant les années 60, celles-ci ont pour caractéristique de ne pas impliquer la municipalité dans

l'organisation du loisir. La ville de Québec respecte ainsi le précepte du laisser-faire de l'idéologie libérale. Ses principales interventions ont eu pour objet, tout d'abord, la création des parcs et la réglementation des pratiques sociales dans les espaces publics. Dans les premiers règlements adoptés par la ville à l'aube du 20<sup>ème</sup> siècle, on peut noter l'interdiction formelle de jouer dans les rues (article 26 règlement 192 du 22-12-1895) ainsi que celle tout aussi étonnante de pratiquer des activités ludiques dans les jardins publics (1907).

L'évolution de la société va faire changer cette manière de garantir l'ordre social et de concevoir l'intervention publique en matière de loisir. Aux premiers grands parcs (celui des plaines d'Abraham et ensuite du parc Victoria) succèdent à partir des années 30 de nouveaux parcs ainsi que la construction d'installations sportives. La création de l'OTJ à Québec et son expansion vont conduire à une plus grande participation de la municipalité non plus en tant que donatrice bienveillante, mais bien en tant que pouvoir autonome ayant une responsabilité en matière de loisir.

#### **2.4.3.2 État-Providence et municipalisation du loisir**

À partir des années 60, les pouvoirs publics vont se positionner selon le modèle de l'État-Providence comme les garants de la protection des droits du citoyen. L'élévation du niveau de vie et l'affranchissement de la société québécoise contribuent à ce passage «d'une logique de charité à une logique des droits» des pouvoirs publics (Harvey, 1990, p. 44). Le relais de la société civile par la société politique ou étatique dans le loisir, la santé, l'éducation ainsi que la démocratisation de l'accès à ces droits sont les éléments clés d'un nouveau projet social. À Québec, en 1963, sous l'initiative de l'OTJ est formée une

instance chargée de la municipalisation du loisir (sous le nom de comité conjoint d'études sur le loisir). Ce comité se base sur l'absence de coordination des activités et sur les difficultés financières des organismes pour justifier l'intervention municipale. Ainsi, un rapport de ce comité conclut que «le loisir resté un champ d'action où règnent l'improvisation, les méthodes administratives désuètes et l'absence de planification». En 1967, ce comité recommande la création d'un service des loisirs et des parcs. Les principes qui guident les orientations de ce nouveau service reposent sur l'affirmation du droit au loisir des citoyens et sur une organisation du loisir territorialisée :

«Les loisirs doivent être considérés comme un droit et un besoin fondamental pour le citoyen. L'organisation du loisir doit être décentralisée et adaptée sur le plan local en fonction de chaque milieu (paroisses, quartiers) favorisant ainsi une égale répartition des services pour toute la ville» (Harvey, 1990, p. 35).

En 1967, la création d'un service des loisirs et des parcs à Québec précède d'une dizaine d'années les directives gouvernementales émises dans le Livre Blanc (1979). Par ce document, l'État québécois reconnaît d'une part, l'autonomie et la responsabilité des municipalités dans la maîtrise d'oeuvre de l'organisation des loisirs et, d'autre part, le loisir à titre de droit et de besoin fondamental du citoyen. La création du service des loisirs et des parcs se traduit par une augmentation importante du budget loisir de la ville. Les budgets alloués à ce service sont consacrés essentiellement à l'aménagement et à la construction d'équipements lourds (aréna, piscine, centre de loisirs) et des parcs de la ville. Cependant, l'intervention de l'acteur public n'a pas conduit pas à une municipalisation totale du loisir et à l'éviction de la société civile dans son organisation. En effet, «l'État local s'est appuyé sur la société civile par l'entremise des associations pour offrir à toute la population des services de loisirs» (Harvey, 1990, p.36). La loi des fabriques a été fatale pour certains centres. Cependant, avec la modernisation de la société

québécoise la participation des citoyens à la vie sociale et à l'organisation du loisir par le biais de la vie associative s'est renforcée. Les ententes avec les commissions scolaires pour la construction d'équipements et surtout la collaboration dans l'organisation du loisir avec les organismes privés témoignent de ce partage des responsabilités des acteurs publics avec la société civile.

L'accès au loisir et le droit au loisir se concrétisent par une gestion des besoins de la population selon une approche essentiellement normative. Les professionnels de l'administration municipale s'appuient sur des normes techniques pour définir les besoins en loisir des citoyens et planifier l'aménagement des espaces de loisirs. Dans cette approche, le quartier est l'unité de base et les besoins de loisir du citoyen sont essentiellement définis en termes d'accès aux équipements et d'encadrement des pratiques de loisirs récréatifs. Ainsi, dans la poursuite de l'organisation paroissiale du loisir, la ville va renforcer le quadrillage du territoire de la ville de Québec, mais va, par contre, développer davantage ses services en termes de besoins de la population à satisfaire que de développement individuel ou de développement d'une communauté.

Deux classes d'organismes sont distingués jusqu'au début des années 90 par l'administration municipale: les organismes polyvalents sectoriels (OPS) et les organismes disciplinaires municipaux (ODM). Sous l'appellation d'organismes polyvalents sectoriels figurent les organismes de loisir chargés de la programmation des activités de loisirs récréatives d'un CCL public ou privé. Les ODM sont constitués des organismes sportifs et, en moindre nombre, d'organismes culturels qui n'ont pas pour desserte un territoire de la ville, mais l'organisation d'une discipline sportive ou culturelle auprès de toute la population. La mise en place des OPS dans les CCL publics s'inscrit

dans la continuité de l'approche territoriale du loisir paroissial. Ainsi, la dénomination de ces OPS réfère presque toujours au quartier. La duplication des activités, la concurrence et l'iniquité entre ces deux classes d'organismes ont engendré de nombreuses critiques. La restructuration du service des loisirs et les nouvelles orientations de la ville ont contribué à modifier les modes d'intervention de la ville. Celles-ci ont favorisé l'abandon de ces distinctions devenues obsolètes.

#### **2.4.3.3 Faire-faire et virage communautaire**

La crise économique que traverse le monde occidental depuis les années 80 n'est pas étrangère à la remise en cause des modes d'intervention et d'organisation des pouvoirs publics. Cependant, dès les années 70, s'amorce au Québec une critique de L'État-Providence. L'idéologie libérale et la démocratie participative ont contribué à dénoncer les effets pervers du pouvoir étatique. L'omniprésence d'un pouvoir centralisé, la lourdeur bureaucratique et les contraintes technocratiques apparaissent rigidifier la société civile dans un carcan totalitaire. Si le mouvement de désengagement de l'État s'amorce ainsi dès les années 70, la récession économique ainsi que l'accroissement de l'autonomie des municipalités vont conduire les municipalités à réorienter leurs modes d'intervention durant les années 80. Deux tendances émergent et se conjuguent actuellement dans le loisir municipal. En matière de gestion du loisir, les villes s'orientent sur la voie de la privatisation par l'accroissement du «faire-faire» et tendent à prendre en matière d'intervention sociale par le loisir, «le virage communautaire».

Selon D'Amours (1989), le «faire-faire» en tant que délégation de la gestion aux organismes non commerciaux est un mode de gestion qui s'est fortement généralisé au



Québec depuis les années 80. De plus, les municipalités attribuant à leur service des loisirs le volet de la vie communautaire sont de plus en plus nombreuses. Sous la pression des problématiques sociales, celles-ci effectuent la mise en place de ce secteur socio-communautaire. Par ailleurs, ce virage est abordé avec prudence, en raison de la crainte d'un délestage plutôt que d'un processus de décentralisation de la part de l'État. Quant à l'affectation de ce dossier aux services des loisirs, on peut citer l'explicitation donnée par le Conseil Régional du Loisir (1992):

«Le service des loisirs apparaît à l'intérieur des services municipaux comme le plus expérimenté par rapport à une approche d'animation et de concertation et par ces orientations en regard de la qualité de vie dans la communauté».

On peut noter pour la ville de Québec le reflet des tendances énoncées précédemment. La municipalité a ainsi réorienté très progressivement son intervention en matière de loisirs. Une dizaine d'années a été nécessaire au désengagement total de la municipalité de la production du loisir et à la réorientation du service vers des activités de soutien aux organismes. Les activités nautiques ont été le dernier pan d'activités déléguées en 1992, ce secteur ayant été l'un où l'engagement municipal a été l'un des plus importants en affectation de ressources humaines. L'ensemble de la production d'activités des centres communautaires municipaux est maintenant déléguée à des organismes sans buts lucratifs. Dans la phase de désengagement de la ville, le relais a été assuré par les OPS ainsi que par les ODM. La réorganisation du service des loisirs s'est réalisée au début des années 90, avec notamment la création du Bureau des arts et de la culture (BAC), l'affectation de la division des parcs au service de l'environnement et l'élargissement du mandat de ce service au secteur communautaire. Le Service des loisirs et de la vie communautaire (SLVC) a ainsi succédé, en 1991, au service des loisirs et des parcs.

L'action des centres communautaires de loisirs privés est actuellement reconnue non seulement en matière de loisir mais aussi en matière de développement communautaire. Cette reconnaissance s'accompagne de nouveaux partenariats et de collaborations de ces organismes avec la ville. Les difficultés financières de certains centres privés ainsi que la concurrence (duplication d'activités de loisirs, de financement) entre les centres privés et publics sont toutefois des écueils que l'administration municipale tend à surmonter. Le principe d'équité entre les organismes a permis d'instaurer sur de nouvelles bases la collaboration avec les organismes privés. Cette restructuration s'est accompagnée d'une rationalisation du fonctionnement des centres publics. Avec l'application du principe «utilisateur-payeur», une tarification du coût de fonctionnement des équipements des centres publics a été appliquée. Les organismes de loisirs récréatifs ne sont plus considérés comme les seuls ayant droit aux équipements publics, une tarification spéciale ayant lieu pour les organismes socio-communautaires. Par ailleurs, la mise en place de rencontres-échanges et de tables de concertation avec les différents organismes traduisent les nouvelles approches de l'intervention municipale. L'approche-client, la qualité de service, la gestion par projet ou le partenariat sont les nouveaux concepts clés sur lesquels reposent l'intervention municipale, ce qui se traduit dans la nouvelle organisation du service par la disparition dans l'organigramme du Service des loisirs et de la vie communautaire des divisions affectées en permanence au service d'un territoire ou d'une discipline.

Nous proposons dans la prochaine section de situer les principales singularités sur lesquelles se distinguent ou se rassemblent actuellement les centres communautaires de loisirs émanant de ces trois types d'acteurs ou intervenants.

#### **2.4.4 Caractéristiques des centres communautaires de loisirs à Québec**

Sur le territoire de la ville, 25 centres communautaires de loisirs (CCL) opèrent; dont 15 publics (14 municipaux et 1 scolaire) et 10 privés. Tous les secteurs et quartiers disposent de CCL (excepté à la Basse-Ville pour deux quartiers au statut particulier, soit Cap-Blanc et Vieux-Québec). L'intervention combinée de ces trois influences donne lieu pour tous les CCL privés comme publics aux singularités suivantes: la présence généralement d'un lieu public (parc, édifice religieux ou établissement d'enseignement) contiguë ou à proximité de ces centres et l'organisation durant la période estivale de terrains de jeux. Nous proposons d'approfondir davantage les caractéristiques des CCL à partir d'une analyse de la situation des CCL publics puis de celles des CCL privés.

##### **2.4.4.1 Caractéristiques des CCL publics**

Tous les secteurs comportent un ou plusieurs CCL publics, la répartition des CCL variant selon les secteurs. Ainsi, tous les CCL du secteur de Des Rivières sont d'origine public. Ceci s'explique par l'annexion récente (en 1970) de ce secteur comme zone à urbaniser. La majorité des CCL publics ont été construits après les années 60. Par contre, dans le secteur de Basse-Ville et de Limoilou, certains ont succédé à une organisation de loisir paroissial.

Sur le secteur de la Haute-Ville, un seul centre est par contre d'origine public: Lucien Borne. Le cas de ce CCL illustre la présence de rationalité autre que celles de l'aménagement d'espace de vie. L'implantation de ce centre communautaire de loisir à la Haute-Ville semble liée à la volonté de l'autorité politique d'afficher sa présence en matière

de loisir et d'éducation sur ce territoire. Si la conception de l'aménagement de ce CCL révèle une approche rationalisante (regroupement dans le même édifice de plusieurs types d'équipements), la construction de cet équipement témoigne d'une intervention avant tout politique. En effet, la construction de cet édifice a nécessité un lourd investissement de la ville dans une période où s'annonçait déjà la fin de l'État-Providence et la récession économique. Le choix de cet emplacement et sa conception n'a pas été le fruit d'une consultation de la population. L'organisme chargé de l'administration a été créé de toutes pièces sous l'initiative de la ville (Harvey, 1990, p. 42). On peut noter aussi la situation géographique particulière de cet édifice devant desservir le quartier Saint-Jean-Baptiste. En effet, ce centre côtoie la polyvalente publique Perreault et est situé à l'extérieur de ce quartier, en bordure de sa frontière ouest.

On peut différencier l'équipement du CCL qui est public de l'organisation de la production des activités du CCL qui est privée. Les CCL publics présentent une certaine complexité organisationnelle due à ce partage des responsabilités public-privé. On peut observer que dans la dénomination des CCL municipaux, la référence à l'appellation, centres communautaires ou centres récréatifs est toujours présente pour les CCL publics en tant que lieu physique. Quant à la dénomination des organismes ayant la responsabilité de la programmation des activités de loisirs des CCL publics, celle-ci réfère presque toujours à un quartier (par exemple, pour le CCL Lucien Borne, le nom de l'organisme délégué réfère à un quartier; «les loisirs Saint-Jean-Baptiste»).

La municipalité supervise la programmation, la tarification des CCL publics ainsi que leur entretien. La programmation d'activités de loisirs des CCL et des équipements de la ville est le fait de plusieurs organismes de loisir accrédités. La tarification des activités pour le

public est laissée à la discrétion des organismes, la municipalité appliquant uniquement une tarification aux organismes. La tarification municipale est en fonction de l'utilisation des plateaux et des catégories de clientèles (d'après l'âge et la résidence essentiellement). Le SLVC publicise par «le guide loisir» les activités de loisirs des CCL privés et publics au début de chaque automne.

Les nouvelles orientations de la ville en matière de gestion des équipements et d'organisation des loisirs s'illustrent notamment par le changement de présentation des activités dans cette publication annuelle. On peut noter tout d'abord que ce changement de forme s'est accompagné d'un changement de contenu; ainsi les activités de loisirs sociales apparaissent maintenant publiées. Si le guide loisir se compose toujours de quatre numéros correspondant à chacun des secteurs, il ne prend plus pour base de présentation l'organisation spatiale et institutionnelle complexe du loisir récréatif municipal. Les activités ne sont plus présentées selon les organismes producteurs de loisirs et selon la distinction OPS et ODM (comme cela avait lieu jusqu'au début des années 90). En effet, la catégorisation des activités selon la vocation territoriale ou disciplinaire des organismes producteurs tendait de plus en plus à devenir un exercice périlleux. La présentation selon une autre base de catégorisation des activités (actuellement selon l'âge de la clientèle, le type et le thème de l'activité ) semblait s'imposer.

En effet, les activités d'un OPS public ne recoupent pas obligatoirement les activités de loisir d'un CCL public. Ainsi, à la Haute-Ville le CCL privé Les Loisirs Montcalm programme depuis de nombreuses années une partie de ses activités dans le CCL public Lucien Borne. À la Basse-Ville, le centre récréatif Saint-François d'Assise opère un CCL privé (le centre récréatif Saint-François d'Assise Inc) et un CCL municipal (le centre

communautaire Ferland). De plus, l'utilisation d'équipements scolaires ou des anciennes salles paroissiales (les sous-sols d'église) est depuis longtemps pratiquée. Enfin, le cas du Ymca illustre la possibilité offerte maintenant à un même organisme de répondre aux vocations d'un OPS et d'un ODM (avec d'une part, la gestion d'équipement polyvalent tel que l'édifice Holt et, d'autre part, la gestion d'équipement spécialisé tel que le nouveau centre culturel à la Haute-Ville).

Le CCL public est ainsi utilisé non seulement pour l'organisation d'activités de loisirs par les anciennes OPS et ODM, mais aussi pour la pratique d'activité dites libres (non encadrées) et des activités sociales (comprenant parfois des activités de loisir) par le secteur socio-communautaire. Les organismes socio-communautaires tendent à devenir des utilisateurs importants des CCL, notamment à la Haute-Ville. Ainsi, selon le SLVC, en 1993, les organismes dits «d'action et d'entraide» totalisent 45 % du total des heures d'utilisation du centre Lucien Borne à la Haute-Ville. La diversité des utilisateurs explique la présence dans ce CCL public d'un comité d'usager; cependant, le rôle et le pouvoir de celui-ci ne semble pas totalement défini et demeure encore peu opérant.

Nous pouvons retenir que l'émergence des CCL publics est associée à la conception du droit au loisir du citoyen et du devoir des pouvoirs publics de répondre aux besoins de la population en équipements et en service de loisir. Le développement du loisir par les pouvoirs publics s'est effectué à Québec selon une approche essentiellement normative et fonctionnaliste. Le loisir municipal s'est défini par l'intervention municipale et comme distinct du loisir privé non commercial. La reconnaissance par la municipalité de la participation de la société civile à l'organisation du loisir municipal (et non pas à une autre forme de loisir) est relativement récente. Les nouveaux modes d'intervention et les

nouvelles orientations municipales participent à une reconfiguration du loisir municipal et à une redéfinition des CCL.

#### **2.4.4.2 Caractéristiques des CCL privés**

On peut observer, pour tous les centres privés, les trois points communs suivants: Premièrement, leur reconnaissance «comme lieu physique administré par une association légale autre que la municipalité» et leur subventionnement par le Ministère des Affaires Municipales; deuxièmement, une année de création souvent antérieure à l'intervention municipale et; dernièrement, l'organisation non seulement d'activités de loisirs, mais aussi d'actions sociales ou communautaires.

Par contre, le rapport à l'espace, à la communauté et les conceptions du loisir donnent lieu à de profondes différences au sein des CCL privés, l'intervention du Ymca (ainsi que du Ywca) se différenciant nettement des autres centres privés. Dans l'approche du Ymca, le loisir est conçu comme concourant à l'épanouissement de l'individu, à son bien être et à son intégration sociale, l'intervention est ainsi centrée sur l'individu, atomisée sur les besoins individuels. Ainsi, l'action sociale en matière de loisir porte essentiellement sur l'aide individuelle pour l'accès aux activités (gratuité ou réduction possible après étude de dossier). Les actions sociales que mène cet organisme vis à vis de certaines clientèles cibles (par exemple: pour les aînés, le programme pair ou pour les chômeurs, les stages d'insertion à l'emploi ) ne sont pas forcément associées à l'utilisation de ces équipements et à une animation par le loisir. La composition de la clientèle du programme des terrains de jeux donne des informations congruentes avec l'approche peu territorialisée de cet organisme. Ce programme fournit les seules données statistiques de la ville sur la clientèle

des CCL privés. On observe ainsi que de 1991 à 1994, seuls deux CCL ont une clientèle non résidente supérieure à la clientèle résidente: le Ymca et le Ywca.

Les autres centres communautaires de loisirs privés sur le territoire de la ville développent une approche plus intégrée du loisir et de l'action sociale. La plupart (excepté le centre Monseigneur Marcoux) sont actuellement regroupés dans la fédération québécoise des centres communautaires de loisirs (FQCCL). Cette fédération s'inscrit dans la mouvance des patros et des OTJ. Le développement du sentiment d'appartenance, qui a été un des leitmotivs des patros et des OTJ, est ainsi toujours de mise pour la FQCCL. Le lien que tissent les centres avec la communauté paraît être primordial: «C'est la prise en charge de la communauté par sa communauté qui est au centre de l'action éducative du centre» (Historique de La FQCCL). Le rapport qu'établit la population avec cet espace est aussi conçu comme devant relever d'une territorialisation forte. Dans un document édité par la Fédération (*la FQCCL et ses milieux de vie vous répondent*, non daté) il est affirmé la volonté de développer selon un lien de type organique (selon la perspective de Durkheim, présentée dans le cadre théorique) la relation entre les individus et les CCL. Le CCL est ainsi défini comme n'étant ni un simple centre de loisirs, ni un supermarché (Ibid., p. 4) mais comme étant un milieu de vie, un chez-soi où «mon appartenance à ma fédération représente une richesse» (Ibid., p. 16). Ce document met l'emphasis sur un lien social de type organique; la référence à la parenté permet de qualifier les relations de la fédération avec les autres centres et les membres:.

«Ma fédération a beaucoup de cousins et de cousines, mais ses frères et soeurs sont devenus rares, va t-elle devenir une immense famille qui ne se rencontrera une fois l'an ou disposera-t-elle de moyens aptes à discerner ses vrais liens de parenté ?» (Ibid., p. 14).



Pour la FQCCL, le loisir participe au développement de la vie communautaire d'un territoire et est ainsi appréhendé de manière holistique. Un seul CCL privé est actuellement membre de la FQCCL dans le secteur de la Haute-Ville, Les Loisirs Montcalm. On peut toutefois noter la présence passée sur ce secteur de deux autres centres privés s'inscrivant dans cette mouvance: celle jusqu'en 1993 du centre Saint-Sacrement et celle, plus lointaine du patro Saint-Vincent-de-Paul, disparu avec la dévitalisation du centre-ville et la municipalisation du loisir.

Si les différentes luttes de pouvoir qui se sont exercées au sein de la société québécoise apparaissent se cristalliser sur le territoire de la Haute-Ville, l'organisation du loisir municipal semble témoigner particulièrement de celles-ci. Nous proposons maintenant de dresser un portrait plus détaillé du secteur de la Haute-Ville.

## **2. 5 Portrait de la Haute-Ville**

Le rayonnement de la Haute-Ville ne semble pas étranger à la sur-représentation des institutions offrant des services (de loisir, d'éducation, d'action sociale) à la population. On peut noter la présence sur ce secteur des différents acteurs publics ou privés dans le domaine du loisir, mais aussi dans celui de l'éducation. En premier lieu, nous proposons d'établir ce portrait à partir d'une description des institutions et des services puis, dans une seconde partie, à partir des caractéristiques de la population de ce secteur.

### **2.5.1 Institutions et services**

Les données présentées sont principalement extraites des cahiers préparés pour des rencontres-échanges (1992-1994) par le Service des loisirs et de la vie communautaire, ceux-ci présentent les caractéristiques générales de chaque secteur et de ses quartiers.

Ce secteur comprend le plus grand taux de CCL privés (4 sur 5) ainsi que d'établissements d'enseignement privé allant du niveau primaire au niveau collégial (10 sur 17). On remarque que la Haute-Ville est le foyer artistique et culturel de la ville. La moitié des organismes culturels de loisir ou artistiques ont ainsi leur place d'affaires à la Haute-Ville; plus des trois quarts des événements culturels y ont lieu. Seule la répartition des bibliothèques dans ce secteur paraît être équivalente à celle des autres secteurs (3 sur 10).

Avec un nombre particulièrement important d'institutions scolaires (17 du niveau secondaire au niveau collégial), ce secteur détient la palme du taux d'établissement au kilomètre carré ou par habitant. En 1992, ces établissements ont drainé une population de 13 100 étudiants, ce qui représente environ le tiers de la population de la Haute-Ville. Par ailleurs, ces établissements produisent des activités de loisirs offertes aux étudiants et à la population pour trois d'entre eux (le Cégep Garneau, le Collège Notre-Dame-de-Bellevue, et le collège Saint-Charles-Garnier).

Les activités de loisirs communautaires réalisées par le secteur associatif représente le tiers de l'offre municipale. Les organismes socio-communautaires se répartissent également en plus grand nombre à la Haute-Ville, 43% des organismes y étant installés. Par ailleurs, on

peut observer la présence du Centre d'Orientation et de Formation des Immigrants (COFI) et du bureau régional du ministère des Affaires Culturelles et de l'immigration sur ce secteur. La majorité des organismes ethno-culturels sont également implantés à la Haute-Ville (45 sur 89 en 1992).

La superficie des parcs et espaces récréatifs est importante dans ce secteur en raison de la présence du parc des Champs de Bataille. On peut noter la présence de quatre des huit piscines municipales intérieures (dans les CCL suivants: Ymca édifice Holt, Ymca Club Laurier, Lucien Borne et Ywca) et du seul centre culturel de la ville. Seule l'absence d'arénas et de complexes sportifs marque une exception à l'abondance de service sur ce territoire.

Dans le secteur de la santé, on peut observer la présence de trois des neuf hôpitaux de la ville, ainsi que le nombre élevé de résidences pour les personnes du troisième âge. Si les données socio-démographiques et socio-économiques de la population ne peuvent seules expliquer la sur-représentation des services, elles permettent, par contre, de confirmer certaines caractéristiques de ce secteur.

### **2.5.2 Population de la Haute-Ville**

Les données socio-démographiques et socio-économiques révèlent deux tendances: celles du vieillissement de la population et celle de l'hétérogénéité sociale. Les données présentées sont extraites des recensements de 1986 et de 1991.

### **2.5.2.1 Vieillessement de la population**

Le vieillissement de la population se traduit par:

- un âge médian élevé de la population (en 1986: 43.9 ans, la moyenne de l'ensemble de la population de Québec étant à 38.1 ans);
- une proportion importante de personnes de plus de 65 ans (23.6 % et 24.5 % de la population en 86 et 91, la moyenne de la population de Québec étant respectivement de 17.5% et 15.3%);
- une proportion peu importante des moins de 18 ans (9.7% en 1991, la moyenne de la population de Québec étant de 17%);
- une taille moyenne des ménages peu élevée (1.8 en 86, 1.7 en 91, la moyenne de la population de Québec étant de 2.3 et 2.2 pour ces mêmes années);
- une représentation plus importante des femmes (écart de 4890 entre population féminine et masculine de ce secteur avec un écart de 3765 pour les plus de 65 ans).

Cependant, selon les quartiers, ce vieillissement de la population ne donne pas lieu aux mêmes réalités socio-démographiques. Tout d'abord, on peut noter la disparité du poids démographique de la population masculine par rapport à la population féminine dans tous les quartiers, hormis le Vieux-Québec (la sur-représentation de la population féminine est en relation directe avec le vieillissement de la population, tendance confirmée par les pyramides d'âge). On remarque pour le quartier Saint-Sacrement et Montcalm une proportion beaucoup élevée de personnes de plus de 65 ans (respectivement en 1986 et 1991, 31% et 26%). Cependant, on peut noter dans ces deux quartiers un taux de population de moins de 18 ans légèrement plus élevé (11% et 10% en 1991). Dans le quartier du Vieux-Québec, on observe par contre des taux inférieurs à la moyenne de la

population de Québec en ce qui concerne la population de plus de 65 ans ( 14%) et de moins de 18 ans (5%). La taille moyenne des ménages y est aussi moins élevée (1.4). Si le taux de monoparentalité est important sur toute la Haute-Ville (44% des familles), on peut observer sa plus grande importance dans le quartier Saint-Jean-Baptiste (51%) et du Vieux-Québec (51%) et un taux moins élevé dans Montcalm (43%) et Saint-Sacrement (36%). Les données socio-économiques tendent à révéler la présence de disparités dans la situation économique de la population.

#### **2.5.2.2 Hétérogénéité sociale**

L'analyse des données socio-économiques fait ressortir la présence de disparités économiques entre les quartiers. Les taux de chômage et les revenus d'emploi des familles et des ménages font apparaître des écarts prononcés principalement entre les quartiers Saint-Sacrement et Montcalm avec les quartiers Saint-Jean-Baptiste et du Vieux-Québec.

Ainsi, on peut observer pour les deux premiers quartiers un taux moyen de chômage relativement faible pour la population de plus de 25 ans (6.2% pour Saint-Sacrement et 8.4% pour Montcalm). On observe relativement peu d'écart entre le taux de chômage de la population de plus de 25 ans, féminine et masculine. Par contre, le taux de chômage de la population des moins de 25 ans est important dans ces deux quartiers (21.6% et 19.3%), avec des écarts inverses entre les sexes, le taux de chômage pour les femmes étant plus élevé à Montcalm (24.8%) et, pour les hommes plus élevé dans Saint-Sacrement (28.6%).

Des tendances presque inverses caractérisent les deux autres quartiers. Pour Saint-Jean-Baptiste et le Vieux-Québec, le taux de chômage est important pour la population de plus de 25 ans, représentant respectivement 12.8% et 13%. De plus, la population masculine des plus de 25 ans paraît fortement touchée, puisque ce taux pour cette population monte jusqu'à 16.6% dans le Vieux-Québec et jusqu'à 13.8% dans Saint-Jean-Baptiste. Par contre, le taux de chômage de la population de moins de 25 ans est sensiblement le même dans Saint-Jean-Baptiste (14.6% ) et plus faible dans le Vieux-Québec (8.1%). On observe relativement peu d'écart entre le chômage de la population féminine et celle de la population masculine de moins de 25 ans.

Les revenus d'emploi de la population permettent de confirmer les disparités économiques entre ces quartiers. Ainsi, on peut remarquer que le revenu moyen et le revenu médian de la population masculine et féminine de plus de 15 ans est supérieur à la moyenne de l'ensemble de la population de Québec dans Montcalm et Saint-Sacrement. Cependant, l'écart avec la moyenne de la ville est beaucoup plus important pour la population masculine de ces quartiers: environ 22% déclarent un revenu moyen de plus de 50 000\$ (moyenne de l'ensemble de la population de la ville 9%). Par contre, pour Saint-Jean-Baptiste et le Vieux-Québec, le revenu moyen et le revenu médian sont inférieurs à la moyenne de la ville pour la population masculine et ils sont environ équivalents pour la population féminine.

Il n'est donc pas étonnant de constater que le nombre de famille à faible revenu est plus élevé dans Saint-Jean-Baptiste et le Vieux-Québec. Ces anciens quartiers populaires présentent dans ces données socio-économiques les traces de leur passé. Par contre, les mouvements alternatifs qui se sont développés à partir des années 70 et l'attrait de la vie

culturelle sont à l'origine de l'arrivée dans ces deux quartiers d'une nouvelle population pas forcément plus fortunée, mais plus instruite. Ces faits explicitent les dernières données socio-économiques de ce secteur.

En effet, on peut observer une tendance commune à tout ce secteur, celle du niveau d'instruction relativement élevé de la population. Le partage de la population sur le capital scolaire ne correspond pas à celui que tend à faire apparaître le capital économique. Le taux de résidents de la Haute-Ville possédant un diplôme universitaire est supérieur dans tous les quartiers à la moyenne ville (Haute-Ville: 27%; Québec: 11%), celui de la population ne possédant pas de certificat d'études secondaires est par contre inférieur dans tous les quartiers (Haute-Ville: 19%, Québec: 29%); ce dernier taux varie peu selon les quartiers. Le taux de diplômés universitaires est plus élevé dans Montcalm (29%), mais encore plus dans le Vieux-Québec (33%); le taux de diplômés universitaires le plus faible se situe à Saint-Sacrement (23%).

Les trois CCL que nous allons étudier sont au centre de la Haute-Ville localisés dans le quartier Montcalm et Saint-Sacrement. À quelles représentations du centre communautaire de loisirs, les relations de ces centres avec la population et entre eux donnent-elles lieu ? Quelles sont les images du centre communautaire de loisirs? Les représentations des CCL sont-elles autonomes, indépendantes des pratiques et des segmentations de la population? Et, dans ce cas, à quels fonds de croyances se rattacheraient-elles? Le rapport à l'espace et le rapport à la communauté des CCL structurent-ils les images et les représentations d'un centre communautaire de loisirs? Un type de CCL structure-t-il les représentations? Nous proposons maintenant de préciser la méthodologie que nous avons utilisée pour répondre à ces questions.

### **CHAPITRE 3**

#### **MÉTHODES**

Nous nous appuyons sur la théorie des représentations sociales et plus particulièrement sur la perspective de Jodelet, pour développer notre étude. En adoptant le concept de représentations sociales, nous prenons distance avec l'approche objectiviste orientée sur l'établissement de liens de causalité. En effet, nous considérons les représentations sociales des CCL comme des réalités sociales à part entière, comme des construits révélateurs de sens. Notre perspective diffère donc de l'approche objectiviste dans laquelle les réalités objectives sont opposées des réalités subjectives et où est postulée la neutralité des données objectives.

Toute représentation se définit par deux composantes: son contenu et sa structure. Le contenu des représentations peut être saisi par les productions discursives (écrits, discours, images) ou par les pratiques. Les pratiques et les images sont des voies privilégiées permettant d'accéder au contenu des représentations sociales. En effet, les représentations en tant qu'exercice de symbolisation d'une réalité ont un caractère imageant. De plus, des caractéristiques des fonctions et de l'organisation des représentations découlent des relations avec les pratiques. Les éléments du contenu sont concrètement observables et peuvent être appréhendés directement. Par contre, la structure ou l'organisation latente du contenu des représentations n'est pas directement accessible, celle-ci doit faire l'objet d'une reconstruction de la part du chercheur (Jodelet, 1989, p. 55). Ces deux composantes (contenu et structure) déterminent deux étapes dans



l'étude des représentations sociales: celle du repérage du contenu des représentations, puis celle de la recherche des principes organisateurs des représentations. La démarche poursuivie par Jodelet dans son étude sur les représentations de la maladie mentale illustre ces deux étapes. Dans un premier temps, l'auteure a recueilli les productions discursives et a observé les pratiques de populations hébergeant des malades mentaux. Son observation des pratiques a permis de distinguer deux types de relation aux malades mentaux. Dans un cas, la population intégrait les malades mentaux à la famille et dans l'autre, elle maintenait une distance et effectuait une ségrégation. Par ailleurs, les entrevues avec la population ont permis de constater que celle-ci organisait son discours sur la maladie mentale en distinguant deux types de malades mentaux: les malades des nerfs et les malades du cerveau. Ces pratiques et ces discours organisés constituent le contenu des représentations de la maladie mentale. La structure, c'est à dire l'organisation de ces représentations, a été reconstituée dans un deuxième temps par Jodelet. L'auteure a mis en évidence chez cette population la peur archaïque de la contagion par la folie en tant que principe organisateur latent des représentations de la maladie mentale. Elle a ainsi mis en évidence deux niveaux de signification et de logique: celles au niveau du contenu, du sens donné et présenté par les acteurs selon la logique propre à cette forme de connaissance et de savoir pratique, et celles au niveau de la structure, révélant la logique sociale et psychologique dans laquelle prennent sens le discours et les pratiques des acteurs pour le chercheur.

Dans la présente étude, nous nous limiterons toutefois au recueil du contenu des représentations du CCL et à l'exploration de la structure de ces représentations. En effet, il est nécessaire de posséder un minimum de données sur le contenu des représentations pour choisir une stratégie de recherche susceptible de mettre en évidence la structure des

représentations. L'état des connaissances ne nous permet pas de présumer de l'origine du principe organisateur des représentations ou du type de représentations auxquelles les représentations des centres communautaires de loisirs donnent lieu. Selon la théorie du noyau central, deux grands types de représentations se distinguent: les représentations autonomes, dont le principe organisateur se situe au niveau de l'objet lui-même, et les représentations non autonomes, dont le noyau central se situe hors de l'objet (Abric, 1994, p. 25). L'identification du ou des principes organisateurs des représentations ne peut s'effectuer qu'après le repérage des éléments du contenu des représentations. De plus, le recueil du contenu peut s'orienter différemment selon l'origine du principe organisateur à mettre en évidence. Dans le cas des représentations autonomes, le recueil du contenu des représentations est abordé de manière «à dégager les structures élémentaires autour desquelles se cristallisent les systèmes de représentation». Dans le cas de représentations non autonomes, le recueil du contenu tend à identifier «les constituants des représentations (informations, images, croyances, valeurs, opinions, éléments idéologiques)» pour rechercher ensuite le principe de cohérence structurant les différents champs de la représentation (Jodelet, 1989 p. 55). Les objectifs de cette étude sont de recueillir les différents éléments constitutifs des représentations des centres communautaires de loisirs et d'explorer l'organisation de ces éléments. Le contenu des représentations a été abordé essentiellement dans sa dimension sociale et «comme pouvant être un champ structuré ou un noyau structurant» (1989, Jodelet, p. 55). Nous avons donc retenu de recueillir les images du CCL et les pratiques des usagers de différents types de CCL pour accéder au contenu des représentations du CCL.

Selon Moscovici, l'étude des représentations doit, par définition, être comparative (Moscovici dans Doise et Palmonari, 1986, p. 76). Toutefois, la structure de preuve

comparative expérimentale ne paraît pas être la stratégie de recherche adaptée à «cette comparaison nécessaire entre groupes, cultures, mentalités et idéologie» (Ibid.). En effet, les représentations sociales doivent être abordées en premier lieu dans leur globalité. La comparaison de ces formes de savoir pratique qui peuvent donner lieu à des prises de positions ou à une vision globale, ne peut être réalisée dans le cadre expérimental; dans la mesure où les différents éléments de contexte et du vécu qui participe à cette construction sociale ne peuvent être intégrés. Les représentations sociales, en tant qu'organisations signifiantes ne peuvent être isolées sans tenir compte du sens qui les anime: «Si nous les isolons et les séparons de leur contexte, il ne nous restera que des fragments de réalité dévitalisée» (Moscovici, dans Doise et Palmonari, 1986, p. 76). Nous avons ainsi situé l'expérience des acteurs sociaux, leur savoir, leur vécu et le contexte dans lesquels prennent sens ces organisations signifiantes au coeur de notre étude.

Dans le cadre théorique, nous avons relevé l'importance de la dimension spatiale, des sociabilités dans les pratiques sociales et le vécu des acteurs ainsi que les processus de différenciations qui s'opèrent autour de ces dimensions. Dans le contexte situationnel, nous avons présenté selon une perspective socio-historique les différents acteurs qui ont présidé à la structuration du loisir municipal et qui ont donné lieu à trois types de développement des centres communautaires de loisirs. Ces trois types de CCL se sont différenciés principalement selon leur conception du loisir, leurs relations à la communauté et à l'espace. Pour repérer le contenu des représentations, nous avons retenu d'analyser les pratiques des usagers selon leur relation à l'espace et aux territoires de la ville et leurs relations au CCL. Dans ce but, nous avons défini les objectifs spécifiques suivants :

- préciser les images associées à la dénomination CCL;

- préciser les positions de la population étudiée selon les trois dimensions suivantes: la condition sociale, la relation à l'espace et aux territoires de la ville, la relation au centre communautaire de loisir fréquenté;
- explorer l'existence de relations entre les images et un type de CCL;
- explorer l'existence de relations entre les images et les positions de la population étudiée;
- explorer l'existence de relations entre les positions de la population et un type de CCL.

Afin de répondre à ces objectifs spécifiques, cette recherche de type exploratoire s'est appuyée sur la combinaison de deux types d'approches: premièrement, la méthode descriptive pour la recherche de données empiriques, laquelle a été associée à des techniques de collecte et d'analyse de données quantitatives et deuxièmement, les méthodes interprétatives pour le recueil et l'analyse des données qualitatives. Deux types de collecte de données ont été effectués, l'une par entrevue téléphonique, l'autre par groupe focus.

Les sections suivantes détaillent les choix méthodologiques qui ont présidé aux différentes phases de l'opérationnalisation de cette étude. Les deux premières sections présentent l'univers d'observation et la population étudiée. La préparation et la réalisation des collectes de données par entrevue téléphonique sont précisées dans la troisième et quatrième section. La cinquième section est consacrée à la collecte de données par groupes focus. Dans la sixième section, nous décrivons l'organisation logistique de l'ensemble de cette étude. Enfin, les méthodes de traitement et d'analyse sont détaillées dans la dernière section.

### **3.1. L'univers d'observation**

Cette étude a pour univers d'observation trois centres communautaires de loisirs de la Haute-Ville de Québec. Nous trouvons donc comme CCL représentatifs de trois types de centres communautaires de loisirs, un centre municipal d'origine publique et deux types de centres privés dont l'origine est liée pour l'un à un mouvement anglophone et pour le second à l'organisation paroissiale francophone.

Sur le territoire de la Haute-Ville, la municipalité et le ministère des Affaires Municipales identifient six centres communautaires de loisir: le centre de loisirs Saint-Sacrement, le Ywca, le Ymca édifice Holt, le Ymca Vieux-Québec, les Loisirs Montcalm et Lucien Borne. Un choix a donc été effectué pour ne retenir que trois de ces six centres.

Parmi ces six centres, un seul est de type public: le centre Lucien Borne. Celui-ci a donc été retenu pour les fins de l'étude. Inauguré en 1984, ce centre conçu en tant que complexe sportif a été le premier équipement municipal de loisir sur le territoire de la Haute-Ville. Parmi les centres privés, trois se rattachent à un mouvement anglophone: le Ywca et deux Ymca, le Ymca édifice Holt et le Ymca Vieux Québec. Les deux autres centres privés, Saint-Sacrement et les Loisirs Montcalm, appartiennent au type d'organisation de loisir paroissial. Le centre Saint-Sacrement doit sa création à une congrégation religieuse. Quant aux Loisirs Montcalm, l'organisation de bénévoles qui a fondé ce centre en 1969 a opéré à ses débuts dans le sous-sol de l'église Saint-Dominique (donc sous un mode d'organisation de loisir de type paroissial).

Du fait de la modification récente de leur statut, le CCL Saint-Sacrement et le Ymca Vieux-Québec n'ont pas été retenus. En effet, au cours de l'année 95, le CCL Saint-Sacrement a déposé son bilan et s'est départi d'une grande partie de ses biens immobiliers. Quant au Ymca Vieux Québec, celui-ci jouissait jusqu'en 1993, date de son acquisition par le Ymca, d'un statut de club privé (anciennement le Club sportif Laurier). Le centre des loisirs Montcalm a donc été retenu comme type de centre communautaire de loisir représentatif de l'organisation du loisir paroissial. Le choix entre le Ymca édifice Holt et le Ywca s'est effectué en faveur du Ymca en raison du rôle précurseur qu'il a eu sur la naissance du Ywca.

Sur le plan géographique, ces trois centres se positionnent selon un axe Est-Ouest. On trouve tout d'abord le centre Lucien Borne, les loisirs Montcalm et, enfin, le Ymca (voir carte 1 en annexe B1). Ces trois centres sont implantés dans deux quartiers. Les Loisirs Montcalm et Lucien Borne sont situés dans le quartier Montcalm et le Ymca dans celui de Saint-Sacrement. Le centre des loisirs Montcalm est au coeur du quartier Montcalm, tandis que Lucien Borne est à la frontière du quartier Montcalm avec Saint-Jean-Baptiste. Le Ymca occupe également une position excentrée puisqu'il se trouve à l'extrémité sud-est du quartier Saint-Sacrement, à la frontière de la ville de Québec avec celle de Sillery.

### **3.2 La population étudiée**

La population étudiée est celle constituée des usagers desservis par ces trois centres communautaires de loisirs. Nous avons limité cette population aux personnes de plus de

18 ans, usagères d'un des trois centres communautaires de loisirs et inscrites à une activité de loisir programmée dans le cadre de la session automne-hiver 1995.

La population adolescente et enfant a donc été exclue de l'étude ainsi que celle des usagers utilisant le CCL dans le cadre d'activités non mentionnées dans le guide municipal des loisirs (par exemple pour des activités ponctuelles, associatives, socio-communautaires ou pour des services par rapport à l'enfance, à l'emploi, au soutien ou à l'aide tels que les garderies, les terrains de jeux, les camps d'été, les stages de formation, etc.).

De même, les usagers inscrits auprès d'un centre communautaire de loisir pour des activités ne se déroulant pas dans le centre n'ont pas été retenus (par exemple, les usagers inscrits à des cours de langues organisés par les organismes de loisirs de Lucien Borne, mais se déroulant dans un autre lieu). La fréquentation d'un centre communautaire de loisir a été considérée comme une relation d'usage prévalant sur l'inscription auprès d'un centre. Aussi, les personnes fréquentant Lucien Borne, dans le cadre d'une activité organisée par le centre communautaire des Loisirs Montcalm, ont été retenues comme des usagers de Lucien Borne, et non comme des usagers des Loisirs Montcalm.

Enfin, les activités de conditionnement physique organisées par le Ymca, bien que non mentionnées par le service des loisirs comme des activités de loisirs communautaires, ont été retenues. Ce type d'activité nous est apparu répondre aux critères des activités de loisirs étudiées.

### **3.3 Les entrevues téléphoniques**

Nous avons choisi d'effectuer une enquête par entrevue téléphonique auprès de la population afin de situer les positions de la population étudiée et d'effectuer un recueil des images du CCL. Selon Abric, les avantages de la méthode d'enquête ou interrogative sont de permettre l'introduction «des aspects quantitatifs fondamentaux dans l'aspect social d'une représentation» (1994, p. 62). L'analyse quantitative permet également «de mettre en évidence les facteurs explicatifs ou discriminants dans une population ou entre des populations, de repérer et de situer les positions respectives des groupes étudiés» (Ibid.). Nous proposons de préciser les avantages et les limites de cette technique d'enquête dans les deux prochaines parties, puis de détailler dans les parties subséquentes le questionnaire qui a été élaboré.

#### **3.3.1 Les avantages de l'entrevue téléphonique**

Plusieurs avantages sous tendaient l'utilisation de l'entrevue téléphonique comme technique d'enquête. Parmi ceux-ci, on peut noter tout d'abord les avantages généraux suivants:

- la collecte de données est rapide et assure un taux de réponse généralement supérieur au questionnaire auto administré;
- il est possible de faire clarifier, expliciter une réponse, tout comme de s'assurer de la bonne compréhension d'une question;
- le répondant découvre le questionnaire au fur et à mesure de l'entretien et ne peut conformer ses réponses en fonction des questions qui vont lui être ensuite posées;



- le contact téléphonique favorise la participation des personnes ayant un rapport difficile à l'écrit. De plus, ce moyen d'expression paraît moins engager l'implication du répondant suivant l'adage «les paroles s'envolent, l'écrit reste». Le répondant tend ainsi à beaucoup moins filtrer et censurer son expression, les données recueillies sont plus riches et ce, en particulier dans le cas des questions ouvertes.

Enfin, on peut noter les avantages spécifiques au contexte de cette enquête concernant les moyens d'accès, le coût et l'organisation de l'enquête:

- pour accéder à la population, seules les coordonnées téléphoniques apparaissaient systématiquement dans les listes d'inscription des centres, les coordonnées postales n'étant pas toujours mentionnées;
- le coût de la collecte par cette technique a été évalué moindre que celui engendré par un questionnaire auto administré (les frais de communication et d'impression du questionnaire auraient été de beaucoup plus élevés).
- enfin, ce moyen d'entrer en contact avec le répondant devait faciliter l'organisation logistique de la deuxième collecte de données auprès de la population.

### **3.3.2 Limites de cette technique**

Les limites de cette technique sont liées aux contraintes suivantes (Pineault et Daveluy, p. 220-225):

- la situation d'interaction entre le répondant et l'enquêteur peut introduire des biais; aussi, une certaine expérience dans la conduite d'entretien et une bonne connaissance du questionnaire sont requises;

- l'accès par téléphone peut être perçu comme une sollicitation commerciale ou comme une intrusion dans la vie privée; aussi, la qualité de l'entrée en contact est-elle déterminante pour une bonne participation du répondant. Les premières minutes sont primordiales à l'instauration d'un climat de confiance. La déclinaison de l'identité de l'enquêteur, une brève présentation du cadre et des objectifs de l'entretien ainsi que l'assurance de la confidentialité du traitement des données permettent cependant de créer des conditions favorables à la participation du répondant et au déroulement de l'entretien;
- le déroulement normal du questionnaire ne doit pas dépasser 10 minutes.

### **3.3.3 Le questionnaire**

Le questionnaire (voir annexe B2) a été organisé afin de permettre le recueil et l'analyse statistique de données quantitatives et qualitatives.

Cet instrument d'enquête a été élaboré afin de mesurer les variables suivantes correspondant aux objectifs spécifiques de cette étude soit:

- a) Les caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques des répondants;
- b) La relation des répondants à l'espace;
- c) La relation des répondants au centre communautaire de loisir;
- d) Les images du centre communautaire de loisir.

Le questionnaire a été élaboré à partir de différents indicateurs affectés à chacune de ces variables. La section suivante présente les indicateurs qui ont été retenus pour chacune de ces variables.

### **3.3.4 Indicateurs**

Les indicateurs sont présentés par groupes pour chacune des quatre variables identifiées précédemment.

#### **3.3.4.1 Indicateurs socio-démographique et socio-économique**

- 1) Le sexe;
- 2) L'âge;
- 3) Le statut familial ;
- 4) Le statut professionnel;
- 5) Le salaire;
- 6) Le niveau de scolarité atteinte.

#### **3.3.4.2 Indicateurs de la relation à l'espace et aux territoires de la ville de Québec**

- 1) La résidence actuelle ou passée dans Québec;
- 2) La durée de la résidence (actuelle ou passée) dans la ville de Québec;

- 3) Le territoire de référence utilisé pour situer la dernière résidence dans la ville de Québec (secteur, quartier, paroisse, rue, autres);
- 4) Le territoire de résidence; secteur et quartier dans le cas de résidence à la Haute-Ville;
- 5) Les différents lieux de résidence dans la ville durant la vie adulte; secteur et quartier dans le cas de résidence à la Haute-Ville;
- 6) Les lieux (secteur) de résidence durant l'enfance;;
- 7) Le niveau de scolarité effectuée dans la ville et les lieux (secteur) de scolarité;
- 8) L'importance et la localisation du réseau de sociabilité (parenté) dans la ville (secteur);
- 9) L'importance et la localisation du réseau de sociabilité (amis) dans la ville (secteur);

La fréquentation et sa fréquence du secteur de la Haute-Ville lors des quatre dernières semaines précédant l'entrevue, reliées:

- 10) À l'activité commerciale («magasinage», épicerie);
- 11) Au travail;
- 12) À la détente et à la sociabilité (marche, café, restaurant, visite d'amis);
- 13) À la pratique de loisirs (autre que la fréquentation du centre);
- 14) Au quartier le plus fréquenté dans la Haute-Ville.

#### **3.3.4.3 Indicateurs de la relation des répondants au CCL**

- 1) Le CCL fréquenté;
- 2) Le type d'activité de loisirs pratiquée dans le CCL;
- 3) Les activités de loisir pratiquées au cours des cinq dernières années dans le CCL;
- 4) Les autres organisations de loisir fréquentées au cours des cinq dernières années;

- 5) La durée de fréquentation du CCL;
- 6) La durée de connaissance de l'existence du CCL;
- 7) Le mode de connaissance des activités du CCL (activités, réseau social, médias);
- 8) La présence de réseau de sociabilité (parenté, amis, voisins, relations de travail) dans le CCL;
- 9) L'importance de la dimension relationnelle dans la pratique de loisir du répondant au CCL;
- 10) L'importance de la maîtrise technique de l'activité dans la pratique de loisir du répondant au CCL;
- 11) L'importance du développement personnel dans la pratique de loisir du répondant au CCL;
- 12) L'importance du plaisir dans la pratique de loisir du répondant au CCL;
- 13) La présence éventuelle d'autres dimensions dans la pratique de loisir du répondant au CCL;
- 14) La présence de relations sociales avec le groupe d'activités et les lieux associés à cette sociabilité (rue ou épicerie, domicile privé, café, CCL, autres lieux récréatifs);
- 15) La présence d'actes d'entraide avec des personnes fréquentant le centre et le type d'entraide reçu ou donné;
- 16) La participation à des actions de bénévolat dans le CCL et le type de bénévolat .

#### **3.3.4.4 Indicateurs des images du centre communautaire de loisir**

- 1) La connaissance de la dénomination «CCL»;
- 2) Les établissements dans la ville associés à cette appellation;
- 3) Les images associées à cette appellation.

### **3.3.5 Prétest**

Une fois effectuée la mise en forme du questionnaire (formulation des questions, précodage des modalités), celui-ci a été prétesté auprès d'une dizaine de personnes. Usagers ou non d'un CCL, ces personnes étaient de différents âges et de différentes origines sociales et culturelles. Cette étape a permis de vérifier l'organisation générale du questionnaire ainsi que la formulation et le précodage des questions.

À la suite des entrevues réalisées, les personnes ont spécifié leurs remarques sur la structure générale du questionnaire (clarté des objectifs, intérêt suscité, durée et déroulement logique). Elles ont été également invitées à signaler les difficultés qu'elles avaient rencontrées lors du déroulement du questionnaire. De plus, les incohérences ou les incompréhensions constatées par l'enquêteur au cours de l'entrevue ont été consignées. Les corrections ont été intégrées au fur et à mesure des imperfections constatées. Les principales modifications apportées ont eu trait à l'ordre de certaines questions, à leur formulation et à la transformation des modalités (ajout, regroupement, reformulation).

## **3.4 L'échantillonnage**

Compte tenu des contraintes budgétaires, une méthode d'échantillonnage non probabiliste par quota a été retenue. Les sections suivantes présentent la base de sondage, la composition et la taille de l'échantillon ainsi que les méthodes et techniques d'échantillonnage utilisées.

### **3.4.1 La base de sondage**

La base de sondage a été constituée à partir des listes d'inscription des activités de loisirs programmées, remises par les responsables de chaque CCL. Dans celles-ci figuraient le nom et les coordonnées téléphoniques des personnes participant à une activité de loisirs.

Ces listes ont été remises par les CCL. La délégation des activités (conséquence de la gestion déléguée des CCL municipaux) n'a pas facilité le recueil de ces listes. En effet, s'est posé le problème de la responsabilité de la divulgation d'informations dans le cas d'activités organisées par des organismes autres que le CCL. Ainsi, les préposés de Lucien Borne possédaient la totalité des listes des inscrits dans ce centre, excepté celles des participants aux activités organisées par les Loisirs Montcalm et se déroulant dans Lucien Borne. Enfin, on peut noter que certaines listes n'ont pu être recueillies dans les temps impartis. Ainsi, il n'a pas été possible de disposer des listes d'un club d'âge d'or et de celles de deux autres activités (karaté, émail sur cuivre) pour les Loisirs Montcalm.

Le tableau 1 indique la composition de la base de sondage selon le nombre d'activités et le nombre des inscrits par activité (sont également indiqués le nombre d'inscrits minimum et maximum par activité) et pour chaque centre.

Tableau 1  
Nombre des inscrits selon les activités pour chaque CCL

	L. Borne	L. Montcalm	Ymca	Total
Inscrits	762	340	1044	2146
Activités	23	15	9	46
Maximum	99	99	612	
Minimum	8	8	15	

Il est important de préciser que cette base de sondage ne reflète pas les activités de loisirs réalisées par le centre, mais des activités produites dans le centre. Ainsi, près de la moitié (379) des usagers de Lucien Borne participent à des activités organisées par les Loisirs Montcalm. Ce tableau rend compte de la disparité, selon les centres, du nombre d'activités produites et de celle du nombre des inscrits selon les activités. Ainsi, par rapport au nombre total d'inscrits, on note un écart de près de 700 personnes entre le Ymca et les Loisirs Montcalm. Par rapport au nombre d'activités produites dans le centre, on passe de 9 à 23 activités. Selon les activités, on note des écarts d'inscription très élevés: le minimum étant de 8 et le maximum étant de 612 personnes. Le nombre de personnes inscrites dans le conditionnement physique au Ymca (612) est ainsi près de deux fois supérieur au nombre total des usagers des Loisirs Montcalm. Ces particularités de la base de sondage ont participé à complexifier l'échantillonnage.



### **3.4.2 Taille et composition de l'échantillon**

Pour des raisons financières, la taille de l'échantillon a été fixée à un quota de 30 personnes pour chaque centre. Des principes d'échantillonnage ont été établis dans le but de respecter l'atteinte de ce quota et d'assurer une représentativité relativement proportionnelle des différents groupes d'activités. Du fait des disparités dans la base de sondage, le calcul de la taille ne pouvait se fonder uniquement sur le seul principe d'un ratio (ou certaines activités n'auraient pu être représentées, ou le quota fixé n'aurait pu être respecté). Aussi, les principes d'échantillonnage suivants ont été appliqués:

- 1°) Un individu par activité;
- 2°) Pour les activités ayant un membership compris entre 15 et 50 personnes, ajout d'un individu;
- 3°) Pour les activités ayant un membership de 50 et plus, un individu par tranche de 50;
- 4°) Dans le cas où le quota n'est pas atteint, atteinte du quota avec l'ajout d'individu par ordre décroissant du membership.

Ces principes ont ainsi permis d'établir la composition et de calculer la taille de l'échantillon. L'échantillon devait donc se composer de 110 personnes, dont 41 personnes pour Lucien Borne, 30 pour Les Loisirs Montcalm et 39 pour le Ymca.

La base de sondage a été exploitée de manière aléatoire, les répondants ont été tirés au hasard, sans remplacement. Dans les faits, 122 personnes ont été consultées. Afin de réaliser la seconde collecte de données, le nombre de répondants consultés a été augmenté de 11 personnes. Parmi les 122 entrevues, 121 ont été validées (une entrevue a été

éliminée du fait que le répondant n'avait pas 18 ans). La catégorisation des activités qui a été ensuite effectuée permet de constater la qualité de la représentativité de l'échantillon par rapport à la base de sondage. Les activités ont été classifiées selon les sept catégories suivantes: activité physique, activité aquatique, activité physique libre, jeu sportif, jeu de société, activité culturelle et activités sociale. Le tableau 2 permet ainsi de comparer la base d'échantillonnage à l'échantillon et de constater la qualité de l'échantillonnage.

Tableau 2  
Comparaison base de sondage et échantillon selon le type d'activité

Activité	Base échantillon		Échantillon	
	f	%	f	%
Physique	361	17	23	19
Aquatique	554	26	33	27
Libre	612	28	16	13
Jeu sportif	260	12	16	13
Jeu société	17	1	2	2
Culturelle	243	11	25	21
Sociale	99	5	6	5
Total	2146	100%	121	100%

On peut noter un écart supérieur à 10% pour un seul type d'activité: les activités physiques libres. Cette catégorie d'activité a été donc sous-représentée dans notre échantillon. Dans celles-ci figurent uniquement les activités de conditionnement physique organisées au Ymca. Pour rappel, le nombre d'inscrit dans cette activité dépassait de beaucoup le taux d'inscription des autres activités (612 inscrits).

### 3.5 Les groupes focus

Afin de faire émerger et de préciser le contenu des représentations des centres communautaires de loisirs, la technique du groupe focus (ou focus group) a été retenue comme autre méthode de collecte de données. Simard, dans son introduction (1989), présente ainsi cette méthode:

«La méthode du focus group est une méthode qui ne recherche pas le consensus mais plutôt l'émergence de toutes les opinions»...«C'est une méthode qualitative de recherche sociale qui permet de recueillir les perceptions des groupes cibles, les attitudes, les croyances et les zones de résistance».

Nous proposons de détailler les avantages et les limites de cette méthode, puis de préciser la structure de rencontre qui a été élaborée aux fins de collecte de données.

#### 3.5.1 Avantages de cette technique

Le choix de cette technique correspondait à la démarche exploratoire de cette étude. En effet, cette technique s'inscrit dans une approche où «l'objectif n'est pas de prouver, mais plutôt d'explorer le pourquoi et le comment d'un phénomène»...«où l'individu est reconnu comme l'expert de son propre vécu» (Simard, 1989, p. 10). Cette technique conçue pour recueillir l'information organisée par le sujet lui-même paraissait convenir particulièrement pour recueillir les éléments constitutifs des représentations. En effet, la technique du groupe focus permet de créer les conditions favorables à l'expression de l'individu. Elle n'introduit pas une organisation de l'information par le chercheur qui

contaminerait ou biaiserait les données recherchées, comme dans le cas de l'entretien directif. La constitution de groupes restreints crée une dynamique qui favorise l'expression individuelle, les prises de position. Le petit nombre de personnes permet à chacun le temps d'exprimer et de développer son point de vue. Les relations explicites entre les participants et les perceptions réciproques permettent à chacun de réagir et d'interagir. Enfin, la constitution de groupes selon des critères d'homogénéité permet d'éviter les phénomènes d'incommunicabilité entre participants dus à des différences trop importantes de leurs univers référentiels.

Ces critères d'homogénéité ne visent pas l'établissement d'un consensus, mais sont utilisés à des fins méthodologiques pour permettre l'analyse ultérieure de l'information recueillie. La comparaison intergroupes permet de dégager les tendances communes ou divergentes des groupes constitués. Dans cette étude, la relation d'usage à un CCL est le critère selon lequel a été défini l'homogénéité des groupes. Trois groupes focus ont été ainsi constitués par CCL.

### **3.5.2 Contraintes et limites**

On peut distinguer comme limites et contraintes à la méthode des groupes focus celles qui sont conditionnelles à la composition et au nombre de groupes, à l'animation du groupe et à l'analyse des résultats.

La généralisation des résultats est conditionnelle au nombre de groupes et à l'exhaustivité des critères d'homogénéité. Dans ce cas-ci, le nombre restreint de groupes focus ne

permet pas d'inférer les résultats pour l'ensemble de la population des usagers. Aussi, les résultats de ces rencontres ont avant tout été utilisés comme outil de validation et d'interprétation des données recueillies par les entrevues téléphoniques.

Certains biais peuvent être introduits lors de l'animation de la réunion, soit par l'attitude de l'animateur ou de l'observateur, soit par l'absence de cadre suffisamment structuré. L'attitude non directive ainsi que le respect d'une même structure de rencontre pour tous les groupes ont permis de minimiser les biais.

L'analyse des résultats peut être biaisée si celle-ci se base sur une interprétation impressionniste. Pour l'éviter, divers outils d'analyse (grille d'observation, écrits individuel et collectif ) et de contrôle (présence d'un observateur, enregistrement) ont été prévus. Nous proposons de préciser la structure sur laquelle a reposé la tenue de l'ensemble des groupes focus.

### **3.5.3 Structure de rencontre**

L'élaboration de la structure de rencontre visait, d'une part, à favoriser l'émergence du contenu des représentations et, d'autre part, à permettre l'interprétation des données recueillies. Nous nous sommes inspirée des méthodes associatives présentées par Abric (1994), soit l'association libre et la carte associative pour la structure de cette rencontre. Selon cet auteur, ces techniques permettent d'accéder rapidement aux éléments constitutifs du contenu des représentations. La rencontre a été structurée de manière à favoriser la participation des répondants. Trois étapes punctuaient la rencontre, la première étant un

temps d'introduction à la rencontre, la deuxième conçue comme une phase de transition comportait un temps de positionnement et de réflexion individuelle et précédait la dernière étape consacrée à la discussion. Un temps de conclusion a également été prévu. La durée de la rencontre a été planifiée pour ne pas dépasser une heure. Un ordre du jour (voir annexe B3) a été remis à chaque participant au début de la réunion, présentant les différentes étapes de la rencontre.

### **3.5.3.1 Introduction à la rencontre**

Après la présentation des différents participants, les objectifs de la rencontre ont été précisés. Une information minimale sur les centres communautaires de loisirs a été ensuite fournie oralement et complétée par un document écrit distribué aux participants (voir annexe B4). Cette information factuelle sur les centres communautaires de loisirs visait, d'une part, à répondre aux éventuelles questions des participants et, d'autre part, à valoriser la participation des répondants en tant qu'expert de leur propre vécu.

### **3.5.3.2 Phase de transition**

Pour cette phase de transition, il a été remis aux participants le corpus des images recueillies par les entrevues téléphoniques. Nous avons organisé la présentation de ce corpus en listant les énoncés des répondants selon des blocs. Ces blocs étant introduits par «un CCL c'est» (annexe B5). La consigne pour les répondants était de rayer les énoncés sur lesquels ils n'étaient pas d'accord, de cocher ceux qui reflétaient leur point de vue et de ne rien inscrire pour ceux qui les laissaient indifférents. Cette phase de réflexion

et de positionnement individuel avait pour but de susciter la participation des répondants à la discussion ainsi que de permettre une analyse éventuelle des prises de positions écrites des répondants.

### **3.5.3.3 Phase de discussion**

Cette phase de discussion s'est organisée autour de deux thèmes: la définition du centre communautaire de loisir et le rôle du centre communautaire de loisir. Les règles de la technique du remue méninges ou brainstorming ont été énoncées pour définir le cadre des interventions des participants (respect de l'opinion d'autrui). Cette technique a été utilisée comme outil d'animation afin de favoriser l'émergence de toutes les opinions des participants. Dans un premier temps, les participants avaient pour tâche de définir le centre communautaire de loisir. Les définitions données par les répondants ont été en même temps écrites sur un tableau, à la vue de tous. Les définitions ainsi retranscrites permettaient au groupe de visualiser sa progression ainsi que de relancer la discussion.

Dans un deuxième temps, le groupe devait définir le rôle du centre communautaire de loisir selon la technique de la carte associative. À partir du rôle du CCL, les répondants devaient énoncer ce rôle par des associations successives qui reprennent les groupes d'associations déjà formées ( par exemple, une première association étant: le rôle du CCL - répondre aux besoins, l'association suivante se rattache à ce premier groupe d'association: le rôle du CCL - répondre aux besoins - des jeunes). Il était également prévu de rédiger les associations sur un tableau à la vue de tous.

### **3.5.4 La composition des groupes focus**

L'échantillonnage a été effectué à partir de la base de sondage des entrevues téléphoniques. À l'issue de la première collecte de données, il a été demandé à chaque répondant de participer à la seconde collecte de données. Cet échantillonnage volontaire devait permettre de constituer des groupes focus pour chaque unité d'analyse d'au moins 6 personnes et d'au plus 12 personnes (Simard, 1989). La taille de l'échantillon de la première collecte de données (entrevue téléphonique) a dû être augmentée pour constituer des groupes d'au moins 10 personnes pour chaque CCL.

## **3.6 L'organisation logistique**

Nous avons porté une attention particulière à l'organisation de cette étude en nous adjoignant la collaboration de différents partenaires et en veillant à l'organisation matérielle de la collecte de données.

### **3.6.1 Le partenariat**

Le Service des loisirs et de la vie communautaire (SLVC) a été informé de la réalisation de cette étude dès son élaboration. Ce projet a été accueilli favorablement, le sujet et les résultats attendus rencontrant les objectifs et les priorités de ce service. En effet, avec l'établissement de nouveaux partenariats dans l'organisation du loisir municipal, le SLVC



et les organismes de loisirs municipaux sont à la recherche de données informationnelles sur les centres communautaires de loisirs.

La Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs (FQCCL) a aussi été informée de l'élaboration de ce projet, cette instance a été consultée pour avis sur la pertinence du projet.

La collaboration du SLVC a été demandée pour l'opérationnalisation de la collecte de données. Différentes rencontres et échanges ont permis de définir les bases de ce partenariat. Celui-ci a porté notamment sur l'affectation de ressources informationnelles, matérielles et humaines au soutien du projet. La mention du partenariat du SLVC a notamment facilité le contact avec les organismes et la population pour la collecte de données. Le prêt de services de secrétariat et la fourniture de ressources matérielles ont permis de réduire les coûts générés par la collecte de données. Enfin, on peut noter la participation successive de trois employés du SLVC comme observateur des groupes focus. En retour, l'engagement a été pris de communiquer les résultats de cette recherche et de respecter les normes de fonctionnement de ce service en ce qui concerne la conformité des lettres adressées à la population aux règles d'usage en vigueur.

Une entente avec les trois centres communautaires de loisirs a aussi été négociée pour obtenir les listes des inscrits et pour organiser les rencontres des groupes focus. Sur ce dernier point, il a été demandé le prêt d'une salle, la fourniture de collations et une compensation d'ordre non financière pour la contribution des participants. Des cadeaux de participation ont été remis à chaque participant au début de la rencontre, au nom du CCL ou du SLVC.

### **3.6.2 L'organisation de la collecte de données**

En fonction des objectifs de fin de réalisation de ce mémoire d'études, mais aussi de la disponibilité de la population, la période de collecte de données a été limitée à un mois et comme devant se terminer au début décembre 1995. En effet, les périodes de festivité pouvaient interférer sur la participation de la population, la période de la mi décembre à la mi janvier étant défavorable à la collecte de données.

Chaque étape de la collecte de données a été réalisée en respectant une certaine unité de temps, ceci afin d'éviter tout biais introduit par un décalage dans le temps. Entre la fin et le début des deux collectes de données, une période de 10 jours a été prévue. Ce délai donnait la latitude nécessaire aux répondants pour la planification de la rencontre des groupes focus. De plus, cette période permettait une première compilation des images recueillies lors des entrevues téléphoniques.

Une lettre de convocation (annexe B6 ) a été envoyée à chaque participant volontaire, rappelant l'horaire, le lieu et les objets de cette réunion. Un rappel téléphonique a été effectué dans la semaine précédant la réunion.

Le fort taux de réponse constaté pour les entrevues téléphoniques témoigne de l'intérêt que les personnes portent au domaine du loisir récréatif. Relativement peu de répondants ont dit ne pas être intéressés de répondre au questionnaire. Le tableau 3 présente le taux de répondant et de non réponse pour chaque CCL.

Tableau 3  
Taux de réponse au sondage téléphonique

	L.Borne		Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Réponse	44	36	34	28	43	36	121	100
Non-réponse	9	17	7	17	5	14	21	15

Si la participation aux entrevues téléphoniques a facilité la réalisation de la première collecte de données, le recrutement de personnes volontaires aux réunions des groupes focus s'est révélé plus difficile que prévu. Le taux de participation aux réunions a été peu élevé. La taille de l'échantillonnage de la première collecte de données a été augmentée de 11 personnes, pour recruter 9 personnes au moins par centre disposées à participer à un groupe focus. On peut supposer que ce nombre de personnes n'était pas suffisant puisque plus de la moitié des répondants ayant accepté de participer ne se sont pas présentés aux réunions (14/27). Le rappel téléphonique effectué dans une période trop éloignée (3 jours) de la date de la réunion peut expliquer la très faible participation aux deux premières réunions (le 5 décembre, 4 participants; le 7 décembre, 3 participants); par contre, le rappel téléphonique effectué à la veille de la troisième réunion a permis de regrouper davantage de personnes (6 participants).

Malgré cette faible participation numérique, toutes les personnes présentes se sont impliquées très activement. Les réunions ont eu lieu entre 19 heures et 20 heures, le 5 décembre aux Loisirs Montcalm, le 7 décembre à Lucien Borne et le 11 décembre au

Ymca. Leur durée moyenne des rencontres a été d'une heure vingt minutes. Toutes ces réunions ont été enregistrées, la totalité des répondants ayant consenti à cet enregistrement.

### **3.7 L'analyse des résultats**

Du fait de l'utilisation de deux techniques de collecte de données et de la nature des données recueillies, différentes techniques de traitement et d'analyse des données ont été utilisées. Nous détaillons dans les parties suivantes le traitement statistique qui a été employé pour les données quantitatives et qualitatives recueillies par entrevues téléphoniques. Nous précisons ensuite l'analyse de contenu qui a été effectuée sur les données qualitatives (recueillies par entrevues téléphoniques) pour leur codage et le traitement statistique. Enfin, dans la dernière partie, nous présentons le traitement et l'analyse des données recueillies lors des groupes focus.

#### **3.7.1 Le traitement statistique**

L'ensemble des données recueillies par entrevue téléphonique a fait l'objet d'un traitement statistique à l'aide du logiciel Sphinx. Ce logiciel a été choisi en raison de sa convivialité pour la saisie des données et de ses possibilités techniques en matière de présentation des résultats. Si certaines limites de ce logiciel (par exemple: après la fermeture du fichier de saisie de donnée, il est impossible d'ajouter de nouvelles modalités ou questions; il est également impossible de visualiser sur un même tableau les fréquences et les pourcentages

dans le cas de tris croisés) ont légèrement retardé le déroulement de ce projet, celui-ci s'est avéré très performant pour la saisie des données.

Tous les questionnaires ont été relus après les entrevues téléphoniques et vérifiés. Les questions fermées ou les échelles d'attitude ont été préalablement codées lors de l'élaboration du questionnaire. Les questions ouvertes ont fait l'objet d'une codification après la fin de la collecte de données. Le questionnaire comportait huit questions de type ouvertes. La codification des sept premières questions a été effectuée après compilation des résultats et une catégorisation de ces données. Pour la dernière question portant sur les images du CCL, la richesse des données obtenues a nécessité une méthode qualitative d'analyse de contenu.

### **3.7.2 L'analyse de contenu des images**

L'entrevue téléphonique se terminait par une question ouverte sur les images associées à l'appellation des CCL (voir questionnaire annexe B2). Afin de mettre en évidence des relations éventuelles entre les images du CCL et les pratiques, nous devions codifier et saisir ces données. Du fait des limites du logiciel de traitement statistique, il nous fallait effectuer cette étape avant de commencer la saisie des données.

L'analyse des images s'est effectuée en trois étapes itératives; premièrement, l'exploration des données; deuxièmement, la classification et la catégorisation des données; et troisièmement, la codification de l'ensemble des données.

Lors de la phase d'exploration, le listage des données et la lecture flottante ont permis de s'imprégner et de dégager des données six grands thèmes. Puis, à partir de l'analyse globale du discours de chaque répondant, des sous-thèmes ont été identifiés dans chacun de ces thèmes. De plus, pour deux thèmes, celui de l'activité et des usagers, deux niveaux de classification ont été distingués; les sous-thèmes ont permis d'exploiter le discours sur l'activité ou les usagers selon un premier niveau d'abstraction, les sous-catégories ont permis d'utiliser le type d'activités ou d'usagers spécifiés par les répondants comme données. Cette classification a été établie après la vérification de son exclusivité et de son exhaustivité sur une partie des données, puis sur l'ensemble des données. De plus, afin de garantir l'univocité et l'homogénéité de cette catégorisation, chaque sous-thème et catégorie a été défini et décrit le plus précisément possible, à partir des énoncés des répondants. À l'issue de cette analyse de contenu, la saisie de tous les questionnaires a été réalisée à l'aide du logiciel Sphinx.

### **3.7.3 L'analyse des groupes focus**

Toutes les réunions des groupes focus ont été retranscrites. La retranscription s'est effectuée à partir de trois sources: les tableaux réalisés lors des rencontres, les informations consignées par les observateurs et les bandes d'enregistrement. Les documents complétés par les participants n'ont pas été utilisés (annexe B5), l'exploitation de ces données s'est avérée peu pertinente en regard de la richesse de celles étant apparues au cours de la phase de discussion. La retranscription de toutes les réunions a été réalisée dans la semaine suivant la réunion, ceci afin de permettre une retranscription la plus fidèle,

tant dans son contexte que dans son contenu. Un tableau synthèse a été élaboré ensuite à partir de ces retranscriptions pour chaque réunion.

Nous n'avons pas utilisé la méthodologie proposée par Simard comme nous l'envisagions pour l'exploitation des résultats. D'une part, le nombre restreint de personnes et d'autre part, les résultats des entrevues téléphoniques nous ont conduit à choisir une autre méthode d'analyse. En effet, nous ne répondions plus aux conditions établies par Simard pour l'utilisation de sa méthode sur deux points: le nombre de participants et l'homogénéité des groupes focus. Ce dernier aspect a été mis en évidence par les résultats des entrevues téléphoniques. Nous proposons de détailler plus précisément cet aspect avec la présentation de l'ensemble des résultats, objet du prochain chapitre.

## **CHAPITRE 4**

### **ANALYSE DES RÉSULTATS**

Ce chapitre présente les résultats des entrevues téléphoniques et des groupes focus. Il comporte quatre sections correspondant aux dimensions définies par les objectifs spécifiques de cette étude, soit les caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques des répondants, le vécu des répondants dans la ville de Québec, les pratiques de loisirs des répondants et, finalement, les images du centre communautaire de loisir. Dans les trois premières sections, nous présentons les données issues des entrevues téléphoniques; celles-ci permettent de dresser le profil de la population étudiée et d'identifier les principales variables selon lesquelles se différencient les répondants. La dernière section précise les représentations du CCL recueillies par entrevues téléphoniques et par groupes focus. Dans celle-ci, nous décrivons les images associées au CCL avant de présenter les associations entre images et les relations avec les principales variables de différenciation supposées (le CCL fréquenté) ou constatées chez les répondants. Les résultats des groupes focus approfondissent et complètent les observations de l'analyse statistique. À la fin de chaque section, nous effectuons une synthèse et présentons les principales tendances qui se dégagent des résultats.

Les résultats des entrevues téléphoniques ont été traités statistiquement par simple dénombrement et par tris croisés. Pour les données recueillies par la question ouverte sur



les images du CCL, une analyse de contenu approfondie a précédé leur traitement statistique.

Les tris croisés ont permis d'effectuer une analyse bivariée. Pour celle-ci, le traitement statistique par le test du Ki carré est apparu particulièrement adapté à cette recherche de type exploratoire ainsi qu'aux niveaux de mesure des variables étudiées. En effet, ce test vérifie si les différences observées dans la distribution des catégories de population ne sont pas dues au hasard et mesure l'indépendance statistique entre variables nominales. Rappelons que cette étude veut explorer, et non démontrer, les relations entre les représentations des CCL, les positions de la population étudiée (caractéristiques sociales, espace vécu dans Québec, pratiques de loisirs ) et un type de CCL. De plus, les variables utilisées sont principalement de type nominal; les distinctions effectuées ont conduit à catégoriser les individus essentiellement selon des classes non établies d'après un ordre ou une unité métrique.

Lors du traitement des résultats, nous avons systématiquement effectué une analyse par CCL. Toutefois, dans certains cas le test du Ki carré n'a pu être appliqué par manque d'effectifs. En effet, l'application de ce test est conditionnelle à un nombre minimum d'unités par cellules: il faut au moins 5 unités par cellule pour que ce test soit valide. En fonction des valeurs, les limites de validité de ce test ont pu être contournées par le regroupement de variables. Le niveau de signification accepté jusqu'à 95% est supérieur aux normes généralement tolérées dans le cas d'études exploratoires.

#### **4.1 Caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques**

Cette section présente les principales variables socio-démographiques et socio-économiques recueillies lors de l'entrevue téléphonique. Les caractéristiques socio-démographiques sont présentées à partir des variables suivantes: le sexe, l'âge, le statut familial. Le niveau de scolarité atteint ainsi que le revenu décrivent et mesurent les caractéristiques socio-économiques. L'analyse sur l'ensemble de la population et celle de chaque centre (pour chacune de ces variables) permet d'identifier les caractéristiques générales des usagers de ces trois CCL et les éventuelles différences entre les centres. La mise en perspective de ces résultats avec ceux issus d'autres bases de données permet, d'une part, de contrôler la validité de l'échantillonnage et, d'autre part, d'analyser la représentation statistique des différentes couches sociales pour les usagers résidant à la Haute-Ville. De plus, les statistiques tenues par le Service des loisirs de la ville de Québec ainsi que les listes d'inscription fournies par les organismes ont été exploitées afin de vérifier la qualité de l'échantillon. Enfin, les données issues des cahiers socio-démographiques et socio-économiques émis par le Service de planification de la ville de Québec (compilées à partir du recensement de Statistique Canada de 1991) apportent un éclairage sur les caractéristiques des usagers des CCL de la Haute-Ville.

##### **4.1.1 Répartition des répondants selon le sexe**

Le tableau 4 présente la distribution des répondants selon le sexe pour chaque CCL. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution. Par contre, dans tous les centres

la population féminine est plus élevée, les deux tiers de l'ensemble des répondants étant de sexe féminin.

Tableau 4  
Distribution selon le sexe et pour chaque CCL

	L. Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Masculin	16	36	7	21	16	37	39	32
Féminin	28	64	27	79	37	63	82	68
Total	44	100	34	100	43	100	121	100

(chi2 = 2.9, ddl = 2, p = 0.23)

Ces données semblent refléter une certaine réalité quant à la fréquentation plus élevée des centres par la population de sexe féminin et ne pas être la conséquence de biais induits soit par la méthode d'échantillonnage ou le type d'enquête.

L'analyse de la population des non répondants ne permet pas de conclure à l'introduction d'un biais par la technique d'enquête. En effet, on observe également un taux plus élevé de non réponse chez les femmes ( 10 femmes) que chez les hommes (7 hommes), ceci ne permet donc pas de déduire une plus grande propension de la population féminine à répondre à ce type d'enquête.

Par contre, l'utilisation des listes d'inscription fournies par les CCL (le Service des loisirs de la ville de Québec n'ayant pas de données statistiques sur cette variable) valide les résultats et tend à démontrer la fiabilité des données fournies par l'échantillon. Ainsi, après identification du sexe selon le prénom des répondants (mentionné dans les listes) et la compilation des données, on observe que la distribution de cette variable appliquée à

l'ensemble de la base d'échantillonnage concorde à plus ou moins 5% avec celle de l'échantillon étudié (voir annexe C1 Tableau 1). De plus, entre les taux de chaque centre, on constate une correspondance de plus ou moins 11 %. La technique d'échantillonnage utilisée peut expliquer la différence des taux plus élevée (11%) entre la base d'échantillonnage et l'échantillon pour le Ymca. En effet, pour l'activité de conditionnement physique qui a été volontairement sous-représentée, la fréquentation par la population de sexe masculin est beaucoup plus importante (67% de la population, N=612). Par contre, pour l'ensemble des autres activités, la tendance est inverse (sexe masculin: 14% de la population du Ymca, N=342).

Enfin, si la population de plus de 18 ans résidente à la Haute-Ville se compose d'une majorité de femmes (57.5% de femmes, *les cahiers socio-démographiques*, Service de la planification, recensement 1991), cette sur-représentation de la population féminine apparaît inférieure à celle de la sur-fréquentation des CCL par les femmes (63% dans la base d'échantillonnage comprenant les activités de conditionnement physique).

#### **4.1.2 Age des répondants**

L'âge des répondants s'étale de 18 ans à 84 ans et l'âge moyen est de 44 ans. Afin d'exploiter cette donnée, nous avons créé cinq tranches d'âge d'intervalles inégales, correspondant à celles distinguées par les Services de la ville de Québec. Le tableau 5 présente la distribution des répondants selon l'âge et les centres. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 5  
Distribution des répondants selon l'âge et pour chacun des centres

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
18-29 ans	10	23	7	21	7	16	24	20
30-39 ans	13	30	10	29	12	28	35	29
40-49 ans	6	14	8	24	8	19	22	18
50-59 ans	5	12	5	15	5	12	15	12
60 ans et plus	9	21	4	12	11	26	24	20
Total	43	100%	34	100%	43	100%	120	100%

(chi2 = 3.6, ddl = 8, p = 0.906)

Les personnes de plus de 60 ans représentent près du quart de l'échantillon; l'importance de cette population peut être soulignée puisque que cette tranche d'âge compose 40% de la population de plus de 18 ans de la Haute-Ville.

Pour tous les centres, on observe un taux de répondants plus élevé dans la tranche d'âge 30-39 ans, plus faible pour celle des 50-59 ans. On remarque que ces résultats varient selon le sexe. L'analyse de la distribution selon le sexe et l'âge révèle que le plus fort taux de répondants se situe dans la tranche d'âge de 18-29 ans pour les répondants de sexe masculin et dans celle de 29-39 ans pour les répondants de sexe féminin (voir annexe C1, Graphique 1 ).

On peut noter que la composition de l'échantillon reflète certaines tendances qui se retrouvent dans la composition de la population de la Haute-Ville. Ainsi, on observe un taux plus faible de la tranche d'âge des 50-59 ans pour les deux sexes. De même, on remarque les mêmes tendances dans l'évolution des taux pour le sexe masculin dans l'échantillon et la population de la Haute-Ville. Par contre, on constate pour la population de sexe féminin que, d'une part, la tranche d'âge des 18-29 ans est légèrement sous-représentée dans l'échantillon et que, d'autre part, elle est sur-représentée pour la tranche d'âge des 29-39 ans (voir annexe C1, Graphique 2 ).

Enfin, les données fournies par le Service des loisirs tendent à confirmer la qualité de l'échantillonnage. Les statistiques sur les inscriptions à Lucien Borne pour l'automne 95 (les données pour les autres CCL étant incomplètes et inexploitable) font ressortir un taux similaire pour les plus de 60 ans (23%, N=739) et la tranche d'âge 18-59 ans (77%, N=739). Les tranches d'âge intermédiaire n'étant pas prises en compte par le système de statistiques de la ville, nous n'avons pas pu étendre la comparaison à d'autres catégories d'âge.

#### **4.1.3 Statut familial**

Les répondants ont énoncé leur statut familial en fonction des quatre catégories suivantes: célibataire, marié ou avec un conjoint de fait, monoparental, et veuf ou séparé. Le tableau 6 présente la distribution des répondants selon leur statut familial et pour chaque centre. Du fait que trois cellules comportaient moins de cinq répondants, le test du Ki carré n'a pu être appliqué.

Tableau 6  
Distribution des répondants selon le statut familial et pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Célibataire	18	41	15	44	17	40	50	41%
Marié, en couple	19	43	12	35	18	42	49	40%
Monoparental	2	5	2	6	2	5	6	5%
Veuf, séparé	5	11	5	15	6	14	16	13%
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

Les variations entre les taux de chacun des centres sont faibles. Pour tous les centres, le taux de répondants en situation non maritale (marié ou conjoint de fait) est élevé. Cette tendance correspond à la réalité socio-démographique de la Haute-Ville. Ainsi, on dénombre 63% de ménages non familiaux, 51.5% de célibataires (*Cahiers des rencontres échanges*, SLVC, 1992, d'après le recensement Statistique Canada de 1986 ).

L'analyse de la distribution du nombre d'enfants selon les centres (voir en annexe C1, Tableau 2 ) fait apparaître un écart peu significatif ( $Ki \text{ carré} = 8.3$ , ddl = 4,  $p = 0.083$ ). Le taux de répondants n'ayant pas d'enfant est plus élevé aux Loisirs Montcalm (73%) et plus faible au Ymca (44%).

#### 4.1.4 Niveau de scolarité atteint

Les répondants ont déterminé leur niveau de scolarité selon le plus haut niveau d'étude suivi et non en fonction d'un diplôme obtenu. Quatre niveaux de scolarité étaient ainsi distingués: le niveau universitaire, collégial, secondaire et primaire. Ces deux dernières catégories ont été regroupées pour le traitement statistique. Le tableau 7 présente la distribution des répondants pour chaque centre selon le niveau de scolarité atteint. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 7

Distribution des répondants selon le niveau de scolarité atteint pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Universitaire	23	52	20	59	24	56	67	55
Collégial	10	23	7	21	15	35	32	26
Secondaire ou primaire	11	25	7	21	4	9	22	18
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 5.1, ddl = 4, p = 0.28)

Le taux de répondants ne possédant qu'une scolarité primaire ou secondaire est très peu élevé au Ymca (moins de 10%). Dans tous les centres, la majorité des répondants ont suivi des études de niveau universitaire. On relève la même tendance dans les caractéristiques de la population de la Haute-Ville. Ainsi, d'après le dernier recensement de 1991 (Cahiers socio-économiques, Service de la planification, 1994), dans le secteur



de la Haute-Ville on dénombre que 58% de la population de plus de 18 ans a effectué des études universitaires (sans grade, sans certificat, avec certificat ou avec grade).

#### 4.1.5 Revenu annuel (avant déduction d'impôt)

Les répondants devaient situer leur revenu avant impôt selon cinq tranches, soit: moins de 15 000\$, de 15 à 30 000\$, de 30 à 45 000\$, de 45 à 60 000\$ et plus de 60 000\$. Les quatre dernières tranches ont été regroupées en deux tranches distinctes pour le traitement statistique. Le tableau 8 présente la distribution des répondants selon le revenu annuel (avant déduction d'impôt) et pour chaque centre. On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution des répondants selon le revenu et les centres.

Tableau 8

Distribution des répondants selon le revenu et selon les centres

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
-15 000 \$	4	15	6	29	2	9	12	17
15- 45 000 \$	18	67	10	48	10	45	38	54
+ 45 000 \$	5	19	5	24	10	45	20	29
Total	27	100%	21	100%	22	100%	70	100%

(chi2 = 7.1, ddl = 4, p = 0.132)

On peut remarquer, en correspondance avec le tableau précédent, que le taux de répondants ayant un revenu annuel inférieur à 15 000\$ est moins élevé au Ymca. De plus, le taux de revenu supérieur à 45 000\$ apparaît plus élevé au Ymca.

Enfin, on observe dans la distribution des répondants selon le type du dernier emploi exercé et selon les centres un taux important de répondants ayant exercé une profession liée à une administration publique (voir annexe C1, Tableau 3).

#### **4.1.6 Conclusion préliminaire**

Nous pouvons déduire de ces données la caractéristique suivante du profil des usagers de ces trois CCL: ceux-ci sont avant tout des usagères. Cette donnée est aussi apparue dans un groupe focus sous la forme d'affirmation interrogative; «dans les groupes d'activités, il y a souvent très peu d'hommes, pourquoi ?». Cette sur-représentation féminine nous a conduit à interroger la validité de notre échantillon. Le recours à la base d'échantillonnage nous a permis de confirmer cette tendance, mais aussi de vérifier la qualité de notre échantillonnage.

Deux observations générales peuvent être ensuite retirées de ces données, celle de la capacité des centres à desservir les différentes couches de la population adulte de la Haute-Ville et, ensuite, celle de l'apparente absence de différences entre les usagers de chaque centre. Ainsi, d'une part, on constate une représentation assez proportionnelle des diverses couches de la population de la Haute-Ville, excepté pour la représentation de la population féminine et pour une tranche d'âge de cette population. On peut aussi noter comme caractéristique de notre échantillon et de la population de la Haute-Ville le nombre important de personnes de plus de 60 ans, le fort taux d'adultes vivant seul et la forte scolarisation de la population. D'autre part, il n'existe apparemment pas un profil d'utilisateur particulier à un CCL puisqu'aucun écart significatif ne témoigne de tendance

spécifique aux usagers d'un centre. Toutefois, certains indices d'une éventuelle différence des usagers du Ymca avec ceux des autres CCL attirent l'attention, à savoir la présence pour ce centre d'un moins grand nombre d'usagers peu scolarisé et celle d'un plus grand taux de revenu annuel au-dessus de 45 000\$.

## **4.2 Vécu dans les territoires de la ville de Québec**

Cette section présente le vécu passé et quotidien des répondants dans la ville de Québec. Ainsi, la résidence, la scolarité, les réseaux sociaux et les activités de la vie quotidienne nous permettent de décrire les relations tissées entre ces personnes avec la ville de Québec. Cette section comporte deux volets qui précisent les relations des répondants dans un premier temps avec le territoire de la ville de Québec et ensuite avec le territoire plus spécifique de la Haute-Ville. Du fait que notre étude porte sur des CCL situés à la Haute-Ville et sur des modes d'intervention qui se sont différenciés notamment par leurs rapports au territoire, il nous est apparu important de détailler l'analyse de la relation à l'espace des répondants selon ces deux aspects, le territoire de la ville de Québec et celui de la Haute-Ville.

### **4.2.1 Vécu dans la ville de Québec**

Ce volet présente le vécu des répondants dans les territoires de la ville de Québec à partir des variables suivantes: la résidence dans Québec, la durée de résidence et les divers lieux marquant l'histoire des personnes (lieu d'habitations, de naissance, de scolarité et des réseaux familiaux ou d'amis).

#### **4.2.1.1 Lieux de résidence actuelle et passée dans la ville de Québec**

Dans le questionnaire, nous avons effectué pour l'habitation les distinctions suivantes: la résidence actuelle dans la ville de Québec (réside), la résidence passée pour ceux qui ne

résident plus actuellement (a résidé) et l'absence de domicile pour ceux qui n'ont jamais résidé dans Québec (jamais résidé). Le tableau 9 présente la résidence des répondants dans la ville de Québec suivant ces distinctions. Le manque d'effectifs ne permet pas l'application du test du Ki carré (quatre cellules ont un nombre d'unité inférieur à cinq).

Tableau 9  
Distribution des répondants  
selon l'habitation dans la ville de Québec pour chaque CCL

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Réside	39	89	29	85	23	53	91	75
A résidé	3	7	2	6	13	30	18	15
N'a jamais résidé	2	5	3	9	7	16	12	10
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

On remarque une distribution des répondants différente pour le Ymca. Le taux de répondants ne résidant pas actuellement à Québec est bien plus important pour ce centre. Environ la moitié des répondants du Ymca n'habite pas à Québec, alors que plus de 80% des répondants des autres centres sont résidents de Québec.

#### **4.2.1.2 Secteur de résidence dans la ville**

Les répondants ont localisé leur dernière résidence occupée dans la ville de Québec par rapport aux quatre secteurs de la ville, soit la Haute-Ville, la Basse-Ville, Limoilou et Des Rivières. Le tableau 10 présente la distribution des sujets ayant demeuré ou demeurant à

Québec selon le secteur de résidence et pour chaque CCL. Dans ce tableau, les trois derniers secteurs ont été regroupés dans la catégorie «autre secteur». On remarque l'existence d'écarts significatifs dans la distribution des répondants.

Tableau 10  
Distribution des répondants  
selon le secteur de résidence et pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Haute-Ville	36	86	24	77	22	61	82	75
Autre secteur	6	14	7	23	14	39	27	25
Total	42	100%	31	100%	36	100%	109	100%

(chi2 = 6.4, ddl = 2, p = 0.041)

Si les trois quarts de l'ensemble des répondants ont demeuré ou demeurent à la Haute-Ville, le taux de sujets ayant leur dernière demeure à l'extérieur de la Haute-Ville est plus élevé pour le Ymca. Ce tableau et le précédent confirment que le bassin des usagers du Ymca est plus étendu que celui des deux autres centres et ne se limite pas au territoire de la Haute-Ville.

#### 4.2.1.3 Durée de résidence (actuelle ou passée) dans Québec

Les répondants ont évalué la durée de leur résidence dans la ville de Québec selon l'échelle suivante, moins de 1 an, de 1 à 5 ans, de 5 à 10 ans, plus de 10 ans. Le tableau 11 présente la distribution des répondants selon la durée de leur résidence dans Québec et

pour chaque CCL. Les durées inférieures à cinq ans sont présentées regroupées. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 11  
Distribution des répondants  
selon la durée de la domiciliation dans la ville et pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
plus de 10 ans	25	60	13	42	17	47	55	50
5-10 ans	5	12	8	26	5	14	18	17
0- 5 ans	12	29	10	32	14	39	36	33
Total	42	100%	31	100%	36	100%	109	100%

(chi2 = 4.1, ddl = 4, p =0.387)

Pour chacun des centres, la majorité des répondants ont demeuré plus de dix ans dans la ville de Québec, un tiers environ des répondants ont une durée de résidence inférieure à cinq ans. Le taux des usagers ayant résidé à Québec plus de dix ans est plus élevé à Lucien Borne.

#### 4.2.1.4 Lieu de naissance

Les répondants ont précisé s'ils étaient ou non natifs de Québec. Le tableau 12 présente la distribution des répondants selon leur lieu de naissance et pour chaque CCL. On constate la présence d'écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 12  
Distribution des répondants  
selon le lieu de naissance et pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Ailleurs	27	61	26	76	37	86	90	74
Natif	17	39	8	24	6	14	31	26
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(Chi2 = 7.1, ddl= 2, p= 0.03.)

Les trois quarts de l'ensemble des répondants ne sont pas nés dans la ville de Québec; le taux de répondants natif de Québec est plus élevé à Lucien Borne (deux cinquièmes des répondants), plus faible au Ymca (un septième des répondants). Ces données paraissent concorder avec les tendances précédemment relevées sur les lieux de résidence.

#### **4.2.1.5 Sclolarité et lieux de sclolarité**

Dans l'entrevue, nous avons interrogé tous les répondants (résidants comme non résidants) sur leur sclolarité dans la ville de Québec. Nous avons distingué les lieux de sclolarité selon les quatre secteurs de la ville pour les trois niveaux de sclolarité suivant: primaire, secondaire, collégial. Pour le niveau universitaire, la catégorie Université Laval regroupe les répondants ayant effectué leurs études dans cette université. Située autrefois dans le Vieux-Québec à la Haute-Ville, cette université est actuellement implantée à Sainte-Foy dans le prolongement du plateau de la Haute-Ville. En raison de cette situation géographique et historique particulière, nous avons regroupé sous cette variable un lieu et



un niveau de scolarité. Le tableau 13 présente la distribution des mentions des répondants selon leurs lieux de scolarité et pour chaque CCL. Dans celui-ci, les secteurs Basse-Ville, Limoilou et Des Rivières ont été regroupés dans la catégorie «autres secteurs». Le nombre des mentions est supérieur au nombre de répondants du fait qu'un individu peut avoir eu plusieurs lieux de scolarité. On constate l'existence d'écarts significatifs dans cette distribution. Nous avons exceptionnellement appliqué le test du  $\chi^2$  malgré la présence d'une cellule comprenant un nombre d'unité inférieure à cinq.

Tableau 13  
Distribution des lieux de scolarité des répondants pour chaque CCL

	L. Borne N=36		L.Montcalm N=24		Ymca N=28		Total n=88	
	f	%	f	%	f	%	f	%
H-V prim et sec	23	33	13	32	3	6	39	25
H-V collégial	13	19	8	20	9	19	30	19
Université Laval	13	19	12	30	15	32	40	26
Autres secteurs	20	29	7	18	20	43	47	30
Total	69	100%	40	100%	47	100%	156	100%

( $\chi^2 = 16.2$ , ddl = 6,  $p = 0.013$ )

La scolarité primaire ou secondaire à la Haute-Ville est le fait de la majorité des répondants de Lucien Borne, mais d'une minorité des répondants du Ymca. De plus, si près des trois quarts (73%) de l'ensemble des répondants ont effectué une partie ou la totalité de leur scolarité dans Québec, on observe des taux moins élevés pour le Ymca. Ainsi, seulement 18% des répondants de Lucien Borne ont effectué toute leur scolarité à l'extérieur de Québec; par contre, ceci est le fait de 35% des répondants du Ymca. Ces données

paraissent concorder avec les tendances précédemment relevées sur la moins grande sédentarité des répondants du Ymca (présence moins importante au Ymca de personnes résidentes et natives de Québec).

Le croisement de cette variable avec le niveau de scolarité atteint permet d'illustrer les processus de différenciation sociale à l'oeuvre dans l'investissement de l'espace (voir annexe C2, Tableau 1 ). Trois phénomènes complémentaires de différenciation sociale peuvent être ainsi constatés.

Tout d'abord, pour la scolarité à la Haute-Ville on note que le nombre de mentions de scolarité dans ce secteur augmente selon que le niveau de scolarité s'élève. Ce fait tend à illustrer la position symbolique de ce territoire dans la mobilité sociale. L'investissement de cet espace semble relié à un facteur d'ascension sociale (la scolarité dans ce cas-ci).

Ensuite, la comparaison du taux de mentions d'une scolarité à la Basse-Ville entre les répondants ayant un niveau universitaire et ceux ayant un niveau primaire ou secondaire illustre les stratifications sociales qui s'opèrent autour de ces territoires (Basse-Ville / Haute-Ville). Ainsi, une minorité des répondants ayant un niveau universitaire ont mentionné avoir eu une scolarité à la Basse-Ville (4%). Par contre, le taux de répondants ayant un niveau secondaire ou primaire et ayant mentionné une scolarité dans la Basse-Ville est de dix fois plus élevé (40%).

Enfin, par rapport au phénomène associé d'ascension sociale (la scolarité dans ce cas-ci) et de mobilité spatiale, on note que la population ayant un niveau de scolarité primaire ou secondaire présente une plus grande sédentarité dans son cursus scolaire que celle ayant un niveau académique universitaire. Ainsi, le taux de répondant ayant un niveau de

scolarité primaire ou secondaire et ayant effectué leurs études à la Haute-Ville est plus élevé (77%) que celui de ceux ayant un niveau universitaire et ayant effectué une scolarité primaire, secondaire, collégiale à la Haute-Ville ou leurs études universitaires à l'Université Laval (respectivement 51% et 60%).

#### 4.2.1.6 Réseau familial

Les répondants ont précisé si des membres de leur famille résidaient à Québec. Dans l'affirmative, ils ont énoncé les lieux de résidence de leur parenté proche (fratries, descendants, ascendants) dans la ville de Québec. Le tableau 14 présente la distribution des mentions des répondants selon les lieux de résidence de la parenté et pour chaque CCL. La catégorie «autre secteur» regroupe les mentions de parenté dans les secteurs de Limoilou, Basse-Ville et Des Rivières. Le taux des mentions est supérieur au nombre de répondants du fait qu'un individu peut avoir de la parenté dans plusieurs lieux. On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution.

Tableau 14

Lieux de résidence de la parenté pour chaque CCL

	L.Borne n=24		L.Montcalm n=15		Ymca n=16		Total 55	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Haute-Ville	15	50	9	47	8	40	32	46
Autre secteur	15	50	10	53	12	60	37	54
Total	50	100%	38	100%	47	100%	135	100%

(chi2 = 0.5, ddl=2, p=0.782)

Pour plus de la moitié des répondants, les réseaux de parenté sont disséminés à l'extérieur de la Haute-Ville. Toutefois, on peut noter que les taux de mentions de parenté domiciliée à la Haute-Ville sont plus faibles au Ymca (40%) et plus élevées à Lucien Borne (50%). De plus, si près de la moitié de l'ensemble des répondants (55%) ont déclaré ne pas avoir de parenté résidant dans la ville, on constate également de légers écarts entre CCL. Ainsi, le taux de répondants n'ayant pas de parenté sur le territoire de la ville est plus élevé au Ymca (63%) et plus faible à Lucien Borne (45%).

La prise en compte d'un critère d'éloignement physique de la parenté aurait permis de préciser la proximité physique de la parenté et peut-être de faire apparaître des écarts plus significatifs dans la distribution. Par ailleurs, on peut noter la difficulté des répondants à délimiter le territoire de la ville de Québec. En effet, un grand nombre de répondants ont désigné comme domicilié dans la ville de Québec de la parenté résidant dans la Communauté Urbaine de Québec. Cette erreur a été ensuite relevée lors du déroulement du questionnaire et ceci au moment où nous leur demandions de localiser cette parenté dans un des quatre secteurs de la ville.

#### **4.2.1.7 Réseau des amis**

Les mêmes distinctions et catégorisations ont été appliquées pour la localisation du réseau des amis dans Québec que pour celle du réseau familial. Le tableau 15 précise la distribution des répondants selon la localisation des amis et pour chaque CCL. Le taux des mentions est supérieur au nombre de répondants du fait qu'un individu peut avoir des amis dans plusieurs secteurs de la ville. On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution.

Tableau 15  
Distribution des mentions  
selon la localisation des amis et pour chaque CCL

	L.Borne n=36		L.Montcalm n=28		Ymca n=33		Total n=97	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Haute-Ville	31	60	22	59	30	60	83	60
Autre secteur	21	40	15	41	20	40	56	40
Total	52	100%	37	100%	50	100%	139	100%

(chi2 = 0.0, ddl = 4, p = 0.90).

Dans tous les centres, la présence d'amis dans la Haute-Ville est la tendance majoritaire. Ainsi, 60% des répondants ont mentionné avoir des amis résidant à la Haute-Ville. On peut remarquer que le taux de répondants n'ayant pas d'amis domiciliés sur le territoire de la ville est peu élevé dans tous les centres. Les quatre cinquièmes des répondants ont ainsi déclaré avoir des amis sur le territoire de la ville de Québec.

Les répondants devaient évaluer l'importance quantitative de leur amis résidant dans la ville de Québec sur une échelle à trois niveaux allant de «la plupart des amis» à «un peu d'amis». Le tableau 16 présente la distribution des répondants selon l'importance du réseau des amis localisés dans la ville de Québec et pour chaque CCL. On note la présence d'écarts significatifs dans cette distribution. Les intervalles entre ces indicateurs de mesure comportent une subjectivité certaine, ce qui invite à une certaine prudence pour l'interprétation. Aussi, seuls les écarts entre les CCL se manifestant sur des valeurs extrêmes ont été pris en compte.

Tableau 16  
Distribution des répondants  
selon l'importance des amis domiciliés dans la ville et pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
La plupart	18	50	15	54	5	15	38	39
Une partie	11	31	8	29	14	42	33	34
Un peu	7	19	5	18	14	42	26	27
Total	36	100%	28	100%	33	100%	97	100%

(chi2 = 13.0, ddl = 4, p = 0.012)

On observe que la moitié des répondants de Lucien Borne et des Loisirs Montcalm ont déclaré avoir la plupart de leurs amis localisés dans la ville de Québec, ce qui est, par contre, le cas d'une minorité des répondants du Ymca (15%). Il est important de noter que l'on observe les mêmes tendances dans la population uniquement résidente. Ainsi, les répondants du Ymca résidant à Québec déclarent aussi minoritairement avoir la plupart de leurs amis résidant dans la ville de Québec (voir annexe C2, Tableau 2). Le taux de répondants ayant des réseaux de relations sociales a-territorialisés apparaît ainsi plus élevé chez les usagers du Ymca et plus faible chez ceux de Lucien Borne et des Loisirs Montcalm.

#### 4.2.2 Vécu dans la Haute-Ville

La relation au territoire de la Haute-Ville a été mesurée à partir des variables suivantes: les quartiers de résidence, la fréquentation des quartiers, les déplacements et le territoire de référence.

##### 4.2.2.1 Résidence dans la Haute-Ville

Les répondants ont précisé les quartiers de la Haute-Ville où, durant leur vie adulte, ils ont résidé. Le tableau 17 présente la distribution des mentions des répondants selon les différentes résidences dans les quartiers de la Haute-Ville et pour chaque CCL. Le taux des mentions est supérieur au nombre de répondants du fait qu'un individu peut avoir durant sa vie adulte établi son domicile dans plusieurs quartiers. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 17

Quartiers de résidence dans la Haute-Ville pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
St Sacrement	7	12	7	16	10	32	24	18
Montcalm	23	40	21	48	15	48	59	44
St-Jean-B	22	38	11	25	4	13	37	28
Vieux-Québec	6	10	5	11	2	6	13	10
Total	58	100%	44	100%	31	100%	133	100%

(chi2 = 10.5, ddl = 6, p =0.107)

Le quartier Montcalm est le quartier le plus cité comme lieu de domicile par les répondants de tous les centres. Saint-Sacrement et le Vieux-Québec ont été moins cités par l'ensemble des répondants. Les taux de mentions des quatre quartiers correspondent aux positions de ces quartiers selon leur poids démographique (par ordre décroissant du nombre d'habitants, nous trouvons les quartiers Montcalm, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Sacrement et Vieux-Québec). Par ailleurs, on note pour tous les centres une relation entre le lieu de domicile passé ou actuel des usagers et la fréquentation d'un centre. La variation des taux évolue avec la variation de l'éloignement d'un centre par rapport à un quartier. Pour les centres excentrés (cas du Ymca et de Lucien Borne) on constate ainsi une sous-représentation des quartiers excentrés (cas du Vieux-Québec et de Saint-Sacrement).

#### 4.2.2.2 Fréquentation de la Haute-Ville

Les répondants ont précisé s'ils fréquentaient un quartier particulier de la Haute-Ville. Le tableau 18 présente la distribution des répondants selon leur fréquentation ou non d'un quartier de la Haute-Ville et pour chaque CCL. On constate l'existence d'écarts peu significatifs dans cette distribution.

Tableau 18

Fréquentation de la Haute-Ville pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Fréquente	40	91	31	91	33	77	104	86
Ne fréquente pas	4	9	3	9	10	23	17	14
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 4.7, ddl = 2, p = 0.097)



Le taux de répondants ne fréquentant pas un quartier de la Haute-Ville est peu élevé: plus de 85% de l'ensemble des répondants ont déclaré fréquenter un quartier de la Haute-Ville. On peut noter que le taux de répondants ne fréquentant pas un quartier de la Haute-Ville est plus élevé au Ymca. Le croisement de cette variable avec la résidence dans la ville permet de préciser cette tendance. Le tableau 19 présente la distribution des répondants selon leur vécu résidentiel dans la ville et selon leur fréquentation d'un quartier de la Haute-Ville. Bien que l'on ne puisse appliquer le test du Ki carré par manque d'effectifs, les données exprimées tendent à illustrer l'influence de la résidence sur l'appropriation d'un territoire ainsi que les différentes capacités d'attraction des quartiers.

Tableau 19  
Distribution des répondants  
selon leur fréquentation et leur vécu résidentiel dans la Haute-Ville

	Réside		A résidé		N'a jamais résidé		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Fréquente	82	90	14	78	8	67	104	86
Ne fréquente pas	9	10	4	22	4	33	17	14
Total	91	100%	18	100%	12	100%	121	100%

Le fait d'être résidant de la Haute-Ville semble effectivement influencer sur la fréquentation de ce territoire. Le taux de répondants ne fréquentant pas un quartier de la Haute-Ville est plus important pour les non-résidants (33%) que pour les résidants (10%). On note que les personnes ne résidant pas à Québec sont tout de même une majorité à fréquenter un quartier de la Haute-Ville.

Le quartier de résidence paraît influencer sur le quartier de fréquentation (voir annexe C2, Tableau 3). Ainsi, le quartier de dernière résidence est généralement le quartier le plus fréquenté. De plus, on observe certaines caractéristiques du pouvoir attractif des quartiers. Ainsi, le Vieux-Québec est plus fréquenté par les personnes ne résidant pas à Québec. Par contre, le quartier Saint-Sacrement paraît peu fréquenté, les résidents de ce quartier fréquentant dans des taux similaires le quartier Montcalm. Enfin, lorsque les répondants ont référé aux quartiers Montcalm et Saint-Jean-Baptiste, on peut noter qu'ils ont fréquemment énoncé les deux artères commerciales de ces quartiers (rue Cartier et rue Saint Jean).

#### **4.2.2.3 Importance de la fréquentation de la Haute-Ville**

En se référant aux quatre dernières semaines précédant l'entrevue, les répondants ont évalué la fréquence de leurs déplacements à la Haute-Ville selon une échelle de Likert allant de 1 à 5 (1 pour trois fois et plus par semaine, 2 pour deux à trois fois par semaine, 3 pour une fois par semaine, 4 pour une à trois fois par mois, 5 pour aucune dans le mois). Les types de déplacements étudiés comprenaient ceux liés à l'activité commerciale (magasinage ou épicerie), au travail des répondants, à des activités sociales et de détente (visite d'amis, café, restaurant ou marche) et enfin à des pratiques de loisir autres que celles se déroulant dans un CCL.

Le tableau 20 présente la distribution des répondants selon la fréquence de leurs déplacements effectués à la Haute-Ville liés à l'activité commerciale et pour chaque CCL. Ces fréquences ont été regroupées dans ce tableau en deux catégories: «les déplacements quotidiens» (pour plus de 2 fois par semaine) et «les déplacements occasionnels» (pour

moins d'une fois par semaine à aucune dans le mois). On constate des écarts significatifs dans la distribution des répondants.

Tableau 20  
Importance de la fréquentation pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Quotidien	33	75	20	59	16	37	69	57
Occasionnel	11	25	14	41	27	63	52	43
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 12.7, ddl = 2, p =0.002)

Ainsi, le taux de répondants n'effectuant pas de déplacement quotidien dans la Haute-Ville pour des achats ou du magasinage est majoritaire pour le Ymca et minoritaire à Lucien Borne. Ce qui paraît être en cohérence avec les différences observées sur ces centres.

Il n'existe pas de différences significatives entre les centres concernant les déplacements à la Haute-Ville pour le travail, pour les activités sociales ou de détente et pour les pratiques de loisir. On peut noter tout de même que plus du tiers des répondants ont déclaré se rendre quotidiennement à la Haute-Ville pour leur travail (Voir annexe C2, Tableau 4).

#### **4.2.2.4 Territoire de référence**

Dans l'exploration des différences de relations à l'espace entre usagers, nous avons inclus une question nous permettant d'étudier les références spatiales utilisées par les répondants

pour désigner le territoire de leur résidence dans la ville. Les répondants ont utilisé cinq types de référence: le secteur, le quartier, la paroisse, la rue et les lieux récréatifs (par exemple, le parc des plaines d'Abraham, Lucien Borne, le Grand Théâtre, etc.). On ne constate pas d'écart significatif entre les CCL. Le quartier apparaît la référence territoriale la plus couramment utilisée par les répondants: près de 60% des répondants ont situé leur domicile en citant le nom d'un des quartiers de la ville. Par ordre décroissant du nombre de mentions, les répondants ont ainsi utilisé le nom des secteurs, des rues, des paroisses et, en dernier lieu, d'équipements. On ne remarque pas d'écart significatif dans la distribution de cette variable avec la durée de résidence.

Cependant, on peut noter que cette référence territoriale diffère selon les lieux de résidence des répondants. Le tableau 21 présente la distribution des répondants selon le type de référence utilisée et selon le secteur de résidence. Les trois dernières distinctions ont été regroupées dans ce tableau sous la catégorie «Autre».

Tableau 21  
Distribution des répondants  
selon la référence territoriale usitée et pour chaque CCL

	Haute-Ville		Basse-Ville		Limoilou		Des Rivières		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Secteur	16	16	7	47	8	67	0		31	23
Quartier	59	58	5	33	1	8	6	100	71	53
Autre	27	26	3	20	3	25	0		33	24
Total	44	100%	34	100%	12	100%	6	100%	135	100%

Alors que la référence au quartier pour situer son domicile est le mode le plus fréquent pour l'habitation dans la Haute-Ville et dans Des Rivières, c'est la référence au secteur qui est le mode le plus fréquent pour localiser sa résidence dans la Basse-Ville et Limoilou. Pour Des Rivières, la référence au quartier plutôt qu'au secteur s'explique aisément par la superficie importante et par l'absence d'unité physique observée dans ce secteur. Pour les trois autres secteurs, on peut s'interroger sur ces manières différentes de situer son appartenance territoriale (fierté ou gêne de son identité territoriale, revendication de son appartenance sociale?). Les positions dans l'ordre social attribuées à ces trois territoires de la ville ne sont certainement pas étrangères à ces différences dans les références utilisées.

#### **4.2.3 Conclusion préliminaire**

À la lumière des résultats de cette section, on peut émettre deux types d'observations, celles portant sur les relations aux territoires de la ville de Québec et celles concernant les différences entre les usagers des différents centres.

Si la résidence actuelle apparaît une dimension importante de la relation d'un individu à un territoire, on constate que d'autres facteurs influent cette relation aux territoires de la ville de Québec. Différents lieux de la ville autre que le domicile actuel peuvent jaloner l'histoire (naissance, scolarité, résidence) et le quotidien des personnes (les réseaux familiaux ou amicaux, le travail, les loisirs et le temps libre). Ce lien avec les lieux n'est cependant pas simplement une construction d'ordre individuel, il est aussi d'ordre social.

Ainsi, on constate que tous les territoires de la ville ne donnent pas lieu aux mêmes usages: la fréquentation des quartiers et la référence au territoire de résidence diffèrent selon les quartiers ou les secteurs. De plus, on observe des relations entre la position sociale et les rapports à un territoire (notamment par la scolarité).

Tout comme le Ymca s'est différencié des autres types de CCL dans ses modes d'intervention par sa relation à l'espace, les usagers du Ymca se différencient également des autres usagers sur ce point. Ainsi, on constate la moins grande représentation d'une communauté de territoire au Ymca, mais aussi la moins grande sédentarité des usagers (résidants comme non résidants) du Ymca. Le plus grand rayonnement du Ymca peut expliciter la présence d'un moins grand taux de résidant de la Haute-Ville; néanmoins, on peut s'interroger sur l'origine de cette homologie entre les pratiques plus a-territorialisées des usagers du Ymca et l'approche de cet organisme historiquement moins centrée sur une communauté de territoire. Les pratiques de loisir des usagers se différencient-elles également de celles des usagers des autres centres?

### **4.3 Les pratiques de loisir récréatif**

Cette section comporte trois volets précisant la relation des répondants au CCL fréquenté à partir des pratiques de loisir des répondants. Les pratiques sont présentées selon les dimensions suivantes: les activités de loisir, la construction de liens sociaux et l'expérience de loisir. Ces dimensions nous permettent d'étudier, selon des angles différents la relation que tissent les répondants avec le centre fréquenté. Afin de préciser les différences éventuelles entre centres, nous avons croisé ces variables avec les variables de stratification sociale (le sexe, l'âge et la scolarité) et celles de différenciation de l'espace vécu repérées dans la section 4.2.

#### **4.3.1 Activités de loisir**

Les activités de loisir sont présentées à partir de cinq variables qui précisent: le type d'activité de loisir pratiquée à la session d'automne 95 dans le CCL; la durée de pratique; la durée de connaissance du centre fréquenté; les activités de loisir pratiquées dans le CCL et en dehors du CCL au cours des cinq dernières années; et enfin, les types d'établissements fréquentés autre que le CCL.

##### **4.3.1.1 Types d'activités de loisir pratiquées**

Pour rappel, nous avons constitué notre échantillonnage à partir des listes d'inscription des organismes, 23 activités étant représentées. Afin de pouvoir exploiter ces activités comme données, celles-ci ont été regroupées en catégories. Dans cette catégorisation,

nous avons tenu compte à la fois du contenu de l'activité et de son cadre organisationnel (pratique libre, cours ou existence de règles de jeux).

Les activités ont été regroupées selon six catégories d'activités: physique, aquatique, libre, jeu sportif, culturel et social.

La catégorie «physique» comprend les répondants inscrits à des activités physiques encadrées en salle et programmées selon des horaires fixes (cours de conditionnement physique, workout, yoga, tai-chi, danse baladi). La catégorie «aquatique» inclut les répondants inscrits à des cours encadrés en piscine et programmés selon des horaires fixes (cours de natation, d'aquaforme, prénatale, parents-enfants, de navigation). La catégorie «libre» regroupe les répondants inscrits à des activités physiques à la carte, c'est-à-dire non programmées selon des horaires fixes (conditionnement physique). Dans la catégorie «jeu sportif» figurent les répondants inscrits à des jeux sportifs individuels ou collectifs (soccer, tennis, volley-ball, badminton, pétanque). La catégorie «culturel» comprend les répondants inscrits à des cours d'expression artistique, artisanale ou de communication (cuisine, couture, théâtre, littérature, peinture, langue). Enfin, la catégorie «social» regroupe les répondants pratiquant des jeux de société (bridge, scrabble) ou inscrits à un club social (ligue féminine).

Au Ymca, certaines activités physiques en salle ou en piscine pour les aînés sont organisées en collaboration avec un club d'âge d'or (Amicale Belvédère); ces activités se prolongent par une heure d'activité sociale au libre choix du participant. Ce club n'est pas mentionné dans la présentation des activités du journal municipal du loisir récréatif. De plus, la participation à ces activités n'est pas conditionnelle à l'adhésion au club, aussi



celles-ci n'ont pas été regroupées dans la catégorie «social» mais dans les catégories «physique» et «aquatique».

Le tableau 22 présente la distribution des répondants selon le type d'activité pratiquée et pour chaque centre. Comme il n'y a pas au moins cinq répondants par cellule, le test du Ki carré n'a pas été appliqué.

Tableau 22  
Types d'activité pratiquée pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Physique	6	14	8	24	9	21	23	19
Aquatique	21	48	0	0	12	28	33	27
Libre	0	0	0	0	16	37	16	13
Jeu sportif	16	36	0	0	0	0	16	13
Culturel	0	0	19	56	6	14	25	21
Social	1	2	7	21	0	0	8	7
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

On peut noter une répartition différente des activités selon les centres. Seuls les cours d'activités physiques en salle sont représentés dans les trois centres. On remarque l'absence de répondants pratiquant des activités culturelles à Lucien Borne, celle de répondants pratiquant des activités aquatiques aux Loisirs Montcalm (il n'y a pas de piscine dans ce CCL) et, enfin, l'absence de répondants pratiquant des activités sociales au Ymca. Les activités physiques libres sont représentées uniquement au Ymca.

La répartition des activités de l'échantillon est conforme à plus ou moins 10% à celle de la répartition des activités de la base de sondage sauf dans le cas des activités libres (voir annexe C3, Tableau 1).

Rappelons que ces activités ne reflètent pas exactement les activités organisées par les CCL à cause de la méthodologie utilisée pour notre échantillonnage (par exemple, ne tenir compte que de la relation d'usage). De plus, l'objet de cette étude n'est pas l'offre d'activités des CCL en tant que telle. Dans cette section, nous visons à explorer par les pratiques d'activités de loisir des répondants si la fréquentation d'un centre est un facteur de différenciation des répondants. La répartition des activités étant différente selon les CCL, pour rendre compte de l'influence de cette variable il est nécessaire de connaître si d'autres facteurs ne sont pas associés à celle-ci. C'est pourquoi nous avons croisé les types d'activités avec les principales variables de stratification sociales que sont a) le sexe, b) l'âge et c) la scolarité.

#### a) Influence du sexe

Le tableau 23 présente la distribution des répondants selon les activités pratiquées et selon le sexe. On constate des écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 23  
Activités pratiquées selon le sexe

	Masculin		Féminin		Total	
	f	%	f	%	f	%
Physique	5	22	18	78	23	100%
Aquatique	9	27	24	73	33	100%
Libre	9	56	7	44	16	100%
Jeux sportifs	10	62	6	38	16	100%
Culturel	6	24	19	76	25	100%
Social	0	0	8	100	6	100%
Total	39	32%	82	68%	121	100%

(chi2 = 17.0, ddl = 5, p = 0.005)

On remarque que selon le sexe, les usagers se répartissent différemment pour ces activités. Ainsi, la représentation du sexe masculin est minoritaire dans toutes les activités à l'exception de deux activités: les jeux sportifs et les activités physiques libres. De fait, la discrimination des activités selon le sexe s'observait déjà dans les listes d'inscription puisque deux activités étaient non mixtes (cas du soccer à Lucien Borne et de la ligue féminine aux Loisirs Montcalm).

#### b) Influence de l'âge

On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution des répondants selon les activités et selon leur âge (voir annexe C3 Tableau 2). Cependant, on remarque un taux plus important de personnes de plus de 60 ans dans les activités sociales et un taux plus important des 18-40 ans dans les jeux sportifs.

### c) Influence du niveau de scolarité

On observe que les répondants se répartissent différemment dans les catégories d'activités selon le niveau de scolarité atteint. Ainsi, on constate la présence d'écarts significatifs par l'application du test du Ki carré ( $\chi^2 = 12.2$ ,  $ddl = 5$ ,  $p = 0.032$ ) selon deux valeurs (regroupement des trois niveaux de scolarité primaire, secondaire et collégial en une seule catégorie), le manque d'effectifs ne permettant pas l'utilisation du Ki carré pour les trois niveaux de scolarité universitaire, collégial et secondaire-primaire. Afin de rendre compte des tendances plus fines, le tableau 24 présente la distribution des répondants dans les activités pour les trois niveaux de scolarité.

Tableau 24  
Types d'activités pratiquées selon le niveau de scolarité

	Universitaire		Collégial		Sec, Primaire		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Physique	15	65	5	22	3	13	23	100%
Aquatique	17	52	10	30	6	18	33	100%
Libre	6	38	8	50	2	12	16	100%
Jeux sportifs	10	62	3	19	3	19	16	100%
Sociale	1	12	1	12	6	75	8	100%
Culturelle	18	72	5	20	2	8	25	100%
Total	67	55%	32	26%	22	18%	121	100%

Pour les activités culturelles, on observe une sur-représentation de personnes ayant un niveau universitaire et une sous-représentation de celles ayant une scolarité égale ou inférieure au niveau secondaire. Pour les activités sociales, on observe le phénomène

inverse. Quant aux activités libres (conditionnement physique au Ymca) celles-ci sont surtout pratiquées par des répondants de niveau collégial.

Certaines activités paraissent avoir une connotation sociale importante; l'adage «dis-moi quelles sont tes activités de loisir au CCL, je te dirai qui tu es», semble dans une certaine mesure applicable aux répondants inscrits à des activités sociales, culturelles, physiques, libres ou de jeux sportifs. Ainsi, les activités sociales sont essentiellement représentées par des répondants de sexe féminin, plus âgées que la moyenne des répondants et ayant un niveau de scolarité secondaire ou primaire. Les activités culturelles et physiques sont composées majoritairement de femmes et de personnes ayant atteint un niveau universitaire. Pour les activités physiques libres, on peut noter la plus grande présence de répondants de sexe masculin et de ceux ayant un niveau collégial. Quant aux jeux sportifs, ceux-ci sont avant tout pratiqués par des répondants de sexe masculin et ayant moins de 40 ans.

On ne constate pas de différence sensible dans la distribution des répondants selon cette variable et le lieu de résidence. Le manque d'effectifs ne permet pas, dans ce cas, l'application du test du Ki carré.

#### **4.3.1.2 Durée de fréquentation du centre**

La relation que tissent les répondants avec les centres peut être soumise à la variable du temps et, notamment, à la durée de fréquentation. Afin de mesurer les différences éventuelles entre les répondants de chaque CCL selon la durée de fréquentation, nous avons établi une échelle de Likert à 4 niveaux: moins d'un an, de 1 à 5 ans, de 5 à 10 ans

et plus de 10 ans. Le tableau 25 présente la distribution des répondants selon la durée de fréquentation du centre dans le cadre d'une activité de loisir et pour chaque CCL. Dans ce tableau, les deux derniers intervalles ont été regroupés dans la catégorie «plus de 5 ans». On note l'existence d'écarts significatifs dans la distribution.

Tableau 25  
Durée de fréquentation du CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Plus de 5 ans	10	23	8	24	8	19	26	21
De 1 à 5 ans	23	52	2	6	14	33	39	32
Moins de 1 an	11	25	24	71	21	49	56	46
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2=21.8, ddl= 4, p>0.001)

Si le pourcentage de répondants fréquentant depuis plus de 5 ans est sensiblement le même pour tous les centres, la répartition des répondants selon les autres durées diffère fortement selon les centres. Ainsi, près des trois quarts des répondants des Loisirs Montcalm fréquentent le centre depuis moins d'un an, alors que seulement le quart des répondants de Lucien Borne sont des nouveaux inscrits (moins de 1 an). Ce fait nous a conduit à nous interroger sur cette disparité et sur l'influence éventuelle d'autres facteurs tels que: a) le type d'activité pratiquée, b) l'âge des répondants et c) la durée de résidence dans Québec.

#### a) Influence du type d'activité pratiquée

La distribution des répondants selon les activités pratiquées et la durée de pratique (voir annexe C3, Tableau 3) fait apparaître des caractéristiques très divergentes pour les activités suivantes: les jeux sportifs, les activités sociales et les activités culturelles. Pour les jeux sportifs, les trois quarts des joueurs ont une pratique se situant entre 1 et 5 ans. Pour les activités sociales, la totalité des répondants sont inscrits depuis plus de 5 ans. Enfin, pour les activités culturelles, près de la totalité des répondants y participent depuis moins d'un an.

#### b) Influence de l'âge

L'analyse de la distribution fait apparaître certaines tendances (voir annexe C3, Tableau 4). On observe ainsi que la majorité des usagers de plus de 60 ans fréquentent depuis plus de 5 ans le centre. La pratique de plus de 10 ans est le cas de 75% des répondants de plus de 60 ans. Par contre, la majorité des usagers de moins de 50 ans fréquentent le centre depuis moins d'un an.

#### c) Influence de la durée de résidence

Après regroupement des durées de résidence selon deux catégories (plus de 5 ans et moins de 5 ans) et croisement avec les trois valeurs de fréquentation (plus de 5 ans, entre 1 et 5 ans, moins d'un an), on constate l'existence d'écarts significatifs dans la distribution ( $\chi^2 = 15.3$ , ddl = 2,  $p > 0.001$ ). Le tableau 26 présente la distribution des répondants selon quatre valeurs de durée de résidence pour les trois de durée de fréquentation, ceci afin de faire ressortir davantage toutes les tendances. Dans ce cas, le manque d'effectifs ne permet pas d'appliquer le test du Ki carré.

Tableau 26  
Durée de résidence et durée de pratique

	Plus de 5 ans		De 1 à 5 ans		Moins de 1 an		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Plus de 5 ans	24	33	20	27	29	40	73	100%
De 1 à 5 ans	0		14	56	11	44	25	100%
Moins de 1 an	0		2	18	9	82	11	100%
Non-résident	2	17	3	25	7	58	12	100%
Total	26	21	39	32	56	46	121	100%

Ces résultats permettent de préciser et de nuancer la relation de dépendance statistique entre la durée de fréquentation et la durée de résidence dans Québec. En effet, les nouveaux inscrits ne sont pas uniquement des nouveaux résidents; par contre, les nouveaux résidents sont majoritairement des nouveaux inscrits. De plus, on constate que la majorité des répondants qui résident depuis plus de 5 ans fréquentent depuis moins d'un an, le centre. On observe aussi que la pratique a quelquefois devancé la résidence (cas de deux répondants). Enfin, plus de 40% des répondants ne résident pas à Québec fréquentent depuis plus d'un an le CCL.

Il apparaît difficile de conclure que le renouvellement important des répondants (phénomène associé au taux de nouveaux inscrits) soit une résultante propre aux Loisirs Montcalm. En effet, si l'on constate pour les Loisirs Montcalm un plus fort taux de répondants fréquentant depuis peu ce centre, les résultats des tris croisés tendent à montrer l'influence de facteurs tels que la durée de résidence et de l'activité pratiquée.



#### 4.3.1.3 Durée de connaissance du CCL fréquenté

Les centres sont généralement connus avant d'être fréquentés. Cette connaissance se différencie-t-elle par la durée et selon les centres? Les répondants ont précisé la durée de connaissance de l'existence du centre fréquenté selon les mêmes échelles d'évaluation que pour la durée de fréquentation. Le tableau 27 présente la distribution des répondants selon la durée de connaissance du centre et selon les centres. Dans celui-ci, les valeurs ont été regroupées selon trois cas: plus de 10 ans, de 5 à 10 ans, moins de 5 ans. On constate l'existence d'écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 27  
Durée de connaissance du centre

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	F	%	F	%	F	%	F	%
Plus de 10 ans	20	45	10	29	32	74	62	51
De 5 à 10 ans	10	23	5	15	1	2	16	13
Moins de 5 ans	14	32	19	56	10	23	43	36
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2=20.8, ddl=4, p>0.001)

On constate que la durée de connaissance du centre varie selon les centres. Ainsi, les trois quarts des usagers du Ymca connaissaient l'existence de ce centre depuis plus de 10 ans. Par contre, un tiers des répondants des Loisirs Montcalm connaissent le centre depuis moins d'un an. La moitié environ des usagers nouvellement inscrits (depuis moins d'un an) aux Loisirs Montcalm ne connaissaient donc pas le centre auparavant.

La connaissance de l'existence du Ymca à la Haute-Ville devance de beaucoup dans le temps l'inscription. On peut penser que ce fait est une résultante du rayonnement du Ymca. Cependant, il apparaît difficile d'attribuer ce rayonnement comme le seul fait de l'équipement présent à la Haute-Ville. En effet, il est fort probable que dans leur évaluation, les répondants n'ont pas seulement fait référence à la connaissance de l'existence du Ymca dans Québec en tant qu'équipement physique, mais aussi en tant que mouvement. On peut supposer que certains répondants ont évalué cette durée en fonction de leur connaissance de la présence du Ymca à Québec et non en fonction de leur connaissance de l'emplacement physique du Ymca dans Québec.

#### **4.3.1.4 Activités de loisir dans le centre et en dehors du centre**

Cette partie précise les types de relations qu'entretiennent les répondants avec le CCL fréquenté à partir des variables suivantes: la fréquentation du centre pour d'autres activités de loisir et celles pratiquées en dehors du centre.

Les répondants ont mentionné s'ils avaient pratiqué d'autres activités au cours des cinq dernières années (comprenant l'année en cours) au sein du centre. Le tableau 28 présente la distribution des répondants selon la pratique d'autres activités pour chaque CCL. On constate des écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 28  
Pratique d'autres activités dans le centre

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Autreactivité	18	41	5	15	14	33	37	37
Aucune	26	59	29	85	29	67	84	69
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 6.3, ddl = 2, p = 0.043)

Le taux d'usagers ayant pratiqué d'autres activités de loisir dans le centre (au cours des 5 dernières années) est plus faible aux Loisirs Montcalm; ceci correspond aux tendances relevées dans ce centre pour la durée de connaissance et la durée de pratique. En effet, le taux de répondants des Loisirs Montcalm qui connaissent ce centre et le fréquentent depuis moins d'un an est plus élevé; aussi que le taux de pratique d'autres activités au cours des cinq dernières années soit peu élevé, apparaît cohérent.

Les répondants ont par ailleurs précisé s'ils avaient fréquenté d'autres établissements au cours des cinq dernières années. Le tableau 29 présente la distribution des répondants selon la fréquentation ou non d'autres équipements et pour chaque CCL. On peut noter l'existence d'écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 29  
Fréquentation d'autres établissements pour la pratique d'activités de loisir

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Fréquentation	25	57	29	85	24	56	78	64
Absence	19	43	5	15	19	44	43	36
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 9.0, ddl = 2, p = 0.012 )

Dans tous les CCL, la majorité des répondants ont fréquenté un autre centre au cours des 5 dernières années. Ce taux est plus élevé aux Loisirs Montcalm puisque plus de 80% des répondants ont eu une pratique de loisir dans un autre établissement de loisir. Ces disparités nous ont conduit à nous interroger sur l'influence d'autres variables telles que celles: a) de stratification sociale, b) de durée de pratique et c) du type d'activité pratiquée.

#### a) Influence des variables de stratification sociale

Nous avons effectué un tri croisé de la fréquentation d'un autre centre avec les variables de stratification sociales que sont le sexe, l'âge et la scolarité atteinte. On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution de cette variable avec le sexe (chi2=0.2, ddl=1, p=0.644), l'âge des répondants (pour les valeurs suivantes: 18-40 ans, 40-60 ans, et plus de 60 ans; chi2 = 1.6, ddl = 2, p = 0.442) et la scolarité atteinte (pour les valeurs suivantes: universitaire, collégial, secondaire-primaire; chi2=0.5, ddl=2, p=0.765).

#### b) Influence de la durée de pratique

On constate des écarts selon la durée de pratique (pour les trois durées suivantes: plus de 5 ans, entre 1 et 5 ans, moins de 1 an;  $\chi^2=4.8$ , ddl=2,  $p=0.089$ ; voir annexe C3, Tableau 5). Ainsi, le taux de répondants ayant fréquenté un autre centre est plus important chez les nouveaux inscrits (moins d'un an) ou les habitués (plus de 5 ans) que pour ceux fréquentant entre 1 et 5 ans (respectivement 73%, 65% contre 51%).

#### c) Influence du type d'activité pratiquée

Selon le type d'activité pratiquée, on note la présence d'écarts significatifs (pour les six catégories d'activités;  $\chi^2=10.1$ , ddl=5,  $p=0.074$ ; voir annexe C3, Tableau 6). Les répondants inscrits à des activités physiques libres et à des jeux sportifs fréquentent proportionnellement moins d'autres centres que les répondants pratiquant des activités physiques, des activités sociales ou des activités culturelles (respectivement pour la fréquentation d'autres centres, 38% et 56% contre 83%, 75% et 72% ).

La fréquentation d'un autre établissement de loisir n'apparaît pas être une caractéristique d'une catégorie sociale. Par contre, il apparaît difficile de conclure que cela soit une résultante propre aux Loisirs Montcalm. En effet, si l'on constate pour les Loisirs Montcalm un plus fort taux de répondants fréquentant d'autres équipements, les résultats des tris croisés tendent à montrer l'influence d'autres facteurs tels que la durée de pratique et le type d'activité pratiquée.

Par ailleurs, ces résultats nous montrent que la majorité des répondants ne limitent pas leur pratique de loisir à la fréquentation d'un seul centre. Dans ce cas, s'il y a un sentiment

d'appartenance à un centre, celui-ci ne se fonde pas sur une pratique de loisir exclusive à un centre.

#### 4.3.1.5 Types de centres fréquentés

Cette partie précise les autres types de centres fréquentés par les répondants. La majorité des répondants ayant fréquenté un autre établissement au cours des cinq dernières années ont nommé des centres (46 sur 78 répondants). Les réponses à cette question ouverte ont été classifiées en deux catégories: les CCL sur le territoire de la Haute-Ville et les autres centres.

Le tableau 30 présente la distribution des réponses selon le type de centres fréquentés et selon les centres. On constate l'existence d'écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 30

#### Autres types de centres fréquentés

	L.Borne n=25		L.Montcalm n=29		Ymca n=24		Total n=78	
	f	%	f	%	f	%	f	%
CCL H-V	17	52	19	41	3	12	39	38
Autres	16	48	27	59	21	88	64	62
Total	33	100%	46	100%	24	100%	103	100%

(chi2=11.3, ddl=2, p=0.004)

La majorité des mentions des usagers de Lucien Borne fréquentant d'autres centres se rapportent à des centres communautaires de loisirs situés dans la Haute-Ville. Par contre, pour le Ymca, une minorité des mentions (12%) réfèrent à des CCL de la Haute-Ville.

Par ailleurs, on peut noter que le Ymca est le centre qui a été le plus cité par les usagers de Lucien Borne et des Loisirs Montcalm (ayant fréquenté un autre centre). Les mentions les plus fréquentes pour les usagers du Ymca (ayant fréquenté un autre centre) sont les centres de conditionnement physique du secteur commercial (Nautilus) et le PEPS de l'Université Laval. Ces résultats corroborent ainsi deux tendances relevées: la première étant la plus grande mobilité des répondants du Ymca et la seconde, celle du rayonnement important du Ymca.

Les répondants ont cité principalement comme pratique associée à la fréquentation d'un autre établissement les activités physiques et aquatiques (voir annexe C3, Tableau 7). On peut noter que quelle que soit l'activité pratiquée dans le CCL, les activités pratiquées en dehors du CCL sont en majorité des activités physiques (cours en salle, en piscine, jeux sportifs, activités libres). Ainsi, les répondants inscrits à des activités culturelles ou à des activités sociales qui fréquentent un autre centre, réfèrent majoritairement à la pratique d'activités physiques.

À la lumière des résultats de ce volet, trois types de remarques peuvent être effectuées. Premièrement, selon les positions sociales les types d'activités pratiquées diffèrent en fonction des variables suivantes: le sexe, l'âge et le niveau de scolarité. Deuxièmement, la majorité des répondants ne limitent pas leurs pratiques de loisir à la fréquentation d'un seul centre. Troisièmement, le Ymca se distingue des autres centres par son rayonnement plus important (s'illustrant dans le temps et dans sa fréquentation privilégiée par les répondants des autres CCL) mais aussi par les pratiques de loisir de ses usagers dans le territoire de la ville (plus grande mobilité).

### **4.3.2 Construction de liens sociaux**

Dans le volet précédent, nous avons précisé les relations au centre fréquenté à partir des activités pratiquées. Celui-ci précise les liens sociaux associés à la pratique d'activité de loisir à partir des variables suivantes: le mode de connaissance de l'activité, la présence d'entourage dans le centre, les relations sociales entre les participants en dehors de l'activité et enfin, les actes d'entraide.

#### **4.3.2.1 Mode de connaissance de l'activité**

Le mode de connaissance de l'activité renseigne sur la manière dont le répondant a pris contact avec le centre fréquenté. On peut distinguer 6 sources d'information qui ont présidé à l'établissement d'une relation d'usage: «le guide loisir» (média municipal informant des différentes activités récréatives programmées), la publicité (promotion des activités par les organismes producteurs), l'entourage du répondant (amis, parents, voisins ou relations de travail), le loisir (connaissance liée à une pratique d'activité) et les autres moyens de contact (téléphone, visite du centre). Le tableau 31 présente la distribution des mentions selon le mode de connaissance de l'activité et pour chaque CCL. Les deux dernières catégories (le loisir et les autres moyens) ont été regroupées dans la catégorie «autre». On constate des écarts significatifs dans cette distribution. Un répondant pouvant indiquer un ou plusieurs modes de connaissance, le total des réponses est supérieur au nombre de répondants.



Tableau 31  
Mode de connaissance de l'activité

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Guide loisir	10	20	10	27	0	0	20	15
Publicité	13	27	13	35	14	31	40	31
Entourage	17	35	8	22	17	38	42	32
Autres	9	18	6	16	14	31	29	22
Total	49	100%	37	100%	45	100%	131	100%

(chi2=15.9, ddl=6, p=0.015)

Le mode de connaissance le plus cité par l'ensemble des répondants sont les supports promotionnels (guide loisir et publicité). Cependant, les taux des mentions de ces modes de connaissance varient fortement selon les centres. Ainsi, pour le Ymca le tiers des mentions seulement réfère à ce mode de connaissance alors que pour les Loisirs Montcalm, ceux-ci représentent près des deux tiers des mentions. «Le guide loisir» n'a pas du tout été cité par les répondants du Ymca, alors qu'il représente près du quart des mentions de Lucien Borne et des Loisirs Montcalm. On peut supposer que l'absence de référence au guide loisir soit une résultante de la politique de communication du Ymca. En effet, le Ymca est le seul des trois CCL à organiser des campagnes publicitaires d'envergure (affichage dans la ville, annonce publicitaire dans les quotidiens, etc.).

Enfin, l'entourage comme mode de connaissance a été moins mentionné par les usagers des Loisirs Montcalm que par ceux de Lucien Borne et du Ymca.

Cette intervention moins manifeste des réseaux de relations sociales dans le processus de recrutement des répondants n'apparaît pas être une résultante propre à ce centre, mais semble résulter de la combinaison de plusieurs facteurs. Nous avons vu que les répondants des Loisirs Montcalm apparaissent se différencier des autres centres, sur les points suivants: les activités d'inscription et la durée de pratique. Or, on observe effectivement certaines variations selon les activités: mentions d'entourage plus élevées pour les jeux sportifs, les activités physiques libres et les activités sociales, par contre, plus faibles pour les activités culturelles. Le tri croisé du mode de connaissance (selon trois catégories: média publicitaire; entourage; autres) avec la durée de fréquentation (selon trois catégories: plus de 5 ans; de 1 à 5 ans; moins de 1 an) permet de constater une relation de dépendance peu significative ( $\chi^2 = 8.8$ , ddl = 4,  $p = 0.063$ , voir annexe C3, Tableau 8). Ainsi, la mention d'entourage est dans un rapport du simple au double entre les nouveaux inscrits (moins de 1 an) et les autres usagers (respectivement 20%, 40%, 43% pour moins de un an, de un à 5 ans et plus de 5 ans). Par contre, on ne constate aucun écart significatif selon les variables de stratification sociale (sexe, âge, scolarité).

#### **4.3.2.2 Présence d'entourage dans le centre fréquenté**

La présence d'entourage dans le centre peut indiquer l'importance (quantitative et qualitative) des liens sociaux associés à la fréquentation d'un CCL. Les répondants ont précisé si des personnes de leurs connaissances (parents, amis, voisins, relations de travail) fréquentaient le centre. Le tableau 32 présente la distribution des répondants selon la présence ou non d'entourage dans le centre et pour chaque centre. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 32  
Présence d'entourage dans le centre

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Entourage	35	80	20	59	31	72	86	71
Absence	9	20	14	41	12	28	35	29
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 4.0, ddl = 2, p = 0.133)

Ces résultats tendent à illustrer la densité de la trame sociale présente dans les CCL. Ainsi, près des trois quarts de l'ensemble des répondants ont mentionné avoir des liens avec des personnes qui fréquentent le centre. De plus, ceci est le cas de la majorité des répondants dans chacun des centres. On peut noter en lien avec le tableau précédent une moins grande présence de l'entourage pour les usagers des Loisirs Montcalm. Ces résultats nous ont conduit à nous interroger sur la participation des pratiques de loisir à la construction de liens sociaux et, notamment, à l'influence des variables suivantes: a) la durée de fréquentation, b) le type d'activité pratiquée.

#### a) Influence de la durée de fréquentation

Le tri croisé permet de constater des écarts significatifs dans la distribution de cette variable avec la durée de fréquentation (chi2 = 13.8, ddl = 2, p = 0.002; voir annexe C3, Tableau 9). La mention de la présence d'un entourage augmente avec la durée de fréquentation d'un centre; a contrario, l'absence d'entourage est davantage mentionnée par les personnes fréquentant depuis peu un centre.

#### b) Influence du type d'activité pratiquée

On observe dans la distribution une répartition différente des taux selon le type d'activité pratiquée (le nombre d'effectif ne permet pas l'application du test du Ki carré). En correspondance avec l'observation précédente, on trouve effectivement un taux de mentions d'entourage plus faible dans les activités où la durée de fréquentation inférieure à un an est élevée (les activités culturelles et les cours d'activité physique).

Les résultats de ces tris croisés tendent à confirmer que la présence moins élevée d'entourage pour les répondants des Loisirs Montcalm n'est pas propre à ce centre.

Afin de vérifier si les répondants se différenciaient selon les centres par le type de réseaux de sociabilité associé à leur pratique, ceux-ci ont précisé le type d'entourage présent dans le centre. Nous avons distingué quatre types de réseaux de sociabilité: les amis, la parenté, les voisins et les relations de travail. Pour le tri croisé avec le CCL fréquenté, nous avons regroupé ces deux dernières catégories (voir annexe C3, Tableau 10). On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution ( $\chi^2 = 2.2$ , ddl = 4,  $p = 0.696$ ). La majorité des répondants (56%) ont déclaré avoir des amis qui fréquentent le CCL et près du quart des répondants ont mentionné avoir de la parenté. Les relations de travail et de voisinage sont des mentions minoritaires (18%).

Ces résultats tendent à montrer la participation de la pratique d'activités de loisir et de la fréquentation d'un CCL à la construction de liens sociaux. On peut noter en congruence avec la faible présence du réseau familial dans les centres, les tendances relevées dans les deux sections précédentes (4.1 et 4.2): proportion importante de personnes célibataires, faible présence du réseau familial sur le territoire de la ville.

#### 4.3.2.3 Relations sociales en dehors de l'activité

Afin de préciser la participation de la pratique d'activité de loisir à l'établissement de liens sociaux, les répondants ont spécifié s'ils se retrouvaient entre participants en dehors de l'activité. Le tableau 33 présente la distribution des répondants selon l'existence ou non de sociabilité en dehors de l'activité et selon les centres. On constate l'existence d'écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 33  
Existence d'une après-activité

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Existence	26	59	12	35	17	40	55	45
Absence	18	41	22	65	26	60	66	55
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 5.3, ddl = 2, p = 0.07)

La présence de relations sociales en dehors de l'activité varie selon les centres. Ainsi, près des deux tiers des répondants de Lucien Borne ont déclaré avoir eu des contacts sociaux entre participants en dehors de l'activité, or seulement un tiers des répondants des Loisirs Montcalm et du Ymca ont mentionné ce fait. Ces variations nous ont conduit à nous interroger sur l'influence des facteurs tels que a) les variables de stratification sociale, b) la pratique d'activité de loisir et c) la relation au territoire de la ville.

#### a) Influence des variables de stratification sociale

Si on ne constate pas d'écart significatif selon le sexe ( $\chi^2 = 0.2$ , ddl = 1,  $p = 0.62$ ), on remarque des relations de dépendance statistique avec deux autres variables de stratification sociale, à savoir la scolarité atteinte et l'âge. En effet, on note la présence d'écarts significatifs dans la distribution de cette variable selon le niveau de scolarité atteint ( $\chi^2 = 8.5$ , ddl = 2,  $p = 0.014$ ; voir annexe C3, Tableau 11). Les trois quarts des répondants ayant un niveau secondaire et primaire ont déclaré se retrouver entre participants en dehors de l'activité, ce qui est une pratique minoritaire pour les répondants ayant un niveau universitaire et collégial (respectivement 42% et 34%). De même, on observe des écarts significatifs dans la distribution de cette variable selon l'âge ( $\chi^2 = 11.0$ , ddl = 4,  $p = 0.004$ , voir annexe C3, Tableau 12). Les trois quarts des répondants de plus de 60 ans ont mentionné retrouver des participants en dehors de l'activité, alors que ceci est le fait d'une minorité des répondants pour les autres tranches d'âge (40% en moyenne).

#### b) Influence de la pratique d'activité de loisir

On observe la présence de relation de dépendance statistique après croisement avec les variables suivantes: l'activité d'inscription, la durée de fréquentation et la présence d'entourage. En effet, on remarque des écarts significatifs dans la distribution de cette variable selon l'activité d'inscription des répondants ( $\chi^2 = 15.0$ , ddl = 5,  $p = 0.011$ , voir en Annexe C3, Tableau 13). On trouve un taux de répondants, n'ayant pas de relations sociales avec les participants plus élevé dans les activités où le nombre de répondants fréquentant le centre depuis moins d'un an est plus grand (soit les activités culturelles et les cours d'activités physiques libres). De plus, on observe des écarts significatifs dans la distribution de cette variable selon la durée de pratique ( $\chi^2 = 25.4$ ,

ddl = 2,  $p \geq 0.001\%$ , voir annexe C3, Tableau 14). L'existence de relations sociales augmente avec la durée de fréquentation du centre des répondants. Ainsi, les rencontres après les activités ont été mentionnées par la totalité des répondants fréquentant depuis plus de 10 ans un centre, mais seulement par 25% des répondants fréquentant depuis moins d'un an. Enfin, on observe une relation de dépendance statistique entre la présence d'entourage et l'existence de relations sociales ( $\chi^2 = 12.9$ , ddl = 1,  $p \geq 0.001$ , voir annexe C3 Tableau 15). Ainsi, près de 90% des répondants ayant mentionné la présence d'entourage dans le centre ont mentionné rencontrer des participants en dehors du centre. Par ailleurs, 80% des répondants qui n'ont pas d'entourage dans le centre n'ont pas de relations sociales avec les autres participants en dehors du centre.

#### c) Influence de la résidence

La distribution de cette variable varie peu selon la résidence dans la ville de Québec ( $\chi^2 = 3.2$ , ddl = 3,  $p = 0.36$ , pour les catégories suivantes: non-résidence; durée de résidence de moins de 1 an; durée de résidence de 1 à 5 ans; durée de résidence de 5 à 10 ans).

La combinaison de différents facteurs de différenciation sociale entourant la pratique d'activités apparaît influencer la disposition à établir des relations sociales dans le CCL. Par contre, la durée de fréquentation, la présence de réseaux sociaux apparaît influencer sur le processus de construction de liens sociaux.

Les lieux de rencontres permettent de préciser les espaces de sociabilité privilégiés et de donner des indications sur les types de sociabilité. Le manque d'effectifs ne permet pas l'application du test du Ki carré et de vérifier ainsi l'influence de la fréquentation d'un centre sur les lieux de sociabilité. Les répondants ont énoncé quatre catégories de lieux,

la rue ou les commerces, le café ou restaurant, le CCL fréquenté et enfin, les lieux récréatifs ou centres d'achats. La rue ou les magasins et le café ont été les lieux de rencontre les plus cités par l'ensemble des répondants (voir en annexe C3, Tableau 16).

#### 4.3.2.4 Existence d'entraide

Les actes d'entraide reçus ou donnés au sein du centre entre usagers ou avec le personnel du centre sont indicateurs des relations sociales qui se vivent dans un CCL. Les répondants ont précisé tout d'abord s'ils avaient vécu une expérience d'entraide au sein du centre; puis, à partir d'un exemple de leur choix, ils en ont donné brièvement la teneur. Le tableau 34 présente la distribution des répondants selon l'existence ou non d'entraide au sein du centre et selon les centres. On constate l'existence d'écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 34

Existence d'entraide au sein du centre

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Entraide	22	50	8	24	20	47	50	41
Absence	22	50	26	76	23	53	71	59
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 6.3, ddl = 2, p = 0.044)



On peut noter l'importance de ces échanges sociaux d'ordre informel entourant la pratique d'activité. Selon les centres, la mention d'une expérience vécue d'entraide varie. Ainsi, environ la moitié des répondants de Lucien Borne et du Ymca ont mentionné avoir vécu un acte d'entraide. Par contre, ce type d'expérience n'a été mentionné que par un quart des répondants des Loisirs Montcalm. Toutefois, ce fait n'apparaît pas être une résultante propre à ce centre.

En effet, les réponses semblent varier selon la durée de pratique ( $\chi^2 = 5.3$ , ddl=2,  $p=0.07$ ; voir annexe C3, Tableau 17 ) ainsi que selon le type d'activité pratiquée ( $\chi^2 = 14.9$ , ddl =5,  $p = 0.011$ ; voir annexe C3, Tableau 18). Ainsi, les répondants inscrits à des cours d'activités physiques en salle ont le moins mentionné l'existence d'entraide. Par contre, il est étonnant de constater que celle-ci a été mentionnée majoritairement par les répondants pratiquant des activités physiques libres (conditionnement physique). Or, on peut noter que cette dernière activité est souvent considérée comme une pratique individualiste et peu propice aux échanges sociaux. En effet, comme nous l'avons vu dans le cadre théorique, les motivations individualistes présentes dans ce type d'activité sont souvent posées comme contraire à la socialisation et à l'existence de solidarité.

D'après les exemples donnés par les répondants, la majorité des actes d'entraide cités ont eu lieu durant l'activité (prêt de matériel, échange d'informations) et en prolongation de l'activité (covoiturage).

Le bénévolat peut être indicateur de la nature de la relation des répondants au centre fréquenté. Cette relation est-elle de l'ordre d'une implication circonstanciée se limitant à la pratique de loisir? Ou la relation marque-t-elle une adhésion et un engagement plus vaste,

la pratique de loisir se poursuivant par le bénévolat? La participation à des actions de bénévolat au sein du centre a été peu mentionnée dans tous les centres. Seulement 10% de l'ensemble des répondants ont déclaré avoir pris part à des actions de bénévolat au sein du CCL fréquenté. La pratique d'activité de loisir ne paraît pas être coextensive à l'engagement de l'individu dans une relation de dépendance et de devoirs réciproques avec un CCL (cas de la solidarité mécanique). L'implication reste restreinte et apparemment circonscrite à la pratique d'activité de loisir.

Nous pouvons retenir que les relations sociales sont une dimension importante de la pratique d'activité de loisir. Le centre fréquenté n'apparaît pas être un facteur de différenciation de la sociabilité des répondants. Si certaines activités s'inscrivent dans ces nouvelles pratiques de loisir, où la personne cherche «une participation active, libre et exempte d'encadrement trop formel» (Guay et Boileau, 1986, p. 334), on ne constate pas pour autant dans ce type d'activité une moins grande importance de la sociabilité. Par contre, la construction de liens sociaux semble soumise à l'influence d'une combinaison de facteurs. Ainsi, la pratique de loisir paraît influencer sur le développement de relations sociales; par contre, la position dans l'ordre social (définie notamment par l'âge et la scolarité) apparaît influencer sur la disposition à établir des liens sociaux. Enfin, pour ce qui est des caractéristiques de cette sociabilité, celle-ci ne relève pas apparemment d'une sociabilité de type mécanique en raison de la faible présence du réseau familial, de l'utilisation d'autres espaces de sociabilité que le centre et de l'implication circonscrite des répondants.

#### 4.3.3 Expérience de loisir

Dans les deux volets précédents, les différentes variables des dimensions étudiées nous ont permis de positionner les répondants. Dans ce volet, les résultats présentent les positions des répondants que ceux-ci ont adoptées par rapport à une échelle de valeurs. Par rapport à leur expérience de loisir vécu dans le centre, les répondants ont évalué l'importance de quatre dimensions de l'expérience de loisir selon une échelle de 1 à 5, échelle allant de «pas du tout important» à «très important». Les quatre dimensions représentaient des valeurs associées à la pratique de loisir soit; la sociabilité, la maîtrise technique de l'activité, le développement personnel et le plaisir. À la suite de cette évaluation, les répondants ont énoncé si d'autres dimensions leur paraissaient importantes dans leur expérience de loisir et les ont précisées. Il est important de préciser qu'il était demandé aux répondants non pas d'évaluer l'importance en général de ces dimensions mais d'en évaluer l'importance dans le cadre de leur pratique d'activité.

Pour les fins de l'analyse, les mentions «pas du tout important», «peu important» et «moyennement important» ont été regroupées sous la catégorie «moins important». Les intervalles entre ces trois indicateurs de mesure (très important, important et moins important) comportent une certaine subjectivité, ce qui invite à une certaine prudence dans l'interprétation. Aussi, celle-ci s'est appuyée principalement sur les écarts se manifestant entre les valeurs extrêmes.

La première partie précise l'importance de la dimension relationnelle dans la pratique d'activités de loisir, la deuxième permet d'identifier l'importance des trois autres dimensions (plaisir, maîtrise technique, développement personnel) dans la pratique de

loisir ainsi que de relever les tendances associées, enfin la dernière partie présente les autres dimensions énoncées par les répondants.

#### 4.3.3.1 Importance de l'aspect relationnel

Le tableau 35 présente la distribution des répondants selon le degré d'importance accordée à la sociabilité dans la pratique d'activité et selon les centres. On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution des répondants.

Tableau 35

Importance de l'aspect relationnel et de la sociabilité dans la pratique de l'activité

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Très important	19	43	9	26	18	42	46	38
Important	10	23	10	29	9	21	29	24
Moins important	15	34	15	44	16	37	46	38
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2= 2.8, ddl=4, p=0.592)

La majorité des répondants ont déclaré très importante ou importante la sociabilité, le taux de répondants déclarant celle-ci moins importante (moyennement, peu ou pas du tout) est plus élevé pour les usagers des Loisirs Montcalm. Ces résultats nous ont conduit à nous interroger sur la relation entre ce positionnement des usagers et a) leurs positions dans l'ordre social et b) leur expérience de sociabilité dans leur pratique de loisir.

#### a) Influence des variables de stratification sociale

Dans un premier temps, nous avons croisé cette variable avec les principales variables de stratification sociale des répondants, à savoir l'âge, le sexe, la scolarité atteinte. On observe pour ces trois variables des écarts plus ou moins significatifs.

Ainsi, on note des écarts significatifs dans la distribution de cette variable selon l'âge des répondants ( $\chi^2 = 16.1$ , ddl = 4,  $p = 0.003$ ; voir Tableau 19, en annexe C3). On observe que les répondants de plus de 60 ans ayant déclaré moins importante cette dimension sont minoritaires (moins de 10%). Cette dimension a été évaluée très importante par une très grande majorité des plus de 60 ans.

De même, on constate des écarts significatifs dans la distribution de cette variable selon le sexe ( $\chi^2 = 6.9$ , ddl = 2,  $p = 0.032$ ; voir Tableau 20, en annexe C3). Cependant, on observe que le pourcentage de répondants de sexe masculin et féminin déclarant moins importante cette dimension est équivalent (respectivement 41% et 37%). Les femmes se sont davantage prononcées en faveur de la très grande importance de la dimension relationnelle que les hommes, ces derniers semblant avoir plus nuancé leurs évaluations. On ne peut donc conclure à des positions fondamentalement différentes selon le sexe.

Enfin, on observe des écarts peu significatifs selon le niveau de scolarité atteint ( $\chi^2 = 9.4$ , ddl = 4,  $p = 0.053$ ). Cependant on peut noter que les répondants ayant une scolarité secondaire et primaire se sont prononcés majoritairement sur la très grande importance de la sociabilité (64%) et une minorité ont déclaré moins importante cette dimension (14%). Par contre, le taux de répondants ayant un niveau universitaire ou collégial et déclarant moins importante la sociabilité est de beaucoup plus élevé (respectivement 43% et 44%; voir annexe C3, Tableau 21).

L'âge et le niveau de scolarité semblent intervenir dans l'évaluation des répondants. On retrouve ainsi les mêmes segmentations observées que dans l'établissement des relations sociales en dehors de l'activité.

#### b) Influence des relations sociales en dehors de l'activité

Dans un deuxième temps, nous avons croisé cette variable de positionnement des usagers (évaluation de l'importance de la sociabilité) avec celle témoignant de l'existence de relations sociales en dehors de l'activité. On constate l'existence d'écarts significatifs ( $\chi^2 = 25.0$ , ddl = 2,  $p \geq 0.001\%$ ). L'importance de la sociabilité apparaît évoluer selon des taux presque inversement proportionnels, selon la présence ou non de relations sociales en dehors de l'activité (voir annexe C3, Tableau 22). Ainsi, la majorité des répondants (62%) ayant des contacts entre usagers en dehors des activités trouvent très importante cette dimension, par contre la majorité des répondants (53%) qui n'ont pas de relations sociales en dehors de l'activité ont déclaré moins importante la sociabilité dans leur pratique de loisir. Si cette relation peut paraître de l'ordre de l'évidence, elle comporte cependant l'intérêt de montrer que la sociabilité lorsqu'elle est reconnue ou lorsqu'elle s'établit tend à déborder du cadre de l'activité. D'une part, la sociabilité reconnue par les répondants n'apparaît pas identifiée comme une simple relation de coexistence, c'est un peu plus que le fait d'être ensemble dans une activité de loisir. D'autre part, quand il y a sociabilité, cette dernière ne se confine pas au cadre unique de la pratique d'une activité donnée.

#### 4.3.3.2 Autres dimensions évaluées

Les répondants ont évalué l'importance dans leur expérience de loisir du plaisir, de la maîtrise technique de l'activité et du développement personnel. Ces trois autres dimensions ont été évaluées selon la même échelle utilisée pour l'aspect relationnel. On ne constate pas d'écart significatif pour les dimensions du développement personnel et de la maîtrise technique. Par ailleurs, le plaisir est la dimension qui a été le plus évaluée comme très importante (69% des répondants). Nous proposons de détailler l'importance de ces trois dimensions.

##### a) Importance du plaisir

Le tableau 36 présente la distribution des répondants selon le degré d'importance accordée au plaisir dans la pratique d'activité et selon les centres. On constate l'existence d'écarts peu significatifs dans la distribution des répondants.

Tableau 36  
Importance du plaisir dans la pratique d'activité

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Très important	36	82	18	53	29	67	83	69
Important	8	18	12	35	10	23	30	25
Moins important		0	4	12	4	9	8	7
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2=9.4, ddl=4, p=0.052)

On peut noter qu'aucun répondant n'a trouvé la dimension du plaisir comme peu importante ou pas du tout importante dans la pratique d'activité de loisir au CCL. Les usagers de Lucien Borne ont déclaré accorder à plus de 80% une très grande importance à la dimension du plaisir dans leur pratique de loisir. Par contre, seulement 53 % des répondants de Loisirs Montcalm ont déclaré très importante cette dimension. Ces résultats nous ont conduit à nous interroger sur la relation entre ce positionnement des usagers et leur position dans l'ordre social ainsi qu'avec leur pratique de loisir.

Aucune tendance précise de divergence ne se dégage après croisement de cette variable avec l'âge des répondants (bien que l'application du Ki carré ne soit pas possible, on observe une répartition des taux proportionnelle), la durée de pratique (le manque de répondants ne permet pas l'application du Ki carré), l'existence de sociabilité ( $\chi^2 = 1.7$ , ddl = 2,  $p = 0.438$ ) et le sexe. Pour cette dernière variable, si on note des écarts peu significatifs dans la distribution ( $\chi^2 = 4.4$ , ddl = 2,  $p = 0.111$ ), les divergences d'évaluation s'observent essentiellement entre la valeur «importante» ou «très importante». Les taux sur la moindre importance de cette dimension sont peu différents (pour les hommes et les femmes respectivement 13% contre 4%).

Par contre, on remarque que selon le niveau de scolarité et le type d'activité, les évaluations des répondants varient.

Bien que l'application du Ki carré ne soit pas possible, on peut noter une plus grande propension à évaluer comme très important le plaisir au fur et à mesure que le niveau de scolarité croît (dans les niveaux de scolarité suivants: secondaire-primaire, collégial, universitaire respectivement 59%, 62% et 75% de mentions «très important»).



On observe pour deux activités des tendances divergentes d'évaluations (le manque d'effectif ne permet pas l'application du Ki carré). Ainsi, les jeux sportifs et les activités culturelles se différencient des autres activités sur les valeurs extrêmes. Les pratiquants des jeux sportifs ont à l'unanimité évalué comme très important le plaisir; par contre, on trouve chez les pratiquants d'activités culturelles le taux le plus élevé d'évaluation «moins importante»(20%).

#### b) Importance de la maîtrise technique de l'activité

Près de 80% des répondants ont déclaré très importante ou importante la dimension de la maîtrise technique dans leur pratique d'activité. On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution de cette variable selon les centres ( $\chi^2 = 4.2$ , ddl =4,  $p = 0.383$ ). Les mêmes variables que celles identifiées pour la dimension du plaisir semblent se dégager.

Ainsi, on ne constate pas de relation de dépendance statistique entre cette évaluation et l'âge des répondants ( $\chi^2 = 5.5$ , ddl = 8,  $p = 0.708$ ), la durée de pratique ( $\chi^2 = 5.8$ , ddl = 4,  $p = 0.214$ ) et le sexe. Cette dernière variable conduit à des interprétations similaires à celles observées pour la dimension du plaisir. Bien que l'on note des écarts significatifs dans la distribution selon le sexe ( $\chi^2 = 8.6$ , ddl = 2,  $p = 0.014$ ), on n'observe pas de tendance divergente entre sexe sur les valeurs extrêmes.

Par ailleurs, on observe des variations dans la distribution des répondants selon les mêmes variables de différenciation relevées pour le plaisir, à savoir le niveau de scolarité et le type d'activité pratiquée. Par contre, les variations n'ont pas le même sens.

En effet, selon le niveau de scolarité, on constate des variations illustrées par une relation de dépendance statistique peu significative ( $\chi^2 = 7.1$ , ddl = 4,  $p = 0.129$ ). Dans ce cas, le pourcentage de réponses évaluant moins importante cette dimension croît avec le niveau de scolarité (dans le niveau primaire-secondaire, collégial, universitaire respectivement; 5%, 18% et 30% de réponses «moins importante»). Par ailleurs, l'évaluation des répondants inscrits à des jeux sportifs et des activités culturelles se différencie également des autres activités dans leurs valeurs extrêmes (voir en annexe C3, Tableau 22). Par contre, dans ce cas on remarque une tendance à évaluer moins importante la dimension de la maîtrise technique pour les pratiquants des jeux sportifs et une tendance inverse pour les pratiquants d'activités culturelles (38% contre 8%).

#### c) l'importance du développement personnel

Pour la dimension du développement personnel, on peut noter que plus de 80% des répondants ont évalué importante ou très importante cette dimension dans leur pratique d'activité. On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution de cette variable selon les centres ( $\chi^2 = 1.7$ , ddl = 4,  $p = 0.796$ ; voir en annexe C3, Tableau 23). Par contre, on observe pour cette dimension des tendances de divergences qui se dégagent selon d'autres variables.

Ainsi, on note des écarts significatifs selon le sexe ( $\chi^2 = 10.9$ , ddl = 2,  $p = 0.005$ ) et la tendance chez les hommes à évaluer moins importante cette dimension (sur cette valeur, 28% des mentions du sexe masculin contre 9% des mentions du sexe féminin). Par contre, le niveau de scolarité ne paraît pas être un facteur de différenciation ( $\chi^2 = 3.9$ , ddl = 4,  $p = 0.417$ ).

Selon le type d'activité, les évaluations des répondants varient (voir en annexe C3, Tableau 24). Dans ce cas, les jeux sportifs et les activités culturelles se différencient des autres activités selon les mêmes tendances. Ainsi, on remarque une tendance à évaluer moins importante cette dimension pour les pratiquants des jeux sportifs, d'activités culturelles et la tendance inverse pour les pratiquants d'activités physiques et aquatiques (respectivement pour ces activités; 31%, 20%, 9% et 9% de mentions moins importante).

Par ailleurs, on ne constate également pas de tendances précises après croisement de cette variable avec l'âge des répondants (le manque d'effectifs ne permet pas l'application du Ki carré) et la durée de pratique ( $\chi^2 = 7.2$ , ddl = 4,  $p = 0.125$ ).

D'après ces résultats, la fréquentation d'un centre semble peu intervenir dans l'évaluation des répondants. Par contre, le jugement de valeurs paraît varier selon les positions des répondants dans l'ordre social ou selon leurs pratiques de loisir. Il apparaît difficile d'attribuer au seul fait d'un type de pratique ou d'un discriminant social ces différences de valorisation. Ces valeurs n'ont pas la même signification sociale et, dans ce cas, les concepts de modes de vie, d'habitus sembleraient mieux adaptés pour expliciter les prises de positions différentes des répondants.

#### **4.3.3.3 Autres dimensions importantes**

La majorité des répondants (62%) ont signalé l'importance d'autres dimensions dans leur pratique d'activités. Les dimensions énoncées comme importantes dans la pratique d'activités par les répondants ont fait l'objet d'une analyse de contenu. Les thèmes

énoncés ont été classifiés en six catégories: réitération, santé, accessibilité, prestations, équipement et activité.

La catégorie «réitération» regroupe les énoncés réitérant les dimensions précédemment évaluées (aspect relationnel, développement personnel, maîtrise technique, plaisir). La catégorie «santé» réfère tant à la forme physique qu'à l'équilibre psychique (se maintenir en santé, garder la ligne, recherche d'équilibre). La catégorie «accessibilité» réfère à l'accessibilité financière (coût) et l'accessibilité physique (proximité). La catégorie «prestation» comprend ce qui réfère à la qualité des services et de l'encadrement donnés par le personnel (accueil, professionnalisme, relations). La catégorie «équipement» regroupe ce qui touche à l'aménagement et à la qualité des lieux (adéquation des équipements, atmosphère). Enfin, sous la catégorie «activité» ont été regroupés les énoncés se rapportant à la qualité des activités (la diversité, le nombre de personnes, leur intérêt, etc.).

Le tableau 37 présente la distribution des mentions des répondants selon les autres dimensions importantes dans la pratique d'activité et selon les centres (le manque d'effectif ne permet pas l'application du test du Ki carré).

Tableau 37  
Autres dimensions mentionnées par les répondants

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Réitération	20	41	18	42	17	30	55	37
Santé	11	22	4	9	19	34	34	23
Accessibilité	4	8	8	19	2	4	14	9
Prestation	5	10	2	5	9	16	16	11
Équipement	3	6	4	9	6	11	13	9
Activité	6	12	7	16	3	5	16	11
Total	49	100%	43	100%	56	100%	148	100%

On observe certaines variations entre centres des thèmes mentionnés. Ainsi, la santé a été majoritairement mentionnée par les répondants du Ymca (19/29) et par une minorité des répondants des Loisirs Montcalm (4/20). L'accessibilité a été abordée essentiellement par les répondants des Loisirs Montcalm. On peut noter que l'accessibilité financière n'a pas été évoquée par les répondants du Ymca. La proximité du centre a été principalement mentionnée par les répondants des Loisirs Montcalm (6 des 10 mentions). Par ailleurs, on peut noter que tous les répondants ayant mentionné la proximité du centre résident à la Haute-Ville.

Le manque d'effectifs ne permet pas d'exploiter davantage ces données. Cependant, on peut noter pour le Ymca la tendance plus importante des répondants à énoncer des valeurs d'individualité; le corps et la santé. Pour les Loisirs Montcalm, on observe la tendance

plus importante à exprimer des valeurs sociales, moins en termes de bénéfices individuels, mais référant plus aux conditions contraignant la pratique d'activités de loisir, tels que l'éloignement et la capacité financière.

#### **4.3.4 Conclusion préliminaire**

Des résultats de cette section, nous pouvons retenir la présence dans chaque centre de répondants ayant des modes de vie différents. Par contre, ces résultats ne permettent pas de conclure à la prédominance ou à l'existence d'un habitus spécifique à un centre. Ainsi, si les répondants se différencient dans leur relation au CCL (par leurs activités de loisir ainsi que leurs relations sociales et leur expérience de loisir), on ne constate pas un type de relation qui résulterait de la fréquentation d'un type de CCL. Le premier volet permet de remarquer la forte connotation sociale de certains types d'activités, la fréquentation non exclusive d'un CCL et le rayonnement du Ymca. Les résultats du second volet montrent l'importance de la sociabilité associée à la pratique d'activités de loisir. De plus, la combinaison de différents facteurs interviennent dans l'établissement et le processus de construction des liens sociaux. Ainsi, les variables de stratification sociale (âge et niveau de scolarité) tendent à influencer dans la disposition à établir des relations sociales; par contre, le développement de nouveaux liens semble être plus relié à la pratique de loisir (durée). Les résultats du dernier volet confirment l'importance de la sociabilité dans l'expérience de loisir des répondants. De plus, aux positions sociales des répondants (différenciées par l'âge, le niveau de scolarité, le sexe et le type d'activité de loisir pratiquée) s'associent des jugements de valeurs différents sur l'importance de la sociabilité, du plaisir, de la maîtrise

technique et du développement personnel. Dans cette évaluation semblent transparaître les propres valeurs des répondants.

S'il ne ressort pas des résultats des pratiques de loisir un habitus spécifique à un type de centre, les représentations du CCL sont-elles alors les mêmes pour tous les centres, et dans quelle mesure varient-elles ?

#### **4.4 Images du CCL**

Nous avons recueilli les images du CCL par deux méthodes de collecte de données: les entrevues téléphoniques et les groupes focus. Les données issues des entrevues téléphoniques ont été traitées statistiquement après une analyse de contenu approfondie en ce qui concerne les images associées à la dénomination du CCL. Les données qualitatives issues des trois groupes focus ont été analysées pour apporter un éclairage complémentaire aux résultats des entrevues téléphoniques. Cette section se compose de trois parties: Les deux premières présentent l'analyse des données issues des entrevues téléphoniques et la dernière, celle des groupes focus. Dans la première partie, nous précisons la connaissance qu'ont les répondants de l'appellation Centre communautaire de loisir ainsi que les centres répondant à cette appellation. Dans la deuxième, les images associées au CCL sont décrites et analysées par thèmes. Enfin, les résultats des groupes focus approfondissent et complètent les résultats fournis par l'analyse statistique.

##### **4.4.1 Dénomination CCL**

Il nous est apparu important de vérifier si la connaissance de l'appellation CCL différerait selon les centres et si un type de centre apparaissait plus fréquemment associé à cette appellation.



#### 4.4.1.1 Connaissance de l'appellation Centre communautaire de loisir

Dans le sondage téléphonique, les répondants devaient préciser s'ils connaissaient ou s'ils avaient déjà entendu l'appellation Centre communautaire de loisir. Il est important de préciser que le questionnaire a été élaboré pour que l'enquêteur ne prononce auparavant jamais le nom «CCL» dans l'entrevue. Les réponses à cette question de type dichotomique ont été classifiées selon trois catégories: aux catégories de réponse affirmative (connaît) et de réponse négative (ne connaît pas) a été ajoutée la catégorie «doute» regroupant les sans réponses. En effet, il apparaît imprudent d'interpréter l'absence de réponse comme une non-connaissance de l'appellation CCL, comme tend à le démontrer la suite des résultats. Le tableau 38 présente la distribution des répondants selon leur connaissance de l'appellation Centre communautaire de loisir et selon les centres. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 38

Connaissance de l'appellation CCL pour chaque centre

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Connaît	26	59	18	53	22	51	66	55
Ne connaît pas	6	14	7	21	14	33	27	22
Doute	12	27	9	26	7	16	28	23
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 5.2, ddl = 4, p =0.269 )

Plus de la moitié des répondants ont affirmé connaître cette appellation; cependant ce taux peut paraître relativement peu élevé puisque tous les sujets sont des usagers des activités d'un CCL. On peut remarquer que le taux de répondants affirmant ne pas connaître l'appellation CCL est plus important au Ymca que dans les autres centres (1/3 des répondants). Les taux de «doute ou de non connaissance» ont conduit à nous interroger sur l'influence du temps dans la connaissance de cette appellation. Trois variables où la dimension du temps est présente ont été utilisées: la durée de pratique dans le centre, la durée de résidence dans Québec et l'âge des répondants. Il est remarquable de constater l'absence de relation de dépendance statistique. En effet, on ne constate pas d'écart significatif dans la distribution de cette variable selon la durée de pratique ( $\chi^2 = 3.2$ , ddl = 4,  $p = 0.523$ ), selon la durée de résidence ( $\chi^2 = 8.3$ , ddl = 6,  $p = 0.22$ ) ou selon l'âge des répondants (pour les valeurs suivantes: 18-39 ans, 40-60 ans et plus de 60 ans;  $\chi^2 = 0.8$ , ddl = 4,  $p = 0.33$  ).

De même, on ne constate pas d'écart significatif dans la distribution selon la scolarité atteinte ( $\chi^2 = 4.2$ , ddl = 4,  $p = 0.376$ ) et selon le sexe ( $\chi^2 = 3.3$ , ddl = 2,  $p = 0.188$ ).

Ainsi, cette connaissance ne paraît pas liée ni à la pratique de l'espace et de loisir des répondants, ni à leur position sociale.

#### **4.4.1.2 Centres nommés**

À la suite de la question sur la connaissance de l'appellation du CCL, la plupart des répondants ont nommé spontanément des lieux physiques sans que la question de nommer

des CCL ne leur soit formulée. La grande majorité des répondants (81%) ont ainsi nommé des CCL situés dans la ville de Québec. Le taux de répondants n'ayant pas donné d'exemples de CCL a été plus faible à Lucien Borne (11%) et plus élevé au Ymca (28%). On peut remarquer que plus de la moitié des répondants (55%) «déclarant ne pas connaître l'appellation CCL» ont cependant cité des exemples de CCL. Ceci tend à démontrer qu'il existe une forme de connaissance du CCL toute autre que celle au niveau linguistique du vocable.

Dans la classification des réponses à cette question ouverte, nous avons distingué les réponses spécifiant un CCL de la Haute-Ville, celles référant à un CCL d'un autre secteur de la ville, et celles référant à une autre entité. Les cinq CCL de la Haute-Ville qui ont été nommés sont : Lucien Borne, les Loisirs Montcalm, Saint Sacrement, le Ymca et le Ywca. Ces mentions sont présentées pour chacun des centres, excepté celles du Ymca et du Ywca qui ont été regroupées (le nombre de mentions se rapportant au Ywca étant inférieur à 5). Les mentions des CCL (privés et municipaux) des autres secteurs de la ville (Basse-Ville, Limoilou, Des Rivières) figurent dans la catégorie «autres CCL». Enfin, les mentions d'organismes communautaires (par exemple, organismes de loisirs délégués), de services publics (par exemple, CLSC, bibliothèques, maisons de la culture, piscines) ou d'autres entités (PEPS, Nautilus) sont regroupées dans la catégorie «autres».

Le tableau 39 présente la distribution des mentions des centres nommés et selon les centres. Le nombre de réponses est supérieur au nombre de répondants, du fait qu'un répondant pouvait citer plusieurs exemples de centres. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 39

Distribution des répondants selon les centres nommés et pour chaque centre

	L. Borne n=39		L. Montcalm n=29		Ymca n=31		Total n=99	
	f	%	f	%	f	%	f	%
L. Borne	20	25	15	23	14	30	49	26
L. Montcalm	18	23	21	32	8	17	47	25
Ymca, Ywca	10	13	5	8	10	21	25	13
St-Sacrement	9	11	7	11	7	15	23	12
Autres CCL	16	20	12	18	4	9	21	17
Autres	6	8	5	8	4	9	20	8
Total	79	100%	65	100%	47	100%	185	100%

(chi2= 12.1, ddl=12, p=0.435)

Ce tableau permet de constater deux tendances concomitantes: d'une part, le Ymca a été proportionnellement moins cité que Lucien Borne et les Loisirs Montcalm; d'autre part, les répondants même du Ymca ne l'ont pas privilégié comme exemple de CCL.

Ainsi, Lucien Borne et les Loisirs Montcalm ont été les centres les plus cités comme exemple de CCL: près de 50% de l'ensemble des réponses réfèrent à ces deux centres. Par contre, le taux de l'ensemble des réponses référant au Ymca et au Ywca est peu élevé, le centre de loisirs Saint-Sacrement ayant été en moyenne autant cité.

De plus, les répondants de Lucien Borne et des Loisirs Montcalm ont cité le plus fréquemment leur propre centre comme exemple de CCL (Lucien Borne, 51% des

répondants; Loisirs Montcalm, 72% des répondants). Par contre, les usagers du Ymca ont cité davantage Lucien Borne comme CCL que le Ymca (Lucien Borne: 45% des répondants; le Ymca: 29% des répondants). Le centre Lucien Borne et surtout les Loisirs Montcalm apparaissent ainsi majoritairement associés à la dénomination CCL.

Si le Ymca apparaît comme «l'autre établissement le plus fréquenté» et le centre «le plus anciennement connu» (voir dans section pratique des loisirs, les autres établissements fréquentés et la durée de connaissance), il semble toutefois peu associé à la dénomination de CCL. En relation avec cette observation, dans cette partie de l'entrevue cinq répondants ont déclaré qu'ils ne fréquentaient pas de Centre communautaire de loisir; or, on note que parmi ces 5 répondants, 3 étaient usagers du Ymca.

Les mentions ont été regroupées selon le modèle d'intervention auquel se rattachent les centres nommés: le modèle paroissial (centre privé, d'origine francophone catholique), le modèle municipal (centre municipal), le modèle anglophone (Ymca, Ywca). On ne constate pas d'écart significatif dans la distribution des mentions ( $\chi^2 = 6.1$ , ddl=4,  $p=0.191$ ; voir annexe C4, Tableau 1). Par contre, on observe que les centres nommés réfèrent principalement au modèle d'intervention municipale et au modèle d'intervention paroissiale.

#### **4.4.1.3 Conclusion préliminaire**

Ces résultats conduisent à deux types de réflexion sur la nature de la connaissance des CCL et sur l'aspect social de cette connaissance. Tout d'abord, on observe le paradoxe suivant: bien que ne connaissant pas l'appellation CCL, les répondants sont capables de

faire correspondre une réalité à cette appellation. Ce fait tend à illustrer cette caractéristique des représentations sociales à savoir d'être une forme de connaissance permettant d'interpréter et de communiquer une réalité. Ensuite, on constate que cette connaissance est sociale dans la mesure où elle n'apparaît pas être la propriété d'un groupe particulier, ni celle de pratique spécifique. Enfin, si le Ymca apparaît peu associé à la dénomination de centre communautaire de Loisirs, cette tendance se vérifie-t-elle dans les images associées au CCL?

#### **4.4.2 Images évoquées**

Dans cette section sont présentées les images qui ont été évoquées par les répondants. L'analyse de contenu a permis de classifier ces images selon des thèmes, des sous-thèmes et des sous-catégories. Nous présentons dans une première partie l'ensemble des thèmes, puis, dans les parties subséquentes nous détaillons chacun de ces thèmes. La présentation des thèmes, au nombre de 6, est structurée selon trois volets d'analyse. Ainsi, pour chaque thème la teneur des images est tout d'abord présentée et analysée selon les différences observées entre CCL. Puis, les associations effectuées dans ce thème ou avec d'autres sont détaillées. Nous précisons ensuite les relations des images avec les positions sociales, l'espace vécu des répondants et leurs pratiques de loisirs. Enfin, à la fin de chaque thème, nous proposons une conclusion préliminaire.

#### **4.4.2.1 Thèmes évoqués**

La dénomination CCL n'a pas été reconnue par tous les répondants. Cependant, lorsqu'il leur a été demandé d'énoncer spontanément des images associées à cette appellation, la totalité des répondants ont évoqué une ou plusieurs images. La codification de cette question ouverte a été effectuée par l'analyse du contenu manifeste des déclarations des répondants (Mayer et Ouellet, 1991, p. 480). Les énoncés des répondants ont tout d'abord été colligés par centres, puis des catégories ont été identifiées. La lecture flottante et l'application de la catégorisation à tous les énoncés des répondants ont permis d'identifier des grands thèmes. Les six thèmes identifiés sont l'activité, l'espace, les usagers, les valeurs, les éléments de comparaison et les jugements évaluatifs. Nous avons donc effectué une première classification du discours des répondants selon ces thèmes. Par exemple, quand un répondant référait à la notion d'activité soit en général ou en énonçant des types d'activités, nous avons classé son discours dans le grand thème «activité», la même procédure a été appliquée pour les autres thèmes.

Le tableau 40 présente la distribution des énoncés des répondants selon les thèmes et selon les centres. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution. Les pourcentages sont calculés par rapport à la population des répondants et non par rapport aux mentions; ceci permet d'indiquer les pourcentages de répondants qui se sont ainsi exprimés par rapport à un thème.

Tableau 40  
Distribution des énoncés selon les thèmes et pour chaque CCL

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Activité	35	80	26	76	27	63	88	73
Espace	25	57	20	59	25	58	70	58
Usagers	21	48	18	53	22	51	61	50
Valeurs	20	45	17	50	20	47	57	47
Comparaison	10	23	11	32	12	28	33	27
Jugement	19	43	17	50	20	47	56	46
Total	130		109		126		365	

(chi2 = 1.5, ddl = 10, p =0.99)

On peut tout d'abord noter la grande richesse des énoncés par le nombre de thèmes évoqués; les répondants ont abordé en moyenne plus de trois thèmes. Les répondants des Loisirs Montcalm ont énoncé en moyenne plus de thèmes que les répondants des deux autres centres (respectivement; 3.2, 2.9 et 2.9). Par ailleurs, les répondants de Lucien Borne et des Loisirs Montcalm ont référé plus au thème de l'activité que ceux du Ymca.

On n'observe aucune variation dans la distribution de ces thèmes selon la connaissance de la dénomination Centre communautaire de loisir et selon les centres nommés par les répondants. De même, on note l'absence de relation de dépendance statistique avec les principales variables socio-démographiques ou socio-économiques des répondants (sexe, âge, scolarité et salaire) ainsi qu'avec les principales variables de différenciation des pratiques de loisirs des répondants (activité pratiquée, fréquentation d'autres centres,



durée de pratique, durée de connaissance et présence de réseaux de sociabilité dans le centre) ou de leurs pratiques dans la ville de Québec (résidence dans Québec, fréquentation de la Haute-Ville).

L'activité est le thème qui a été évoqué le plus fréquemment par les répondants. C'est aussi le thème qui a été le plus fréquemment associé à d'autres thèmes (voir Tableau 2 en annexe C4). L'espace et les usagers ont été les thèmes les plus fréquemment associés avec l'activité. Les associations les plus fréquentes, par groupe de deux thèmes, sont Activité-Espace, Activité-Usagers et Usagers-Espace. Par ailleurs, les thèmes des valeurs et des jugements ont été associés le plus fréquemment soit à l'activité, soit entre eux.

Enfin, chaque thème est composé de sous-thèmes. En effet, les répondants ont abordé ces thèmes de différentes manières et en évoquant différents sujets. Pour deux thèmes, nous avons créé un troisième niveau de catégorisation. Pour les thèmes de l'activité et des usagers, nous avons ainsi créé des sous-catégories afin de préciser les types d'activités ou d'usagers cités. Nous proposons de préciser les images du CCL à partir des six thèmes en les présentant dans l'ordre décroissant de leurs mentions.

#### **4.4.2.2 Thème de l'activité**

Ce thème est présenté selon trois volets d'analyse. Tout d'abord, nous présentons selon les catégories et les sous-catégories du thème de l'activité les différences éventuelles entre CCL. Dans un deuxième temps, les associations effectuées par les répondants dans ce thème entre catégories et sous-catégories d'activité sont détaillées. Enfin, nous précisons

les tendances qui se dégagent de l'analyse des relations entre ces images avec les types d'activités de loisir et les positions sociales des répondants.

### **a) Catégories d'activité**

Les énoncés ont été classifiés selon cinq catégories: la diversité des activités, l'offre d'activité, un seul type d'activité, l'offre de service et les activités communes.

La catégorie «diversité des activités» regroupe non seulement les références directes à la variété des activités, mais aussi les énumérations de différents types d'activités. Dans la catégorie «offre de service» figurent les mentions référant aux services ou les énumérations de différents services (par exemple, bibliothèque, garderie et cinéma). La catégorie «offre d'activités» comprend les références générales aux activités (par exemple, «des activités pour les jeunes»). La catégorie «un seul type d'activité» réfère aux mentions ne citant qu'un type unique d'activité (activité de type sportif, culturel, éducatif[cours] ou communautaire). Enfin, dans la catégorie «activité commune» sont regroupées les références à la notion d'activités collectives organisées pour un groupe d'individu («des activités pratiquées ensemble»).

Les répondants ont principalement référé au thème de l'activité pour évoquer (par ordre décroissant du taux de mentions): la diversité des activités, l'offre d'activité, un seul type d'activité, l'offre de service et des activités communes. Les répondants des Loisirs Montcalm ont eu davantage tendance à mentionner la diversité des activités que les répondants des deux autres centres. Cette diversité des activités, les répondants l'ont illustrée non seulement par la référence à diverses catégories d'activités de loisir (activités

sportives, culturelles et sociales), mais aussi par l'évocation de services tels que les bibliothèques, les garderies ou le cinéma.

Ces mentions ont été regroupées selon leur caractère restrictif ou inclusif. Ces deux catégories ont été créées afin de faire ressortir la manière dont les répondants ont référé à l'activité. En effet, le nombre de mentions ne nous permettait pas d'exploiter pleinement le matériel imagé selon ces catégories que nous avons élaborées. De plus, il nous est apparu que l'on pouvait distinguer deux manières de référer à l'activité selon que soient présenté l'activité sous une forme inclusive ou restrictive, cette distinction pouvant également s'appliquer au thème de l'espace et des usagers. Pour le thème de l'activité, par la référence à la diversité des activités, à l'offre d'activités ou de services, les répondants font primer le caractère inclusif des activités; la référence à l'activité n'est pas utilisée pour spécifier une forme d'usage particulier, mais l'usage en général (par exemple, «un CCL c'est toutes sortes d'activités» ou «c'est des activités pour tout le monde»). Par contre, la référence à un seul type d'activité ou à une activité commune présente les activités sous une forme restrictive. Dans la mesure où est mis l'accent sur la caractéristique d'un seul type d'activité ou d'un seul type d'organisation de l'activité, on réfère à un usage particulier et restreint de l'activité (par exemple, «un CCL c'est des jeux de cartes pour les personnes âgées» ou «c'est du sport»). Les activités sont présentées sous une catégorisation englobante dans le premier cas et par une catégorisation discriminante dans le second. Le tableau 41 présente la distribution des mentions selon ces distinctions (restrictive, inclusive) et selon les centres. Dans ce tableau les unités d'analyse sont les mentions et non les répondants. On constate l'existence d'écarts significatifs dans cette distribution.

Tableau 41  
Distribution des mentions selon leur caractère inclusif ou restrictif  
et pour chaque CCL

	L. Borne n=34		L. Montcalm n=26		Ymca n=27		Total n=88	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Inclusive	33	72	30	86	18	56	81	72
Restrictive	13	28	5	14	14	44	32	28
Total	46	100%	35	100%	32	100%	113	100%

(chi2=7.1, ddl=2, p=0.029)

La référence aux activités en terme restrictif ne représente qu'un tiers de l'ensemble des mentions, cependant ce taux varie selon les centres. Ainsi, moins de 15% des mentions des Loisirs Montcalm réfèrent aux activités sous une forme restrictive, par contre, près de 45 % des mentions du Ymca se présentent sous cette forme. L'analyse des associations nous permet de préciser davantage les types d'activités qui ont été présentées de manière restrictive ou inclusive.

#### **b) Associations**

Dans leurs images, les répondants ont fréquemment référé à des activités précises. Pour cette raison, nous avons créé un troisième niveau de catégorisation. Dans cette catégorisation, nous avons cherché à respecter au mieux les énoncés des répondants; quatre catégories ont été identifiées: le sport (regroupant les activités physiques et

sportives), la culture (les activités culturelles), les cours, les activités communautaires (regroupant les réunions, les cartes, le bingo, les autres jeux de société et les activités sociales). Le sport et les activités communautaires représentent près des deux tiers de l'ensemble des mentions, les cours et la culture représentant le dernier tiers. Le taux de mentions spécifiant des activités sportives représentent la moitié des mentions chez les répondants de Lucien Borne et seulement le quart aux Loisirs Montcalm (voir tableau 3 en annexe C4). Afin de préciser la manière dont avaient été évoquées ces activités, nous avons croisé les activités spécifiées avec la présentation inclusive ou exclusive des activités. Le tableau 42 présente la distribution des mentions selon la présentation inclusive ou restrictive des activités et les types d'activités associées.

Tableau 42

Présentation inclusive ou exclusive des activités spécifiées

	Sport		Culture		Cours		Communautaire		Total	
Inclusive	29	67	22	92	20	91	22	58	93	73%
Restrictive	14	33	2	8	2	9	16	42	34	27%
Total	43	100%	24	100%	22	100%	38	100%	127	100%

On observe que le sport et les activités communautaires sont davantage associés à une forme restrictive. Par contre, les cours et la culture sont plus associés à une présentation inclusive des activités (pour les mentions du sport et des activités communautaires, respectivement 33% et 42% des mentions sont présentées sous une forme restrictive contre 9% et 8% pour les cours et la culture). En d'autres termes, lorsque les répondants ont évoqué les activités de type culturel ou les cours, ils les ont associées très

fréquemment à d'autres types d'activités ou ont mis l'accent sur l'aspect inclusif des activités des Centres communautaires de loisir. Par contre, l'évocation d'activités sportives ou d'activités communautaires a été plus fréquemment effectuée de manière isolée et non associée à d'autres types d'activités (par exemple d'images du CCL sous une forme restrictive des activités : «des sports; les cartes et le bingo»)

Cette tendance semble être amplifiée chez les répondants du Ymca; ainsi, le taux des mentions du sport et des activités communautaires associées à une présentation des activités sous une forme restrictive est plus important (42% et 62% des mentions de sport et d'activités communautaires sont associées à une présentation des activités selon une forme restrictive).

### **c) Tendances**

Ces images des activités du CCL varient-elles selon les pratiques des répondants et les positions sociales? Pour les pratiques, les types d'activités pratiquées par les répondants dans le CCL s'imposaient comme variable d'étude des relations entre un contenu avec une structure. Pour les positions sociales, les variables de stratification sociale suivantes ont été utilisées: le sexe, l'âge et le niveau de scolarité.

La pratique d'un type d'activité dans le CCL semble influencer de manière différenciée sur la spécification d'activités. D'une part, une majorité des répondants inscrits à des activités sociales (73%), des jeux sportifs (72%) et des cours d'activité physique (52%) ont spécifié des types d'activités, alors que ceci n'a été le fait que d'une minorité des répondants inscrits à des activités culturelles (40%), des cours aquatiques (30%) et au

conditionnement physique (25%). Cette tendance se trouve amplifiée pour les répondants du Ymca inscrits à des activités culturelles (aucune association). D'autre part, dans leurs évocations des types d'activités (voir tableau 4 en annexe C4), les répondants pratiquant des activités culturelles n'ont pas référé en premier lieu au type d'activité de leur pratique, contrairement aux autres répondants pratiquant des activités sportives ou des activités communautaires. Ainsi, la totalité des répondants pratiquant des activités sociales (et qui se sont exprimés sur ce thème) ont évoqué les activités communautaires comme activité associée au CCL. De même, près de 70% des répondants pratiquant des activités sportives ont évoqué les activités sportives. Par contre, les répondants pratiquant une activité culturelle ont plus fréquemment cité tous les autres types d'activités que les activités culturelles (seulement 30% des mentions des répondants pratiquant des activités culturelles réfèrent à ce type d'activité).

On observe que les activités culturelles ont été mentionnées dans les mêmes proportions par les différentes tranches d'âge, les différents niveaux de scolarité et les deux sexes. Par contre, les activités communautaires ont été davantage citées par les plus de 60 ans, les personnes ayant un niveau de scolarité secondaire ou primaire et les répondants de sexe masculin. Le sport a davantage été cité dans les tranches d'âge entre 18-39 ans et 40-60 ans et dans les niveaux de scolarité collégial et universitaire.

Enfin, on peut noter que parmi les activités spécifiées par les répondants figurent des activités spécifiques à certains types de CCL. Ainsi, les répondants des trois centres ont évoqué dans les mêmes proportions le bingo et les cartes ( respectivement pour Lucien Borne, Loisirs Montcalm et le Ymca: 11%, 12% et 10% des mentions pour ce type d'activité). Cette activité paraît être caractéristique d'un type de Centre communautaire de

loisir, à savoir celui de type paroissial. En effet, l'organisation régulière de bingos n'est le fait que des centres communautaires de type paroissial dans la ville de Québec.

#### **d) Conclusion préliminaire**

Ces résultats conduisent aux observations suivantes: Les activités culturelles font peu partie des représentations du CCL puisque même les pratiquants de ces activités n'ont que peu nommé leurs pratiques. Les représentations ne semblent pas se structurer uniquement à partir de l'expérience pratique des répondants d'un CCL, ce qui tend à illustrer le caractère autonome des représentations et la présence d'une structure latente énoncée par Jodelet. Par contre, le sport et les activités communautaires paraissent être des images plus fortes du CCL. Par ailleurs, ces activités semblent connoter des positions sociales différentes, voire opposées. Bien que l'on trouve en de faible proportion la mention du «bingo», les taux similaires de ces mentions dans chaque centre amènent à penser que le modèle de CCL de type paroissial participe à la structure des représentations du CCL. Enfin, on peut se demander si les différences observées entre les répondants du Ymca et des autres centres ne reflètent pas une distanciation plus importante des usagers du Ymca vis à vis des CCL.

#### **4.4.2.3 Thème de l'espace**

Cette section comprend deux parties. Les différences éventuelles entre CCL sont tout d'abord précisées selon les sous-thèmes évoqués, dans un premier temps. Ensuite, nous présentons les associations effectuées par les répondants entre ce thème avec celui de



l'activité, ainsi que les tendances qui se dégagent de l'analyse des relations entre ce thème et les pratiques des répondants (type d'activités pratiquées par les répondants et résidence dans la ville de Québec).

#### **a) Catégories d'espace**

Les énoncés référant à l'espace ont été classifiés selon cinq catégories: lieu support d'activité, lieu de rencontre, espace localisé, équipement et espace public.

Dans la catégorie «lieu support d'activité» figurent les références au CCL comme espace associé à des activités de loisirs («C'est l'endroit où...»). Dans la catégorie «lieu de rencontre» sont regroupées les références au CCL comme espace de rencontre («C'est où se retrouve...», «c'est un lieu de rassemblement...»). La catégorie «espace localisé» comprend les références situant le CCL dans son environnement physique («C'est dans chaque quartier», «dans chaque paroisse», «près de chez soi»). La catégorie «équipement» se compose des références précisant les aménagements du CCL (piscine, gymnase). Dans la catégorie «espace public» se retrouvent les références spécifiant le caractère public de cet espace («ouvert à tous», «où est mis à disposition de tous», «lieu de service à la population»).

Les énoncés des répondants réfèrent au CCL en tant que (par ordre décroissant du taux de mentions): lieu support d'activité, lieu de rencontre, espace localisé, espace public et équipement (voir Tableau 5 en annexe C4). Les énoncés des répondants de Lucien Borne et du Ymca réfèrent plus au CCL en tant que lieu support d'activité que ceux des répondants des Loisirs Montcalm. Ces derniers, par contre, réfèrent dans une plus grande

proportion au CCL en tant qu'espace localisé (Lucien Borne, 9%; Loisirs Montcalm, 20%; Ymca, 8%).

Ces mentions ont été regroupées comme dans la section précédente selon leur caractère restrictif ou inclusif. La catégorie espace localisé n'a pas été groupée à une autre. Les catégories lieu support de rencontre et espace public ont été regroupées dans la catégorie «espace inclusif». Dans ce cas, le CCL est présenté sous une forme où la fonction inclusive du CCL en tant qu'espace social prime. Les catégories équipement et lieu support d'activités ont été regroupées dans la catégorie «espace restrictif». En tant que lieu de production d'activités ou en tant que lieu aménagé, le CCL est abordé par les fonctions exclusives de cet espace; dans ce sens, il est présenté sous une forme restrictive.

Le tableau 43 présente la distribution des mentions selon ces distinctions (restrictive, inclusive) et selon les centres. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution. Dans ce tableau, les unités d'analyse sont les mentions des répondants et non les répondants. En effet, l'énoncé d'un même individu peut être comptabilisé plus d'une fois dans l'une des deux catégories (espace inclusif ou restrictive) ou dans ces deux catégories à la fois.

Tableau 43  
Distribution des mentions  
selon le caractère inclusif ou restrictif de l'espace et selon les centres

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	n=25		n=20		n=25		n=70	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Inclusif	15	47	13	54	13	39	41	46
Restrictif	17	53	11	46	20	61	48	54
Total	32	100%	24	100%	33	100%	89	100%

(chi2=1.2, ddl=2, p=0.54)

La majorité des mentions présente le thème de l'espace sous une forme restrictive. Néanmoins, le taux des mentions mettant en exergue la fonction inclusive du CCL en tant qu'espace social (lieu de rencontre, espace public) est relativement important puisque celui-ci représente près de la moitié des mentions (46%). On observe que le taux de mentions référant à l'espace sous une forme inclusive est plus élevé aux Loisirs Montcalm et plus faible au Ymca.

#### **b) Associations et tendances**

La référence aux activités selon une forme restrictive ou inclusive ne paraît pas influencer sur la forme restrictive ou inclusive des références à l'espace. Cependant, l'évocation d'activités sportives a été associée majoritairement à une évocation de l'espace sous une forme restrictive; par contre, l'évocation d'activités communautaires a été associée plus

fréquemment à une évocation de l'espace sous une forme inclusive (voir Tableau 6 en annexe C4).

Les répondants inscrits à des activités sociales ont davantage référé au thème de l'espace que les répondants pratiquant des activités culturelles ou des activités sportives. (respectivement 25%, 36%, 45% de non réponse; voir Tableau 7 en annexe C4). Par ailleurs, ceux-ci ont eu tendance à évoquer davantage l'espace sous une forme inclusive.

Enfin, les répondants qui résident dans le secteur de la Haute-Ville et ceux qui n'y résident pas ont référé au CCL en tant qu'espace localisé dans les mêmes proportions (12% des mentions référant à l'espace localisé). Le CCL apparaît ainsi associé à un territoire, indépendamment des pratiques de l'espace des répondants.

### **c) Conclusion préliminaire**

Sous ce thème, près de la moitié des répondants ont évoqué implicitement la fonction sociale du CCL en tant qu'espace social, c'est à dire d'être un lieu de rencontre, un espace public et ouvert. L'évocation des activités communautaires semble associée fortement à cette fonction sociale du CCL. Par contre, les activités sportives paraissent plus fréquemment associées à la fonctionnalité du CCL en tant qu'espace physique aménagé et lieu support d'activité. Enfin, la territorialité de ce lieu apparaît énoncée indépendamment des pratiques de l'espace des répondants, mais elle est plus fréquemment évoquée par les répondants des Loisirs Montcalm.

#### **4.4.2.3 Thème des usagers**

Cette section comprend trois parties. Tout d'abord, nous précisons les différences éventuelles entre CCL selon les catégories du thème des usagers. Dans un deuxième temps, nous présentons les associations effectuées par les répondants entre les catégories et sous-catégories de ce thème et celles de l'activité et de l'espace. Enfin, la dernière partie présente les tendances qui se dégagent de l'analyse des relations entre ce thème et l'âge des usagers et leur vécu dans la ville de Québec.

##### **a) Catégories d'usagers**

Les énoncés référant aux usagers ont été classifiés selon quatre catégories: la diversité des usagers, un seul type d'utilisateur, une communauté de territoire et une communauté de classe sociale. Dans la catégorie «diversité» figurent soit les énumérations de divers types d'utilisateurs («les personnes âgées, les jeunes»), soit les références à la généralité des utilisateurs («tout le monde; toutes sortes de personnes»). La catégorie «un seul» comprend les énoncés ne spécifiant qu'un seul groupe social d'utilisateurs («les personnes âgées», «les jeunes», «les démunis»). La catégorie «territoire» se compose des références aux utilisateurs en tant que membre d'une communauté de territoire (par exemple, «les gens du quartier», «les résidents de la ville»). La catégorie «classe» comprend les références soit aux membres d'une classe sociale (ouvriers) soit aux caractéristiques d'une classe sociale (par exemple, «populaire, pas les riches, pas snob»).

Pour ces deux dernières catégories, les énoncés ne figurent pas dans la catégorie «un seul type d'utilisateur» lorsqu'ils étaient présentés de façon isolée. En effet, la référence à une

communauté de territoire ou à une communauté de classe sociale peut englober différents groupes sociaux.

Le tableau 44 présente la distribution des énoncés des répondants selon les usagers évoqués et selon les centres.

Tableau 44  
Type d'usagers évoqués pour chaque CCL

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	n=21, nr=23		n=18, nr=16		n=22, nr=21		n=70	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Un seul	8	35	5	24	11	46	24	35
Territoire	6	26	6	29	9	38	21	31
Diversité	8	35	6	29	4	17	18	26
Classe	1	4	4	19	0	0	5	7
Total	23	100%	21	100%	24	100%	68	100%

On constate certaines différences entre les centres dans cette distribution. Ainsi, dans les énoncés des répondants du Ymca, les usagers du CCL apparaissent davantage associés à un groupe social isolé et à une communauté de territoire que dans les énoncés des autres répondants. La référence à une communauté de classe sociale n'apparaît pas dans les énoncés des répondants du Ymca; par contre, cette association a pour origine principale les énoncés des répondants des Loisirs Montcalm.

Comme dans la section précédente, les mentions ont été regroupées selon leur caractère restrictif ou inclusif. La catégorie «diversité des usagers» a été classifiée comme une

présentation des usagers sous une forme inclusive. Les autres catégories ont été regroupées dans la catégorie usagers sous une forme restrictive. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution selon les centres ( $\chi^2=2.0$ ,  $ddl=2$ ,  $p=0.359$ ). La majorité des énoncés se présente sous une forme restrictive (74% de l'ensemble des mentions).

## **b) Associations**

Nous avons créé un deuxième niveau de catégorisation pour ce thème; ceci afin de préciser les usagers spécifiés par les répondants. Les types d'usagers ont été classifiés selon trois catégories: «personnes âgées», «jeunes» et «autre» (composée des mentions de personnes seules, des démunis et de la famille). Les jeunes et les personnes âgées sont les types d'usagers les plus fréquemment spécifiés par les répondants de chacun des trois centres (respectivement 36% et 30% de l'ensemble des mentions). On n'observe pas d'écart significatif dans la distribution de ces mentions selon les centres. Lorsque les répondants ont évoqué un type d'utilisateur, que cela soient les personnes âgées, les jeunes ou d'autres types d'utilisateurs, ils les ont présentés dans la même proportion de manière isolée ou associée à d'autres types d'utilisateurs (voir Tableau 8 en annexe C4).

La mention d'utilisateur a été associée fréquemment à une mention d'espace (voir Tableau 9 en annexe C4) d'autant plus lorsqu'il y a eu référence aux usagers sous une forme inclusive (tout le monde). On observe aussi que les mentions d'espace sous une forme inclusive (lieu de rencontre, espace public) ont été en majorité associées à des mentions de types d'utilisateurs (48% de non réponse contre 80% de non réponse pour les mentions d'espace sous une forme restrictive et 66% pour celles d'espace localisé). Par contre,

selon les mentions d'espace on ne constate pas d'association avec un type d'usager spécifique (voir Tableau 10 en annexe C4).

Par ailleurs, on constate que les mentions d'activités sportives, d'activités culturelles et de cours ont été peu associées à une mention d'usagers, contrairement aux mentions d'activités communautaires (respectivement 78%, 62% et 66% contre 34% de non réponse, voir Tableau 11 en annexe C4). Les mentions de cours sont davantage associées à une présentation inclusive des usagers. Les mentions d'activités communautaires sont plus fréquemment associées à une spécification des usagers que les mentions d'activités sportives, culturelles et de cours (respectivement 55% de non réponse contre 84%, 68% et 80%, voir Tableau 12 en annexe C4). Dans ce cas, celles-ci sont davantage associées aux personnes âgées comme type d'usager qu'aux jeunes ou qu'aux autres usagers. Par contre, pour les autres mentions d'activités on ne constate pas une association avec un type d'usager spécifique.

### **c) Tendances**

Selon l'âge des répondants, le type d'usager spécifié varie (voir Tableau 13 en annexe C4). Ainsi, si les répondants de moins de 40 ans ont cité dans les mêmes proportions les personnes âgées et les jeunes, les jeunes ont été majoritairement énoncés par les répondants de 40 à 60 ans (73% des mentions) et minoritairement par les répondants de 60 ans et plus (30% des mentions), ces derniers ayant plus cité les personnes âgées.

Enfin, il est étonnant d'observer qu'un seul répondant a cité comme type d'usager associé au CCL les adultes et qu'aucun n'a effectué une classification des usagers selon la



différenciation sexuelle. Sur cet aspect, le caractère autonome des représentations paraît de nouveau s'illustrer puisque celles-ci ne semblent refléter que partiellement la réalité des répondants. En effet, d'après l'analyse des pratiques de loisirs des répondants, le fait d'être entre adulte ou entre individus de même sexe est une réalité qui caractérise la pratique de loisirs d'une grande majorité des répondants. Nous constatons donc que les représentations du CCL sont autres que le reflet d'une réalité objective ou subjective.

De même, il est intéressant de noter que la résidence actuelle (voir tableau 14 en annexe C4) n'influence pas l'association du CCL avec une communauté de territoire. Cette indépendance des pratiques et des images du CCL remarquée à propos du thème de l'espace se confirme aussi pour le thème des usagers. Par ailleurs, les répondants ayant référé au secteur pour situer leur dernière résidence ont proportionnellement moins mentionné la référence à un espace localisé que les répondants ayant référé au quartier ou à la paroisse (voir Tableau 15 en annexe C4). Dans ce cas, il semble que le rapport plus symbolique à l'espace semble influencer.

#### **d) Conclusion préliminaire**

De ces résultats, nous pouvons retenir que pour les répondants du Ymca le CCL est fortement associé à un type d'utilisateur (soit les jeunes, les personnes âgées ou une communauté de territoire). Ces données tendent à confirmer les deux tendances suivantes: d'une part, la distanciation plus importante des répondants du Ymca vis à vis du CCL apparaît se vérifier. Ceux-ci ont davantage énoncé que les autres répondants une caractéristique pour laquelle le Ymca se démarque des autres types de CCL (modèle paroissial ou modèle municipal) et selon laquelle eux-même tendent à se distinguer des

autres usagers. En effet, nous avons différencié les autres CCL du Ymca par leur rapport à une communauté de territoire. De plus dans l'espace vécu, nous avons observé que les répondants du Ymca avaient des pratiques davantage a-localisées et qu'une grande majorité n'appartenait pas à la communauté territoriale de la Haute-Ville. D'autre part, en continuité avec ces observations, le Ymca en tant que type de CCL apparaît peu participer à la structuration des représentations du CCL. Enfin, on peut s'interroger si la référence aux classes sociales ne traduit pas la revendication à une appartenance sociale (donc une prise de position) à laquelle serait associée la fréquentation d'un type de CCL (relevant du modèle municipal ou paroissial).

#### **4.4.2.4 Thème des valeurs**

Cette section comprend trois parties. La première partie détaille les valeurs associées au CCL et les différences éventuelles entre CCL. La seconde précise les associations effectuées par les répondants entre ce thème et ceux de l'activité, de l'espace et des usagers. Enfin, la dernière partie présente les tendances qui se dégagent de l'analyse des relations entre ce thème et les positions des usagers par rapport à leur expérience de loisirs, au type d'activités pratiquées et à leurs positions sociales.

##### **a) Catégories de valeurs**

Les énoncés référant à des valeurs ont été classifiés selon quatre catégories de valeurs: les attributs du loisir, les valeurs sociales, économiques et communautaires. Dans la catégorie «attribut du loisir» figurent les références à la détente (plaisir, bonheur) et à la santé

(physique et psychique). La catégorie «social» comprend les références à la socialisation, à la prévention, à l'éducation et aux problèmes sociaux. La catégorie «économique» regroupe les références à l'accessibilité financière des centres (c'est pas cher, c'est moins cher) ou aux subventionnements des centres. La catégorie «communautaire» comprend les références à l'entraide, la solidarité ou le partage.

Le tableau 45 présente la distribution des mentions des répondants selon les valeurs spécifiées et selon les centres. On ne constate pas d'écart significatif dans cette distribution.

Tableau 45

Distribution des mentions selon les valeurs spécifiées et selon les centres

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	n=20		n=17		n=20		n=57, nr= 74	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Attribut du loisir	12	32	3	9	4	15	19	20
Social	11	30	11	32	10	38	32	33
Économique	9	24	15	44	7	27	31	32
Communautaire	5	14	5	15	5	19	15	15
Total	37	100%	34	100%	26	100%	97	100%

(chi2 = 8.5, ddl = 6, p = 0.203)

Sur l'ensemble des mentions, les références aux aspects sociaux (le rôle de la socialisation, de la prévention et de l'éducation et les problèmes sociaux) et aux aspects économiques (l'accessibilité financière des centres) sont les plus fréquentes. On observe

dans cette distribution de légères variations entre les centres. Ainsi, le taux de mentions ayant référé aux aspects économiques est plus important aux Loisirs Montcalm: près de la moitié des mentions réfèrent à cet aspect (44% des mentions). Le taux de mentions référant aux attributs du loisir est très faible aux Loisirs Montcalm plus élevé à Lucien Borne (respectivement 9% contre 32%).

#### **b) Associations**

Une grande majorité des mentions abordant des valeurs sont associées à une mention d'activité (seulement 35% de non réponse ou de mentions non associées, voir Tableau 16 en annexe C4). Les mentions abordant les aspects économiques (coût, subventionnement) sont plus associées à une mention d'activité que celles abordant les aspects sociaux (respectivement 26% contre 47% de non réponse). La majorité des énoncés évoquant les attributs du loisir sont associés à une mention des activités présentées sous une forme restrictive (53% des mentions). Par contre, toutes les autres valeurs abordées ont été très majoritairement associées à une mention des activités présentées sous une forme inclusive (environ plus de 80% des mentions). Le taux le plus élevé d'associations effectuées est celui de la mention d'activité sous une forme inclusive avec celle des aspects économiques (28 mentions).

De plus, les mentions ayant abordé les attributs du loisir sont plus fréquemment associées à une spécification des activités et notamment à celle des activités sportives (voir Tableau 17 en annexe C4).

La majorité des mentions traitant des valeurs sont associées à une mention sur l'espace (58% de ces mentions ont été associées à l'espace, voir Tableau 18 en annexe C4). Les énoncés ayant abordé les aspects sociaux ont été plus fréquemment associés à une mention d'espace, tandis que ceux sur les attributs du loisir l'ont moins été (22% contre 53% de non association). De plus, les énoncés ayant abordé les aspects économiques ont été majoritairement associés à une présentation de l'espace sous une forme inclusive. Les énoncés ayant abordé les valeurs communautaires ont été associés dans une plus grande proportion à une mention d'espace localisé (40% de ces mentions ont été associées à un espace localisé contre moins de 25% pour les autres catégories de valeurs). Le taux le plus élevé d'associations effectuées a été la mention d'espace inclusif avec celle des aspects sociaux (21 mentions).

La majorité des mentions abordant des valeurs sont aussi associées à une mention sur les usagers (59% de ces mentions ont été associées aux usagers, voir Tableau 19 en annexe C4). Les énoncés concernant les aspects économiques ont été plus fréquemment associés à une mention d'usager; par contre, ceux ayant abordé les attributs du loisir l'ont moins été (29% de non association contre 53% ). Les énoncés référant aux valeurs communautaires sont associés dans une plus grande proportion à une communauté de territoire (60% des mentions de cette valeur sont associées à une communauté de territoire contre moins de 25% pour les autres catégories de valeurs).

Par ailleurs, les énoncés concernant les attributs du loisir sont associés dans une plus grande proportion aux personnes âgées (42% des mentions ayant abordé cette valeur ont été associées aux personnes âgées contre moins de 20% pour les autres catégories de valeurs). Les jeunes et les autres catégories d'usagers ont fait l'objet de plus de mentions

dans les énoncés évoquant les aspects sociaux et les aspects économiques (voir Tableau 20 en annexe C4).

### **c) Tendances**

On observe diverses tendances selon les positions des usagers par rapport à leur expérience de loisirs, au type d'activités pratiquées et à leur position sociale.

#### *Tendances selon les positions des usagers par rapport à leur expérience de loisir:*

Le nombre d'énoncés évoquant le thème des valeurs ne varie pas selon l'importance accordée à la sociabilité dans l'expérience de loisir au CCL (entre 45 et 58% de non association). Par contre, la nature des associations effectuées varie selon l'importance accordée à la sociabilité (voir Tableau 21 en Annexe C4). Si les valeurs communautaires sont abordées dans des proportions similaires, la distribution des autres taux fait apparaître des écarts élevés. Ainsi, les aspects économiques ont eu pour origine principale les énoncés des répondants ayant déclaré moins importante (moyennement, peu ou pas du tout importante) la sociabilité (16 des 31 mentions). Dans leurs énoncés, cette valeur représente 62% des mentions, les attributs du loisir ne représentant que 4% des mentions. Par contre, les attributs du loisir ont pour origine principale les énoncés des répondants ayant déclaré très importante la sociabilité (13 des 19 mentions).

On observe de légères variations dans la distribution de ces valeurs selon les autres dimensions importantes (de l'expérience de loisirs) énoncées par les répondants (voir Tableau 22 en annexe C4). Malgré le nombre restreint de mentions, on note cependant que les aspects sociaux ont été proportionnellement plus mentionnés dans les énoncés des

répondants ayant déclaré les aspects relationnels et le coût comme dimension importante; a contrario, les attributs du loisir ont été proportionnellement moins cités. Par ailleurs, les personnes ayant énoncé le coût comme autre dimension importante ont davantage évoqué dans leurs images du CCL les valeurs sociales que les aspects financiers.

#### *Tendances selon le type d'activité pratiquée*

Selon l'activité pratiquée, la distribution des valeurs varie (voir Tableau 23 en annexe C4). Ainsi, les attributs du loisir sont proportionnellement plus mentionnés dans les énoncés des répondants pratiquant des cours aquatiques, les aspects financiers le sont plus dans les énoncés de ceux pratiquant des cours d'activité physique ou des activités libres et les aspects sociaux dans les énoncés de ceux pratiquant des activités culturelles. Étonnamment, on ne trouve pas de mentions des attributs du loisir dans les énoncés des répondants pratiquant des activités de conditionnement physique (pratique d'activité physique libre), par contre, les valeurs communautaires ont été proportionnellement plus évoquées dans ce groupe.

#### *Tendances selon les positions sociales:*

On ne constate pas de variation importante dans la distribution des valeurs selon le sexe. Selon le statut familial, on peut noter certaines variations. Les répondants veufs, séparés ou monoparentaux ont davantage référé au thème des valeurs que les autres répondants (respectivement 37% et 33% de non réponse contre 54% pour les célibataires et 59% pour les mariés ou conjoints de fait). Les aspects sociaux ont été proportionnellement plus cités dans les groupes veufs, séparés et monoparentaux. Selon le niveau de scolarité, on observe de légères variations: les répondants de niveau secondaire et primaire ont davantage énoncé les aspects sociaux (44% de mentions) et peu les aspects économiques (11%). Par contre, les répondants ayant un niveau universitaire ont évoqué plus les

aspects économiques (39%) et peu les attributs du loisir (15%). Selon l'âge, on observe l'existence de légers écarts dans la distribution. Dans les énoncés des répondants de plus de 60 ans, on note proportionnellement aux autres énoncés (des 18-40 ans et 40-60 ans) un plus grand taux de mentions ayant abordé les attributs du loisir et un taux moins élevé pour les aspects économiques. Le taux de mentions pour les aspects sociaux est proportionnellement moins important dans les énoncés des 18-40 ans.

#### **d) Conclusion préliminaire**

Des résultats de ce thème, nous pouvons retenir que la fonction sociale du CCL est associée très fortement à son rôle de socialisation et à son accessibilité financière. Le rôle du CCL en tant que porteur de valeurs communautaires ou de valeurs d'individualité (plaisir, bonheur, santé) a été moins exprimé. Les attributs du loisir sont plus fréquemment associés aux activités sportives et aux personnes âgées, les valeurs communautaires à la notion d'espace localisé. Par contre, il apparaît difficile de dégager des tendances générales associées à ces valeurs, on assiste à une multiplicité de microphénomènes se cristalliser à partir des diverses segmentations de la population. De plus, l'échantillon restreint ne permet pas de décrire plus en profondeur cette apparente complexité.

#### **4.4.2.5 Thème des comparaisons**

Dans cette section, nous précisons les différentes comparaisons qui ont été effectuées ainsi que les principales associations et tendances.



### **a) Catégories**

Les énoncés référant à des éléments de comparaison ont été classifiés selon cinq catégories: paroissial, CCL, public, commercial et associatif. La catégorie «paroissial» regroupe les références explicites au loisir paroissial (patro, sous-sol d'église, clergé). La catégorie «CCL» comprend les références explicites à des Centres communautaires de loisirs (Lucien Borne, Loisirs Montcalm, Ymca, Ywca). La catégorie «public» se compose des références à des institutions publiques (bibliothèque Gabrielle Roy, CLSC) ou à un service public (« un centre de services où on frappe à une seule porte et on a toutes les réponses»). Dans la catégorie « commercial» figurent les références au loisir privé lucratif («les centres privés»). La catégorie «secteur associatif» comprend les références à des organismes socio-communautaires ou de loisir ( club d'âge d'or, maison de quartier, organisme de quartier, organismes délégués).

Dans leurs énoncés, les répondants ont généralement référé à un CCL précis et au secteur commercial pour différencier le CCL (par exemple, «un CCL ce n'est pas comme...»). Par contre, le recours aux autres catégories a été employé pour mettre en évidence une similitude (par exemple, «un CCL c'est comme...»).

Le tableau 46 présente la distribution des mentions selon les comparaisons effectuées et pour chaque CCL.

Tableau 46

Distribution des mentions selon les comparaisons effectuées pour chaque CCL

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	n=10		n=11		n=12		n=33	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Non réponse	34	77	23	68	31	72	88	73
Paroissial	0	0	1	8	3	28	4	11
CCL	4	36	3	23	1	9	8	23
Public	3	28	2	15	1	9	6	17
Commercial	2	18	5	38	2	18	9	26
Associatif	2	18	2	15	4	36	8	23
Total	11	100%	13	100%	11	100%	35	100%

Les répondants des Loisirs Montcalm ont proportionnellement effectué plus de comparaisons que les autres répondants (taux de non réponse 68%, contre 77% pour Lucien Borne et 72% pour le Ymca). Malgré le nombre restreint de mentions, on peut noter que les répondants de Lucien Borne ont plus référé au secteur public. Par contre, la référence au loisir paroissial a pour origine principale les répondants du Ymca et non les répondants des Loisirs Montcalm. Le secteur commercial a été proportionnellement plus cité par les répondants des Loisirs Montcalm.

### **b) Associations et tendances**

Le secteur commercial a été fréquemment évoqué avec l'accessibilité financière et l'octroi de subvention aux centres. C'est aussi l'association qui a été le plus effectuée: 13 des 31 mentions qui ont abordé les aspects économiques réfère au secteur commercial.

Le croisement des catégories de ce thème avec celles des autres thèmes ne fait pas apparaître d'associations plus spécifiques. De plus, le manque d'effectifs ne permet pas de constater des tendances spécifiques à un groupe particulier.

### **c) Conclusion préliminaire**

Dans ces images, le CCL se différencie clairement du secteur commercial, notamment par rapport à son accessibilité financière. Par contre, la référence à d'autres services publics montre que le CCL n'est pas uniquement associé au loisir paroissial. Ces résultats tendent à confirmer que si l'intervention du loisir paroissial participe à la structuration des représentations, le loisir municipal et les valeurs associées à l'intervention des pouvoirs publics tendent à se superposer dans les représentations.

#### **4.4.2.6 Jugements évaluatifs**

Dans cette dernière partie nous présentons les jugements effectués, puis, nous précisons ensuite les principales associations et tendances.

### a) Les catégories

Les énoncés référant à des jugements évaluatifs sont classifiés selon quatre catégories: le CCL un bien; les éléments de satisfaction; les éléments d'insatisfaction; les évaluations négatives.

La catégorie « CCL un bien» regroupe les références à l'importance du rôle des CCL («c'est important», «il faut les conserver», etc.). Dans la catégorie CCL «satisfaction» figurent les commentaires positifs des usagers en rapport avec leur expérience d'un CCL («c'est 100%!»). La catégorie «insatisfaction» comprend les critiques sur des aspects particuliers des centres. La catégorie «négative» regroupent les attitudes négatives vis-à-vis des ou d'un Centre communautaire de loisir. Le tableau 47 présente la distribution des mentions selon le type de jugement effectué selon les centres.

Tableau 47

Distribution des mentions selon les jugements effectués pour chaque CCL

	L. Borne n=19		L. Montcalm n=17		Ymca n=20		Total n=56	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Non réponse	25	57	17	50	23	53	65	53
CCL un bien	7	25	8	32	8	31	23	29
Satisfaction	10	36	12	48	10	38	32	40
Insatisfaction	9	33	5	20	6	23	20	25
Négative	2	7	0	0	2	8	4	5
Total	27	100%	25	100%	26	100%	79	100%

On ne constate pas de variations très importantes entre les centres. Le taux de mentions considérant le CCL comme un bien («c'est très important», «il faut les garder, les conserver») est relativement important puisque près de 20% de l'ensemble des répondants se sont positionnés spontanément pour le soutien en général des CCL. Ce taux est légèrement moins important à Lucien Borne. On peut noter que les commentaires de satisfaction ont été proportionnellement plus important aux Loisirs Montcalm.

Les critiques et les évaluations négatives ont eu pour objet soit les CCL en général soit le centre fréquenté ou encore un autre centre. Celles-ci ont eu pour sujet principalement :

- l'accessibilité financière («c'est trop dispendieux pour certains usagers»);
- le manque de diversité des activités («il n'y a que des activités sportives», «les cartes et le bingo ça ne m'intéresse pas»);
- la solitude des lieux («ça manque de surveillance», «on est seul»);
- la piètre qualité des équipements («ça manque d'hygiène, c'est pourri»);
- l'accessibilité et le manque d'ouverture («c'est snob», «ça ressemble à une forteresse et il n'y a plus de valeurs communautaires»);
- le rejet du mot communautaire («communautaire c'est quoi? J'ai horreur du mot communautaire, ça fait fonctionnaire»).

#### **b) Les associations et tendances**

Les jugements ont été très souvent associés à la mention de valeurs, sauf dans le cas d'évaluations négatives; les 4 répondants qui ont exprimé un jugement franchement négatif du CCL n'ont pas accordé de valeurs au CCL. Cependant, on ne constate pas selon le type de jugement effectué (commentaire critique ou positif ou positionnement par rapport

au CCL) de différences importantes dans les valeurs abordées (voir tableau 24 en annexe C4).

Les répondants de sexe féminin ont eu tendance à davantage énoncer des jugements évaluatifs (49% de non réponse contre 58% pour les répondants de sexe masculin). De plus, on remarque que les taux d'évaluations négatives ou de commentaires critiques sont proportionnellement moins élevés chez les répondants de sexe masculin.

On observe que selon l'âge des répondants, le type de jugement varie (voir tableau 25 en annexe C4). Notamment, les répondants de moins de 40 ans ont proportionnellement moins adopté une attitude de soutien vis à vis des centres communautaires de loisirs (18% de mentions: le CCL un bien, contre 36% pour les répondants de 40 à 60 ans et 44% pour les plus de 60 ans).

Les répondants ayant un niveau collégial se sont davantage prononcés sur l'importance du CCL comme bien à conserver que les répondants ayant un niveau universitaire ou secondaire-primaire (respectivement pour ces groupes: 45% contre 23% et 27% de mentions «le CCL un bien»).

On observe également que les répondants fréquentant depuis plus de cinq ans un centre ont proportionnellement plus adopté une attitude de soutien vis-à-vis des centres (pour ces répondants 47% de mention «le CCL un bien» contre 25% de mentions pour les répondants fréquentant depuis moins de 5 ans). On ne constate pas d'écarts entre les taux de mentions pour les répondants domiciliés à Québec comme ceux non domiciliés.

### **c) Conclusion préliminaire**

Le fait que les jugements soient associés à la mention de valeurs ne semble pas vraiment étonnant. La présence de ces jugements de valeurs témoigne de la non neutralité de la relation de ces usagers au CCL et des prises de position des répondants. Par contre, on observe des prises de positions de nature différente selon l'origine sociale des répondants. Ce dernier point semble nous renvoyer à la perspective de Doise selon laquelle les représentations donnent lieu à «des prises de positions de nature différente même si parfois des repères communs peuvent être utilisés» (Doise dans Jodelet, 1989, p. 227)

#### **4.4.3 Les images issues des groupes focus**

Cette partie présente les images issues des résultats des réunions des trois groupes focus. Rappelons que deux collectes de données ont été réalisées, l'une par sondage téléphonique dont les résultats viennent d'être présentés (sections 4.1 à 4.4.2) et l'autre par groupe focus pour préciser les images du CCL. Tous les répondants des groupes focus ont participé aux entrevues téléphoniques puisqu'ils ont été recrutés à l'issue de l'entretien téléphonique. La structure des réunions des groupes focus comprenait trois temps: un temps d'introduction à la rencontre, une phase de transition et, en dernier lieu, une phase de discussion la plus importante en terme de durée et de contenu. Cette dernière se composait de deux parties, une partie de discussion sur la définition du CCL et l'autre sur le rôle des CCL. Les résultats présentés reposent essentiellement sur l'analyse de la phase

de discussion. Les données ont été exploitées pour préciser ou compléter les observations et tendances relevées par le sondage téléphonique.

En effet, le nombre restreint de participants dans les réunions a constitué une limite méthodologique à l'exploitation des résultats selon la méthode des groupes focus proposée par Simard (1989). De plus, nous avons observé que des résultats du sondage téléphonique ne se déduisent pas un profil d'utilisateur, des pratiques de loisirs ou des images du CCL spécifiques à un type de centre. Si on constate bien certaines différences entre usagers, celles-ci semblent résulter d'autres facteurs que celui de la fréquentation d'un CCL. La relation d'usage à un centre n'apparaît pas, par conséquent, être un critère d'homogénéité, comme nous l'avions supposé au départ. Nous pouvons rappeler que pour constituer notre échantillon, nous devions composer des groupes homogènes et que nous avons choisi comme critère d'homogénéité la relation d'usage à un centre. Aussi, les résultats des trois réunions des groupes focus sont regroupés et ne sont pas présentés par centre. Les données ont été organisées afin de mettre en perspective ou d'illustrer les tendances relevées dans les entrevues téléphoniques.

Une synthèse de la phase de discussion a été réalisée à l'aide de tableaux élaborés pour chaque groupe focus (voir annexe C5). Cette synthèse précise les images associées à la définition et au rôle du CCL. Bien que la définition et le rôle du CCL aient été prévus comme deux sujets de discussion différents, il s'avère que ces sujets ont été abordés de manière indifférenciée par les participants. En effet, ceux-ci ont très fréquemment défini le CCL par rapport à son rôle et sa fonction et lors de l'évocation du rôle, ils ont précisé ou approfondi certains thèmes abordés dans la définition. Aussi, nous avons choisi de ne pas organiser cette synthèse selon le rôle ou la définition, mais selon les thèmes abordés.



Nous avons structuré cette synthèse selon les quatre principaux thèmes identifiés dans la section des résultats des entrevues téléphoniques: les activités, l'espace, les usagers et les valeurs. Il n'est pas apparu pertinent de retenir les deux autres thèmes analysés dans les entrevues téléphoniques: les comparaisons et les jugements évaluatifs. En effet, contrairement aux entrevues téléphoniques où les répondants ont quelquefois exprimé uniquement une comparaison ou un jugement évaluatif, les participants des groupes focus ont généralement intégré les jugements ou les comparaisons aux autres thèmes dans la discussion. Les verbatims des participants figurent dans cette synthèse et illustrent la profondeur des données recueillies.

La synthèse de l'ensemble des réunions précise ou complète ainsi les images du CCL selon quatre thèmes. Les tendances relevées sont ensuite mises en perspective avec celles observées dans les entrevues téléphoniques. Dans cette partie, nous avons non pas exploité les données pour les quantifier, mais pour révéler ou approfondir leurs significations. Ce sont la diversité et la profondeur du contenu qui déterminent l'importance de ces données; aussi, il n'est pas rendu compte de la fréquence pour indiquer le poids de ces données.

#### **4.4.3.1 Activités**

Dans les trois réunions, les participants ont référé à la diversité des activités pour définir le CCL. Les participants ont illustré cette diversité soit par l'énumération de diverses catégories d'activités de loisir (ex: les activités sportives, culturelles, sociales) soit en mentionnant la présence de catégories d'activités ou de services autres (les cours d'artisanat, les cours réutilisable dans la vie quotidienne, les garderies, les bibliothèques).

Enfin, les activités communautaires différenciées comme n'étant pas que du loisir sont présentées comme spécifiques au CCL: «dans les centres privés (au sens de secteur commercial), il n'y a pas d'activités communautaires». La pluralité des activités organisées apparaît une dimension importante de la définition des CCL, comme en témoignent les verbatims suivants: le CCL «ce n'est pas un bingo» ou «ce n'est pas que du loisir».

Cette diversité des activités semble conditionner les principes d'accessibilité du CCL: «il faut beaucoup d'activités pour rejoindre le plus de monde ». La diversité des activités répond ainsi à la diversité des clientèles et de leurs besoins. Elle paraît correspondre à la mission sociale du CCL, celle d'atteindre le plus large public possible.

#### **4.4.3.2 Espace**

Dans les trois réunions, les participants ont référé à la fonction sociale du CCL en tant qu'espace social. Défini comme un lieu de rencontre, il est caractérisé par sa capacité à favoriser l'établissement de liens sociaux: «c'est un moyen de créer des liens». Cette capacité a été reliée au fait que le CCL permet, d'une part, de briser l'isolement individuel: «ça permet de se joindre à d'autres» et, d'autre part, de renforcer les liens dans la communauté: «c'est un lieu de regroupement d'une communauté».

En tant que lieu de rencontre pour l'individu ou de regroupement d'une collectivité, il apparaît associé à un territoire: la résidence, la ville, le quartier ou la paroisse. La proximité physique ou l'intégration de ce lieu à un territoire caractérisent l'utilité du CCL; ainsi «c'est pratique d'être à proximité d'un CCL», mais bien plus, «c'est sécurisant».

Ce dernier point apparaît ainsi révéler «les liens affectifs tissés progressivement entre les hommes et les lieux» et correspondre à la notion d'espace vécu décrite par Gumuchian (1991, p. 68). Le sentiment de sécurité renvoie aux profondeurs de l'affect, il est l'autre face de la peur de l'inconnu, de la méfiance qu'inspire l'étrange, du mal-être que provoque l'agression de l'exclusion. Ce sentiment relié à un lieu se vit autant dans l'ordre du réel que de l'imaginaire. Il révèle ainsi l'espace vécu, défini par Gumuchian comme englobant à la fois l'espace représenté (dans ce cas, lieu créateur de liens) et l'espace de vie (lieu localisé et support de pratiques).

Qualifié comme espace ouvert, il favorise la découverte d'autres horizons: «C'est ouvert, pour ne pas rencontrer toujours le même monde». Cette ouverture à une communauté élargie et non restreinte à un groupe d'appartenance imposé (la famille) ou déterminée (par le rang social, les valeurs, etc.) le différencie de l'espace domestique ou privé. Comme l'ont précisé certains participants, ce n'est pas «un chez-soi», ni «un club social» et ce n'est pas «un lieu de rencontre pour se matcher». La critique d'un participant sur le trop grand cloisonnement des CCL entre eux : «ne demandez pas à l'un ce qui se passe chez l'autre», illustre le caractère public auquel semble aussi être associé cet espace social. Cette critique pose le problème de la fermeture des CCL sur eux-même et sur l'établissement «des petites coteries». En effet, à travers cette remarque semble s'exprimer une lecture des CCL actualisant les craintes de Tocqueville sur les formes de repli sur le privé:

«Au lieu d'imaginer que les citoyens des sociétés nouvelles vont finir par vivre en commun, je crains bien qu'ils n'arrivent enfin à ne plus former que de très petites coteries» (Tocqueville, 1981, p. 268).

Le CCL a été peu défini en tant qu'équipement. Les participants ont souligné l'importance de la qualité des équipements en déplorant l'état de certains CCL: «il faut un minimum de qualité», «le CCL ce n'est pas la médiocrité, le rebut». L'accessibilité des horaires, le service personnalisé (accueil, information, renseignement) sont aussi des critères de qualité. Cet espace n'est pas conçu comme vide de tout équipement («ce n'est pas un sous-sol d'église», «il vaut mieux un grand centre que des petits centres où il manque de tout»). Cependant, si la qualité fonctionnelle de cet espace est importante, celle-ci ne semble pas le définir. S'il est le lieu d'activités diverses et comporte par conséquent des équipements spécifiques, ceux-ci ne définissent pas cet espace. Ainsi, ce n'est ni «un centre culturel», ni «un centre sportif», ni «un centre de distribution du loisir». L'importance de ce lieu se retrouve aussi souligné par le rôle central qu'on lui attribue, ainsi, il a été défini comme «un centre de ressources, de références et d'aide par rapport aux loisirs», mais aussi comme «un centre de diffusion culturelle, d'activités polyvalentes». Cet espace se révèle ainsi bien investi d'un sens, porteur de valeurs et de significations, il est bien plus qu'un simple espace circonscrit par la fonction de ses équipements. Comme l'illustre ce commentaire sur la définition du MAM (établissement où se déroulent des activités d'ordre sportif, culturel et social...), «un CCL ce n'est pas une bâtisse, mais c'est une organisation»!

#### **4.4.3.3 Usagers**

Les différents types d'usagers spécifiés dans les entrevues téléphoniques ont été évoqués dans les trois réunions. Ainsi, les jeunes, les personnes âgées, les membres d'une communauté de territoire (les citoyens, les habitants d'un quartier ou d'une paroisse) ainsi

que les démunis ont été cités pour définir le CCL. Pour cette dernière catégorie, un débat a eu lieu lors d'une réunion, un participant s'élevant contre le fait que l'on puisse définir un CCL par rapport aux démunis ou aux riches: «un CCL, c'est pour tout le monde!». La vigueur avec laquelle ce répondant s'est opposé à l'attitude de compassion régnant à ce moment là dans le groupe vis à vis des personnes défavorisées nous a profondément interrogée. En effet, dans son contexte cette remarque n'est pas parue reliée ni à un comportement général négatif de ce participant ni à un a priori vis-à-vis des démunis. L'évocation des démunis a soulevé dans tous les groupes, le problème de l'accessibilité financière par les catégories économiquement défavorisées aux activités du CCL. Or, ce participant n'a pas réagi au problème de l'accessibilité financière en tant que tel mais à celui de la définition des activités du CCL par une catégorie sociale déterminée. Et il semble bien qu'à travers cette réaction, ce répondant exprimait son refus de voir qualifier le loisir des CCL ou son loisir comme du loisir de pauvre, du loisir à rabais. Cette remarque peut ainsi être reliée au fait que tout comme les équipements ne définissent pas le CCL, le CCL ne se définit pas en fonction d'un type de clientèle.

#### **4.4.3.4 Valeurs**

Dans leurs définitions du CCL ou de son rôle, les groupes ont référé aux types de valeurs identifiées dans les entrevues téléphoniques, à savoir celles référant aux attributs du loisir, aux aspects sociaux, économiques et communautaires. Les aspects sociaux via la fonction sociale du CCL ont été développés dans chacun des trois autres aspects. Aussi, nous présentons séparément les attributs du loisir, les valeurs communautaires et les aspects sociaux en intégrant les valeurs sociales qui ont été mises en évidence par les répondants.

a) **Les attributs du loisir.** Ceux-ci ont été reliés soit à des aspects sociaux, soit à des aspects économiques. En effet, c'est avant tout le caractère préventif via les attributs du loisir qui a été souligné. Le CCL participe ainsi par le loisir à la prévention de problèmes sociaux et économiques. D'une part, les activités de loisirs «occupent» les jeunes («le centre remplace les grosses familles d'autrefois»); les CCL contribuent ainsi à prévenir le suicide et la délinquance des jeunes. D'autre part, le CCL joue un rôle de prévention et de promotion de la santé via les activités de loisirs. Celles-ci permettent aux usagers de conserver leur santé et de réduire les dépenses des gouvernements reliées à la santé. Aussi, le CCL est défini à la fois «comme un moyen pour l'individu et un service à la société». Les valeurs sociales auxquelles renvoie cette définition concilient ainsi le caractère individuel des besoins en loisir avec l'intérêt collectif.

b) **Valeurs communautaires.** Elles apparaissent être la clef de voûte de la dynamique du CCL. Les valeurs communautaires étant selon les participants non seulement «l'entraide, la solidarité, le partage», mais aussi «la connaissance des gens qui sont autour». Ces valeurs permettent de caractériser l'action spécifique du CCL et de la contextualiser dans son environnement. «Mise en commun d'énergie», «diffusion et promotion de valeurs devenues rares», «reflet d'une communauté», ces définitions semblent révéler la vitalité, l'âme, la force identitaire à laquelle est associée l'action communautaire du CCL.

Ainsi, dans le verbatim «mise en commun d'énergie», l'action du CCL n'est pas conçue comme limitée au simple fait de rassembler des individus. Ce verbatim indique que ce qui rassemble n'est pas d'ordre statique. Ce ne sont pas les caractéristiques individuelles qui regroupent les personnes et sur lesquelles se fondent l'action d'un CCL. C'est l'essence

de l'homme en tant qu'acteur qui est soulignée. Dans ce cas, l'action communautaire du CCL est liée au fait qu'elle se fonde sur le rôle moteur de chaque individu et sur sa capacité à potentialiser cette ressource.

En tant que «promoteur et diffuseur de valeurs devenues rares», le CCL est présenté comme le refuge de valeurs vestiges. Dans ce verbatim apparaît la conception sous-jacente de la disparition des valeurs communautaires due à la modernisation de nos sociétés. Le CCL réactualise ces valeurs d'une communauté perdue ou en voie de disparition. Dans ce sens, on peut ainsi interpréter qu'il puisse «remplacer les grosses familles», être une alternative («avant, on allait chez les uns et les autres et on s'amusait»). En donnant vie à ses valeurs et en recréant le havre d'une communauté, il contribue à la diffusion et à la promotion des valeurs communautaires. Il est l'îlot qui inspire confiance, sécurité et qui prône l'existence de valeurs précieuses, puisque rares.

Par les valeurs communautaires, le CCL «donne quelque chose de bien à la communauté qui est aussi le reflet de la communauté». «Ce quelque chose de bien» apparaît renvoyer à d'autres normes que celles établies par l'ordre économique. Le bénéfice dont il est question n'est pas d'ordre matériel; de plus, ce n'est pas le don en lui-même qui importe (quelque chose). La valeur de ce don n'est fixée ni par la matérialité de ce qui est donné, ni par celle de son utilisation. Ce n'est donc pas la fonction rationnelle du CCL qui est ici mise en avant, mais bien plus la valeur symbolique qu'acquiert le sens de son action. Ainsi, en tant que reflet, le CCL apparaît perçu comme participant à l'identité collective. Il participe à la construction d'une image, d'une représentation de la communauté dont elle tire reconnaissance et fierté d'appartenir à «quelque chose de bien».

c) **Aspects socio-économiques.** Le discours sur les aspects socio-économiques du rôle et de la définition du CCL apparaît alterner entre deux positions extrêmes. Dans la première, le CCL est situé hors de l'ordre économique et s'oppose à l'économie marchande. Dans la deuxième, le CCL est positionné au sein de la logique économique, il répond à ces lois tout en ayant une logique sociale.

Ainsi, l'accessibilité des CCL a posé le problème du coût des activités. Le coût des activités a été à de nombreuses reprises énoncé et il apparaît heurter des principes ou des valeurs associés à l'accessibilité («ce n'est plus gratuit», «ça pourrait être gratuit», «les coûts sont trop élevés», «il faut permettre l'accès aux démunis»). La gratuité des activités s'oppose à la logique marchande dans laquelle l'utilisateur est payeur. La gratuité ne peut se concevoir que dans une perspective autre que celle de la rationalité économique; en effet, elle ne peut pas s'appliquer au sein de la logique marchande. «Le droit au loisir» révèle la référence à cette autre perspective. On peut rappeler que les principes de l'accessibilité du loisir au Québec se fondent sur les valeurs démocratiques et le contrat social passé entre l'individu et l'État. Dans ce cadre, le loisir a été défini comme un droit (Livre Blanc, 1979) le devoir des pouvoirs publics étant de garantir son accessibilité à tous. Par rapport à la justification d'activités payantes, la nécessité des centres de se financer avec les activités a été évoquée. Il a été aussi mentionné que l'existence ou non d'une participation financière influence l'importance ou la valeur accordée à l'activité («Quand c'est payant, j'y vais, ça garde l'intérêt» versus quand c'est gratuit, cela a moins de valeur, donc j'abandonne). Cette remarque rend compte de la pénétration de la logique marchande dans les usages et la culture. En effet, par la culture de la consommation, l'argent valorise ce qu'on acquière ou ce qu'on s'approprie. Ce qui a peu de valeur monétaire n'a pas beaucoup de valeur symbolique, ce qui n'est pas cher ne vaut pas cher.



Par ailleurs, l'emploi du «je» et la non généralisation de cette introspection personnelle semble témoigner de la sensibilité du sujet à propos du coût des activités.

C'est le coût et le profit qui permettent de différencier le CCL du secteur commercial («les coûts sont moins élevés». Ce n'est pas une entreprise privée, «il n'est pas lucratif». De plus, autour de ce sujet s'articule aussi la référence à l'appartenance sociale en termes de classes sociales: le CCL «c'est des coûts abordables», «ce n'est pas le grand luxe» mais aussi «ce n'est pas huppé». Sur le coût des activités du CCL semblent poindre des divergences idéologiques et les rapports sociaux conflictuels selon les positions dans l'ordre économique.

#### **4.4.3.5 Conclusion préliminaire**

Les données recueillies au cours des réunions des groupes focus permettent d'explicitier et de préciser les tendances relevées dans les entrevues téléphoniques. Celles-ci font apparaître de nouveaux aspects de l'image du CCL permettant d'explicitier les tendances relevées dans les entrevues téléphoniques.

Ainsi, on peut remarquer les particularités de la fonction sociale du CCL en tant que reflet de la communauté, territoire sécurisant, mais aussi en tant que lieu de diffusion et d'information, promoteur de valeurs. On découvre ainsi par ces images que la fonction du CCL ne se limite pas seulement à la production d'activités ou à l'offre de services. La fonction de production est bien conçue comme une dimension du CCL qui permet de répondre aux besoins de services et d'activités de loisirs de la population. Cependant, la

qualification des produits (activités) du CCL ou de ses consommateurs (usagers) ne peut être interprétée comme s'inscrivant dans le schème des fonctions d'un système de production décrit selon ses intrants et extrants (input et output). En effet, les images associées à la définition et au rôle du CCL apparaissent prendre sens et se ramifier avant tout dans un univers de valeurs.

On observe que les participants ont défini le CCL et son rôle en mettant l'accent sur le caractère inclusif du CCL, que cela soit par ses activités, ses usagers ou son espace. De plus, la présentation sous une forme restrictive (c'est à dire la présentation de la définition et du rôle du CCL à partir d'un seul type d'activité, d'un seul type d'équipement ou d'un seul type d'utilisateur) paraît s'opposer à la définition et au rôle du CCL. Ainsi, dans le thème de l'activité, la diversité des activités est très fortement soulignée et conditionne les principes d'accessibilité du CCL. Un seul type d'activité ne détermine pas la fonction du CCL («ce n'est pas un bingo»). Dans le thème de l'espace, on constate que c'est la fonction sociale et non pas sa fonctionnalité qui définit avant tout le CCL («ce n'est pas une bâtisse»). Dans le thème des usagers, l'accent est mis sur l'universalité de la clientèle du CCL («il est pour tout le monde») et il ne se définit pas par rapport à une catégorie sociale.

On peut supposer que dans cet exercice sur la définition du CCL et de son rôle, les participants ont veillé à donner une représentation du CCL plus idéale et moins critique que dans les entrevues téléphoniques. En effet, comme les évaluations négatives relevées dans les entrevues téléphoniques semblent aussi l'indiquer, la connotation négative du CCL semble s'articuler autour d'une présentation des activités, des usagers ou de l'espace sous une forme restrictive. De plus, les impressions données par les participants tendent à

confirmer une attitude davantage constructive des répondants. À l'issue des réunions, plusieurs participants ont ainsi exprimé le sentiment d'avoir dressé un portrait idéal du CCL. Dans les faits, ceux-ci ont aussi très souvent traduit leurs critiques en améliorations à apporter. Parmi ces dernières, dans toutes les réunions les participants ont suggéré de développer le rôle de promotion et de diffusion des CCL, ceci afin d'améliorer la connaissance non seulement de leur programmation, mais aussi de l'ensemble de leurs activités, de leurs rôles. On peut s'interroger si cette amélioration suggérée généralement en fin de réunion ne témoigne pas de la prise de conscience de représentations erronées ou négatives du CCL et de l'influence présumée de l'information sur le changement de ces représentations.

La richesse des données recueillies confirme que le CCL est pour les usagers de ces trois centres de la Haute-Ville bien plus qu'un simple établissement de loisirs. Il n'est pas un lieu neutre qui se définirait simplement par la fonction de ses équipements, son nombre d'usagers et la quantité de ses services.

Les groupes focus permettent ainsi de confirmer l'importance de certaines dimensions dans le contenu des représentations du CCL chez les usagers. On peut noter ainsi la place primordiale qu'occupe la fonction sociale du CCL dans le discours des participants. Les références aux activités, aux usagers et à l'espace paraissent être utilisées pour illustrer et argumenter les spécificités et les valeurs auxquelles est associé cet espace social.

Les données recueillies ne permettent pas d'identifier clairement la participation d'un type de CCL à la structure de ces représentations. Cependant, on peut observer qu'à aucun moment les participants aux entrevues téléphoniques et aux groupes focus ont référé à une

différence, voire à une opposition, entre les CCL municipaux et les CCL privés. On peut aussi remarquer que tout comme l'organisation privée et publique, le service public et le secteur associatif n'apparaissent pas être conçus comme des dualités distinctes. La notion de service public en tant que service à la société ne semble pas être antinomique à la vie associative et aux valeurs communautaires; bien plus, ces deux notions ont été présentées fréquemment de manière indissociées. On peut s'interroger si cette complémentarité ne témoigne pas de la qualité particulière des relations entre l'acteur municipal et l'acteur privé sur le secteur de la Haute-Ville. Pour rappel, la gestion déléguée a favorisé le resserrement des relations entre ces acteurs. Ainsi, une majorité des activités récréatives de Lucien Borne sont actuellement organisées par les Loisirs Montcalm; par ailleurs, les activités du nouveau centre culturel municipal (École Saint-Patrick) sont produites en partie par le Ymca. Pour ce dernier CCL, les remarques émises par les usagers des Loisirs Montcalm tendent à confirmer que le Ymca participe peu comme type de CCL à la structure des représentations. Ainsi, il a été référé au Ymca pour différencier l'appartenance sociale des usagers des CCL de ceux du Ymca: «Un CCL ce n'est pas huppé, ce n'est pas le Ymca».

## CONCLUSION

Tout au long de cette recherche, nous avons tenté de répondre à la question suivante: Quelles sont les représentations du CCL chez leurs usagers dans le secteur de la Haute-Ville de Québec? En nous appuyant sur la théorie des représentations sociales, nous avons situé la relation des usagers au CCL au coeur de notre questionnement. Nous avons considéré les représentations sociales comme étant «une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social» (Jodelet, 1989, p.36). Toute représentation étant constituée d'un contenu et d'une structure, nous avons cherché à repérer le contenu de celles du CCL et à explorer leur structure à partir des **pratiques** et des **images** des usagers. Du fait que celles-ci ont un caractère imageant et ont une fonction d'orientation des pratiques, les pratiques et les images constituent l'un des moyens d'accès aux représentations. Nous avons utilisé la combinaison de deux types de méthodes de collecte et d'analyse de données afin de préciser les éléments constitutifs de «ces organisations significantes» (Abric, 1994, p.13) et d'explorer leur structure. Tout d'abord, les données recueillies par sondage téléphonique et traitées statistiquement nous ont ainsi permis d'analyser les pratiques et les images de 121 usagers dans trois types de CCL d'un secteur de la ville de Québec; la Haute-Ville. Ensuite, les trois groupes focus nous ont permis de nuancer et d'approfondir notre interprétation des images recueillies au cours des entrevues téléphoniques.

Nous avons observé les pratiques des usagers à partir de trois dimensions: leurs conditions sociales, leur vécu dans la ville de Québec et leurs pratiques de loisir. Le choix de ces dimensions devait nous amener à repérer et à situer les différentes positions des usagers des CCL. Nous avons ainsi recherché si les usagers se différenciaient selon le CCL fréquenté et si d'autres facteurs ne discriminaient pas les usagers.

Nous pouvons retenir que la relation à l'espace est la principale dimension selon laquelle s'opère une différenciation des usagers selon le CCL. Les données recueillies nous permettent de confirmer le rapport à l'espace différent des CCL, mais aussi de constater l'existence d'une homologie entre le rapport à l'espace des CCL et de leurs usagers. Ainsi, par son rayonnement le Ymca se distingue des deux autres CCL, l'un de type paroissial et l'autre municipal. Ceci s'illustre notamment par les différences entre le Ymca et les deux autres centres du taux de résidant et de l'ancrage de la connaissance de ces centres; le Ymca accueille plus de non-résidants et est aussi mieux connu de ces usagers. De même, les répondants du Ymca tendent eux-mêmes à se différencier des autres répondants principalement par leurs pratiques moins territorialisées. Ainsi, l'espace vécu des usagers du Ymca révèle une mobilité spatiale plus importante que celle des autres usagers, celle-ci s'observe par la plus grande diversité des lieux de résidence, de scolarité et de loisir (dans les différents territoires de la ville et à l'extérieur de la ville) des usagers du Ymca.

L'observation des pratiques des usagers selon leurs conditions sociales et leurs pratiques de loisir ne permet pas de déduire que les usagers se différencient sur ces dimensions selon le type de CCL fréquenté. Par contre, dans chacun des trois centres nous avons pu constater des différences significatives entre les usagers s'articuler selon ces deux

dimensions. Tout d'abord, nous observons l'influence des variables de stratification sociales dans les pratiques de loisir des répondants. Ainsi, les positions dans l'ordre social (déterminées notamment par le sexe, l'âge, le niveau de scolarité) semblent influencer sur la disposition à la pratique de certains types d'activités (telles que les activités sociales, les activités culturelles et les jeux sportifs), mais semblent également prendre part dans la disposition à établir des relations sociales au sein du CCL. Selon l'âge et le niveau de scolarité, la sociabilité n'occupe pas la même place dans la pratique et dans l'ordre des valeurs qui y sont associées. Par ailleurs, nous n'avons pas constaté de façon significative l'existence de différences entre répondants selon les formes de sociabilité développées.

Si la sociabilité est une dimension importante de la pratique de loisir des répondants (importance des réseaux sociaux dans le centre, des relations et échanges informels), elle se construit avant tout au fil du temps. La fréquentation d'un centre pour les répondants ne semble pas signifier l'engagement dans une communauté d'appartenance. La relation au CCL semble avant tout circonstancielle à la pratique d'activité; il est un espace social parmi d'autres qui jalonne les différentes sphères de sociabilité des usagers.

Du fait que nous n'ayons pas observé de dimensions différenciant les usagers selon le type de CCL fréquenté autre que le rapport à l'espace, nous ne pouvons conclure à un habitus propre à un type de CCL. S'il n'apparaît pas ainsi de formes de pratiques de loisir, de relations sociales et de profil particulier à un type de CCL, on remarque que les 121 usagers de ces trois centres présentent des caractéristiques communes. En ce qui concerne les conditions sociales des usagers, la relation à l'espace, leurs pratiques de loisir et la sociabilité de ces usagers, on remarque les tendances suivantes: ce sont avant tout

des usagères, la plupart ont leur vécu fortement ancré dans le territoire de la ville, leurs pratiques de loisir ne se limitent pas à la fréquentation d'un seul centre, l'activité de loisir et l'espace du CCL participent au développement de leurs réseaux de sociabilité en dehors du cadre de l'espace du CCL et de l'activité.

À partir des images des 121 répondants, nous ne pouvons également pas conclure à l'existence d'une représentation du CCL qui soit propre à un groupe d'usagers. Par contre, le CCL apparaît bien être l'objet de représentations sociales. Les images associées à cette appellation, l'univers de valeurs dans lequel elles prennent sens et s'inscrivent, témoignent d'une forme de savoir, d'un construit qui n'est ni le pur reflet de la réalité de ces trois centres, ni de celle des usagers. Nous constatons que les répondants ont exprimé bien plus que de simples perceptions ou opinions consensuelles. Les interprétations et les significations données à l'appellation, à la définition et au rôle du CCL ne sont pas le produit momentané de la subjectivité individuelle ou d'une uniformité sociale.

Ainsi, nous remarquons que les répondants n'ont pas imagé le CCL par une énumération de toutes les activités du CCL, de tous les usagers et de tous ces équipements. Seulement certaines activités, certains usagers ou certaines fonctions de ce lieu participent à représenter le CCL. Ainsi, on constate que les femmes, la clientèle adulte ne sont pas des éléments constitutifs des représentations du CCL, alors que les personnes âgées, les jeunes, la communauté de territoire, les activités communautaires et sportives par exemple font partie des éléments constitutifs des représentations du CCL.

Ce contenu est organisé; en effet, les associations que nous avons repérées témoignent d'une cohérence. Ainsi, que les activités sportives soient associées davantage à la



fonctionnalité du CCL et à des valeurs référant aux attributs du loisir ou que les activités communautaires soient plus associées à la fonction sociale du CCL n'est pas dénué de tout sens. Les éléments constitutifs des représentations du CCL sont porteurs non seulement d'un sens pour l'individu, mais ils ont également une signification sociale. En effet, l'utilisation d'images permet de donner figure à un sens (Jodelet, 1984, p.363) et nous constatons que les images ont une signification sociale à la fois dans leur contenu mais aussi dans leur utilisation. Nous retrouvons ainsi ce double aspect des représentations dans la mesure où «toute représentation est représentation de quelqu'un et de quelque chose» (Jodelet, 1984, p.382). Nous pouvons ainsi observer l'existence «de repères communs», mais aussi «de prises de positions de nature différente» (Doise dans Jodelet, 1989, p. 229). Par exemple, nous constatons que l'évocation des activités culturelles n'est pas porteuse d'autant de sens que celles des activités communautaires ou sportives (les activités culturelles ont été peu citées et jamais de manière isolée). De plus, tout comme nous avons constaté que le type d'activité pratiquée tend à révéler l'origine sociale des usagers, nous remarquons également que l'évocation des activités communautaires ou des activités sportives est dotée d'une forte connotation sociale. La référence à ces activités tend à révéler des prises de positions des répondants qui varient selon leurs conditions sociales et leurs pratiques de loisirs. De même, l'image selon laquelle «le CCL c'est un bien qu'il faut conserver» signifie explicitement une prise de position des répondants. Nous constatons ainsi que les conditions sociales et les pratiques de loisir ont une influence sur le contenu des représentations dans la mesure où elles révèlent des prises de position. Par contre, celles-ci ne structurent pas le contenu des représentations, dans la mesure où le principe organisateur de ces images n'a pas pour origine les pratiques ou les conditions sociales des répondants. Par exemple, bien que nous ayons constaté l'existence de différences entre les répondants dans leur relation à l'espace, nous

observons que la référence à une communauté de territoire ou un espace localisé a été utilisée indépendamment de leur situation résidentielle dans la ville.

Si nous ne pouvons démontrer qu'un type de CCL structure les représentations, nous observons néanmoins que le Ymca apparaît peu participer à l'image du CCL; en effet, bien que le rayonnement du Ymca le positionne comme une référence forte du loisir récréatif, on constate qu'il a été très peu cité comme exemple de CCL. Par contre, dans les images du CCL, nous retrouvons mentionnés des éléments caractéristiques des CCL de type paroissial ou municipal. Ainsi, la notion de service, les activités sportives et la fonctionnalité du lieu réfèrent à l'intervention de l'acteur municipal, intervention qui s'est légitimée avec le droit au loisir et a été développée dans une perspective techniciste du loisir. La référence à l'approche communautaire du loisir paroissial se traduit plus particulièrement par les usagers cités (les jeunes, les démunis et les personnes âgées ayant pour caractéristique commune de poser le problème de l'intégration à une communauté), par l'évocation des activités communautaires, du territoire et de la fonction sociale de ce lieu en tant qu'espace social.

Au terme de cette recherche, il nous apparaît important de situer les limites de ces résultats, mais aussi leur contribution au développement de nouvelles connaissances et à l'intervention dans le domaine du loisir. Les résultats de cette étude ne peuvent être interprétés et utilisés sans une certaine prudence, puisque la population étudiée n'est pas représentative de tous les usagers des CCL. Nous pouvons rappeler que nous avons retenu comme univers d'étude le secteur de la Haute-Ville pour la situation singulière et exemplaire de ce territoire et non pour sa capacité à représenter la réalité des CCL à Québec et au Québec. Nous n'avons pas étudié la réalité de tous les usagers de ces trois centres:

les enfants, les adolescents, mais aussi tous les groupes socio-communautaires ainsi que les bénéficiaires adultes de programmes autres que ceux de loisir ont été exclus de l'étude. Par ailleurs, l'utilisation d'une méthode non probabiliste d'échantillonnage ne nous permet pas d'inférer ces résultats à l'ensemble de la population étudiée de ces trois CCL. De plus, les résultats confirment que le critère que nous avons utilisé pour le recrutement de groupes focus, à savoir la fréquentation d'un CCL, ne permettait pas d'assurer la représentativité de tous les groupes d'utilisateurs, le manque de participants constituant une autre limite à la généralisation des résultats.

Cependant, la qualité de notre échantillonnage tend à témoigner de la validité externe de cette étude. En effet, en comparant les distributions des répondants selon le sexe et le type d'activités pratiquées entre la base de sondage et notre échantillon, nous avons pu vérifier la représentativité de notre échantillon. L'utilisation de deux méthodes d'analyse et de collecte de données contribuent à la validité interne de notre étude. En effet, ces deux approches se sont avérées complémentaires pour le repérage et l'analyse du contenu des représentations du CCL. Par leur éclairage respectif, nous avons pu constater la cohérence de nos observations et de nos interprétations. L'approche quantitative nous a permis de repérer l'existence de relations que l'approche qualitative nous a amené ensuite à expliciter. Par l'analyse statistique des données recueillies lors des entrevues téléphoniques, nous avons pu mesurer de manière systématique les relations entre les images des répondants et les différentes dimensions de leurs pratiques, par les groupes focus nous avons pu explorer en profondeur le contenu des représentations et leurs significations. Enfin, le choix d'un secteur urbain au contexte particulier confère à cette étude une certaine puissance explicative. En effet, la singularité de la Haute-Ville nous a permis de réunir les conditions pour effectuer une comparaison dans le cadre d'un

contexte commun et mettre en évidence l'existence de représentations sociales du CCL. De plus, cette étude possède un caractère exemplaire, dans la mesure où elle permet d'illustrer, à partir d'une situation singulière, des phénomènes généraux de la vie sociale.

Jusqu'à ce jour, nous ne possédions que peu d'informations sur les CCL, hormis un inventaire (via Sirtel) et une étude fragmentaire sur la clientèle (Lupien, 1991). Cette étude nous permet de connaître plus précisément cet «établissement où se déroulent des activités de loisir à la fois d'ordre sportif, culturel et social»(MLCP) ou «ce milieu de vie»(FQCCL). Les résultats révèlent que le CCL ne peut pas être considéré comme une réalité objective, neutre, pouvant être isolée et définie uniquement par sa matérialité. Le contenu des représentations démontre que ce lieu est bien chargé de significations sociales. Les images participent à la construction de ce «milieu de vie» en lui donnant sens, aussi font-elles partie intégrante de la réalité des CCL. Cette étude des représentations à partir des pratiques et des images nous permet de plus de dévoiler des aspects inconnus ou méconnus des usagers, de leurs pratiques de loisir et de leur relation au CCL. Ainsi, contrairement à l'idée reçue que les usagers des trois types de CCL (public, privé de type paroissial et anglophone) se différencient fortement; sur le secteur de la Haute-Ville, ce n'est pas le type de centre fréquenté mais l'activité pratiquée et les prises de position qui révèlent principalement les différenciations sociales. L'investissement de cet espace apparaît peu lié à une appartenance de classe sociale, par contre, nous avons été étonnée de la sur-représentation d'un groupe social: celui des femmes. La relation des répondants au CCL ne témoigne pas d'une implication identitaire vis-à-vis d'un centre particulier, mais plus vis-à-vis du CCL en général. Les pratiques de loisir des répondants révèlent que la fréquentation d'un centre contribue à la construction de liens sociaux via la pratique de loisir mais ne signifie pas l'adhésion et l'appartenance à une communauté du CCL. Les

pratiques des répondants témoignent ainsi davantage des traces de la modernité (voir de la post modernité) que celle de la société traditionnelle. Par contre, dans leurs représentations du CCL, la référence à des valeurs de la société moderne (associées à l'individu, par exemple, le bien-être individuel, la santé physique et psychique) semble coexister avec celles plus caractéristiques de la société traditionnelle (témoignant du lien mécanique des membres à la communauté, par exemple, le CCL comme reflet de la communauté, comme communauté remplaçant les grosses familles).

Les limites de cette étude ne nous permettent pas davantage de situer ces représentations dans l'évolution des CCL, du loisir et de la société. Cette recherche soulève des questionnements quant à la mesure de l'évolution des pratiques dans les CCL et à leurs impacts sur leur devenir. On peut s'interroger, en effet, sur quels aspects les représentations, les pratiques de ces usagers témoignent d'une situation singulière et de l'évolution plus générale de nos sociétés. Dans cette perspective, la connaissance des représentations des usagers d'autres CCL permettrait de vérifier si celles-ci diffèrent dans leurs contenus, et si le modèle paroissial ou municipal de CCL participe à structurer les représentations, et dans quelle mesure. Enfin, la connaissance des représentations des non-usagers et des intervenants des CCL pourrait nous permettre de vérifier en quoi celles-ci peuvent influencer la participation, mais aussi l'évolution des CCL. En effet, si la multifonctionnalité de ce lieu nous apparaît un gage d'avenir, nous pouvons nous interroger si certains éléments constitutifs des représentations ne peuvent pas hypothéquer le devenir des CCL. Les images du CCL associées à une communauté de territoire ou encore se restreignant à un type d'activités, d'usagers participent à présenter le CCL comme un lieu fermé sur lui-même plutôt qu'un lieu d'ouverture. Le développement de partenariat et de services de proximité répondant aux nouveaux besoins à la fois de

services et de loisirs de la population peuvent permettre de relever les défis sociaux et économiques auxquels sont confrontés les CCL. Par contre, cette nouvelle intervention des CCL ne peut se concevoir sans tenir compte de son histoire, de son inscription sociale et sans pouvoir distinguer ce qui est de l'ordre des représentations, du savoir commun et de la connaissance. Nous souhaitons ainsi que la connaissance qu'apporte cette étude des représentations des usagers de la Haute-Ville de Québec participe à enrichir la réflexion actuelle des différents intervenants des CCL et leur offre de nouvelles perspectives pour leurs interventions.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABRIC, J-C. , dir. , *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF, 1994.
- AUGUSTIN, J-P. , *Espaces urbains et pratiques sociales*, Bordeaux, PUB, 1988.
- BALME, R. , La participation aux associations et le pouvoir local, Capacités et limites de la mobilisation par les associations culturelles dans les communes de banlieue, *Revue française de sociologie*, Vol. 28, n°4, p. 601-639.
- BÉDARD, M. , *Étude de la pauvreté et application au quartier de Limoilou*, CLSC Limoilou, 1991.
- BÉLANGER, M. , GENDREAU, A. , Le réaménagement du Vieux Québec et l'analyse de la perception de l'environnement, Paris, *L'Espace Géographique*, n°2, 1978, p. 85-92.
- BELLEFLEUR, M. , *L'église et le loisir au Québec*, Québec, PUQ, 1986.
- BOURDIEU, P. , *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Ed de Minuit, 1979.
- CHARRON, C. , *Livre blanc sur le loisir au Québec* , On a un monde à recréer, Québec, Service des communications du Haut Commissariat de la Jeunesse aux Loisirs et aux Sports, 1979.
- CONSEIL RÉGIONAL DU LOISIR, L'intervention municipale auprès des organisations sociocommunautaires, *Une politique à définir*, 1992.
- DAGNEAU, G-H. , Histoire de Québec, *Cahier d'histoire*, Québec, Société historique de Québec, 1983.
- D'AMOURS, M. , La gestion déléguée des services récréatifs et culturels, *Loisirs et Sociétés*, Vol. 12, n°1, 1989, p. 87-105.

- DOISE, W. , Les représentations sociales définition d'un concept, dans Doise, W. ,  
PALMONARI, A. , dir. , *L'étude des représentations sociales*, Textes de base  
en psychologie, Paris, Delaschaux et Niestlé, 1986, p. 81-94.
- DOISE, W. , Les représentations sociales, *Connexions*, Toulouse, Érès, Vol. 1, n° 51,  
1988.
- DURAND, J-P. , WEEL, R. , *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot, 1989.
- FLAMENT, C. , Structure, dynamique et transformation des représentations sociales,  
dans *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF, 1994, p. 37-58.
- FORTIN, A. , *La sociabilité urbaine au Saguenay*, Chicoutimi, SOREP, 1993.
- FORTIN, A. , *Histoire de familles et de réseaux, La sociabilité d'hier à demain*.  
Montréal, Saint- Martin, 1987.
- FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CENTRES COMMUNAUTAIRES DE LOISIRS,  
Historique de la FQCCL, non daté.
- GAUTHIER, B. , dir. , Recherche sociale, *De la problématique à la collecte de données*.  
Québec, PUQ, 1993.
- GODBOUT, J. , Le retour du social, dans LEVASSEUR R., dir., *De la sociabilité,  
spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990.
- GUAY, D. , BOILEAU, R. , Sport et plein air , témoins d'une culture corporelle en  
mutation, dans BAILLARGEON, J-P. , dir. , *Les pratiques culturelles des  
québécois, une autre image de nous-mêmes*, Québec, IQRC, 1986,  
p. 319- 342.
- GUÉRIN, J-P. , *L'aménagement de la montagne*, Gap, Ophrys, 1984.
- GUMUCHIAN, H. , *Représentations et aménagement du territoire*, Paris,  
Antropos, 1991.



- HAMEL, P. , Les mouvements sociaux et le retour de l'individualisme, dans  
LEVASSEUR, R. , dir, *De la sociabilité, spécificité et mutations*, Montréal,  
Boréal, 1990.
- ION, J. , Les trois formes de la sociabilité associative, dans LEVASSEUR R., dir, *De la  
sociabilité, spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990.
- JODELET, D. , Les représentations sociospatiales de la ville, *conceptions de l'espace*,  
Paris, Derycke, 1982.
- JODELET, D. , Représentation sociale: phénomènes, concept et théorie, dans  
MOSCOVICI, S. , dir., *Psychologie sociale*, Paris, PUF, 1984, p. 357-378.
- JODELET, D., dir, *Les représentations sociales*, sociologie d'aujourd'hui, PUF, 1989
- JOYAL, A. , Le secteur associatif: une interface entre l'économie informelle et formelle,  
*Loisir et Société*, Vol. 12, n°1, 1989, p. 49-64.
- HARVEY, J. , ANDREW, C. , DAWSON, D. , Le loisir et l'État-Providence,  
*Recherches sociographiques*, Vol. XXXI, n°1, 1990, p. 25-44.
- HULBERT, F. , *Pouvoir local et espace urbain*, un exemple d'aménagement,  
l'agglomération de Québec, Québec, CRAD, Université Laval, 1988.
- LANGLOIS, S. , *La société québécoise en tendances 1960-1990*, Québec, IQRC, 1990.
- LAVILLE, J.L. , *Les services de proximité en Europe*, Paris, Syros alternatives, 1992.
- LEVASSEUR, R. , BOULANGER, R. , La dynamique des associations au  
Québec:démographie et morphologie :1942-1981 dans BRAULT, M-M. ,  
SAINT-JEAN, L. , dir. , Entraide et associations, Québec,IQRC, *Questions  
de culture*, n°16, 1990, p. 153-179.
- LEVASSEUR, R. , dir, *De la sociabilité, spécificité et mutations*, Montréal, Boréal, 1990.
- LUPIEN, G. , Les centres communautaires de loisirs, une approche originale, *Le sablier*,  
Vol. 8, n°3, 1991.

- MALENFANT, C. , Formes de sociabilité dans les associations sportives en France, *Sciences et motricité*, n°7, 1989, p. 29-37.
- MAYER,.R. , OUELLET,.F. , *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux*, Boucherville, Gaëtan Morin, 1991.
- MOSCOVICI, S. , dir. , *Psychologie sociale*, Paris, PUF, 1984.
- MOSCOVICI, S. \_ L'ère des représentations sociales, dans Palmonari, A. , dir. , *L'étude des représentations sociales*\_ Textes de base en psychologie, Paris, Delaschaux et Niestlé, 1986, p. 35-77.
- MOSCIVICI, S. , Des représentations collectives aux représentations sociales\_ dans JODELET, D. , dir, *Les représentations sociales*\_ sociologie d'aujourd'hui, PUF, 1989.
- PINEAULT, R. , DEVOLUY, C. , *La planification de la santé*, Concepts, Méthodes, Stratégies, ARC, 1986.
- PRONOVOST, G. , *Temps, Culture et société*, Québec, PUQ, 1983.
- PRONOVOST, G. , GIRARD, P., Temps industriel et temps libre à Trois Rivières, une étude de cas, *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, Vol. 41, n° 2, 1987, p. 37-61.
- PRONOVOST, G. , Loisir et Société, *Traité de sociologie empirique*, Québec, PUQ, 1993.
- PERRET, B. , ROUSTANG, G. , *L'économie contre la société*, Paris,Esprit/Seuil, 1993.
- RAFFESTIN, C. , Québec comme une métaphore, *Cahier de géographie du Québec*, Vol. 25, n°64, 1981.
- SCARDIGLI, V. , Consommation et changement social, *Loisir et Société*, Vol. 9, n°1, 1986, p. 477-490.
- SIMARD,.G. , *La méthode du focus groupe*, Laval, Mondial, 1989.

- SOUBRIER, R., *Planification, aménagement et loisir*, Québec, PUQ, 1988.
- TESSIER Y., *Guide historique de Québec*, Québec, société historique de Québec, 1990.
- THIBAUT N., *Le Ymca de Québec, c'était hier et c'est demain*, Québec, Ymca, 1994.
- TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique 2*, Paris, Garnier Flammarion, 1981.
- TREMBLAY, A. , *Sondages, histoire, pratique et analyse*, Boucherville, Gaëtan Morin, 1991.
- VILLE DE QUÉBEC, *Québec en Chiffres*, OMDEQ, 1986,1995.
- VILLE DE QUÉBEC, Caractéristiques générales des quatre secteurs de la ville, *Document de préparation des rencontres-échanges sur les loisirs communautaires*, Service des loisirs et de la vie communautaire, 1992 à 1994.
- VILLE DE QUÉBEC, *Données socio démographiques et socio-économiques des quartiers de la ville, 1991*, Service de la planification, 1993.
- VILLE DE QUÉBEC, *Plan directeur d'aménagement et de développement de la ville de Québec*, Service de l'urbanisme de Québec, 1988.
- VILLE DE QUÉBEC, Québec, profil du passé, *Cahier d'études d'urbanisme n°1*, Service de l'urbanisme de Québec, 1986.

## **Tables des annexes**

### **ANNEXE A**

1 Evolution démographique de Québec 1891-1991

### **ANNEXE B**

1 Situation géographiques des CCL dans le secteur de la Haute-Ville

2 Questionnaire

3 Ordre du jour des rencontres des groupes focus

4 Information sur les CCL groupes Focus

5 Les images du CCL

6 Lettre de convocation

### **ANNEXE C**

#### **Annexe C1**

Tableau 1: Distribution de la base d'échantillonnage selon le sexe et pour chaque CCL

Graphique 1: Distribution des répondants selon le sexe et l'âge (en %)

Graphique 2: Distribution de la population de la Haute-Ville (1991) selon le sexe et l'âge

Tableau 2: Distribution des répondants selon le nombre d'enfants pour chaque CCL

Tableau 3: Distribution des répondants selon le type du dernier emploi exercé par CCL

#### **Annexe C2**

Tableau 1: Lieux de scolarité selon le niveau de scolarité atteint

Tableau 2: Importance du réseau des amis pour les répondants résidant à Québec

Tableau 3: Résidence et quartiers fréquentés

Tableau 4: Importance des déplacements sur la Haute-Ville liés au travail.

#### **Annexe C3**

Tableau 1: Répartition des activités dans la Base de sondage et dans l'échantillon

Tableau 2: Type d'activités pratiquées selon l'âge

Tableau 3: Type d'activités pratiquées et durée de pratique

Tableau 4: Durée de pratique et âge

Tableau 5: Fréquentation d'un autre centre et durée de pratique

- Tableau 6: Type d'activité pratiquée et fréquentation d'un autre centre
- Tableau 7: Type d'autre activité pratiquée en dehors du CCL
- Tableau 8: Mode de connaissance et durée de pratique
- Tableau 9: Durée de pratique et présence d'entourage
- Tableau 10: Type d'entourage pour chaque CCL
- Tableau 11: Niveau de scolarité et sociabilité après l'activité
- Tableau 12: Age et sociabilité après l'activité
- Tableau 13: Type d'activité pratiquée et sociabilité après l'activité
- Tableau 14: Durée de pratique et sociabilité après l'activité
- Tableau 15: Présence d'entourage et sociabilité après l'activité
- Tableau 16: Les lieux de sociabilité hors activité
- Tableau 17: Durée de pratique et expérience d'entraide
- Tableau 18: Type d'activité pratiquée et expérience d'entraide
- Tableau 19: Importance de la sociabilité selon l'âge
- Tableau 20: Importance de la sociabilité selon le sexe
- Tableau 21: Importance de la sociabilité selon la scolarité
- Tableau 22: Importance de la sociabilité selon l'existence de sociabilité hors activité
- Tableau 23: Type d'activité pratiquée et importance de la maîtrise technique
- Tableau 24: Importance du développement personnel selon les CCL
- Tableau 25: Activité pratiquée et importance du développement personnel

#### **ANNEXE C4**

- Tableau 1: Type de CCL nommés selon les centres
- Tableau 2: Associations entre thèmes
- Tableau 3: Type d'activité spécifiée selon les centres
- Tableau 4: Type d'activité spécifiée selon le type d'activité pratiquée
- Tableau 5: Espace spécifié selon les centres
- Tableau 6: Type d'activité spécifiée et caractère inclusif ou restrictif de l'espace
- Tableau 7: Type d'activité pratiquée et caractère inclusif ou restrictif de l'espace
- Tableau 8: Type d'utilisateur spécifié selon les utilisateurs spécifiés
- Tableau 9: Présentation inclusive ou restrictive des utilisateurs selon la présentation inclusive ou restrictive de l'espace
- Tableau 10: Type d'utilisateur spécifié et présentation (restrictive ou inclusive) de l'espace
- Tableau 11: Présentation (restrictive ou inclusive) des utilisateurs et activité spécifiée

Tableau 12: Types d'usagers et activités spécifiés

Tableau 13: Age des répondants et type d'usager spécifié

Tableau 14: Usagers spécifiés selon la domiciliation actuelle des répondants

Tableau 15: Usagers spécifiés et référence territoriale utilisée

Tableau 16: Présentation de l'activité et valeurs évoquées

Tableau 17: Types d'activités spécifiées et valeurs évoquées

Tableau 18: Présentation de l'espace et valeurs évoquées

Tableau 19: Usagers spécifiés et valeurs évoquées

Tableau 20: Types d'usagers spécifiés et valeurs évoquées

Tableau 21: Valeurs évoquées et importance de la sociabilité

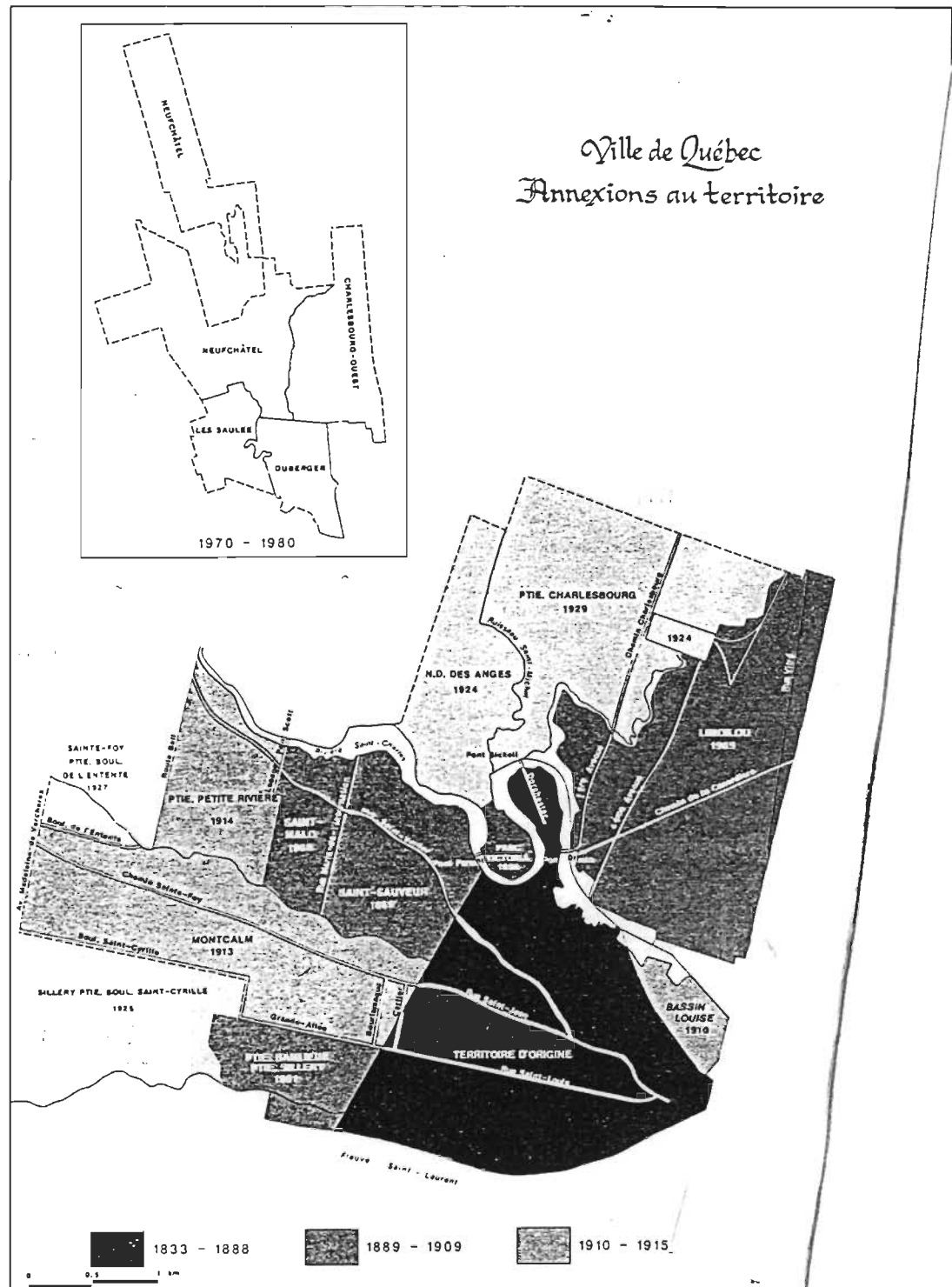
Tableau 22: Dimension importante dans l'expérience de loisirs et valeurs évoquées

Tableau 23: Activités pratiquées et valeurs évoquées

Tableau 24: Valeurs évoquées et jugements

Tableau 25: Age et jugements

## ANNEXE A



## ANNEXE B



Réalisation: Office municipal de développement  
économique de Québec (OMDEQ)  
Production: Service des communications et des  
relations extérieures



## ANNEXE B2 QUESTIONNAIRE

Nom du répondant

Tel

-Questionnaire n:

|\_|\_|\_|\_|

1- Groupe du répondant : 1      2      3      4

|\_|

2-Activité.....|\_|\_|\_| 3 Organisme..... |\_|

4-Sexe      1 Mas      2 Fém

|\_|

L'enquêteur se présente (**nom, prénom**) et énonce le contexte et les buts de l'enquête:

**Dans le cadre** de mes études universitaires et en collaboration avec le SLVC et ...*nom du centre* „j'effectue une **enquête** auprès de la population participant à des activités de loisirs communautaires sur la Haute-Ville. Dans le but d'améliorer les services, nous **voulons mieux connaître** les pratiques, les perceptions et les attentes de la population en matière de loisirs communautaires.

C'est pourquoi nous vous contactons en tant qu'usager de *nom du centre* ....., pour participer à cette enquête.

Seriez vous **disponible** pour une durée d'une dizaine de mn pour répondre à quelques questions. Toutes vos réponses seront traitées de manière strictement **confidentielle**.

*Tout d'abord, je vais vous demander des informations sur  
Le nom du centre ...et vous*

**5-Quelle(s) activités de loisirs pratiquez-vous actuellement à *nom du CCL***

Activité 1:..... |\_|\_|\_|

Activité 2:..... |\_|\_|\_|

Activité 3:..... |\_|\_|\_|

**6 -Au cours des 5 dernières années, avez-vous déjà participé à d'autre(s) activité(s) de loisir à *nom du CCL*.....?**

1 oui

2 non

|\_|

[Si non passer à la **question 8**

↓ Si oui

**7-Lesquelles?**

Activité 1:.....| ..||

Activité 2:.....| ||

Activité 3:.....

8 -Au cours de ces 5 dernières années, avez-vous pratiqué des activités de loisirs (sportives, culturelles, sociocommunautaires) dans d'autres centres de loisirs que *nom du centre* ?

1 oui                      2 non

[Si non passer à la question\* 10

↓ si oui

## 9 -lesquels?

I Noms des centres	I	II
--------------------	---	----

I II

1 11

## 2 Activités

I      II

I II

**10-Depuis combien de temps, venez-vous régulièrement à *nom du CCL* pour pratiquer des activités de loisirs?**

1 Depuis plus de 10 ans

**2** Entre 5 ans et 10 ans

**3** Entre un an et 5 ans

4 Depuis moins d'un an

11-Depuis combien de temps, connaissez-vous l'existence à la Haute-Ville  
*de nom du centre.... ?*

1 Depuis plus de 10 ans

**2** Entre 5 ans et 10 ans

### 3 Entre un an et 5 ans

4 Depuis moins d'un an

**12-Comment avez-vous connu le, la nom de l'activité à laquelle le répondant est inscrit à cette session à Nom du centre?**

a) par le guide loisir

1 oui                      2 non                      |

b) par la publicité de l'organisme

1 oui                      2 non                      |

**c) par l'entourage (parenté, amis, voisin, relation de travail)**

1 oui                      2 non                      |

d) par des intervenants oeuvrant à *nom du centre*

1 oui                      2 non                      |

e) autres (*spécifier*)

13-Parmi votre entourage (travail, famille, amis, voisins) connaissez-vous des personnes qui pratiquent actuellement ou qui ont pratiqué des activités de loisirs à.(nom du CCL)?

1 oui                      2 non

[Si non passer à la question 14

↓ si oui, **est-ce**

a) des amis?

1 oui                      2 non

b) enfants, conjoint?

1 oui 2 non

**c) autres parents**

1 oui 2 non

**d) des voisins**

1 oui                      2 non                      |

e) des relations de travail

1 oui                      2 non

**14- Durant votre enfance et adolescence avez-vous participé aux activités de loisirs**

a) d'un terrain de jeux?

1 oui 2 non

b) d'un patro ?

1 oui 2 non

c) d'un organisme municipal?

1 oui                      2 non                      3 \_\_\_\_\_

**d) d'un YMCA ou d'un YWCA?**

1 oui                      2 non                      3 \_\_\_\_\_

e) autres organismes, spécifier

**15- En vous référant à votre pratique actuelle de loisir au nom du CCL, indiquer l'importance que représente pour vous, les dimensions qui vont vous être énoncées, selon une échelle de 1 à 5:**

1 très important, 2 important, 3 moyennement, 4 peu important, 5 pas du tout important. |

Dans votre pratique de loisirs au *Nom du CCL*

a) Les échanges, la sociabilité, l'aspect relationnel représente pour vous une dimension:

1                      2                      3                      4                      5                      |\_\_|

b) L'apprentissage et la maîtrise technique d'une activité de loisir (sportive, culturelle) représente pour vous une dimension:

1                      2                      3                      4                      5                      |\_\_|

c) Le développement personnel ou l'amélioration des capacités physiques ou intellectuelles représente pour vous une dimension:

1                      2                      3                      4                      5                      |\_\_|

d) Le plaisir dans la pratique de loisirs représente pour vous une dimension:

1                      2                      3                      4                      5                      |\_\_|

e) Autres dimensions qui vous sont importantes et qui n'auraient pas été énoncées?

16 -Après *nom de l'activité*, vous arrive-t-il de retrouver les personnes avec qui vous pratiquez cette activité?

1 oui                                      2 non                                      |\_\_|

[Si non passer à la question 17

↓ si oui, où?

a) dans la rue                                      |\_\_|

b) café, restaurant                                      |\_\_|

c) chez soi                                      |\_\_|

d) dans le centre                                      |\_\_|

e) autres(spécifier)

**17-Vous est-il arrivé de dépanner, de rendre des services ou de recevoir de l'aide de personnes qui fréquentent le *nom du centre*?**

1 oui

2 non

|\_\_|

[Si non passer à la question 18

↓ Si oui, **pourriez-vous donner un exemple**

**18 -Au sein du centre, avez vous déjà participé à des actions de bénévolat, soit pour la vie et le soutien des activités à *nom du centre* ou pour d'autres causes?**

1 oui

2 non

|\_\_|

[Si non passer à la question 19

↓ Si oui, **pourriez-vous donner un exemple**

*Maintenant, je vais vous demander des informations en rapport avec  
La ville de Québec et vous même*

**19-Résidez-vous actuellement dans la ville de Québec?**

1 oui

2 non

|\_\_|

[Si oui, passer à la question 21

↓ Si non,

**20 -Avez-vous déjà résidé dans la ville de Québec?**

1 oui

2 non

|\_\_|

[si non passer à la question 26

↓ Si oui

**21-(Depuis) Combien d'années résidez-vous (ou avez-vous) à Québec?**

- 1 Plus de 10 ans ☐  
 2 Entre 5 et 10 ans  
 3 Entre 1 et 5 ans  
 4 Moins d'un an

**22- Dans quelle partie de la ville de Québec, se trouve(ait) votre (dernier) domicile?**

a) Référence:

1 2 3 4 5 ☐  
 secteur quartier paroisse rue autres

b) Catégorisation selon secteur ☐

- 1 Haute-Ville  
 2 Haute-Ville St Sacrement  
 3 Haute-Ville Montcalm  
 4 Haute-Ville Saint-Jean Baptiste  
 5 Haute-Ville Vieux Québec  
 6 Basse-Ville  
 7 Limoilou  
 8 Des Rivières

**23- Depuis que vous êtes adulte (plus de 16 ans), avez-vous déjà résidé, dans les secteurs suivants de la ville de Québec**

	<b>oui</b>	<b>non</b>	
1 Haute-Ville	1	2	<input type="checkbox"/>
1a Saint Sacrement	1	2	<input type="checkbox"/>
1b Montcalm	1	2	<input type="checkbox"/>
1c Saint- Jean Baptiste	1	2	<input type="checkbox"/>
1d Vieux Québec	1	2	<input type="checkbox"/>
2 Basse-Ville	1	2	<input type="checkbox"/>
3 Limoilou	1	2	<input type="checkbox"/>
4 Des Rivières	1	2	<input type="checkbox"/>

**24- Etes-vous natif(ve) de la ville de Québec?**

1 oui 2 non ☐

[Si non passer à la question 26]

↓ Si oui

**25- Dans quel secteur de la ville avez-vous passé votre prime enfance (-de 6ans) ?**

	oui	non		
1 Haute-Ville ?	1	2	nsp	<input type="text"/>
2 Basse-Ville ?	1	2	nsp	<input type="text"/>
3 Limoilou ?	1	2	nsp	<input type="text"/>
4 Des Rivières ?	1	2	nsp	<input type="text"/>

**26-Avez-vous effectué vos études (en totalité ou en partie) dans la ville de Québec?**

1 oui 2 non

[Si non passer à la question 31]

↓ Si oui

**27 -Où avez-vous effectué vos études? Situez vos lieux de scolarité dans la ville, selon les secteurs.**

scolarité	primaire		secondaire		collégial		universitaire	
	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
<b>Haute-Ville</b>	1	2	1	2	1	2		
<b>Laval. Unvté</b>							1	2
<b>Basse- Ville</b>	1	2	1	2	1	2	1	2
<b>Limoilou</b>	1	2	1	2	1	2	1	2
<b>Des Rivières</b>	1	2	1	2	1	2	1	2

**28- Actuellement, avez-vous de la parenté domiciliée dans la ville de Québec même?**

1 oui 2 non

[Si non passer à la question 31]

↓ Si oui, **29- est-ce?**

- 1 la plupart,   
 2 une partie,  
 3 très peu

**30- dans quel(s) secteurs de la ville?**

	oui	non	
1 Haute-Ville ?	1	2	<input type="text"/>





d des activités de loisirs sportives ou culturelles (spectacles, biblio, musées, théâtre, cinéma) autre que celle que vous pratiquez au nom du centre?

1 2 3 4 5 nsp ☐

e autres (spécifier)

☐

35- Il y a-t-il un quartier dans la Haute-Ville que vous fréquentez plus ?

1 oui 2 non ☐

[Si non passer à la question 37]

↓ Si oui

36- Lequel ? ☐

- 1 Saint-Sacrement
- 2 Montcalm
- 3 Saint-Jean Baptiste
- 4 Vieux Québec

### Les centres communautaires de loisirs et vous

37 -Avez-vous déjà entendu parler de centre communautaire de loisirs?

1 oui 2 non ☐

38 -Connaissez-vous dans la ville de Québec des centres communautaires de loisirs

1 oui 2 non ☐

39 - Lesquels?

40- Lorsque l'on dit centre communautaire de loisirs, qu'est-ce que cela signifie pour vous? Quelles sont les images qui vous viennent, vous surgissent à l'esprit avec l'appellation CCL ?

*Pour terminer le questionnaire je vais vous demander en dernier lieu des informations  
plus personnelles,  
données sociodémographique*

**41- Age** |\_| || |\_|

**42- Statut familial:** |\_|

- 1 Célibataire
- 2 Marié ou avec conjoint de fait
- 3 Monoparental
- 4 Veuf(ve), séparé, divorcé
- 9 Sans réponse

**43- Nombre d'enfants** |\_|

0            1            2            3 et plus

**44- Niveau de scolarité atteint**

- 1 Universitaire
- 2 Collégial
- 3 Secondaire
- 4 Primaire
- 9 Sans réponse

**45- Emploi actuel ou dernier emploi occupé**

**46- Dans quelle catégorie se situe votre salaire brut actuel (avant déduction)**

- 1 moins de 15 000
  - 2 entre 15 000 et 30 000
  - 3 entre 30 000 et 45 000
  - 4 entre 45 000 et 60 000
  - 5 60 000 et plus
  - 9 Sans réponse
- 

**47- Auriez-vous des commentaires à ajouter soit par rapport à votre pratique de loisir *au nom du CCL* , soit par rapport au loisir en général ou aux centres communautaires de loisirs?**

Je vous **remercie vivement** de votre collaboration à ce questionnaire.

Afin d'approfondir les perceptions de la population sur les centres communautaires de loisirs, nous organisons une réunion **avec les participants de cette enquête**.

Nous aimerions **bénéficier de votre présence** à cette rencontre qui réunira différents usagers de *Nom du centre*, celle-ci aura lieu le (5, 7, 11).décembre de **19h00 à 20h00 au nom du centre**.

Seriez-vous intéressé pour participer à cette réunion?

**oui non**

Si oui, pour l'organisation de cette rencontre

- pourriez-vous me communiquer vos **coordonnées** pour vous adresser une convocation

- pensez-vous utiliser le service de garderie

**oui non**

**Commentaires de l'enquêteur**

--

Groupe de discussion sur les centres communautaires de loisirs

Réunion du 5 décembre aux Loisirs Montcalm

**Ordre du jour**

**1 Introduction à la rencontre**

- |   |      |
|---|------|
| 1.1 Présentation des participants et des objectifs de la rencontre      | 5 mn |
| 1.2 Données informationnelles sur les centres communautaires de loisirs | 5 mn |

**2 Discussion sur les centres communautaires de loisirs**

- |  |       |
|--|-------|
| 2.1 La définition d'un centre communautaire de loisirs | 30 mn |
| 2.2 Le rôle d'un centre communautaire de loisirs       | 20 mn |

<b>3 Conclusion</b>	10 mn
---------------------	-------

## **Données informationnelles sur les centres communautaires de loisirs (CCL)**

### **Le nombre de Centres Communautaires de Loisirs au Québec**

Le Ministère des affaires municipales (MAM) dénombre au Québec près de 900 centres communautaires de loisirs.

### **Pour le MAM, un centre communautaire de loisir c'est:**

"un établissement où se déroule des activités à la fois d'ordre sportif, social et culturel. Ces centres desservent habituellement l'ensemble de la population d'une municipalité ou certains secteurs d'un centre urbain de grande importance".

### **Dans sa politique de financement, le MAM distingue deux types de centres communautaires**

- 1) Ceux qui sont administrés par une municipalité
- 2) Ceux qui sont administrés par un organisme sans but lucratif

### **Dans la ville de Québec, secteur Haute-Ville Il y a actuellement:**

Un centre communautaire de loisirs administré par la municipalité soit:

Lucien Borne

Quatre centres communautaires de loisirs administrés par trois organismes sans but lucratif soit:

Les loisirs Montcalm

Le YMCA édifice Holt et Vieux Québec

Le YWCA

On peut noter la transformation récente (début 1995) de la vocation d'un Centre Communautaire de Loisirs, celui de Saint-Sacrement

Un Centre Communautaire de Loisirs c'est:

- a) Toutes sortes d'activités de loisirs, de cours, d'exercices
- b) Du loisir organisé
- c) Des activités amicales sans compétition
- e) Des activités de groupe
- f) Des activités sociales,
- g) Des activités sportives,
- h) Des activités culturelles
- i) Des activités familiales
- j) Des expositions
- k) Des réunions
- l) Des conférences
- m) Des bazars
- n) Le Bingo
- o) Le bénévolat

Comme lieu c'est aussi

- a) Une bibliothèque
- b) Une garderie
- c) Un café aménagé
- d) Une salle pour le Bingo
- e) Un gymnase
- f) Une piscine
- g) Un cinéma
- h) Des équipements pas toujours adéquats, pas ultramodernes
- i) Des équipements loués à des organismes qui offrent des services
- j) Près de chez soi
- k) Autant de qualité qu'un centre spécialisé
- l) Un terrain de jeux

## C'est plutôt

- a) Pour les personnes qui ont un intérêt en commun
- b) Pour tout le monde, de tout âge, de toutes catégories sociales
- c) Pour les personnes âgées
- d) Pour les personnes démunies
- e) Pour les personnes seules
- f) Pour les jeunes
- g) Pour la famille
- h) Pour la classe ouvrière
- i) Pour les gens et les besoins du quartier
- j) Pour les citoyens résidents de la ville

## C'est important

- a) Pour se détendre
- b) Pour ne pas être isolé
- c) Pour remplacer la famille
- d) Pour passer le temps
- e) Pour rapprocher la communauté
- f) Pour la vie de quartier
- g) Pour la santé physique et mentale
- h) Pour la socialisation
- i) Pour l'entraide, la solidarité
- j) Pour la qualité de vie des individus et de la communauté
- k) Pour pouvoir se regrouper et faire des activités
- l) Pour prévenir la délinquance chez les jeunes
- m) Pour créer des liens

## C'est un peu comme

- a) Une maison de jeunes
- b) Un organisme de quartier
- c) Une maison de la famille
- d) Un sous sol d'église
- e) Un concept, un système
- f) Une entreprise publique
- g) Des services d'entraide
- h) Une place pour s'abonner
- i) Un centre de service à la population
- j) Un autre chez soi
- k) Un lieu de rassemblement social
- l) Une forme d'aide sociale



C'est aussi

- a) Subventionné par les pouvoirs publics
- b) Accessible et ouvert à tout le monde
- c) Le plaisir et pas la contrainte
- d) L'esprit communautaire
- e) Populaire
- f) Pas une entreprise privée
- g) Une manière de rencontrer et de se divertir
- h) Autant de qualité qu'un centre privé
- i) Pas compatible avec l'idée de profit
- j) Pas dispendieux
- k) Moins chers que les centres privés
- l) Pas snob
- m) Pas que du loisir, plus que du loisir
- n) Très différent selon les centres
- o) Plus comme avant
- p) L'engagement social d'un organisme
- q) du loisir organisé par la municipalité

Service des  
loisirs et de la vie  
communautaire

C.P. 700, Haute-Ville  
Québec (Québec)  
G1R 4S9

Le 27 novembre 1995

Objet : Centres communautaires de loisir - perceptions des usagères et usagers

---


Madame,  
Monsieur,

Tel que convenu lors de notre conversation téléphonique, je vous confirme, par la présente, la tenue d'une réunion relative à l'objet en titre, au centre communautaire Lucien-Borne, salle 302, le jeudi 7 décembre 1995, de 19 h à 20 h.

En collaboration avec le Service des loisirs et de la vie communautaire, il me fait plaisir de vous convier à cette rencontre réunissant une douzaine d'autres usagers et usagères de Lucien-Borne.

Votre présence est une condition essentielle au bon déroulement de notre étude. Aussi, pour souligner votre contribution, une collation et un cadeau de participation vous seront offerts à cette occasion. Toutefois, s'il vous était impossible de participer à cette rencontre, auriez-vous l'amabilité de nous en informer par téléphone au 688-4581.

En vous remerciant pour votre collaboration, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

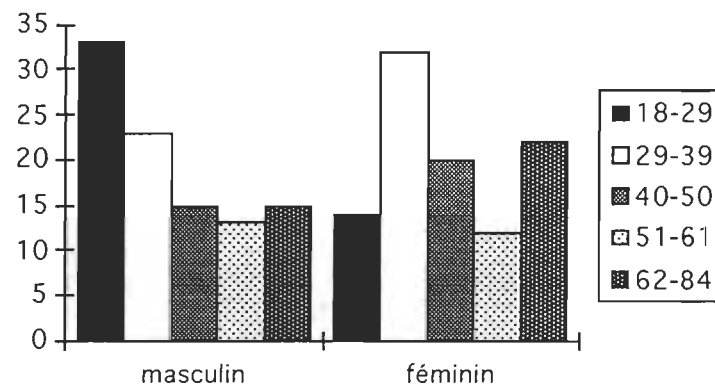


Marie-Jeanne Disant

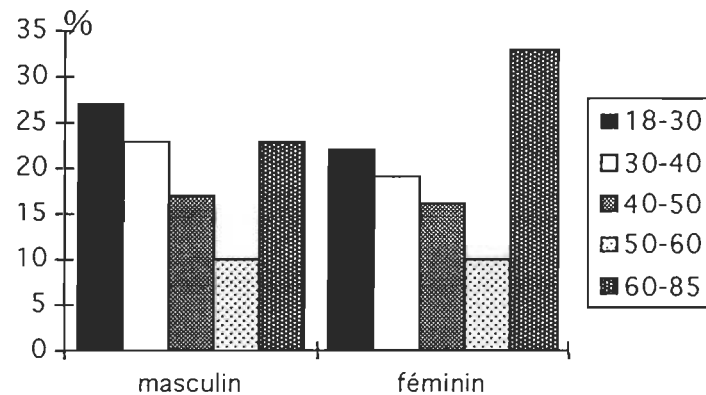
## ANNEXE C1

Tableau 1  
Distribution des répondants de la base d'échantillonnage  
selon le sexe et pour chaque CCL en %

	L. Borne	L. Montcalm	Ymca	Total
Masculin	35%	12%	48%	37%
Féminin	65%	88%	52%	63%
	N=730	N= 345	N= 954	N=2029



Graphique 1  
Distribution des répondants selon le sexe et l'âge (en %)



Graphique 2  
Distribution de la population de la Haute-Ville (1991) selon le sexe et l'âge (en %)

Tableau 2  
Distribution des répondants selon le nombre d'enfants pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
0	25	57	24	73	19	44	68	57
1	10	23	2	6	9	21	21	18
2 et +	9	20	7	21	15	35	31	26
Total	44	100%	33	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 8.3, ddl = 4, p = 0.083)

Tableau 3  
Distribution des répondants selon le type du dernier emploi exercé par CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
1 Administration	13	30	13	35	19	44	45	37
2 Ventes, services	4	9	3	8	5	12	12	10
3 Santé	4	9	2	5	2	5	8	6
4 Métier	12	28	6	16	5	12	23	19
5 Gestion	6	14	2	5	4	9	12	10
6 Arts, loisir	0	0	4	11	3	7	7	6
7 Autre	4	9	7	19	5	12	16	13
Total	43	100%	37	100%	43	100%	123	100%

1 Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion

2 Ventes et services

3 Secteur de la santé

4 Métiers, transport et machinerie, transformation, fabrication et services d'utilité publique

5 Gestion, affaires, finances et administration

6 Arts, culture, loisir

7 Autres: n'a jamais travaillé, travail bénévole, stage étudiant

NB: La catégorisation est issue de la classification des professions de Statistique Canada 1991.

## ANNEXE C2

Tableau 1

Lieux de scolarité selon le niveau de scolarité atteint

	Universitaire		Collégial		Pri-Sec		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Ailleurs	16	24	12	37	5	23	33	27
H-V sec, pri	16	24	6	19	17	77	39	32
H-V col	18	27	12	37	0		30	25
Laval uni	40	60	0		0		40	33
B-V prim, sec	3	4	10	30	9	41	22	18
Li dr prim sec	8	12	6	19	2	9	16	13
Li col	4	6	5	16	0		9	7
Total répondts	67		32		22		121	

Légende:

pri: primaire  
 sec: secondaire  
 col: collégial  
 uni: universitaire

H-V: Haute-Ville  
 B-V: Basse-Ville  
 Li: Limoilou

Tableau 2

Importance du réseau des amis (résidant à Québec) pour les répondants

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
La plupart	18	56	13	57	5	24	36	47
Un peu	14	44	10	43	16	76	40	53
	32	100%	23	100%	21	100%	76	100%

(chi2 = 6.5, ddl = 2, p = 0.04)

Tableau 3  
Résidence et quartiers fréquentés

	St- Sacremt		Montcalm		St -Jean-B		Vx-Québec		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Non résident	1	3	12	38	7	22	12	38	32	100
St-Sacrement	2	40	2	40			1	20	5	100
Montcalm	1	2	38	83	4	9	3	7	46	100
St-Jean-B			5	25	14	70	1	5	20	100
Vx-Québec			2	50	1	25	1	25	4	100
Total	4	4	59	55	26	24	18	17	107	100

Tableau 4  
Importance des déplacements sur la Haute-Ville liés au travail.

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Quotidien	13	43	11	42	8	32	32	40
Occasionnel	17	57	15	58	17	68	49	60
Total	30	100%	26	100%	25	100%	81	100%

(chi2 = 0.9, ddl = 2, p =0.651)

## ANNEXE C3

Tableau 1

Répartition des activités dans la base de sondage et dans l'échantillon

	Base de sondage		Échantillon	
	f	%	f	%
Physique	361	17	23	19
Aquatique	554	26	33	27
Libre	612	28	16	13
Jeux sportifs	260	12	16	13
Jeux société	17	1	2	2
Culturelles	243	11	25	21
Sociales	99	5	6	5
Total	2146	100%	121	100%

Tableau 2

Type d'activités pratiquées selon l'âge

	18-39		40-60		60 et +		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Physique	14	24	3	8	6	25	23	19
Aquatique	13	22	11	30	8	34	32	27
Libre	7	12	6	16	3	12	16	13
Jeux sportif	12	20	2	5	2	8	16	13
Social	1	1	3	8	4	16	8	7
Culturel	12	20	12	32	1	4	25	21
Total	59	100%	37	100%	24	100%	120	100%

Tableau 3  
Type d'activités pratiquées et durée de pratique

	Plus de 5 ans		1- 5 ans		Moins de 1 an		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Physique	6	26	6	26	11	48	23	100%
Aquatique	7	21	12	36	14	42	33	100%
Libre	3	19	7	44	6	38	16	100%
Jeux sportif	2	12	12	75	2	12	16	100%
Culturel	0	0	2	8	23	92	25	100%
Social	8	100	0	0	0	0	8	100%
Total	26	21%	39	32%	56	46%	121	100%

(chi2 = 65.8, ddl = 10,  $p \geq 0.001$ )

Tableau 4  
Durée de pratique et âge

	18-39		40-60		60 et +		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Plus de 10 ans	1	7	3	20	11	73	15	100%
De 5 à 10 ans	3	27	3	27	5	45	11	100%
De 1 à 5 ans	22	58	12	32	4	11	38	100%
- 1 an	33	59	19	34	4	7	56	100%
Total	59	49	37	31	24	20	120	100%



Tableau 5  
Fréquentation d'un autre centre et durée de pratique

	Plus de 5 ans		De 1 à 5 ans		Moins de 1 an		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Fréquentation	17	65	20	51	41	73	78	64
Absence	9	35	19	49	15	27	43	36
Total	26	100%	39	100%	56	100%	121	100%

(chi2 = 4.8, ddl = 2, p = 0.089)

Tableau 6  
Types d'activités pratiquées et fréquentation d'un autre centre

	Fréquentation		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Physique	19	24	4	9	23	19
Aquatique	20	26	13	30	33	27
Libre	6	8	10	23	16	13
Jeux sportif	9	12	7	16	16	13
Social	6	8	2	5	8	7
Culturel	18	23	7	16	25	21
Total	78	100%	43	100%	121	100%

(chi2 = 10.1, ddl = 5, p = 0.074)

Tableau 7  
Type d'activités pratiquées en dehors du CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Physique	6	27	14	41	9	29	29	33
Aquatique	6	27	9	26	9	29	24	28
Libre	1	5	3	9	3	10	7	8
Jeux sportif	7	32	0		7	23	14	16
Culturel	2	9	7	21	1	3	10	11
Social	0		1	3	2	6	3	3
Total	22	100%	34	100%	31	100%	87	100%

Tableau 8  
Mode de connaissance et durée de pratique

	Plus de 5ans		De 1 à 5 ans		Moins de 1 an		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Média	9	30	17	40	34	58	60	46
Entourage	13	43	17	40	12	20	42	32
Autres	8	27	8	19	13	22	29	22
Total	30	100%	42	100%	59	100%	131	100%

(chi2 = 8.8, ddl = 4, p = 0.067)

Tableau 9  
Durée de pratique et présence d'entourage

	Présence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Plus de 5 ans	24	92	2	8	26	100%
De 1 à 5 ans	31	79	8	21	39	100%
Moins de 1 an	31	55	25	45	56	100%
Total	86	71%	35	29%	121	100%

(chi2 = 13.8, ddl = 2, p = 0.02)

Tableau 10  
Type d'entourage pour chaque CCL

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Amis	26	55	16	64	23	51	65	56
Parenté	14	30	4	16	13	29	31	26
Voisin-travail	7	15	5	20	9	20	21	18
Total	47	100%	25	100%	45	100%	117	100%

(chi2 = 2.2, ddl = 4, p = 0.696).

Tableau 11  
Niveau de scolarité et sociabilité après l'activité

	Existence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Universitaire	28	42	39	58	67	100%
Collégial	11	34	21	66	32	100%
Primaire-secondaire	16	73	6	27	22	100%
Total	55	45	66	55	121	100%

(chi2 = 8.5, ddl = 2, p = 0.014)

Tableau 12  
Age et relations sociales après l'activité

	Existence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
18-39 ans	23	39	36	61	59	100%
40-59 ans	13	35	24	65	37	100%
60 et +	18	75	6	25	24	100%
Total	54	45	66	55	120	100%

(chi2 = 11.0, ddl = 2, p = 0.004)

Tableau 13  
Type d'activité pratiquée et relations sociales après l'activité

	Existence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Physique	9	39	14	61	23	100%
Aquatique	18	55	15	45	33	100%
Libre	5	31	11	69	16	100%
Jeux sportifs	10	62	6	38	16	100%
Social	7	88	1	12	8	100%
Culturel	6	24	19	76	25	100%
Total	55	45%	66	55%	121	100%

(chi2 = 15, ddl = 5, p = 0.011)

Tableau 14  
Durée de pratique et relations sociales après l'activité

	Existence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Plus de 5 ans	21	81	5	19	26	100%
De 1 à 5 ans	21	54	18	46	39	100%
Moins de 1 an	13	23	43	77	56	100%
Total	55	45	66	55	121	100%

(chi2 = 15, ddl = 5, p > 0.001)

Tableau 15

Présence d'entourage et relations sociales après l'activité

	Existence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Présence d'entourage	48	56	7	44	55	100%
Absence d'entourage	38	20	28	80	66	100%
Total	86	45	35	55	121	100%

(chi2 =12.9, ddl = 1, p &gt; 0.001)

Tableau 16

Les lieux de sociabilité hors activité

	L.Borne		L.Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Rue	10	23	7	37	5	17	22	24
Café	14	32	3	16	5	17	22	24
Domicile	8	18	3	16	5	17	16	17
CCL	9	20	2	11	7	24	18	20
Autres	3	7	4	22	7	24	14	15
Total	44	100%	19	100%	29	100%	92	100%

Tableau 17  
Durée de pratique et expérience d'entraide

	Existence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Plus de 5 ans	14	54	12	46	26	100%
De 1 à 5 ans	19	49	20	51	39	100%
Moins de 1 an	17	30	39	70	56	100%
Total	50	41	71	59	121	100%

(chi2 =5.3, ddl = 2, p = 0.07)

Tableau 18  
Types d'activités pratiquées et expérience d'entraide

	Expérience		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Physique	3	13	20	87	23	100%
Aquatique	16	48	17	52	33	100%
Libre	11	69	5	31	16	100%
Jeux sportifs	8	50	8	50	16	100%
Social	4	50	4	50	8	100%
Culturel	8	32	17	68	25	100%
Total	50	41	71	59	121	100%

(chi2 = 14.9, ddl = 5, p = 0.011)

Tableau 19  
Importance de la sociabilité selon l'âge

	18-39 ans		40-60 ans		+ de 60 ans		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Très importante	20	34	9	24	17	71	46	38
Importante	14	24	10	27	5	21	29	24
Moins importante	25	42	18	49	2	8	45	38
Total	59	100%	37	100%	24	100%	120	100%

(chi2 = 16.1, ddl = 4, p = 0.003)

Tableau 20  
Importance de la sociabilité selon le sexe

	Masculin		Féminin		Total	
	f	%	f	%	f	%
Très importante	9	23	37	45	46	38
Importante	14	36	15	18	29	24
Moins importante	16	41	30	37	46	38
Total	39	100%	82	100%	121	100%

(chi2 = 6.9, ddl = 2, p = 0.032)



Tableau 21  
Importance de la sociabilité selon la scolarité

	Universitaire		Collégial		Sec-prim		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Très importante	23	34	9	28	14	64	46	38
Importante	15	22	9	28	5	23	29	24
Moins importante	29	43	14	44	3	14	46	38
Total	67	100%	32	100%	22	100%	121	100%

(chi2 = 9.4, ddl = 4, p = 0.053)

Tableau 22  
Importance de la sociabilité selon l'existence de sociabilité hors activité

	Existence		Absence		Total	
	f	%	f	%	f	%
Très importante	34	62	12	18	46	38
Importante	10	18	19	29	29	24
Moins importante	11	20	35	53	46	38
Total	55	100%	66	100%	121	100%

(chi2 = 25.0, ddl = 2, p = 0.001)

Tableau 23

Types d'activités pratiquées et importance de la maîtrise technique

	Très importante		Importante		Moins importante		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Physique	7	30	10	43	6	26	23	100%
Aquatique	16	48	10	30	7	21	33	100%
Libre	6	38	6	38	4	25	16	100%
Jeux sportif	2	12	8	50	6	38	16	100%
Social	1	12	5	62	2	25	8	100%
Culturel	15	60	8	32	2	8	25	100%
Total	47	39	47	39	27	22	121	100%

Tableau 24

Importance du développement personnel selon les CCL

	L.Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Très importante	21	48	13	38	21	49	55	45
Importante	17	39	14	41	17	40	48	40
Moyennement importante	6	14	4	12	4	9	14	12
Peu importante	0	0	2	6	0	0	2	2
Pas du tout importante	0	0	1	3	1	2	2	2
Total	44	100%	34	100%	43	100%	121	100%

Tableau 25

Activité pratiquée et importance du développement personnel

	Très importante		Importante		Moins importante		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Physique	11	48	10	43	2	9	23	100%
Aquatique	21	64	9	27	3	9	33	100%
Libre	8	50	6	38	2	12	16	100%
Jeux sportif	5	31	6	38	5	31	16	100%
Social	2	25	5	62	1	12	8	100%
Culturel	8	32	12	48	5	20	25	100%
Total	55	45	48	40	18	15	121	100%

## ANNEXE C4

Tableau 1  
Type de CCL nommés selon les centres

	L. Borne		L. Montcalm		Ymca		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Paroissial	31	42	33	55	17	40	81	46
Municipal	32	44	22	37	16	37	70	40
Anglophone	10	14	5	8	10	23	25	14
Total	73	100%	60	100%	43	100%	176	100%

(Chi2=6.1, ddl=4, p=80.9%)

Tableau 2  
Associations entre thèmes

	Activité	Espace	Usager	Valeurs	Comp	Jgt
Activité	88					
Espace	50	70				
Usager	42	39	61			
Valeurs	38	34	33	57		
Comparaison	21	17	18	20	33	
Jugement	37	27	25	36	19	56

Tableau 3  
Types d'activités spécifiées selon les centres

	L. Borne n=19 nr=25, f=56%		L. Montcalm n=17 nr=17, f=50%		Ymca n=15 nr=28, f=65%		Total n=51 nr=70, f=58%	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Sport	14	50	8	24	10	33	32	35
Culture	4	14	7	20	5	17	16	17
Cours	3	11	8	24	4	13	15	16
Communtaire	7	25	11	32	11	37	29	32
Total	28	100%	34	100%	30	100%	92	100%

Tableau 4  
Types d'activités spécifiées selon le type d'activités pratiquées

	Sport n=88 Nr=52 f=59%		Sociale n=8 Nr=3, f=37%		Culturelle n=25 Nr=15, f=60%		Total N=121 Nr=70	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Sport	25	40	2	17	5	29	32	35
Culture	10	16	3	25	3	18	16	17
Cours	8	13	2	17	5	29	15	16
Communtaire	20	32	5	42	4	24	29	32
Total	63	100%	12	100%	17	100%	92	100%

Tableau 5  
Espace spécifié selon les centres

	L. Borne n=25		L. Montcalm n=20		Ymca n=25		Total n=70	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Lieu support	14	40	8	27	16	44	38	38
Lieu social	10	29	9	30	11	31	30	30
Lieu localisé	3	9	6	20	3	8	12	12
Équipement	3	9	3	10	4	11	10	10
Espace public	5	14	4	13	2	6	11	11
Total	54	100%	44	100%	54	100%	101	100%

Tableau 6  
Type d'activité spécifiée  
selon le caractère inclusif ou restrictif de l'espace

	Espace restrictif n=25		Espace inclusif n=20		Total n=70	
	f	%	f	%	f	%
Sport	16	46	5	25	21	38
Culture	6	17	5	25	11	20
Cours	4	11	2	10	6	11
Communitaire	9	26	8	40	17	31
Total	35	100%	20	100%	55	100%

Tableau 7  
Types d'activité pratiquée et caractère inclusif ou restrictif de l'espace spécifié

	Sport n=88 Nr=40, 45% f      %		Communautaire n=8 Nr=2, 25% f      %		Culturelle n=25 Nr=9, 36% f      %		Total N=121 Nr=51, 42% f      %	
Restrictif	32	66%	3	50%	13	81%	51	73%
Inclusif	27	56%	5	83%	9	56%	48	68%
Localisé	6	18%	2	33%	4	25%	12	17%
Total	65	100%	10	100%	26	100%	101	100%

Tableau 8  
Types d'utilisateurs spécifiés selon les utilisateurs spécifiés

	Tout le monde f      %		Un type d'utilisateur f      %		Total f      %	
Pers. âgées	8	33	8	31	16	32
Jeunes	9	38	10	38	19	38
Pers. seules	2	8	2	8	4	8
Pers. démunis	2	8	2	8	4	8
Famille	3	12	4	15	7	14
Total	24	100%	26	100%	50	100%

Tableau 9  
Présentation inclusive ou restrictive des usagers  
selon la présentation inclusive ou restrictive de l'espace

	Non réponse		Espace inclusif		Espace restreint		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Non Réponse	29	56	13	29	26	50	68	46
Tout le monde	4	8	12	27	5	10	21	14
Un usager	19	37	20	44	21	40	60	40
Total	52	100%	45	100%	52	100%	149	100%

(chi2 = 11.8, ddl = 4, p = 0.019)

Tableau 10  
Types d'usagers spécifiés et présentation (restrictive ou inclusive) de l'espace

	Restreint		Inclusif		Localisé		Total	
	n=41		n=48		n=12		n=101	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Non réponse	33	80%	23	48%	8	66%	64	63%
Pers. Agées	5	28	11	34	1	17	17	30
Jeunes	7	39	11	34	4	67	22	39
Autres	6	33	10	31	1	17	17	30
Total	17	100%	32	100%	6	100%	56	100%



Tableau 11  
Présentation (restrictive ou inclusive) des usagers et types d'activités spécifiées

	Sport n=32, nr=25 f=78%		Culture n=16 nr=10 f=62%		Cours n=15 nr=10 f=66%		Communitaire n=29 nr=12 f=41%		Total n=92 nr=57 f=62%	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Inclusive	1	12%	2	25%	3	43%	5	26%	11	26%
Restrictive	7	88%	6	75%	4	57%	14	74%	31	74%
Total	8	100%	8	100%	7	100%	19	100%	42	100%

Tableau 12  
Types d'usagers et activités spécifiées

	Sport n=32, nr=25 f=78%		Culture n=16 nr=10 f=62%		Cours n=15 nr=10 f=66%		Communitaire n=29 nr=12 f=41%		Total n=92 nr=57 f=62%	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
non réponse	27	84%	11	68%	12	80%	16	55%	66	71%
Pers. Agées	3	43	3	43	1	33	11	69	18	55%
Jeunes	3	43	3	43	1	33	4	25	11	33%
Autres	1	14	1	14	1	33	1	6	4	12%
Total	7	100%	7	100%	3	100%	16	100%	33	100%

Tableau 13  
Age des répondants et types d'utilisateurs spécifiés

	Personnes âgées		Jeunes		Total	
	f	%	f	%	f	%
18-39 ans	5	50	5	50	10	100%
n=49 nr=92%						
40-60 ans	4	27	11	73	15	100%
n=40 nr=60%						
60 ans et plus	7	70	3	30	10	100%
n=32 nr=43%						
Total	16	46%	19	54%	35	100%

chi2=4.6, ddl=2, p=0.099

Tableau 14  
Utilisateurs spécifiés selon la résidence actuelle des répondants

	Ailleurs		Haute-Ville		Total	
	f	%	f	%	f	%
Tout le monde	4	25	14	27	18	26
Territoire	5	31	16	31	21	31
Un usager	7	44	17	33	24	35
Une classe	0	0	5	10	5	7
Total	16	100%	52	100%	68	100%

Tableau 15  
Usagers spécifiés et référence territoriale utilisée

	Secteur		Quartier		Autres		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Tout le monde	6	35	10	27	5	22	21	27
Territoire	2	12	13	35	7	30	22	29
Un usager	8	47	12	32	8	35	28	36
Une classe	1	6	2	5	3	13	6	8
Total	17	100%	37	100%	23	100%	77	100%

Tableau 16  
Présentation de l'activité (inclusive ou restrictive) et valeurs évoquées

	Loisir n=19		Sociale n=32		Économique n=31		Communaire n=15		Total n=92	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Non réponse	6	31%	15	47%	8	26%	6	40%	35	38%
Inclusive	8	47	19	79	28	93	9	82	64	78
Restrictive	9	53	5	21	2	7	2	18	18	22
Total	17	100	24	100	30	100	11	100	82	100

Tableau 17  
Types d'activités spécifiées et valeurs évoquées

	Loisir n=19		Sociale n=32		Économique n=31		Communaire n=15		Total n=92	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Non réponse	10	53%	23	71%	22	71%	11	73%	66	72%
Sport	7	64	7	41	5	29	2	40	21	42
Culture	1	9	4	23	4	24	0		9	18
Cours	0		3	18	6	35	0		9	18
Communaire	3	27	3	18	2	12	3	60	11	22
Total	11	100	17	100	17	100	5	100	50	100

Tableau 18  
Présentation de l'espace et valeurs évoquées

	Loisir n=19		Aspt.socx n=32		Aspt. éco n=31		Communaire n=15		Total n=92	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Non réponse	10	53%	7	22%	14	45%	8	53%	39	42%
Restrictif	7	41	16	37	4	17	2	20	29	31
Inclusif	8	47	21	49	13	57	4	40	46	49
Localisé	2	12	6	14	6	26	4	40	18	19
Total	17	100	43	100	23	100	10	100	93	100

Tableau 19  
Usagers spécifiés et valeurs évoquées

	Loisir n=19		Sociale n=32		Économique n=31		Communaire n=15		Total n=92	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Non réponse	10	53%	14	43%	9	29%	5	33%	39	41%
1 usager	2	18	9	41	6	21	3	30	20	28
Territoire	2	18	6	27	6	21	6	60	20	28
Diversité	5	46	5	23	9	32	1	10	20	28
1 classe	2	18	2	9	7	25	0		11	16
Total	11	100	22	100	28	100	10	100	71	100

Tableau 20  
Types d'usagers spécifiés et valeurs évoquées

	Loisir n=19		Aspt.socx n=32		Aspt. éco n=31		Communaire n=15		Total n=92	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Non association	13	68%	18	56%	16	51%	11	73%	58	63%
Pers. âgées	5	42	3	12	4	15	1	20	13	20
Jeunes	5	42	10	42	8	31	2	40	25	37
Autres	2	16	11	46	14	54	2	40	29	43
Total	12	100	24	100	26	100	5	100	67	100

Tableau 21  
Valeurs évoquées et importance de la sociabilité

	Très Impt n=46		Impt n=29		Moins impt n=46		Total n=121	
	f	%	f	%	f	%	f	%
Non-réponse	24	52	13	45%	27	58%	64	53%
Attbtt loisir	13	32	5	17	1	4	19	20
As sociaux	15	37	12	40	5	19	32	33
As économique	7	17	8	27	16	62	31	32
Comnautair	6	15	5	17	4	15	15	15
Total	41	100	30	100	26	100	97	100

Tableau 22  
Dimension importante dans l'expérience de loisirs et valeurs évoquées

	Loisir n=19		Aspt.socx n=32		Aspt. éco n=31		Communaire n=15		Total n=92	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Non association	13	68%	18	56%	16	51%	11	73%	58	63%
As relationnel	3	13	11	48	6	26	3	13	23	100
Coût	0		4	57	1	14	2	29	7	100
Pl, santé	11	25	18	41	8	18	7	16	44	100
Proximité	1	7	6	40	4	27	4	27	15	100
Autre	19	28	23	34	17	25	8	12	67	100
Total	34	22	62	40	36	23	24	15	156	100

Tableau 23  
Activités pratiquées et valeurs évoquées

	Loisir n=19		Aspt.socx n=32		Aspt. éco n=31		Communaire n=15		Total n=92	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Crs act phy	2	13	2	13	8	53	3	20	15	100
Crs Aqua	11	34	12	38	6	19	3	9	32	100
Act Phy libre	0	0	1	14	4	57	2	29	7	100
Jeux sptif	1	14	2	29	3	43	1	14	7	100
Act soc	2	18	4	36	2	18	3	27	11	100
Act culturelles	3	12	11	44	8	32	3	12	25	100
Total	34	22	62	33	36	32	24	15	156	100

Tableau 24  
Valeurs évoquées et jugements

	CCL 1 bien		Elt satisfction		Elt critique		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
At Loisir	8	22	5	13	3	12	16	16
Aspct Soc	13	36	11	29	7	29	31	32
Aspct Éco	12	33	18	47	10	42	40	41
Comntaires	3	8	4	11	4	17	11	11
	36	100%	38	100%	24	100%	98	100%

Tableau 25  
Age et jugements

	18-40 ans		40-60 ans		60 ans et +		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%
CCL 1 bien	7	18	9	36	7	44	23	29
Elt satisfction	17	45	10	40	5	31	32	40
Elt critique	10	26	6	24	4	25	20	25
Eva négative	4	11	0		0		4	5
Total	38	100%	25	100%	16	100%	79	100%